

## VIII. PROCÉDURES DEVANT LA CHAMBRE DE RECOURS STATUANT EN MATIÈRE DISCIPLINAIRE

### 1. Introduction

La représentation de personnes physiques ou morales dans les procédures instituées par la CBE ne peut être assurée que par les mandataires agréés inscrits sur une liste tenue à cet effet par l'OEB (art. 134(1) CBE). Peut être inscrite sur la liste toute personne physique qui a satisfait aux épreuves de l'examen européen de qualification (art. 134(2)c CBE). En outre, les avocats habilités à exercer dans les Etats contractants peuvent être autorisés, dans les conditions prévues à l'art. 134(7) CBE, à assurer la représentation au même titre qu'un mandataire agréé.

Toute personne inscrite sur la liste des mandataires agréés est membre de l'*epi* (art. 5 du règlement relatif à la création d'un Institut des mandataires agréés près l'OEB; dernière version JO 1997, 350) et est soumise au règlement en matière de discipline des mandataires agréés (RDMA) (JO 1978, 91), qui a été arrêté par le Conseil d'administration de l'OEB, ainsi qu'au code de conduite professionnelle (dernière version JO 1999, 537), qui a été arrêté par l'*epi*. Les instances qui connaissent des manquements aux règles de conduite professionnelle sont la commission de discipline de l'*epi*, le conseil de discipline de l'OEB et la chambre de recours statuant en matière disciplinaire (chambre disciplinaire) (cf. art. 5 RDMA). En vertu de l'art. 8 RDMA, la chambre disciplinaire connaît en appel des recours formés contre les décisions rendues par la commission de discipline de l'*epi* et le conseil de discipline de l'OEB.

L'examen européen de qualification est notamment régi par le règlement relatif à l'examen européen de qualification des mandataires agréés (REE 1994, JO 1994, 7), modifié par décision du Conseil d'administration du 8.6.2000 (JO 2000, 320), et par les dispositions d'exécution y afférentes (JO 1998, 364). En vertu de l'art. 27 REE, la chambre disciplinaire a compétence pour connaître des recours formés à l'encontre des décisions du jury et du secrétariat d'examen. Le règlement relatif à l'examen européen de qualification a été modifié régulièrement. Lors de la publication du texte entré en vigueur le 1.5.1991 (REE 1991, JO 1991, 79), les modifications antérieures ont fait l'objet de nombreuses notes. La version actuelle du REE (REE 1994, JO 1994, 7) est entrée en vigueur le 1.5.1994, mais ses art. 14, 15, 24(2) et 28(1) REE sont applicables depuis le 10.12.1993 déjà. Par décision du Conseil d'administration du 8.6.2000 (JO 2000, 320), l'art. 27(2) et (3) REE a été modifié de telle manière qu'en cas de recours concernant l'examen européen de qualification, la chambre disciplinaire se composera dorénavant de deux membres juristes de l'OEB et d'un mandataire agréé. Les nouvelles dispositions d'exécution du REE 1994 sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998 (JO 1998, 364) et remplacent les dispositions en vigueur jusqu'à cette date (JO 1994, 595; JO 1995, 652). Malgré ces modifications, la jurisprudence de la chambre disciplinaire demeure applicable en ce qui concerne la possibilité de réexaminer les décisions du jury d'examen.

## **2. Examen européen de qualification**

### **2.1 Adoption des dispositions relatives au déroulement de l'examen**

Dans l'affaire **D 3/89** (JO 1991, 257) la chambre s'est référée à la décision fondamentale selon laquelle une chambre ne peut contrôler que de manière très limitée la validité des dispositions d'exécution du REE arrêtées par le Conseil d'administration ou, en vertu des compétences qui lui ont été déléguées, par le jury, car les instances compétentes disposent d'un pouvoir d'appréciation pour arrêter de telles dispositions. Du moment que l'instance chargée de légiférer ou les instances qui lui sont subordonnées n'outrepassent pas leur pouvoir d'appréciation, la chambre ne peut qu'appliquer à chaque cas les dispositions d'exécution qui ont été arrêtées (voir aussi **D 1/81**, JO 1982, 250, **D 5/89**, JO 1991, 210, **D 11/99** en date du 17.11.1999).

### **2.2 Conditions d'inscription**

La disposition de l'art. 7(1) REE 1991, figure désormais à l'art. 10(2) REE de la nouvelle version. Le contenu n'a pas été modifié, si bien que la jurisprudence relative à l'art. 7 REE 1991 est toujours déterminante.

Dans l'affaire **D 4/86** (JO 1988, 26), il a été dit que pour qu'il soit satisfait à la condition requise par l'art. 7(1)b)i) REE 1991, il est nécessaire que le stagiaire ait accompli son stage dans des conditions permettant de garantir qu'il a effectivement assisté un mandataire agréé en participant de manière constante aux activités se rapportant à des procédures en matière de demandes de brevet dont le mandataire assume réellement la charge.

D'après la décision **D 3/89** (JO 1991, 257), un candidat peut justifier de connaissances scientifiques ou techniques de niveau équivalent au niveau universitaire au sens de l'art. 7(1)a) REE, 2<sup>e</sup> membre de phrase, non seulement s'il a accompli trois années supplémentaires d'activité dans le domaine des brevets, mais encore s'il a exercé une activité adéquate dans un autre domaine pouvant être pris en considération (par ex. dans le recherche).

Dans la décision **D 14/93** (JO 1997, 561), la chambre a fait observer que les activités dont un candidat doit justifier pour pouvoir être admis à l'examen européen de qualification au titre de l'art. 7(1)b) REE (1991) ne doivent pas avoir été exercées auprès d'un avocat qui n'est pas inscrit sur la liste des mandataires agréés, même s'il s'agit d'un avocat qui est par ailleurs conseil en brevets selon le droit national (cf. art. 134(7) CBE). De l'avis du requérant, le fait que l'art. 7 REE (1991) ne prévoit pas la possibilité d'effectuer un stage sous la direction d'un avocat représentait une atteinte au principe de l'égalité de traitement des avocats et des mandataires agréés (art. 134(1) CBE) énoncé à l'art. 134(7) CBE. La chambre n'a pas suivi ce raisonnement, parce que les activités citées à l'art. 7(1)b) REE supposent des connaissances scientifiques ou techniques, et que les avocats n'ont généralement pas ces connaissances indispensables à la qualité de formateurs et nécessaires pour l'exercice des activités se rapportant aux demandes de brevet ou aux brevets européens.

Dans la décision **D 25/96** (JO 1998, 45), la chambre a considéré que l'activité professionnelle

dont il faut justifier, conformément à l'art. 10(2)a) REE 1994, pour l'inscription à l'examen européen de qualification, ne pouvait pas être accomplie auprès d'un conseil en brevets allemand indépendant qui n'était pas inscrit sur la liste des mandataires agréés.

### 2.3 Pouvoir de vérification en matière d'examen

En vertu de l'art. 27(1) REE 1994, les décisions du jury ne sont susceptibles de recours que pour violation des dispositions du REE ou de toute disposition relative à son application.

Dans l'affaire **D 1/92** (JO 1993, 357), le requérant avait fait valoir que les examinateurs concernés n'avaient pas correctement noté les copies. La chambre a fait observer que s'agissant de la possibilité, pour la chambre de recours statuant en matière disciplinaire de l'OEB, de vérifier des décisions du jury d'examen, celles-ci ne peuvent en principe faire l'objet d'une vérification que pour déterminer si le règlement relatif à l'examen européen de qualification (REE) ou les dispositions relatives à son application, ou encore un droit supérieur n'ont pas été enfreints.

Partant de ce principe, la chambre a conclu qu'il n'entrait **pas** dans ses attributions de vérifier **au fond** la procédure d'examen. Seules peuvent être prises en considération des erreurs graves et évidentes commises par un examinateur notant les copies d'un candidat et sur lesquelles se fonde la décision attaquée. De plus, l'erreur alléguée doit être suffisamment manifeste pour qu'elle puisse être constatée sans qu'il y ait à reprendre toute la procédure de notation. Toute autre assertion selon laquelle les copies n'auraient pas été correctement notées ne relève pas du pouvoir de la chambre, étant donné que les jugements de valeur ne ressortissent pas à l'instance juridictionnelle (cf. également **D 6/92** (JO 1993, 361)).

Dans l'affaire **D 6/98**, la chambre a déclaré que ces conditions se rapprochaient de celles applicables à la rectification d'erreurs en vertu de la règle 89 CBE, à savoir en particulier en cas d'erreur de transcription ou de calcul commise lors de l'évaluation. En vertu de l'art. 27(1) REE, la chambre disciplinaire n'est pas habilitée à rouvrir la procédure de notation (**D 15/97**). Cette chambre n'est en effet pas conçue comme une deuxième instance qui aurait compétence pour vérifier si les travaux des candidats ont été notés correctement ou de manière appropriée sur le fond, et dont l'appréciation sur le fond pourrait se substituer à celle portée par le jury (**D 20/96**).

### 2.4 Conditions de l'examen

Dans la décision **D 2/95**, la chambre a signalé que l'assertion selon laquelle le requérant aurait été discriminé du fait que quelques autres candidats avaient été autorisés à utiliser du papier normal au lieu de papier carbone, ne constituait pas une infraction aux dispositions d'examen. Il se peut, certes, que certains candidats trouvent la deuxième possibilité plus laborieuse, mais l'inverse peut également se produire. D'autres arguments également avancés dans ce domaine (comme par ex. le délai trop court imparti pour accomplir les épreuves, ou le fait qu'un candidat soit désavantagé parce que sa langue maternelle n'est pas une langue officielle de la CBE, et qu'il a dès lors besoin de plus de temps que les autres pour achever les épreuves) ne doivent pas non plus être considérés comme une atteinte aux dispositions applicables (**D 11/00**).

Dans l'affaire **D 1/94** (JO 1996, 468) toutefois, la chambre a constaté qu'une erreur de traduction pouvait constituer une infraction à l'art. 11(3) REE (1991) (= art. 15(3) REE 1994), dans la mesure où il est admis dans cet article que la traduction dans l'une des trois langues officielles de l'OEB de la réponse rédigée par le candidat dans la langue de son choix est parfaitement correcte. Dans sa décision, le jury d'examen doit donc expliquer pour quels motifs il considère que les erreurs de traduction qui ont été commises ne constituent pas une faute grave au sens qui a été indiqué plus haut.

Dans la décision **D 14/95**, le requérant avait essentiellement allégué, pour motiver son recours, qu'il y avait eu violation de l'obligation d'égalité de traitement. Le candidat, qui avait acquis ses qualifications techniques dans le domaine de la biochimie, avait fait valoir qu'il avait été désavantagé par rapport à un spécialiste en mécanique, puisque l'épreuve C avait trait à ce domaine. L'appréciation de l'épreuve C, "légèrement insuffisant", était attribuable au fait précité. La chambre a estimé qu'il n'y avait pas eu violation du principe de l'égalité de traitement, ne fût-ce déjà que parce que le problème de l'"autre" domaine technique se pose pour tous, c'est-à-dire tous les candidats qui ne sont pas des spécialistes d'un certain domaine faisant l'objet de l'examen. L'on peut concéder au requérant que la procédure d'examen donne en fin de compte lieu à une certaine "inégalité". Lorsqu'il choisit les domaines techniques, le jury d'examen doit en retenir certains, puisqu'il n'y a qu'un nombre limité d'épreuves. C'est pourquoi il se trouvera toujours des candidats plus spécialisés que leurs collègues dans le domaine technique sélectionné. Ces différences sont néanmoins inhérentes au système d'un examen général, et ne représentent donc pas une inégalité de traitement arbitraire. Cela est notamment d'autant plus vrai que l'épreuve C n'est pas avant tout un test de connaissances techniques, mais qu'elle sert plutôt à démontrer que le candidat est capable de rédiger un acte d'opposition à un brevet européen.

La violation du principe de l'égalité de traitement a également été invoquée par un autre candidat dans l'affaire **D 9/96**, eu égard à l'art. 15 REE 1994, qui réglemente l'utilisation des langues. La chambre a certes reconnu que les candidats ne sont pas tous traités sur un pied d'égalité, puisque tous ne reçoivent pas les épreuves d'examen dans leur langue maternelle. Néanmoins, il faut tenir compte, dans ce contexte, du fait que la différence précitée découle directement du régime linguistique de la CBE elle-même. Selon l'art 14(1) CBE, les langues officielles de l'OEB sont l'allemand, l'anglais et le français. Tout mandataire agréé est inévitablement confronté à des documents et à des communications rédigés dans l'une des trois langues officielles de l'OEB. Dans l'intérêt du public comme dans celui de ses clients, chaque mandataire agréé est dès lors censé comprendre au moins l'une des langues officielles de l'OEB et être capable de travailler sur des documents et des notifications établis dans cette langue.

Les recours **D 10/97**, **D 15/97**, **D 17/97** et **D 5/97** formés contre la décision du jury d'examen de ne pas déclarer les candidats concernés admis à l'épreuve D de l'examen européen de qualification de 1996 s'inscrivaient dans le contexte suivant, à savoir que la question 11 avait fait défaut dans certains exemplaires de l'épreuve D qui avaient été distribués aux candidats. En conséquence, le jury d'examen a automatiquement attribué à chaque candidat la note maximale pour la question 11. Ainsi qu'il a déjà été exposé dans la décision **D 14/95**, la chambre disciplinaire a relevé à cet égard que le principe de l'égalité de traitement ne fonde aucun droit à une égalité de traitement absolue, tant que, dans une situation donnée, la

nature et l'ampleur de l'inégalité de traitement sont acceptables au regard des faits. Il y aurait irrégularité, à critiquer, si les conditions d'examen étaient fixées de manière à défavoriser une partie des candidats, et ce sans motif apparent qui soit acceptable au regard des faits. Le jury d'examen a octroyé aux candidats ayant reçu les épreuves incomplètes de l'examen une compensation qui semble tout à fait adaptée à la nature et à l'ampleur des faits dans la situation donnée. Même s'il en résulte forcément une certaine inégalité de traitement des candidats, celle-ci est néanmoins minime dans son ampleur et acceptable dans les circonstances particulières de l'espèce. Cette solution permet notamment de garantir qu'aucun des candidats n'obtiendra un résultat inférieur à celui qu'il aurait obtenu en cas d'évaluation objective de ses réponses. Selon la chambre, la façon dont le jury d'examen a remédié à l'erreur était donc adaptée aux circonstances et ne constituait pas une inégalité de traitement contraire à la loi.

Dans plusieurs décisions, la chambre disciplinaire a fait observer qu'un recours introduit en bonne et due forme dans les délais devait être traité par le jury conformément au point 7 des instructions aux candidats pour le déroulement de l'examen (JO 1995, 145) et au point 7 des instructions aux surveillants (JO 1995, 153). En principe, le jury doit faire part au requérant de son avis provisoire et lui donner l'occasion de prendre position. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il viole des principes généralement admis du droit procédural (art. 125 CBE), notamment le droit d'être entendu (art. 113(1) CBE) (**D 17/96, D 2/97, D 2/99, D 3/99**).

## **2.5 Obligation de motiver les décisions du jury d'examen**

L'affaire **D 12/97** (JO 1999, 566) traite de la question de savoir s'il convient de motiver les décisions du jury d'examen informant un candidat qu'il n'est pas admis. La chambre de recours statuant en matière disciplinaire a relevé que le règlement relatif à l'examen européen de qualification (REE) ne prévoit aucune obligation de motivation pour les décisions prises dans le cadre de l'examen européen de qualification. Conformément à la règle 9(2) des dispositions d'exécution du REE, seules les réponses et les feuilles de notation doivent être envoyées aux candidats ajournés.

La chambre a également jugé non fondées les réserves d'ordre constitutionnel du requérant, selon lesquelles l'obligation de motiver les décisions du jury d'examen constitue un droit fondamental de procédure au sens de l'art. 125 CBE dans les Etats parties à la CBE. Pour qu'il y ait obligation de motiver ces décisions sur la base de l'art. 125 CBE, il doit être prouvé qu'il s'agit d'un principe généralement admis dans les Etats parties à la CBE.

## **2.6 Cas limite**

En vertu du règlement relatif à l'examen européen de qualification de 1994 (REE de 1994) et de ses dispositions d'exécution (DE de 1994), il n'est pas possible de procéder à une évaluation dans des cas limites, afin d'établir si le candidat est qualifié pour exercer l'activité de mandataire agréé près l'Office européen des brevets. L'art. 17(1) REE 1994 est exhaustif. Aux termes de cet article, le candidat doit obtenir des notes suffisantes à chaque épreuve pour être reçu à l'ensemble de l'examen européen de qualification. La seule exception a été fixée à la règle 10 DREE (dispositions d'exécution du REE 1994) qui, en vertu de l'art. 17 REE 1994, est également exhaustive et ne s'applique qu'aux candidats se présentant à

l'examen pour la première fois (**D 8/96**, JO 1998, 302).

Les requérants qui n'ont pas été reçus à l'examen de qualification se prévalent fréquemment des principes énoncés dans la décision **D 1/93** (JO 1995, 227) au sujet des cas limites, à savoir que lorsqu'un candidat échoue à l'une des épreuves qu'il repasse, le jury doit analyser les résultats obtenus par ce candidat à l'ensemble des épreuves, en tenant compte non seulement des notes obtenues, mais aussi de la somme arithmétique des notes obtenues, de la nature des épreuves et des résultats obtenus à chaque partie des épreuves. Se référant à la décision **D 8/96**, la chambre disciplinaire a déclaré dans plusieurs décisions (**D 2/96**, **D 4/96**, **D 2/97**, **D 3/97**, **D 18/97**, **D 8/98**) qu'en vertu du nouvel art. 17(1) REE 1994, les candidats n'ont plus droit à une telle appréciation globale. Dans la nouvelle situation juridique, la réussite de l'examen dans le cas où un candidat repasse certaines épreuves suppose qu'une note suffisante ait été obtenue à chaque épreuve. Par conséquent, les principes énoncés dans la décision **D 1/93** ne sont plus applicables.

### **3. Affaires disciplinaires**

#### **3.1 Mesures disciplinaires**

Selon la décision **D 5/86** (JO 1989, 210), la prise d'une mesure disciplinaire suppose qu'un manquement aux règles de conduite professionnelle puisse être constaté pour emporter la conviction de l'instance disciplinaire. S'il n'est pas nécessaire que cette constatation corresponde à une certitude absolue, il faut toutefois qu'elle repose sur un degré de probabilité tel qu'il équivale dans la pratique à une certitude. Une mesure disciplinaire ne peut pas être prise s'il est possible, en s'appuyant sur des arguments raisonnables, de mettre en doute la constatation d'un manquement à une règle de conduite professionnelle.

Dans l'affaire **D 11/91** du 14.9.1994 (JO 1995, 721), le conseil de discipline de l'OEB avait prononcé la radiation du requérant de la liste des mandataires agréés pour une durée indéterminée. Par son recours, le requérant avait contesté la mesure disciplinaire et soutenu que la procédure devant la chambre disciplinaire n'avait pas été conforme aux dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), en particulier parce que la chambre de recours ne serait pas créée par la loi, mais par le Conseil d'administration de l'OEB, les organes disciplinaires ne constitueraient pas un tribunal indépendant, la chambre de recours ne serait pas une instance nationale et ses décisions ne pourraient pas être déferées à une seconde instance.

La chambre a déclaré que la CEDH contient des règles qui expriment des principes généraux du droit communs aux Etats membres de l'Organisation européenne des brevets. De telles règles doivent donc être considérées comme faisant partie du système juridique de cette Organisation et être observées par toutes ses instances. Il en est ainsi de l'art. 13 CEDH qui vise à garantir la protection juridictionnelle des droits individuels. La référence faite dans cet article à une "juridiction nationale" renvoie certes à une juridiction compétente selon la loi de l'Etat en cause. Toutefois, en ratifiant la Convention de Munich, les Etats contractants ont accepté un transfert de prérogatives soumettant les mandataires agréés auprès de l'Office européen des brevets à des règles professionnelles identiques, contrôlées par une instance centralisée dont les décisions sont susceptibles d'un recours effectif devant une seconde

instance dont le statut des membres garantit l'indépendance. L'élaboration de ces règles et la création desdites instances s'avèrent donc conformes aux principes généraux du droit, et notamment à ceux exprimés dans la CEDH.

Pour ce qui concerne la mesure disciplinaire, la chambre a considéré qu'afin de respecter la nécessaire proportionnalité entre la sanction et la gravité des faits réprimés ainsi que le caractère préfixé (ou déterminé) que doit revêtir toute peine pour échapper à l'arbitraire, la disposition de l'art. 4(1)e) RDMA doit s'entendre "pour une durée non déterminée par le texte", c'est-à-dire pour une durée à l'appréciation de l'instance disciplinaire compétente qui, dans sa décision, doit la fixer et motiver la raison de son choix.

Dans l'affaire **D 20/99** (JO 2002, 19), la chambre a estimé que la loi nationale d'amnistie était dépourvue de portée en matière de poursuites disciplinaires dans l'ordre international.

Dans cette affaire, l'abus de bien sociaux était constitutif d'un acte de distorsion déloyale de concurrence entre confrères et ainsi d'un manquement à la déontologie des mandataires agréés devant l'OEB.

### **3.2 Possibilité de recours contre les décisions rendues en matière disciplinaire**

Dans l'affaire **D 15/95** (JO 1998, 297), la chambre a estimé que la décision de la commission de discipline mettant fin à la procédure engagée à la suite d'une plainte n'est une décision au sens où on l'entend en droit que pour les personnes citées à l'art. 8(2) RDMA, et que par conséquent seules ces personnes peuvent l'attaquer par un recours. Le plaignant n'a donc pas le droit de former recours. L'instance de recours se contente de vérifier si les droits de la "personne poursuivie", c'est-à-dire, au sens du règlement en matière de discipline des mandataires agréés, du "mandataire agréé qui fait l'objet de poursuites disciplinaires" ont été respectés (cf. aussi **D 1/98**). Dans les affaires **D 28/97** et **D 24/99**, la chambre a déclaré que la procédure disciplinaire ne servait pas à faire respecter les intérêts individuels, même si elle peut les affecter dans certains cas, mais à garantir l'exercice correct et régulier de la représentation devant l'OEB, et ce dans l'intérêt général. Seules les juridictions compétentes en la matière, notamment de l'ordre civil, peuvent connaître des revendications individuelles découlant d'un manquement aux règles de conduite professionnelle par un mandataire agréé.

## **4. Code de conduite professionnelle**

Les principes généraux de conduite professionnelle sont fixés dans le code de conduite professionnelle dont la nouvelle version a été publiée au JO 1999, 537. Le point 1 du code de conduite professionnelle renvoie à son tour au RDMA (JO 1978, 91) pour ce qui concerne les obligations générales des membres de l'epi.

### **4.1 Obligations professionnelles générales**

Dans la décision **D 16/95**, la chambre a signalé que l'établissement et la production d'une traduction, ainsi que le paiement des taxes au cours de la phase nationale dans un Etat contractant, sont couverts par l'art. 1 RDMA, même s'il ne s'agit pas en l'occurrence

d'activités directement liées à la procédure de délivrance des brevets, d'opposition ou de recours. Il s'agit en effet d'activités en rapport avec un brevet européen (cf. art. 65 CBE et art. 141 CBE), qui font partie des tâches d'un mandataire agréé. La réglementation de ces activités par les dispositions de l'art. 1 RDMA se justifie cependant aussi eu égard au fait qu'il est difficile, pour des personnes extérieures (par ex. celles qui sont chargées de traduire le fascicule de brevet), d'établir une distinction entre les activités d'un mandataire agréé, qui touchent directement aux procédures de délivrance du brevet, d'opposition ou de recours, et celles qui ne remplissent pas cette condition. Etant donné que les activités d'un mandataire agréé relatives à la phase nationale sont régies par les dispositions de l'art. 1 RDMA, la conduite répréhensible d'un mandataire agréé en rapport avec ces activités constitue une violation des obligations professionnelles générales conformément à l'art. 1 RDMA.

#### **4.2 Secret professionnel**

Dans la décision **D 11/91** du 18.5.1993 (JO 1994, 401), le requérant avait demandé que certaines pièces versées au dossier par le plaignant soient écartées des débats, au motif notamment que ces pièces porteraient atteinte à l'obligation de confidentialité que les mandataires sont tenus de respecter. Il s'agissait des correspondances échangées entre le plaignant et les instances disciplinaires et des correspondances afférentes à une opposition.

La chambre de recours a décidé que le respect du secret professionnel prescrit par l'art. 2 RDMA fait obstacle aux pouvoirs d'investigation des instances disciplinaires et limite l'obligation faite au mandataire agréé près de l'OEB par l'art. 18 RDMA de fournir toute information qui en relève. En revanche, la simple obligation de confidentialité qui résulte d'un principe tiré de la première partie du RDMA ne saurait être invoquée pour refuser d'obtempérer à une réquisition fondée sur les dispositions de l'art. 18 RDMA.

#### **4.3 Publicité**

Dans la nouvelle version du code de conduite professionnelle (JO 1999, 537), l'interdiction de faire de la publicité, qui était édictée au point 2 de l'ancienne version, a été remplacée par une nouvelle disposition (point 2a), selon laquelle la publicité est généralement autorisée, pour autant qu'elle soit véridique et objective. Par conséquent, la décision **D 12/88** (JO 1991, 591), dans laquelle la chambre disciplinaire s'est prononcée sur l'interdiction de faire de la publicité pour un cabinet de conseils en brevets, n'est plus applicable.

## **IX. L'OEB AGISSANT EN QUALITE D'ADMINISTRATION PCT**

### **A. Introduction**

#### **1. Nouvelle structure des dispositions de la CBE relatives aux demandes internationales selon le PCT**

Par décision du Conseil d'administration en date du 13.10.1999, qui est entrée en vigueur le 1.3.2000 (JO 1999, 660 s. et 696 s.), les dispositions du règlement d'exécution de la CBE relatives aux demandes internationales selon le PCT ont été modifiées. Une nouvelle partie IX a été insérée dans le règlement d'exécution, qui comprend les anciennes règles 104 à 104quater CBE, ainsi qu'un certain nombre de nouvelles dispositions. Les règles ont par ailleurs été renumérotées (règles 104 à 112 CBE) dans un souci de clarté. Enfin, les anciennes règles 105 à 106bis CBE, qui contenaient des dispositions relatives à la période transitoire, ont été supprimées car elles n'étaient plus pertinentes.

#### **2. Nouveaux délais pour l'entrée dans la phase européenne d'une demande internationale (règle 107(1) CBE)**

En vertu de l'art. 22(3) CBE ou de l'art. 39(1)b) PCT, la CBE peut fixer, pour l'entrée dans la phase européenne, des délais plus longs que les délais normaux de 20 et 30 mois prévus par le PCT. S'agissant de l'entrée dans la phase européenne d'une demande internationale, la règle 107(1) CBE, dans sa version en vigueur jusqu'au 1.1.2002, prescrivait deux délais différents, qui commençaient à courir à partir de la date de dépôt ou de priorité, à savoir un délai de 31 mois lorsque l'OEB agit en qualité d'office élu (chapitre II du PCT) et un délai de 21 mois lorsque l'OEB agit uniquement en qualité d'office désigné (chapitre I du PCT).

Par décision du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets en date du 28 juin 2001, l'OEB a désormais harmonisé les deux délais prévus à la règle 107(1) CBE en fixant un délai unique de 31 mois. La modification est entrée en vigueur le 2 janvier 2002 et s'applique à toutes les demandes internationales pour lesquelles, à cette date, les actes prescrits à la règle 107(1) CBE n'ont pas encore été valablement accomplis et le délai prévu à cet effet à la règle 107(1) CBE dans son ancienne version n'est pas encore venu à expiration (JO 2001, 373).

### **B. Compétence des chambres de recours dans les procédures selon le PCT**

En vertu des art. 154(3) et 155(3) CBE, la fonction ou compétence conférée par la règle 40.2 c) PCT et la règle 68.3 c) PCT a été attribuée aux chambres de recours de l'OEB. Cette fonction concerne ainsi le seul cas de l'examen d'une réserve à l'encontre d'une invitation à payer des taxes additionnelles pour absence d'unité.

Dans la décision **J 20/89** (JO 1991, 375), la chambre a eu à décider si, durant la phase internationale d'une demande PCT, elle est compétente pour revoir des décisions rendues par l'Office européen des brevets agissant en qualité d'administration chargée de l'examen

préliminaire international (IPEA) au sens du chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets (cf. art. 150 CBE et art. 155 CBE). Elle a fait observer que le PCT ne prévoit aucune possibilité de contestation ou de recours pendant la phase internationale. Mis à part la règle 40.2 c) PCT et la règle 68.3 c) PCT, le PCT et son règlement d'exécution ne prévoient nulle part la possibilité de former pendant la phase internationale un recours devant l'administration agissant en tant qu'administration chargée de la recherche internationale (ISA) ou en tant qu'IPEA. Les demandeurs ne sont pas toutefois entièrement dépourvus de protection juridique durant la phase internationale, toutes les administrations du PCT acceptant et prenant dûment en considération les requêtes visant à obtenir le réexamen d'une décision prise antérieurement pendant la phase internationale, bien qu'il n'y ait aucune disposition explicite en ce sens dans le PCT. De plus, un Office désigné ou élu peut revoir, pendant la phase nationale, une décision prise pendant la phase internationale par une ISA ou une IPEA.

La chambre a relevé que l'art. 150(3) CBE dispose que lorsque l'OEB agit en qualité d'Office désigné ou d'Office élu pour une demande internationale, cette demande est réputée être une demande de brevet européen. Par conséquent, rien ne s'oppose à ce que, pour compléter les dispositions du PCT, il soit fait appel en l'occurrence aux procédures de recours prévues par la CBE (cf. art. 150(2) CBE). Toutefois, si l'OEB n'est ni Office récepteur, ni Office désigné, ni Office élu mais agit uniquement en tant qu'**ISA ou IPEA**, l'art. 150(2) CBE ne peut être appliqué, pour ce qui est de la procédure de recours, que pour compléter les dispositions explicites de la règle 40.2 c) PCT et de la règle 68.3 c) PCT, lesquelles régissent uniquement l'examen par un comité ou toute autre instance spéciale des ISA ou des IPEA de réserves formulées à l'encontre de la fixation de taxes additionnelles. La chambre conclut donc que pendant la phase internationale d'une demande PCT, les chambres de recours de l'OEB ne sont pas compétentes pour statuer sur des recours formés contre des décisions prises par l'OEB agissant **uniquement** en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international au sens du chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets.

Dans l'affaire **J 15/91** (JO 1994, 296), le demandeur avait déposé sa demande de brevet internationale auprès de l'OEB et en même temps acquitté la taxe due pour l'examen préliminaire international, mais il n'avait déposé la demande d'examen préliminaire international qu'après l'expiration du 19<sup>e</sup> mois à compter de la date de priorité, contrairement aux dispositions de l'art. 39(1)a) PCT. Agissant en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA), l'OEB avait notifié au demandeur que le paiement de la taxe ne saurait se substituer à la présentation en temps utile de la demande d'examen. En conséquence, il ne pouvait bénéficier d'un report du début de la phase régionale à 30 mois à compter de la date de priorité.

Les conclusions que le demandeur a présentées dans son recours contre cette notification visaient à établir qu'il avait demandé l'examen préliminaire international en temps utile. Faisant référence à la décision **J 20/89** (supra), le requérant a estimé que la chambre était compétente en l'espèce, car, pour la demande de brevet concernée, l'OEB n'a pas agi, comme dans l'affaire citée, uniquement en qualité d'IPEA, mais aussi, préalablement, en tant qu'office récepteur. Cette décision est fondée sur le principe selon lequel l'OEB doit uniquement se conformer aux dispositions du PCT, au règlement d'exécution du PCT et à

l'accord conclu entre l'Organisation européenne des brevets et l'OMPI (JO 1987, 515), lorsque, **dans la phase internationale** de la procédure PCT, l'OEB intervient comme l'une des administrations internationales prévues dans cet accord. Pour la procédure au sein de l'IPEA, cela découle de l'art. 34(1) PCT. La CBE n'est donc pas applicable. Hormis le cas des réserves émises à l'encontre d'une invitation de l'ISA ou de l'IPEA à payer des taxes additionnelles pour la recherche en cas d'absence d'unité de l'invention, les dispositions du PCT ne prévoient pas de recours pour la phase internationale. En outre, la chambre a estimé que même le fait que l'OEB ait agi, en l'espèce, en qualité d'office récepteur ne signifiait pas que les chambres de recours aient compétence pour statuer. L'examen préliminaire international effectué par l'IPEA constitue une procédure particulière à distinguer de la procédure devant l'office récepteur et devant l'ISA. Conformément à l'art. 31(3) PCT, la demande d'examen préliminaire international doit être établie indépendamment de la demande internationale, et, conformément à l'art. 31(6)a PCT, être présentée à l'IPEA, et non à l'office récepteur. Le fait que l'OEB peut exercer toutes les fonctions comprises dans la phase internationale de la procédure PCT ne modifie en rien la séparation des procédures. Il a donc été décidé que les chambres de recours de l'OEB n'étaient pas compétentes pour examiner les recours formés contre des actes accomplis par l'OEB agissant en qualité d'IPEA. Ainsi, la chambre de recours juridique a confirmé la décision qu'elle avait rendue dans l'affaire **J 20/89**.

Dans l'affaire **J 14/98**, le demandeur avait fait valoir que les Etats parties à la CBE ayant été élus conformément à l'art. 39 PCT, le délai de 31 mois (et non de 21 mois) prévu à la règle 104ter(1) CBE s'appliquait en l'espèce. En fait, la demande d'examen préliminaire international (demande au titre du chapitre II du PCT) avait bien été présentée en temps utile, mais suite à un certain nombre d'erreurs (y compris l'indication dans la demande d'examen d'un numéro erroné de la demande de brevet), elle avait été égarée à l'USPTO (office américain des brevets) agissant en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) au titre du PCT.

La chambre a fait observer qu'en vertu des dispositions du PCT, c'est à l'office agissant en qualité d'IPEA (en l'occurrence l'USPTO) qu'il appartient de déterminer si une demande présentée au titre du chapitre II du PCT satisfait aux exigences de forme prévues dans le PCT (cf. art. 34 PCT ensemble la règle 60.1 PCT, et en particulier la règle 60.1 c) PCT). Aussi la chambre a-t-elle bien précisé que ni l'OEB (s'il n'agit pas en qualité d'IPEA), ni les chambres de recours n'ont compétence pour statuer sur des demandes au titre du chapitre II du PCT (**J 20/89**, JO 1991, 375). Par conséquent, la question de savoir si l'art. 39(1)a) PCT produisait ou non ses effets dans la procédure devant l'OEB devait être tranchée sur la base des conclusions de l'IPEA chargée de la demande. Il en va de même lorsque l'IPEA (en l'occurrence l'USPTO) agit conformément aux ordres qui lui sont donnés dans une décision finale rendue par une juridiction (en l'occurrence la CAFC) et qui s'impose à l'IPEA. En tout état de cause, la chambre juridique n'était en mesure ni de contester la compétence de la CAFC dans ces circonstances, ni de réexaminer sur le fond la décision de la CAFC.

La chambre a par ailleurs estimé que la conclusion tirée par la CAFC dans sa décision, à savoir que la demande au titre du chapitre II avait été valablement présentée en temps utile, constituait les faits sur la base desquels il y avait lieu de poursuivre la procédure devant l'OEB agissant en qualité d'office désigné ou élu. Elle a déclaré qu'en ce qui concerne les

décisions de l'OEB relatives à l'entrée dans la phase régionale de demandes PCT, la compétence des chambres de recours découle clairement de l'art. 150(3) CBE ensemble les règles 104ter et 104quater CBE (versions en vigueur avant leur révision en 1998). Dans ces circonstances, la chambre de recours juridique avait donc compétence pour examiner la décision prise par la section de dépôt de l'OEB.

## **C. L'OEB agissant en qualité d'ISA**

### **1. Obligation pour l'ISA de suivre les Directives concernant la recherche selon le PCT**

Dans les décisions **G 1/89** et **G 2/89** (JO 1991, 155 et 166), la Grande Chambre de recours a décidé que l'OEB agissant en qualité d'ISA peut, en application de l'art. 17(3)a) PCT, inviter le déposant à payer une taxe additionnelle pour la recherche lorsqu'il considère "a posteriori" que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention.

D'après l'art. 2 de l'accord conclu le 1.10.1997 (JO 1998, 85) entre l'Organisation européenne des brevets et l'OMPI, l'OEB doit se conformer aux Directives concernant la recherche selon le PCT. Cet accord est dûment fondé sur l'art. 154 CBE et l'art. 16 PCT, et il lie par conséquent l'OEB ainsi que les chambres de recours, lorsque celles-ci exercent au titre du PCT les fonctions spéciales visées à l'art. 154(3) CBE. Les Directives concernant la recherche selon le PCT font explicitement référence à l'examen "a posteriori" de l'unité de l'invention par l'ISA, c'est-à-dire après qu'il a été apprécié si les revendications sont nouvelles et impliquent une activité inventive par rapport à l'état de la technique. C'est seulement en cas de conflit entre les Directives et le PCT lui-même que le PCT prévaut. Toutefois, attendu que la Grande Chambre de recours ne pouvait pas vérifier une telle divergence, elle a conclu qu'il faut appliquer par principe les Directives concernant la recherche selon le PCT en cas de défaut d'unité a posteriori.

### **2. Procédure de réserve**

Si la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention, l'ISA invite le déposant à payer des taxes de recherche additionnelles (art. 17(3)a) PCT, règle 40.3 PCT dans un délai fixé par l'ISA. Tout déposant peut payer les taxes additionnelles sous réserve, et déclencher ainsi un réexamen de l'invitation (règle 40.2 c) PCT).

#### **2.1 Motivation de l'invitation à payer des taxes additionnelles**

Aux termes de la règle 40.1 PCT, l'ISA est tenue de préciser les **raisons** pour lesquelles elle considère que la demande ne satisfait pas à l'exigence d'unité d'invention. Selon la jurisprudence constante, l'indication des raisons dans l'invitation à payer des taxes additionnelles est une **condition essentielle**, et une invitation est dépourvue d'effet juridique si ne sont pas précisées les raisons établissant l'absence d'unité (**W 4/85** et **W 7/86** (JO 1987, 63 et 67), **W 9/86** (JO 1987, 459), **W 7/85** (JO 1988, 211)).

La décision **W 4/85** (JO 1987, 63) énonce les conditions minimales à remplir pour qu'un

exposé des raisons soit suffisant. C'est ainsi que l'exposé des raisons doit présenter dans une **suite logique** les considérations essentielles qui ont amené l'administration chargée de la recherche à constater le défaut d'unité de l'invention, afin de permettre au déposant et à l'instance de recours d'examiner ces considérations (cf. aussi **W 2/93**, **W2/95**). Dans les **cas simples**, on peut estimer qu'il suffit d'énumérer les objets concernés dans la mesure où il ressort immédiatement de cette énumération qu'il n'y a pas dans la demande un seul concept inventif général (par ex. dans l'affaire **W 7/92**). De même, dans les décisions **W 7/86** (JO 1987, 67), **W 33/90**, **W 50/90**, **W 16/91**, **W 32/91**, **W 43/91** et **W 9/92**, il est rappelé que l'énumération des inventions, telles que l'ISA les a dénombrées, ne constitue un exposé suffisant des motifs que dans des cas exceptionnels.

Dans les décisions **G 1/89** et **G 2/89**, la Grande Chambre de recours a fait observer que lorsqu'elle examine l'unité de l'invention, l'ISA devrait bien entendu toujours s'efforcer de traiter le déposant de manière équitable, le paiement de taxes additionnelles conformément à l'art. 17(3)a PCT ne devant être exigé que dans des **cas** où la situation est parfaitement **claire**. En particulier, étant donné que selon le PCT, l'unité de l'invention est examinée sans que le déposant puisse présenter d'observations, l'ISA devrait faire preuve de prudence lorsqu'elle apprécie la nouveauté et l'activité inventive, et dans des cas limites, s'abstenir plutôt de considérer qu'une demande ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention au motif qu'elle n'est pas nouvelle et n'implique pas d'activité inventive (voir **W 34/89**, **W 23/92**).

Dans l'affaire **W 26/91**, la chambre a conclu que l'ISA était allée à l'encontre des principes posés par la Grande Chambre de recours dans les décisions **G 1/89** et **G 2/89**. Le simple fait de citer trois documents, sans analyser ce qui a été divulgué, et d'alléguer que l'invention est dénuée de nouveauté ou d'activité inventive au regard de ces documents, ne saurait être considéré comme un traitement équitable (cf. également **W 3/92**, **W 3/96**). Lorsque le défaut d'activité inventive n'apparaît pas immédiatement, il y a lieu de supposer, en cas de doute, qu'il y a unité (cf. **W 23/89** et **W 51/90**).

Dans la décision **W 3/93** (JO 1994, 931), l'ISA n'avait pas basé son objection relative à l'absence d'unité sur l'état de la technique mentionné dans la demande de brevet ou déterminé lors de la recherche. Il s'agissait donc d'une objection "a priori" au sens du chapitre VII, 9 des Directives concernant la recherche selon le PCT. Selon la chambre, les motifs de ladite objection étaient énoncés dans l'invitation à payer la taxe de façon si concise et générale qu'ils ne faisaient que reprendre en d'autres termes le contenu de la règle 13.1 PCT. Toutefois, le demandeur ayant en l'espèce quand même pu se prononcer sur le fond, la chambre a considéré que l'invitation à payer une taxe additionnelle était suffisamment motivée (confirmé par la décision **W 4/94**, JO 1996, 73). Il restait donc à examiner si, selon les raisons invoquées par l'ISA et les moyens invoqués au soutien de la réserve, l'invitation à payer une taxe additionnelle pour la recherche était justifiée. La chambre ne pouvait pas examiner **d'office** si une objection relative à l'absence d'unité pouvait être justifiée pour d'autres raisons que celles ayant été invoquées, par exemple en prenant en considération les documents trouvés lors de la recherche ou en procédant à une analyse détaillée du problème technique objectivement résolu. Par conséquent, une objection portant sur l'absence d'unité de l'invention pourrait de nouveau être soulevée, avec d'autres raisons à l'appui, lors d'une éventuelle procédure ultérieure au titre du chapitre II du PCT (confirmé par les décisions **W 8/93** et **W 11/94**, voir aussi **W 4/94** ci-dessus).

La chambre a dit clairement dans la décision **W 14/92** que le déposant doit être mis en mesure de discerner d'emblée si l'objection quant à l'absence d'unité de l'invention a été soulevée "a priori" ou "a posteriori".

Dans les affaires **W 11/89** (JO 1993, 225) et **W 10/92**, la chambre est parvenue à la conclusion qu'une invitation à payer des taxes additionnelles pour la recherche doit également analyser en détail le problème résolu par l'invention lorsqu'il n'apparaît pas immédiatement que les éléments techniques énumérés dans l'invitation ne peuvent raisonnablement être réunis en un problème global. En l'absence d'analyse du problème résolu par l'invention, l'invitation est nulle et il convient de rembourser les taxes additionnelles pour la recherche qui ont été acquittées (cf. aussi **W 8/94**). Avant d'apprécier l'unité de l'invention, il y a obligatoirement lieu de déterminer le problème technique à la base de l'invention, c'est-à-dire savoir si l'objet revendiqué en tant que solution à ce problème représente ou non un seul concept inventif général. Le non-respect de ce principe a été considéré en soi comme un motif suffisant pour justifier le remboursement des taxes additionnelles pour la recherche (cf. également **W 14/89**, **W 6/91** et **W 3/92**). Dans les décisions **W 50/91**, **W 52/91** et **W 22/92**, il a été considéré que le problème technique devait être uniquement défini sur la base de la description et non pas de l'état de la technique lorsque l'objection quant à l'absence d'unité de l'invention est soulevée "a priori". Selon les décisions **W 59/90** et **W 14/91**, dans les cas où une telle objection est soulevée "a posteriori", il convient, avant et aussi après la découverte du document portant atteinte à la nouveauté, d'indiquer quel est le problème technique à résoudre lorsqu'il résulte de l'absence de nouveauté qu'il n'y a plus unité de l'invention.

Dans l'affaire **W 18/92**, la chambre a estimé qu'en ce qui concernait l'activité inventive, l'ISA n'avait indiqué, dans son invitation, ni le document qui représentait l'état de la technique le plus proche, ni le problème à résoudre à la lumière de l'état de la technique le plus proche, et qu'elle n'avait pas précisé si le défaut d'activité inventive auquel elle avait conclu se fondait sur les cinq documents combinés ou sur une partie seulement.

Dans l'affaire **W 31/88** (JO 1990, 134), la chambre a estimé que la considération de la clarté et de la concision des revendications par l'ISA est limitée à la question de savoir si les revendications peuvent être suffisamment comprises pour qu'une recherche significative puisse être effectuée (art. 17(2)a)iii) PCT). L'ISA n'est pas compétente en vertu du PCT pour considérer et juger quant au fond la question de savoir si les exigences de l'art. 6 PCT (en particulier, la clarté et la concision des revendications) sont remplies. Selon l'art. 17 PCT, la question de la clarté des revendications pour les besoins d'une recherche significative est séparée de la question de l'unité de l'invention. L'allégation du manque de clarté d'une revendication ne peut servir de fondement à une objection d'absence d'unité d'invention.

Dans la décision **W 3/94** (JO 1995, 775), la chambre a fait observer que l'Annexe B, première partie, point f) des Instructions administratives du PCT (en vigueur depuis le 1.7.1992, Gazette du PCT n° 15/1992) contenait des critères pour apprécier l'unité de ce qu'il est convenu d'appeler les revendications "de type Markush". D'après ces directives, lorsqu'au moins une variante de type Markush n'est pas nouvelle, il y a lieu de revenir sur la question de l'unité de l'invention. Cela ne signifie pas nécessairement qu'une objection pour défaut d'unité sera élevée (cf. Annexe B, 1ère partie, point f) v)). L'invitation à payer des taxes

additionnelles ne peut donc être motivée au sens de la règle 40.1 PCT, que si l'on voit clairement pour quelles raisons les critères énoncés dans l'Annexe B, 1ère partie, point f)i)B)(2) des Instructions administratives du PCT ne sont pas remplis dans le cas d'espèce. Ce principe est applicable notamment lorsqu'il est objecté que des variantes de "nature analogue" dans une revendication de type Markush ne répondent pas à l'exigence d'unité de l'invention, faute d'avoir en commun un élément structurel important. Dans la présente affaire, l'absence d'unité de l'invention ne ressort pas des faits avec une clarté telle qu'il deviendrait superflu d'en préciser les raisons.

Dans la décision **W 7/99**, la chambre a déclaré que la procédure de réserve prévue à la règle 40.2 c) PCT sert à vérifier le bien-fondé de l'invitation à payer ; par conséquent, il convient uniquement de voir, compte tenu des motifs avancés par l'ISA à la lumière des moyens invoqués dans le cadre de la réserve, s'il était justifié de percevoir des taxes de recherche supplémentaires. La chambre ne pouvait donc pas examiner d'office si une objection pour absence d'unité aurait été justifiée pour d'autres motifs que ceux qui ont été avancés, par exemple après avoir pris en considération des documents trouvés lors de la recherche ou après une analyse approfondie du problème technique réellement résolu. Dans ce contexte, elle a constaté que l'ISA avait joint à son invitation à payer des taxes supplémentaires, des "pièces pertinentes" sous forme d'abrévés WPIL. De l'avis de la chambre, le simple fait de citer ou d'énumérer des documents supplémentaires susceptibles d'être pertinents, ou le simple fait de faire référence à un état de la technique mentionné dans la description de la demande, sans analyser en aucune façon ce qui, dans ces documents ou dans cet état de la technique, peut être déterminant pour évaluer l'unité de l'invention, ne peut pas être assimilé à une objection a posteriori implicite.

Dans l'affaire **W 11/99** (JO 2000, 186), la chambre a fait observer qu'au point 7.6 du chapitre III des directives relatives à l'examen préliminaire international, il est dit que si une objection pour défaut d'unité de l'invention peut être tout à fait justifiée dans des cas suffisamment clairs, une telle objection ne devra pas être soulevée ni maintenue dans une optique étroite consistant à appliquer les textes trop à la lettre. Cela correspond aux Directives relatives à l'examen des demandes de brevet européen eu égard à l'exigence visée à l'art. 82 CBE (cf. chapitre C-III, 7.7). De l'avis de la chambre, l'interprétation restrictive des dispositions pertinentes sur laquelle se fondait manifestement l'invitation à payer n'était pas non plus compatible avec ces directives, car elle avait pour conséquence que des inventions contribuant à la solution d'un seul et même problème technique, et appartenant donc au même ensemble (cf. aussi **W 11/89**, JO 1993, 225, point 4.1 des motifs), étaient considérées comme ne répondant pas à l'exigence d'unité de l'invention.

## **2.2 Motivation de la réserve**

La règle 40.2 c) PCT autorise le déposant à payer les taxes additionnelles sous réserve, "c'est-à-dire en y joignant une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit la condition d'unité de l'invention ...". Si le déposant décide de payer la taxe additionnelle sous réserve, le paiement doit donc être accompagné d'une déclaration exposant les motifs de la réserve. Comme l'art. 17(3)a) PCT et la règle 40.3 PCT prévoient que cette taxe doit être payée dans un délai prescrit, il s'ensuit que la déclaration doit aussi être produite dans le même délai.

Dans l'affaire **W 4/87** (JO 1988, 425), la chambre a estimé que les taxes relatives à des inventions additionnelles (cf. art. 17(3)a) PCT), qui ont été payées dans le délai prescrit (obligeant ainsi l'Office européen des brevets, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, à établir le rapport de recherche internationale sur les parties de la demande internationale qui ont trait à ces inventions), ne sauraient être remboursées dans le cas où la déclaration indiquant les motifs sur lesquels est basée la réserve formulée conformément à la règle 40.2 c) PCT a été produite tardivement.

Dans les décisions **W 8/89**, **W 60/90**, **W 57/91** et **W 16/92**, les chambres ont rappelé qu'un déposant qui souhaite payer les taxes additionnelles pour la recherche sous réserve doit déposer à cet effet une déclaration motivée. En l'absence d'un exposé des motifs suffisant, la réserve est rejetée comme irrecevable, sans que la chambre n'examine sur le fond si l'invitation de l'ISA est suffisamment motivée. La motivation de la réserve doit comporter des raisons intelligibles qui laissent apparaître pourquoi le demandeur considère que l'exigence d'unité d'invention est respectée. La simple affirmation que la demande internationale remplit l'exigence d'unité de l'invention ne constitue pas une motivation au sens de la règle 40.2 c) PCT. Ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'un exposé des motifs très succinct pourra être considéré comme suffisant (cf. **W 48/90**).

Dans l'affaire **W 41/91**, la chambre a estimé qu'il ressortait clairement des moyens invoqués par le déposant que celui-ci était en désaccord avec l'ISA sur un point concret. Par conséquent, la réponse du déposant était suffisante pour satisfaire à l'obligation de présenter une déclaration motivée visée à la règle 40.2 c) PCT. La chambre a déclaré que d'après la jurisprudence constante des chambres de recours de l'OEB, les moyens invoqués devaient être examinés au fond et non quant à la forme (cf. **J 24/82**, JO 1984, 467).

Dans l'affaire **W 16/99**, la chambre a constaté que les raisons avancées par l'ISA dans l'invitation à payer des taxes additionnelles conformément au formulaire PCT/ISA/206 donnaient à entendre que l'antériorité (1) citée dans le rapport de recherche international suggérerait une absence de nouveauté ou d'activité inventive au niveau de la revendication 1 de la demande internationale. La demanderesse n'a pas mis cela en doute. Elle s'est contentée de renvoyer à des déclarations figurant dans la description de la demande au sujet des avantages de l'invention, déclarations qui ne tenaient pas compte de l'état de la technique citée. En revanche, elle n'a pas indiqué les caractéristiques techniques identiques ou différentes représentant la contribution des diverses solutions eu égard à l'antériorité (1). Ne voyant aucune raison de mettre en doute la divulgation de l'antériorité (1) utilisée par l'ISA, la chambre est arrivée à la conclusion que l'invitation à payer quatre taxes additionnelles était conforme à l'art. 17(3)a) PCT et à la règle 40.1 PCT.

### **2.3 Réexamen des réserves par des instances de réexamen**

Lorsque des taxes additionnelles ont été payées sous réserve, une instance de réexamen de l'OEB réexamine si l'invitation à payer de telles taxes est justifiée. L'instance de réexamen sera composée du chef de la direction à l'origine de l'invitation, d'un examinateur spécialisé en matière d'unité de l'invention et normalement de l'examineur qui a adressé l'invitation.

Si l'instance de réexamen estime que l'invitation était justifiée, elle en informe le déposant et

l'invite à payer une taxe pour l'examen de la réserve par la chambre de recours ("taxe de réserve"), s'il souhaite que la réserve soit soumise à la chambre de recours pour décision. La taxe de réserve doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle le résultat du réexamen a été notifié au déposant. Si la taxe de réserve n'est pas acquittée dans ce délai, la réserve est considérée comme retirée. Si la chambre de recours estime que la réserve était justifiée, la ou les taxes additionnelles et la taxe de réserve sont remboursées.

Pour de plus amples informations, cf. la décision du Président de l'OEB, en date du 25.8.1992 et le Communiqué de l'OEB en date du 26.8.1992 (JO 1992, 547).

## **2.4 Réexamen des réserves par une chambre**

### **2.4.1 Nouveaux motifs invoqués par l'instance de réexamen**

Dans l'affaire **W 11/93**, l'OEB, agissant en qualité d'ISA, avait invité le déposant à payer trois taxes additionnelles pour la recherche, ce qu'il fit sous réserve. La chambre a conclu que, l'invitation à payer les taxes en question, émise par l'ISA conformément à la règle 40.1 PCT, était dépourvue d'effet juridique, car elle n'était pas (suffisamment) motivée. Il résulte de la nouvelle règle 40.2 e) PCT ensemble la règle 104bis(3) CBE (nouvelle règle 105(3) CBE), que l'ISA doit procéder au réexamen de la réserve. La chambre a également examiné si les motifs joints au "résultat du réexamen" pouvaient remédier au fait que l'invitation à payer des taxes additionnelles n'était pas suffisamment motivée. Dans sa décision, elle s'est longuement penchée sur la **finalité et la structure** de la nouvelle règle 40.2 e) PCT et a analysé la question de savoir s'il était nécessaire, lors de la notification du résultat du réexamen, d'invoquer de nouveaux motifs, lorsqu'il est établi que l'invitation à acquitter des taxes est justifiée. Elle a fait observer que le réexamen préalable de la réserve à effectuer par l'ISA était comparable à la révision préjudicielle selon l'art. 109 CBE (cf. aussi **W 4/94** (JO 1996, 73)). La règle 40 PCT a en outre été révisée pour des raisons d'économie de procédure. Le fait que l'ISA invoque après coup de **nouveaux motifs**, lorsqu'il est établi que l'invitation à payer des taxes supplémentaires est justifiée, est contraire à cette finalité. Cette décision confirme la jurisprudence développée dans la décision **W 4/93** (JO 1994, 939) (cf. p. 655).

Dans la décision **W 5/94**, la chambre a estimé que lors de l'examen de la réserve formulée contre l'invitation à payer une taxe additionnelle pour la recherche, la chambre ne doit pas tenir compte de tout nouveau motif invoqué lors du réexamen du bien-fondé de l'invitation susmentionnée (règle 40.2 c) d) e) PCT) qui est effectué par l'ISA. En effet, le déposant n'a notamment pas pu prendre en compte ces nouveaux motifs dans la réserve qu'il a formulée à l'encontre de ladite invitation. En outre, la tâche de la chambre est limitée, conformément à la règle 40.2 c) PCT, deuxième phrase, à l'examen de la "réserve" (cf. également la décision **W 12/93**).

Dans l'affaire **W 3/96**, la chambre a fait observer que, selon la jurisprudence relative à la procédure analogue en matière d'examen préliminaire international (règle 68.3 e) PCT), de nouveaux motifs ne peuvent pas être ajoutés lors de la notification du résultat du réexamen (**W 4/93**, JO 1994, 939). Dans cette affaire également, les motifs invoqués après coup ne devaient pas être pris en compte pour savoir si l'invitation au titre de la règle 40.1 PCT était

suffisamment étayée et si la réserve était justifiée. La question cruciale n'était pas de savoir si l'invitation pouvait avoir été clairement étayée, mais si des motifs clairs avaient effectivement été fournis dans l'invitation envoyée en application de la règle 40.1 PCT. L'absence de tels motifs signifie que l'invitation à payer ne remplit pas les conditions de la règle 40.1 PCT, et ne peut donc pas constituer une raison pour refuser le remboursement des taxes de recherche additionnelles payées sous réserve.

#### 2.4.2 Modification des revendications

Dans l'affaire **W 3/91**, la chambre a jugé que la requête en modification des revendications ne pouvait pas être prise en considération dans la procédure en cours, au motif que, selon l'art. 19(1) PCT, les modifications apportées aux revendications après réception du rapport de recherche internationale doivent être déposées auprès du Bureau international, dans le délai prescrit. Cela ne laisse aucune latitude à l'ISA ou à la chambre pour accepter des modifications. Toutefois, la chambre a estimé que la requête en modification tendant à la suppression de six exemples de réalisation définis de la revendication 3, pouvait être comprise comme valant déclaration selon laquelle l'ISA ne doit effectuer aucune recherche pour ces exemples. La chambre a considéré qu'il s'agissait d'une requête subsidiaire de la requête visant à obtenir le remboursement intégral des taxes.

Dans la décision **W 3/94** (JO 1995, 775), il a été précisé en ce qui concerne la nouvelle revendication 1 que la chambre n'était pas compétente pour examiner la question de l'unité d'invention sur la base de cette nouvelle revendication. La compétence de la chambre découle de l'art. 154(3) CBE ensemble la règle 40.2 c) PCT, qui prévoient que les chambres de recours examinent les réserves. Il va de soi que cet examen ne peut se faire que sur la base des pièces figurant dans le dossier à la date de l'envoi de l'invitation à payer les taxes additionnelles pour la recherche, puisqu'il n'est pas prévu que des modifications puissent être apportées au cours de la procédure devant l'ISA. Il peut tout au plus être considéré que cette nouvelle page signale à l'ISA qu'elle doit arrêter la recherche concernant certains objets. Cette conclusion a été confirmée dans l'affaire **W 6/94**, dans laquelle la chambre a estimé que l'invitation de l'ISA à payer des taxes additionnelles pour la recherche ainsi que l'examen de la réserve effectué par la chambre au titre de la règle 40.2 c) PCT devaient être fondés sur les revendications telles que déposées initialement. Le déposant n'avait pas le droit de modifier la revendication dans la phase internationale, tant qu'il n'avait pas reçu le rapport complet de recherche internationale (art. 19(1) PCT).

#### 2.4.3 Effet dévolutif de la réserve

Dans l'affaire **W 53/91**, l'ancienne procédure de réserve étant toujours d'application, l'OEB, agissant en qualité d'ISA, avait envoyé le 30.5.1991 une première invitation à payer la taxe additionnelle pour la recherche. Le 1.10.1991, il envoya une nouvelle invitation qui devait se substituer à la première. Or, le déposant avait déjà formulé le 20.6.1991 une réserve à l'encontre de la première invitation. Il formula également à l'encontre de la seconde invitation une réserve, sur laquelle la chambre a statué dans la décision en question. La chambre a constaté dans un premier temps que les dispositions et les principes inhérents à la procédure de recours prévue par la CBE doivent être appliqués par analogie à la procédure de réserve, laquelle a donc aussi un effet suspensif et dévolutif. Par conséquent, l'instance inférieure

n'est pas compétente pour modifier, remplacer ou annuler sa propre décision, lorsque celle-ci fait l'objet d'une réserve. La chambre a constaté que l'invitation était nulle et a ordonné le remboursement de la taxe de recherche payée sous réserve.

Dans l'affaire **W 1/97** (JO 1999, 33), la chambre a estimé que l'envoi d'invitations successives à payer des taxes additionnelles pour la recherche peut avoir pour conséquence que la question de l'unité de l'invention se voit simultanément examinée par différentes instances. Or, cela serait contraire aux principes fondamentaux du droit procédural, qui s'appliquent également à la procédure de réserve. Une fois la réserve formulée, l'OEB agissant en qualité d'ISA n'est plus compétent que pour réexaminer au préalable si l'invitation déjà envoyée était justifiée (règle 40.2 e) PCT). Il n'est pas permis de soulever à nouveau la question du défaut d'unité de l'invention au cours de la même procédure de recherche. Selon la chambre, cela porterait atteinte au droit d'une partie d'obtenir qu'il soit statué sur une seule et même affaire dans le cadre d'une seule procédure, sans devoir dans une même affaire engager plusieurs procédures pour pouvoir obtenir réparation. En outre, soulever plusieurs fois la question du défaut d'unité reviendrait à négliger le fait que la décision que la chambre rendra au sujet de la réserve pourrait aller à l'encontre des constatations ultérieures au sujet du défaut d'unité.

## **2.5 Non-observation du délai de présentation de la réserve**

Selon l'art. 48(2) PCT, tout Etat contractant doit, pour ce qui le concerne, excuser pour des motifs admis par sa législation nationale tout retard dans l'observation d'un délai et peut, pour ce qui le concerne, excuser pour d'autres motifs un tel retard.

Dans l'affaire **W 3/93** (JO 1994, 931), la réserve avait dans un premier temps été rejetée par la chambre comme irrecevable en raison de sa présentation tardive, sur quoi le demandeur avait formulé une requête en restitutio in integrum. Suivant les principes développés par la Grande Chambre de recours dans la décision **G 1/83** pour l'interprétation de la CBE (JO 1985, 60, points 5 et 6 des motifs), il y a lieu d'interpréter l'art. 48(2) PCT en ce sens qu'en cas de non-observation du délai visé à la règle 40.3 PCT, l'on dispose des mêmes moyens de recours que lorsque d'autres délais comparables prévus par le PCT ou la CBE n'ont pas été observés (cf. également **W 4/87**, JO 1988, 425, point 7 des motifs). Aussi convenait-il en l'espèce d'appliquer les dispositions de l'art. 122 CBE. Etant donné que la notification informant le requérant que la demande ne satisfaisait pas aux exigences d'unité de l'invention appelait une réponse dans les trente jours, mais qu'elle n'avait été envoyée qu'un mois **après** cette date, il était clair que le requérant s'était trouvé dans l'impossibilité d'observer le délai. Il a donc été fait droit à la requête en restitutio in integrum. Selon la chambre, accorder la restitutio in integrum permet de rétablir la situation juridique existant antérieurement à la constatation de la perte d'un droit due à la non-observation d'un délai. En d'autres termes, la restitutio in integrum casse la force de chose jugée de la décision de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'annuler ou de réformer cette dernière.

## **D. L'OEB agissant en qualité d'IPEA**

### **1. Procédure de réserve**

L'exigence d'unité de l'invention prescrite par le PCT vaut aussi bien pour la procédure devant l'ISA que pour la procédure devant l'IPEA (cf. respectivement les art. 17(3)a) PCT et 34(3)a) PCT), comme le veut la séparation des procédures de recherche et d'examen. Par conséquent, l'exigence d'unité de l'invention prescrite par le PCT doit en principe être jugée selon les mêmes critères objectifs aussi bien par l'ISA que par l'IPEA (**G 1/89** et **G 2/89** (JO 1991, 155 et 166)). Selon l'art. 155(3) CBE, les chambres de recours sont compétentes pour statuer sur une réserve formulée par le déposant à l'encontre de la fixation d'une taxe additionnelle par l'Office européen des brevets, agissant en qualité d'IPEA, en vertu de l'art. 34(3)a) PCT.

#### **1.1 Généralités**

Dans l'affaire **W 6/99** (JO 2001, 196), la chambre de recours a constaté qu'en vertu des Directives concernant l'examen préliminaire international, qui s'imposent à l'OEB, l'invitation au titre de la règle 68.2 PCT ne peut être envoyée qu'après que le demandeur a répondu à la première opinion et si cette réponse ne lève pas l'objection d'absence d'unité de l'invention qui a été soulevée a posteriori par l'IPEA dans ladite opinion. Le souci d'accélérer la procédure en émettant simultanément la première opinion et l'invitation au titre de la règle 68.2 PCT ne saurait justifier que l'on s'écarte de la procédure prescrite dans l'intérêt du demandeur, ni remédier à l'absence d'au moins une première opinion écrite selon la règle 66.2 PCT avant l'établissement de l'invitation au titre de l'art. 34(3)a) PCT ensemble la règle 68.2 PCT (cf. également **W 13/99**).

#### **1.2 Motivation de l'invitation à payer des taxes additionnelles**

Dans l'affaire **W 2/93**, la chambre a noté que l'invitation de l'IPEA n'était pas assortie d'une déclaration motivée acceptable, justifiant l'invitation. Les motifs sur lesquels l'IPEA s'était fondé étaient les mêmes que ceux mis en avant par l'ISA dans l'invitation à payer des taxes additionnelles, émise conformément à l'art. 17(3)a) PCT et à la règle 40.1 PCT. A la lumière du rapport de recherche internationale, le déposant avait produit auprès du Bureau international de l'OMPI une modification ainsi que la déclaration prévue à l'art. 19(1) PCT, et il avait déposé deux feuilles de remplacement, comme requis à la règle 46.5 a) PCT. Il était clair que la revendication 1 dans la procédure devant l'IPEA était différente de celle examinée par l'ISA. La chambre a déclaré que dans ces circonstances, une invitation reposant sur les mêmes motifs que ceux qui avaient été invoqués par l'ISA dans son invitation ne pouvait être considérée comme satisfaisant à l'obligation de motivation visée à la règle 68.2 PCT.

Dans l'affaire **W 4/94** (JO 1996, 73), la chambre a dû, en raison de la brièveté des explications données par l'IPEA, prendre position sur l'obligation de motivation, bien que cette question n'ait pas été expressément soulevée par le déposant dans sa réserve. Se référant à trois documents, l'IPEA avait constaté, a posteriori donc, le défaut d'unité de l'invention, constatation qu'elle avait confirmée après réexamen. Même si les explications de l'IPEA à ce sujet ne respectaient pas entièrement les Directives concernant l'examen

préliminaire selon le PCT, chapitre VI, 5.5 et 5.7, lequel renvoie au chapitre III, 7, elles pouvaient être considérées comme compréhensibles et allant au-delà d'une simple affirmation, au regard des observations faites par le déposant dans sa réserve quant à l'objection soulevée à l'encontre de la nouveauté de l'objet de la revendication 1. En conséquence, on pouvait considérer que les explications de l'IPEA répondaient à un critère minimum de l'obligation de motivation au sens de la règle 68.2 PCT. La chambre n'a constaté aucun manquement à cette obligation, car il était possible d'identifier le motif déterminant de la décision, même si les raisons invoquées pouvaient être considérées comme insuffisantes ou inexactes. Ce principe est appliqué dans la jurisprudence des chambres de recours de l'OEB. Une ligne de conduite comparable a déjà été adoptée dans des décisions portant sur des réserves, telles que la décision **W 3/93** (JO 1994, 931, point 2.1).

Dans la décision **W 12/94**, la chambre a fait observer que dans son raisonnement, l'IPEA se bornait à identifier le contenu de deux jeux de revendications. Estimant toutefois que dans un cas aussi simple, il n'était guère possible de développer davantage le raisonnement et que cela ne serait pas très utile, la chambre a jugé que le raisonnement présenté par l'IPEA était suffisant.

### **1.3 Motivation de la réserve**

Dans l'affaire **W 9/94**, l'OEB, agissant en qualité d'IPEA, a informé le déposant que la demande ne satisfaisait pas à l'exigence d'unité de l'invention pour les raisons qui étaient énoncées. Le seul argument invoqué dans la déclaration jointe à la réserve tendait à démontrer que le contenu des revendications était le même que dans les revendications initiales et que le jeu de revendications avait donc déjà fait l'objet de la recherche. La chambre a fait observer que le requérant n'avait pas abordé la question litigieuse. En outre, le fait que les revendications en question avaient fait l'objet de la recherche ne pouvant pas, en soi, constituer un motif propre à contester la constatation d'absence d'unité de l'invention faite par l'IPEA, il s'ensuivait qu'une déclaration de réserve, qui se bornait à signaler ce fait, ne saurait être qualifiée de déclaration motivée aux fins de la règle 68.3 c) PCT. Il en va de même pour l'argument, qui pourrait être implicite dans la déclaration de réserve, selon lequel l'unité des revendications en question peut être déduite du fait que l'ISA n'a pas émis d'invitation à payer une taxe additionnelle pour la recherche. La chambre a estimé que la décision de l'ISA ne liait pas l'IPEA (cf. la décision **G 2/89**, JO 1991, 166, points 8.1 et 8.2). Elle a également relevé qu'en ce qui concerne la constatation du défaut d'unité de l'invention, l'administration chargée de la recherche internationale (ISA) ainsi que l'IPEA apprécient, dans les cas limites, la question de savoir si elle doivent émettre une invitation conformément à l'art. 17(3)a) PCT et à l'art 34(3)a) PCT. La recherche et l'examen étant deux tâches différentes, il semble indiqué, dans certains cas, que les administrations respectives exercent différemment ce pouvoir d'appréciation en cas de pluralité d'inventions. Une pluralité d'inventions peut donc parfois faire l'objet d'une recherche intégrale dans les limites de la normale, tandis que l'examen de la nouveauté, des objets exclus de la brevetabilité et de la clarté implique, pour chacune des inventions, un travail plus approfondi allant bien au-delà de ces limites.

Selon la chambre, dans la décision **W 4/93** (JO 1994, 939), le droit de communiquer verbalement avec l'IPEA (art. 34(2)a) PCT) n'implique pas que le déposant a droit à la tenue

d'une procédure orale officielle. Par ailleurs, la chambre a ajouté que dans la procédure de réserve visée par la règle 68.3 c) PCT, une entrevue officieuse telle que prévue par la règle 66.6 PCT ne saurait en général faire avancer l'affaire.

Dans l'affaire **W 12/94**, la chambre a constaté que la réserve ne comportait pas de déclaration motivée, mais qu'il convenait de l'examiner en relation avec une lettre dans laquelle le mandataire du déposant avait développé le raisonnement suivant à propos de la question de l'unité d'invention: comme la recherche pouvait être effectuée sans que cela implique un effort de nature à justifier le paiement d'une taxe additionnelle, on pouvait considérer qu'en soi l'exigence d'unité d'invention était respectée. La chambre a estimé que, dans ces conditions, il devait être considéré que le raisonnement développé dans la première lettre était implicitement contenu dans la deuxième, qui traitait exactement de la même question. Elle a considéré que, bien que ce raisonnement ne soit absolument pas convaincant, il était suffisant pour constituer une "déclaration motivée" au sens de la règle 68.3 c) PCT. La réserve était donc recevable.

Dans l'affaire **W 2/00**, la chambre a constaté que le déposant n'avait pas motivé de façon détaillée sa réserve conformément à la règle 68.3 c) PCT, qui dispose que le déposant est tenu de joindre à sa réserve une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit la condition d'unité de l'invention ou que le montant des taxes additionnelles demandées est excessif. Selon la jurisprudence des chambres de recours, cela signifie que le déposant qui fait valoir l'unité de l'invention qu'il revendique doit indiquer explicitement et de façon compréhensible les motifs pour lesquels il estime qu'il y a unité de l'invention (**W 16/92**, JO 1994, 237). Or, dans sa lettre, le déposant n'avait pas fourni de tels motifs, mais s'était borné à exprimer l'avis que sa demande répondait à l'exigence d'unité. La chambre a estimé que même si l'on considérait que l'expression "nous maintenons notre avis" faisait implicitement référence à une motivation antérieure, elle ne constituait néanmoins pas une déclaration motivée au sens de la règle 68.3 c) PCT.

#### **1.4 Composition du comité de réexamen**

Dans l'affaire **W 4/95**, les déposants avaient joint une "déclaration motivée" au titre de la règle 68.3 c) PCT, conformément au chapitre VI, point 5.7 des Directives concernant l'examen préliminaire selon le PCT (mars 1993), après avoir reçu le résultat de l'examen préliminaire. Les déposants contestaient notamment la composition de la chambre chargée d'examiner la réserve en application de la règle précitée, au motif qu'un de ses membres était l'examineur ayant émis l'opinion faisant l'objet de la réserve initiale, ce qu'interdit la règle 68.3 d) PCT. D'après la chambre, la règle 68.3 d) PCT porte sur l'examen de la réserve proprement dite et non pas sur le "réexamen" mentionné à la règle 68.3 e) PCT. L'alinéa d) fait explicitement référence au comité de trois membres mentionné à l'alinéa c). Selon l'art. 155(3) CBE ensemble l'art. 34(3)a) PCT, cette instance est la chambre de recours pour l'Office européen des brevets agissant en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ni le PCT, ni son règlement d'exécution, ne contiennent de disposition identifiant l'instance chargée du réexamen mentionné à l'alinéa e). Néanmoins, au chapitre VI, point 5.7 des Directives concernant l'examen préliminaire selon le PCT, il est indiqué que le réexamen ne doit pas être confié au seul examinateur chargé de l'examen préliminaire, bien qu'il soit autorisé à siéger au comité de trois membres.

### **1.5 Réexamen des réserves**

L'affaire **W 4/93** avait trait au premier recours portant sur la nouvelle procédure d'examen des réserves formulées à l'encontre de l'invitation à payer des taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, invitation qui est adressée au demandeur en cas d'absence d'unité de l'invention. La chambre a décidé que le réexamen, conformément à la règle 68.3 e) PCT, du bien-fondé de l'invitation à payer une taxe additionnelle doit être effectué sur la seule base des motifs exposés dans l'invitation à payer, compte tenu par ailleurs des faits et arguments invoqués par le demandeur dans l'exposé des motifs de sa réserve, ce qui interdit à l'OEB de faire valoir de nouvelles preuves et de nouveaux motifs lorsqu'il fait connaître le résultat de ce réexamen. La chambre doit se limiter dans sa décision à l'examen de la réserve et de l'invitation à payer des taxes additionnelles (ce qui a été confirmé dans la décision **W 11/93**).

Dans l'affaire **W 4/94** (JO 1996,73), la chambre a déclaré qu'en ce qui concerne le contenu de la notification du résultat du réexamen dans le cadre de la règle 68.3 e) PCT, le libellé de cette règle prescrit uniquement qu'un résultat doit être notifié, mais ne fait pas expressément obligation d'en exposer les motifs, contrairement à "l'invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles" prévue à la règle 68.2 PCT, première phrase. Les directives concernant l'examen préliminaire selon le PCT prévoient également au chapitre VI, 5.7 que les raisons techniques du résultat ne doivent être indiquées que s'il est négatif, à savoir si les faits exposés dans l'invitation selon la règle 68.2 PCT ne sont pas confirmés. Par conséquent, la chambre a estimé que lorsque le comité de réexamen acquiert la conviction que les arguments présentés dans la réserve n'exigent pas un nouvel examen sur le plan technique et/ou au regard du droit des brevets, à savoir qu'ils n'entraînent pas une nouvelle appréciation des faits, la formulation "doit indiquer les raisons techniques de ce résultat" ("will give a technical reasoning of that result") n'exclut pas de se borner, comme dans cette affaire, à faire référence aux motifs exposés dans le formulaire PCT/IPEA/405, sans que cela constitue automatiquement une irrégularité. Le réexamen visé à la règle 68.3 e) PCT est comparable à la révision préjudicielle selon l'art. 109 CBE, lequel ne fait pas obligation d'indiquer les motifs.

### **1.6 Taxes additionnelles - remboursement partiel**

Dans l'affaire **W 4/95**, l'OEB, agissant en tant qu'IPEA, avait émis une invitation à payer des taxes additionnelles, conformément à l'art. 34(3)a) pct et à la règle 68.2 PCT. Dans sa réserve, le demandeur avait fait valoir que le montant des taxes additionnelles demandées était excessif. La règle 68.3 c) PCT, deuxième phrase, indique, dans la version française, que s'il est jugé que la réserve est justifiée, "le remboursement, total ou partiel, des taxes additionnelles" est ordonné (différence par rapport à la version allemande et à la version anglaise : "völlige oder teilweise Rückzahlung der zusätzlichen Gebühr"). Le demandeur a estimé qu'il était satisfait par conséquent aux conditions requises pour l'octroi du remboursement partiel d'une taxe.

La chambre a cependant noté qu'il est question de plusieurs taxes à l'art. 34(3)a) PCT et à la règle 68.2 PCT, du fait qu'une demande présentant un défaut d'unité peut couvrir plusieurs inventions supplémentaires (cf. Directives concernant l'examen préliminaire selon le PCT, chapitre VI, 5.5). De surcroît, la règle 68 PCT fait référence à l'art. 34(3)a) PCT. Comme il est

évident qu'il s'agit dans les deux cas des mêmes taxes, la règle 68.3 PCT doit être interprétée en accord avec l'art. 34 PCT et la règle 68.2 PCT. La chambre a par conséquent estimé que par "remboursement partiel" l'on ne doit comprendre que le remboursement de certaines (mais pas de la totalité) des taxes additionnelles. Un "remboursement partiel" n'est donc envisageable que si au moins deux taxes additionnelles ont été payées. Le remboursement d'une partie d'une seule taxe n'est pas prévu par le PCT.

#### **E. L'OEB agissant en qualité d'office désigné ou office élu**

L'OEB peut être "office désigné" et "office élu" pour une demande internationale déposée conformément au Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Cette demande est alors réputée être une demande de brevet européen (demande euro-PCT) aux fins de la Convention. Dans le cas des demandes euro-PCT, les dispositions du PCT s'appliquent en complément de celles de la Convention et, en cas de conflit entre les dispositions du PCT et celles de la Convention, les dispositions du Traité de coopération prévalent.

Dans la décision **J 26/87** (JO 1989, 329), le Bureau international a publié la demande internationale sans mentionner l'Italie en tant qu'Etat désigné. La question qui se posait à la chambre était de savoir si l'Italie était ou non désignée dans la demande internationale, c-à-d. si, dans la demande internationale, la requérante avait informé l'Office récepteur (l'Office australien des brevets) qu'elle désirait obtenir un brevet européen valable (entre autres) en Italie. Selon la chambre, la réponse à cette question dépendait entièrement de l'interprétation correcte de la "requête en délivrance" (formulaire PCT/RO/101). La Section de dépôt avait considéré que l'Italie n'était pas mentionnée en tant qu'Etat désigné dans ce formulaire. La chambre a conclu que s'il ressort de l'interprétation correcte de la requête en délivrance d'une demande internationale que le demandeur a désigné un Etat partie à la CBE pour lequel le PCT est entré en vigueur, l'OEB est tenu, en application de l'art. 153 CBE, d'agir en qualité d'office désigné pour l'Etat contractant concerné, même si le Bureau international a publié la demande internationale sans mentionner cet Etat contractant en tant qu'Etat désigné.

Dans l'affaire **J 7/93**, le Bureau international n'avait pas informé l'OEB, dans le délai de vingt et un mois visé à la règle 104ter(1) CBE, qu'il avait été élu pour agir en qualité d'IPEA. A l'expiration de ce délai, l'OEB avait émis une notification conformément à la règle 85bis, dans laquelle il demandait le paiement des taxes au titre de la règle 104ter, sans savoir que c'était le délai supplémentaire de 31 mois prévu au chapitre II du PCT qui s'appliquait. Or, ces taxes n'avaient pas été acquittées non plus dans le délai de 31 mois, et une requête en restitutio in integrum avait été présentée. Dans l'intervalle, l'OEB avait établi une notification conformément à la règle 69(1) CBE, annonçant que la demande était réputée retirée. Dans cette notification, l'OEB, qui ignorait toujours qu'il était office élu, se référait à nouveau au délai de 21 mois. La section de dépôt, suivant en cela la décision **G 3/91** (JO 1993, 8), avait alors rejeté la requête en restitutio in integrum au motif que l'art. 122(5) CBE exclut l'octroi de la restitutio in integrum quant aux délais de paiement des taxes prévues par la règle 104ter(1)b) et c). La chambre a estimé que la notification établie conformément à la règle 85bis et celle établie conformément à la règle 69(1) n'avaient aucune valeur juridique puisqu'elles ne pouvaient se fonder sur des dispositions de la CBE ou du PCT. Peu importait donc de savoir pour quels motifs la partie concernée n'avait pas réagi à ces notifications,

puisque celles-ci ne pouvaient produire d'effet juridique à son encontre. Par ailleurs, conformément à la règle 85bis, les taxes pouvaient être acquittées, moyennant versement d'une surtaxe, dans un délai supplémentaire d'un mois à compter de la signification d'une notification signalant que le délai n'avait pas été observé. Etant donné qu'une telle notification n'avait pas été signifiée et que la partie avait acquitté les taxes ainsi que la surtaxe, il n'était pas nécessaire d'engager une procédure de restitutio in integrum. Or, poursuivant cette procédure, l'OEB avait finalement rejeté la requête en restitutio in integrum, sans tenir compte du fait qu'elle était inutile dès le départ, ce qui constituait un vice substantiel de procédure.

Une décision rendue par la **division d'examen** le 5.6.1984 (JO 1984, 565) portait sur la possibilité accordée par l'art. 24(2) PCT aux offices désignés de maintenir les effets de la demande internationale en tant que demande nationale, conformément à l'art. 153(2) CBE ensemble les art. 25 et 24(2) PCT. Le demandeur n'avait pas observé le délai imparti par l'Office japonais des brevets agissant en qualité d'office récepteur pour le dépôt du pouvoir conféré au mandataire.

L'OEB agissant en qualité d'office désigné a excusé la non-observation du délai qui avait été imparti par l'Office récepteur conformément à l'art. 14(1)b) ensemble la règle 26.2 PCT pour la correction d'irrégularités formelles (art. 24(2) PCT et art. 48(2)a) PCT). La division d'examen a estimé que le délai prévu à la règle 26.2 PCT était comparable aux délais impartis par l'OEB au sens de l'art. 121 CBE. Elle a donc fait droit à la requête en restitutio in integrum quant au délai visé à l'art. 121(2) CBE, conformément à l'art. 122 CBE.

Dans l'affaire **J 3/94**, l'auteur d'une demande internationale avait **désigné** le "Brevet européen" à la rubrique "Brevet régional" et, à la rubrique "Brevet national", il avait désigné cinq Etats parties au PCT, dont l'Allemagne et le Royaume Uni qui étaient parties à la CBE. Toutefois, dans la demande d'examen préliminaire internationale déposée auprès de l'OEB agissant en qualité d'IPEA, seuls étaient **élus** les cinq Etats parties au PCT indiqués plus haut ; à la rubrique "Brevet régional", la case "Brevet européen" n'avait pas été cochée. Le déposant a prétendu par la suite que s'il avait omis d'indiquer l'OEB comme office élu, c'est parce qu'une erreur avait été commise lors du dépôt de la demande d'examen préliminaire internationale. Il a néanmoins fait valoir que le délai fixé à la règle 104ter CBE avait bien été respecté, l'élection d'Etats parties à la CBE (GB et DE) à la rubrique "Brevet national" ayant également pour conséquence de faire de l'OEB un office élu, même si la case "brevet européen" n'avait pas été cochée. Le déposant a fait valoir que les actes qu'il avait accomplis suffisaient pour que l'OEB puisse automatiquement être considéré comme office élu.

La chambre a rappelé que, selon l'art. 31(4)a) PCT, dernière phrase, les élections ne peuvent porter que sur des Etats contractants déjà désignés conformément à l'art. 4 PCT. Dans le cas d'un Etat dans lequel il est possible d'obtenir à la fois un brevet national et un brevet régional, cela signifie qu'il ne peut y avoir élection en vue d'une procédure de délivrance nationale que si le déposant avait indiqué dans ses désignations qu'il entendait obtenir un brevet national. Inversement, il ne peut y avoir élection en vue d'une procédure de délivrance régionale si le déposant avait indiqué dans ses désignations qu'il entendait obtenir un brevet régional. Dans la mesure où les deux types d'élection entraînent des procédures de délivrance différentes, il apparaît que la déclaration selon laquelle les résultats de l'examen préliminaire international seront utilisés dans le cadre d'une procédure de délivrance nationale est différente de la

déclaration selon laquelle ces résultats seront utilisés dans le cadre de la procédure européenne de délivrance. La chambre a considéré que la correspondance exigée entre désignation et élection (cf. dernière phrase de l'art. 31(4)a) PCT), est la traduction de deux principes. Premièrement, ne doivent pas être élus des Etats qui n'avaient pas été déjà désignés lors du dépôt de la demande. Deuxièmement, c'est au déposant de choisir l'office auprès duquel il a l'intention d'utiliser les résultats de l'examen préliminaire international. Pour qu'une élection prenne effet, les administrations concernées durant la phase internationale doivent établir si elle est valable. La validité de l'élection doit être appréciée selon des critères uniformes par les administrations concernées. C'était apparemment toujours ce principe qui était suivi dans la pratique au titre du PCT. L'OEB en tant qu'office élu ou désigné est pleinement compétent pour interpréter les demandes où il lui est demandé d'agir en cette qualité. Par conséquent, l'Office n'est pas lié par l'interprétation de l'Office récepteur ou du Bureau international (**J 26/87** (JO 1989, 329), **J 19/93**).

Dans l'affaire **J 4/94**, la chambre devait examiner si l'OEB était compétent pour donner de la demande d'examen préliminaire international formulée par le déposant une interprétation différente de celle qu'en avait donnée l'office britannique des brevets agissant en qualité d'IPEA. La chambre a admis que la demande avait été adressée à l'IPEA, qui avait compétence pour l'instruire. La chambre a toutefois rappelé que dans la décision **J 26/87**, il avait été conclu que lorsqu'il agissait en qualité d'office désigné, l'OEB n'était pas lié par l'interprétation que l'office récepteur et le Bureau International avaient donnée du formulaire de requête en délivrance qui avait été rempli. Si la désignation est valable, l'affaire relève de la compétence de l'OEB agissant en tant qu'office désigné (art. 2(xiii) PCT, et art. 153(1) CBE). Dans sa décision, la chambre s'est écartée dans cette affaire de l'interprétation donnée par l'IPEA. Elle a estimé qu'il y avait eu une irrégularité dans la demande, et que le déposant aurait dû être invité à y remédier en application de la règle 60 PCT. Selon elle, l'OEB n'était pas lié par le fait que l'IPEA n'avait manifestement pas tenu compte de l'intention exprimée dans la demande. L'OEB pouvait donc considérer qu'il était l'office valablement élu. Par voie de conséquence, le délai de 31 mois visé à la règle 104ter(1) devait être respecté.

Dans l'affaire **J 19/93**, la chambre a estimé que la désignation d'Etats dans le formulaire de requête PCT, en vue d'obtenir un brevet européen, ne peut être rectifiée que sur demande expresse, et s'il est prouvé que le demandeur a commis une erreur.

Dans l'affaire **J 17/99**, la désignation EP dans la demande de brevet internationale n'avait pas été effectuée selon les dispositions de la règle 4.9 c) PCT avant l'expiration d'un délai de quinze mois à compter de la date de priorité. Elle devait être considérée comme retirée par le déposant à l'expiration dudit délai (règle 4.9 b)ii) PCT et art. 24(1)i) PCT). Par conséquent, les effets de la demande internationale prévus à l'art. 11(3) PCT, c'est-à-dire celles d'un dépôt d'une demande de brevet européen, avaient cessé à cette date.

La chambre a rappelé que l'Office désigné concerné, quant à l'exercice du pouvoir qui lui est conféré, n'est pas lié par les opinions ou les actes d'une des autorités agissant dans la phase internationale de la demande de brevet. Au contraire, dans le cas présent, l'OEB en tant qu'Office concerné doit exercer son pouvoir d'appréciation en conformité avec les règles et principes qu'il applique lorsqu'une situation identique ou comparable se pose au sujet d'une demande européenne directe. Cette approche non discriminatoire, bien qu'il s'agisse d'un

principe fondamental du PCT même (voir par exemple les art. 26 et 48(2)a) PCT), est une conséquence directe de l'art. 150(3) CBE. Il s'ensuit que les principes plutôt stricts développés par la chambre de recours juridique en matière de correction des désignations s'appliquent également aux demandes "euro-PCT" - voir décision **J 3/81** (JO 1982, 100), où il est également dit que le déposant d'une demande euro-PCT ne peut se prévaloir, au titre de l'art. 26 PCT, de droits plus étendus que ceux ouverts par la CBE au demandeur d'un brevet européen. La décision mentionnée ci-dessus a énoncé que, si une erreur a été commise lors de la désignation des Etats dans une demande européenne ou euro-PCT, il convient, de manière générale et dans l'intérêt des tiers, de rejeter toute requête en rectification de l'erreur par l'adjonction de la désignation d'un autre Etat si la requête n'a pas été déposée en temps utile pour que puisse être annexée à la demande publiée un avis mentionnant sa présentation. Cette règle générale doit s'appliquer aux demandes euro-PCT, même si la publication d'une telle demande par le Bureau international précède nécessairement la date à laquelle le demandeur peut présenter à l'OEB une requête en rectification d'une erreur contenue dans la demande. Il s'ensuit que la correction demandée, au sens de l'art. 24(2) PCT et de la règle 88 CBE, ne pouvait être autorisée.

---

## **X. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES**

Les Présidents de l'Office allemand des brevets (DPA) et de l'OEB avaient conclu le 29.6.1981 un accord administratif relatif à la réception des documents et des moyens de paiement (JO 1981, 381). Aux termes de l'art. 1 de cet accord, les documents et les moyens de paiement qui arrivent à l'Office allemand des brevets mais qui sont adressés ou destinés à l'OEB sont traités comme s'ils étaient parvenus à l'OEB le jour de leur réception effective à l'Office allemand des brevets.

Dans les affaires **G 5/88**, **G 7/88** et **G 8/88** (JO 1991, 137) la Grande Chambre de recours a examiné la validité de cet accord administratif. Selon elle, le pouvoir du Président de l'OEB de conclure de tels accords ne vient pas de l'art. 5(3) CBE qui dispose que le Président de l'OEB représente l'Organisation européenne des brevets, car la capacité de représenter l'Organisation européenne des brevets fait simplement partie de ses fonctions. L'étendue du pouvoir du Président de conclure des accords découle bien plus d'autres dispositions de la Convention, en l'occurrence de l'art. 10(2)a CBE, selon lequel le Président prend toutes les mesures utiles pour le bon fonctionnement de l'OEB.

La conclusion d'un accord relatif au traitement de documents qui n'arrivent pas à la bonne destination, pour éviter le risque d'une perte de droits à cause d'un dépassement de délais dû à des retards dans la transmission des documents, représente une telle mesure utile pour assurer le bon fonctionnement de l'OEB. L'accord administratif entre l'OEB et l'Office allemand des brevets est donc valide dans la mesure où il existe effectivement - comme à Munich - une possibilité de confusion entre les bureaux de réception des deux Offices.

En ce qui concerne l'agence de l'OEB à Berlin, il n'y avait cependant jusqu'au 1.7.1989 aucune raison d'établir une telle règle, car avant cette date il n'y avait à l'agence de l'OEB à Berlin ni bureau de réception, ni boîte aux lettres. En ce qui concerne les documents et les moyens de paiement qui arrivaient à l'OEB après être passés par l'annexe de Berlin de l'Office allemand des brevets, l'accord administratif était sans effet. La Grande Chambre de recours a cependant appliqué le principe consistant à reconnaître la bonne foi de l'opposant qui avait déposé à l'annexe de Berlin de l'Office allemand des brevets un acte d'opposition contre un brevet européen, en se fiant à l'accord publié dans le Journal officiel.

Depuis qu'un bureau de réception de l'OEB a été ouvert à Berlin le 1.7.1989, il existe à Berlin un risque de confusion comparable à celui qui existe à Munich. L'accord administratif conclu par les Présidents des deux Offices de brevets a été adapté le 13.10.1989 à la nouvelle situation (cf. JO 1991, 187).

Dans l'affaire **T 485/89** (JO 1993, 214), la chambre a décidé qu'un acte d'opposition adressé par télécopie à l'Office allemand des brevets à Munich le dernier jour du délai pour former opposition et transmis le lendemain à l'OEB était recevable. La taxe d'opposition avait été payée quelques jours auparavant. Les actes d'opposition déposés par télécopie, dans le délai prescrit, à l'Office allemand des brevets à Munich alors qu'ils sont destinés à l'OEB peuvent se voir appliquer l'accord administratif du 29.6.1981, et devraient être traités par l'OEB comme s'ils avaient été reçus directement, que ce soit ou non par erreur qu'ils sont

parvenus à l'Office allemand.

En 1994, conformément à l'art. 33(1)b) CBE, le Conseil d'administration a modifié la règle 71 CBE en ajoutant de nouvelles dispositions à la règle 71bis CBE notamment, lesquelles font obligation à l'OEB d'accompagner la citation à la procédure orale d'une notification. Contrairement à cette exigence de la règle 71bis(1) CBE, l'art. 11(2) RPCR laisse quant à lui aux chambres le pouvoir d'apprécier si elles doivent ou non émettre une telle notification avec la citation. Dans l'affaire **G 6/95** (JO 1996, 649), la Grande Chambre a déclaré que la règle 71bis(1) CBE n'était pas applicable aux chambres de recours. Cette interprétation de la règle 71bis(1) CBE en ce qui concerne les chambres de recours était fondée sur la constatation que l'art. 23(4) CBE et l'art. 33(1)b) CBE prévoient deux sources bien distinctes de compétence ou de pouvoir dans le domaine législatif.

La Grande Chambre a cité l'art. 23(4) CBE qui dispose que le RPCR est "arrêté conformément aux dispositions du règlement d'exécution". A son avis, il est clair que ces dispositions visent le mécanisme exposé à la règle 11CBE, laquelle dispose que l'instance prévue à la règle 10(2) CBE (le "Praesidium") "arrête" le RPCR. Elle a conclu que le pouvoir, visé à l'art. 23(4) CBE, de modifier le RPCR appartenait au Praesidium des chambres de recours, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration. Le mécanisme selon lequel le Praesidium des Chambres de recours arrête le RPCR conformément à l'art. 23(4) CBE prend toute sa valeur à la lumière du principe de l'indépendance des juges, énoncé à l'art. 23(3) CBE, principe qui vaut également pour la procédure préalable à la prise de telles décisions ou s'y rapportant à d'autres égards.

La Grande Chambre a en outre déclaré que selon l'art. 33(1)b) CBE, le Conseil d'administration est compétent pour modifier le règlement d'exécution. Des limites sont cependant évidemment imposées à l'exercice de ce pouvoir. Le Conseil d'administration ne peut pas modifier le règlement d'exécution de telle sorte que l'effet d'une règle modifiée soit en contradiction avec la CBE elle-même (art. 164(2) CBE). La Grande Chambre a estimé qu'il ressortait d'une interprétation correcte de la règle 71bis(1) CBE que les dispositions à caractère obligatoire qu'elle contient en matière de procédure sont applicables aux instances du premier degré de l'OEB, mais pas aux chambres de recours. Si la règle 71bis(1) CBE devait être interprétée comme s'appliquant à tous les services de l'OEB, chambres de recours comprises, son effet serait directement en contradiction et en conflit avec celui de l'art. 11(2) RPCR, qui a été arrêté conformément à l'art. 23(4) CBE comme l'émanation du principe de l'indépendance des chambres de recours. On doit cependant considérer que le Conseil d'administration connaît les limites de son propre pouvoir. Il est dès lors raisonnable de supposer qu'il n'avait pas l'intention de modifier la règle 71 CBE dans un sens tel qu'elle soit en contradiction avec une règle de procédure des chambres de recours qu'il avait lui-même préalablement approuvée.

## Index des décisions citées

## Décisions de la Chambre de recours statuant en matière disciplinaire

|   |       |          |                |                 |
|---|-------|----------|----------------|-----------------|
| D | 1/81  | 04.02.82 | (JO 1982 258)  | 636             |
| D | 6/82  | 24.02.83 | (JO 1983, 337) | 354             |
| D | 8/82  | 24.02.83 | (JO 1983, 378) | 435             |
| D | 4/86  | 08.06.87 | (JO 1988, 26)  | 636             |
| D | 5/86  | 29.02.88 | (JO 1989, 210) | 404,640         |
| D | 12/88 | 15.11.90 | (JO 1991, 591) | 642             |
| D | 3/89  | 05.03.89 | (JO 1991, 257) | 636             |
| D | 5/89  | 22.05.89 | (JO 1991, 218) | 636             |
| D | 11/91 | 14.09.94 | (JO 1995, 721) | 640,642         |
| D | 1/92  | 30.07.92 | (JO 1993, 357) | 637             |
| D | 6/92  | 13.05.92 | (JO 1993, 361) | 637             |
| D | 1/93  | 23.09.93 |                | 640             |
| D | 14/93 | 05.06.96 | (JO 1997, 561) | 409,411,412,636 |
| D | 1/94  | 17.05.95 | (JO 1996, 468) | 638             |
| D | 2/95  | 22.04.96 |                | 637             |
| D | 14/95 | 19.12.95 |                | 638             |
| D | 15/95 | 09.06.97 | (JO 1998, 297) | 641             |
| D | 16/95 | 29.03.98 |                | 641             |
| D | 2/96  | 08.07.98 |                | 640             |
| D | 4/96  | 24.03.98 |                | 640             |
| D | 8/96  | 18.07.97 | (JO 1998, 302) | 640             |
| D | 9/96  | 09.03.98 |                | 638             |
| D | 17/96 | 03.12.96 |                | 639             |
| D | 20/96 | 22.07.98 |                | 637             |
| D | 25/96 | 17.03.97 | (JO 1998, 45)  | 636             |
| D | 2/97  | 16.03.98 |                | 639-640         |
| D | 3/97  | 08.10.99 |                | 640             |
| D | 5/97  | 08.12.98 |                | 638             |
| D | 10/97 | 08.12.98 |                | 638             |
| D | 12/97 | 25.06.98 |                | 639             |
| D | 15/97 | 08.12.98 |                | 637-638         |
| D | 17/97 | 08.12.98 |                | 638             |
| D | 18/97 | 10.02.00 |                | 640             |
| D | 28/97 | 04.09.98 |                | 641             |
| D | 1/98  | 21.07.98 |                | 641             |
| D | 6/98  | 20.04.99 |                | 637             |
| D | 8/98  | 20.05.99 |                | 640             |
| D | 2/99  | 07.09.00 |                | 639             |
| D | 3/99  | 29.09.00 |                | 639             |
| D | 11/99 | 17.11.99 |                | 636             |
| D | 20/99 | 06.03.01 | (JO 2002, 19)  | 641             |
| D | 24/99 | 14.05.01 |                | 641             |
| D | 11/00 | 09.05.01 |                | 637             |

## Décisions de la Grande Chambre de recours

|   |      |          |                |                                                  |
|---|------|----------|----------------|--------------------------------------------------|
| G | 1/83 | 05.12.84 | (JO 1985, 60)  | 100,102,103,653                                  |
| G | 5/83 | 05.12.84 | (JO 1985, 64)  | 20,26,33,100,102-104,255                         |
| G | 6/83 | 05.12.84 | (JO 1985, 67)  | 98,100-106,108,109,115,164,345,448               |
| G | 1/84 | 24.07.85 | (JO 1985, 299) | 294,295,502,503,523,547                          |
| G | 1/86 | 24.06.87 |                | 334,335,350,565,569,601                          |
| G | 1/88 | 27.01.89 | (JO 1989, 189) | 485,512,550,551,587-588                          |
|   |      | Corr.    | (JO 1990, 469) |                                                  |
| G | 2/88 | 11.12.89 | (JO 1990, 93)  | 67,71,72,107,109,110,112-114,178,179,251,253,255 |
| G | 4/88 | 24.04.89 | (JO 1989, 480) | 516,568-569                                      |

|   |       |          |                |                                     |
|---|-------|----------|----------------|-------------------------------------|
| G | 5/88  | 16.11.90 | (JO 1991, 137) | 285,294,593,663                     |
| G | 6/88  | 11.12.89 | (JO 1990, 114) | 107,109,112,114                     |
| G | 7/88  | 16.11.90 | (JO 1991, 137) | 285,663                             |
| G | 8/88  | 16.11.90 | (JO 1991, 137) | 285,663                             |
| G | 1/89  | 02.05.90 | (JO 1991, 155) | 206-208,211,212,217,221,646,647,654 |
| G | 2/89  | 02.05.90 | (JO 1991, 166) | 207,208,211,212,646,647,654-655     |
| G | 3/89  | 19.11.92 | (JO 1993, 117) | 261,264,396,457                     |
| G | 1/90  | 05.03.91 | (JO 1991, 275) | 339,518,549,583                     |
| G | 2/90  | 04.08.91 | (JO 1992, 10)  | 585                                 |
| G | 1/91  | 09.12.91 | (JO 1992, 253) | 209,479                             |
| G | 2/91  | 29.11.91 | (JO 1992, 206) | 565,569,604                         |
| G | 3/91  | 07.09.92 | (JO 1993, 8)   | 294,344,345,658                     |
| G | 4/91  | 03.11.92 | (JO 1993, 707) | 515,571                             |
| G | 5/91  | 05.05.92 | (JO 1992, 617) | 425,426,583                         |
| G | 6/91  | 06.03.92 | (JO 1992, 491) | 442-443                             |
| G | 7/91  | 05.11.92 | (JO 1993, 356) | 504,565,604                         |
|   |       | Corr.    | (JO 1993, 478) |                                     |
| G | 8/91  | 05.11.92 | (JO 1993, 346) | 504,565,604                         |
| G | 9/91  | 31.03.93 | (JO 1993, 408) | 504,565,604                         |
| G | 10/91 | 31.03.93 | (JO 1993, 420) | 134,137                             |
| G | 11/91 | 19.11.92 | (JO 1993, 125) | 223,261,396,457                     |
| G | 12/91 | 17.12.93 | (JO 1994, 285) | 428,498,500                         |
| G | 1/92  | 18.12.92 | (JO 1993, 277) | 48,50,67,70-72                      |
| G | 2/92  | 06.07.93 | (JO 1993, 591) | 219-221,394,478                     |
| G | 3/92  | 13.06.94 | (JO 1994, 607) | 283                                 |
| G | 4/92  | 29.10.93 | (JO 1994, 149) | 300,303-305,375,560                 |
| G | 5/92  | 27.09.93 | (JO 1994, 22)  | 344                                 |
| G | 6/92  | 27.09.93 | (JO 1994, 25)  | 344                                 |
| G | 8/92  | 05.03.93 |                | 611                                 |
| G | 9/92  | 14.07.94 | (JO 1994, 875) | 295,392,393,504,565,570,572-574     |
| G | 10/92 | 28.04.94 | (JO 1994, 633) | 295,384,462,463,493                 |
| G | 1/93  | 02.02.94 | (JO 1994, 541) | 228-231,240,241,244,258-259         |
| G | 2/93  | 21.12.94 | (JO 1995, 275) | 175                                 |
| G | 3/93  | 16.08.94 | (JO 1995, 18)  | 267,269,275,279,280,282             |
| G | 4/93  | 14.07.94 | (JO 1995, 875) | 295,296,392,393,504,565,570,573-574 |
| G | 5/93  | 18.01.94 | (JO 1994, 447) | 294,295,344-345                     |
| G | 7/93  | 13.05.94 | (JO 1994, 775) | 308,440,476,493,496-498,582         |
| G | 8/93  | 13.06.94 | (JO 1994, 887) | 565,580,605                         |
| G | 9/93  | 06.07.94 | (JO 1994, 891) | 294,296,503,523-524                 |
| G | 10/93 | 30.11.94 | (JO 1995, 172) | 487,494,579                         |
| G | 1/94  | 11.05.94 | (JO 1994, 787) | 565,571-572                         |
| G | 2/94  | 19.02.96 | (JO 1996, 401) | 417,419-420                         |
| G | 1/95  | 19.07.96 | (JO 1996, 615) | 512,536,538,539,577                 |
| G | 2/95  | 14.05.96 | (JO 1996, 555) | 223,262,454,455,457                 |
| G | 4/95  | 19.02.96 | (JO 1996, 412) | 370,417,419,421                     |
| G | 6/95  | 24.07.96 | (JO 1996, 649) | 318,664                             |
| G | 7/95  | 19.07.96 | (JO 1996, 626) | 513,538-540,577                     |
| G | 8/95  | 16.04.96 | (JO 1996, 481) | 437,438,585                         |
| G | 1/97  | 10.12.99 |                | 438,584                             |
| G | 2/97  | 12.11.98 | (JO 1999, 123) | 285,286,288,289,293                 |
| G | 3/97  | 21.01.99 |                | 405,522-524                         |
| G | 4/97  | 21.01.99 |                | 405,520,522-525                     |
| G | 1/98  | 20.12.99 | (JO 2000, 111) | 37,39-41,43,449                     |
| G | 2/98  | 31.05.01 | (JO 2001, 413) | 184,267-269,272                     |
| G | 3/98  | 12.07.00 |                | 47,449                              |
| G | 4/98  | 27.11.00 |                | 460                                 |

666

*Index des décisions citées*

|   |               |          |                |                 |   |               |          |                                            |
|---|---------------|----------|----------------|-----------------|---|---------------|----------|--------------------------------------------|
| J | 37/89 - 3.1.1 | 24.07.91 | (JO 1993, 201) | 326,484,621     | J | 49/92 - 3.1.1 | 29.05.95 | 327,382                                    |
| J | 42/89 - 3.1.1 | 30.10.91 |                | 355             | J | 1/93 - 3.1.1  | 17.05.94 | 332                                        |
| J | 3/90 - 3.1.1  | 30.04.90 | (JO 1991, 550) | 297,332,569     | J | 2/93 - 3.1.1  | 07.02.94 | (JO 1995, 675) 583                         |
| J | 6/90 - 3.1.1  | 22.10.92 | (JO 1993, 714) | 339             | J | 3/93 - 3.1.1  | 22.02.94 | 351                                        |
| J | 7/90 - 3.1.1  | 07.08.91 | (JO 1993, 133) | 333,465,610     | J | 4/93 - 3.1.1  | 24.05.93 | 344                                        |
| J | 9/90 - 3.1.1  | 08.04.92 |                | 330,331,364     | J | 7/93 - 3.1.1  | 23.08.93 | 333,658                                    |
| J | 13/90 - 3.1.1 | 10.12.92 |                | 289-291,342,347 | J | 8/93 - 3.1.1  | 19.03.97 | 406                                        |
| J | 14/90 - 3.1.1 | 21.03.91 | (JO 1992, 505) | 459             | J | 9/93 - 3.1.1  | 26.04.95 | 294                                        |
| J | 15/90 - 3.1.1 | 28.11.94 |                | 290,611         | J | 10/93 - 3.1.1 | 14.06.96 | (JO 1997, 91) 335,446                      |
| J | 16/90 - 3.1.1 | 06.03.91 | (JO 1992, 260) | 343,610         | J | 11/93 - 3.1.1 | 06.02.96 | 415                                        |
| J | 18/90 - 3.1.1 | 22.03.91 | (JO 1992, 511) | 459,567         | J | 16/93 - 3.1.1 | 20.06.95 | 353                                        |
| J | 19/90 - 3.1.1 | 30.04.92 |                | 582             | J | 18/93 - 3.1.1 | 02.09.94 | (JO 1997, 326) 458                         |
| J | 27/90 - 3.1.1 | 11.07.91 | (JO 1993, 422) | 337,338,357     | J | 19/93 - 3.1.1 | 15.12.97 | 660                                        |
| J | 30/90 - 3.1.1 | 03.06.91 | (JO 1992, 516) | 459             | J | 2/94 - 3.1.1  | 21.06.95 | 291                                        |
| J | 31/90 - 3.1.1 | 10.07.92 |                | 348,360         | J | 3/94 - 3.1.1  | 28.03.95 | 659                                        |
| J | 32/90 - 3.1.1 | 10.07.92 |                | 348             | J | 4/94 - 3.1.1  | 24.03.95 | 660                                        |
| J | 33/90 - 3.1.1 | 10.07.92 |                | 348,354,359     | J | 5/94 - 3.1.1  | 28.09.94 | 341,352                                    |
| J | 1/91 - 3.1.1  | 25.08.94 | (JO 1993, 281) | 283             | J | 7/94 - 3.1.1  | 18.01.95 | (JO 1995, 817) 467                         |
| J | 3/91 - 3.1.1  | 01.12.92 | (JO 1994, 365) | 458,465,466,630 | J | 8/94 - 3.1.1  | 07.12.95 | (JO 1997, 17) 343                          |
| J | 4/91 - 3.1.1  | 22.10.91 | (JO 1992, 402) | 324,449         | J | 11/94 - 3.1.1 | 17.11.94 | (JO 1995, 596) 383,417,420,489             |
| J | 5/91 - 3.1.1  | 29.04.92 | (JO 1993, 657) | 324             | J | 12/94 - 3.1.1 | 16.02.96 | 291,342                                    |
| J | 6/91 - 3.1.1  | 01.12.92 | (JO 1994, 349) | 465-467         | J | 13/94 - 3.1.1 | 04.10.96 | 489                                        |
| J | 9/91 - 3.1.1  | 01.12.92 |                | 465             | J | 14/94 - 3.1.1 | 15.12.94 | (JO 1995, 825) 293,421                     |
| J | 10/91 - 3.1.1 | 11.12.92 |                | 406             | J | 16/94 - 3.1.1 | 10.06.96 | (JO 1997, 331) 590                         |
| J | 11/91 - 3.1.1 | 05.08.92 | (JO 1994, 28)  | 287,295,462-463 | J | 20/94 - 3.1.1 | 24.07.95 | (JO 1996, 181) 455                         |
| J | 14/91 - 3.1.1 | 06.11.91 | (JO 1993, 479) | 317,444,610     | J | 21/94 - 3.1.1 | 12.04.95 | (JO 1996, 16) 454,457                      |
| J | 15/91 - 3.1.1 | 16.12.92 | (JO 1994, 296) | 644             | J | 25/94 - 3.1.1 | 14.03.96 | 343                                        |
| J | 16/91 - 3.1.1 | 05.08.92 | (JO 1994, 28)  | 462-463         | J | 27/94 - 3.1.1 | 27.02.95 | (JO 1995, 831) 286,295,383,463,464,489,602 |
| J | 17/91 - 3.1.1 | 17.09.92 | (JO 1994, 225) | 445             | J | 28/94 - 3.1.1 | 07.12.94 | (JO 1995, 742) 446,566,568,598             |
| J | 19/91 - 3.1.1 | 17.09.92 |                | 445             | J | 29/94 - 3.1.1 | 10.03.97 | (JO 1998,147) 343,469,484,566              |
| J | 1/92 - 3.1.1  | 15.07.92 |                | 585             | J | 30/94 - 3.1.1 | 09.10.95 | 439,585,622                                |
| J | 2/92 - 3.1.1  | 01.12.92 | (JO 1994,375)  | 458,465-466     | J | 3/95 - 3.1.1  | 28.02.97 | (JO 1997, 493) 584                         |
| J | 7/92 - 3.1.1  | 17.02.94 |                | 422             | J | 8/95 - 3.1.1  | 04.11.96 | 292,341,449                                |
| J | 11/92 - 3.1.1 | 12.01.94 | (JO 1995, 25)  | 467             | J | 11/95 - 3.1.1 | 27.11.97 | 444,468                                    |
| J | 12/92 - 3.1.1 | 30.04.93 |                | 343             | J | 12/95 - 3.1.1 | 20.03.96 | 384                                        |
| J | 13/92 - 3.1.1 | 18.10.93 |                | 582             | J | 14/95 - 3.1.1 | 20.08.97 | 287,463,495                                |
| J | 15/92 - 3.1.1 | 25.05.93 |                | 286             | J | 15/95 - 3.1.1 | 20.08.97 | 287,463,494                                |
| J | 16/92 - 3.1.1 | 25.04.94 |                | 326,354,359     | J | 16/95 - 3.1.1 | 20.08.97 | 287,463                                    |
| J | 17/92 - 3.1.1 | 22.11.96 |                | 498,630         | J | 17/95 - 3.1.1 | 20.08.97 | 287,463                                    |
| J | 18/92 - 3.1.1 | 18.12.92 |                | 410             | J | 22/95 - 3.1.1 | 04.07.97 | (JO 1998, 569) 460,465                     |
| J | 19/92 - 3.1.1 | 11.10.93 |                | 447             | J | 24/95 - 3.1.1 | 20.08.97 | 287,463                                    |
| J | 21/92 - 3.1.1 | 16.03.95 |                | 347             | J | 25/95 - 3.1.1 | 20.08.97 | 287,295,463                                |
| J | 22/92 - 3.1.1 | 13.12.94 |                | 338,352         | J | 26/95 - 3.1.1 | 13.10.98 | (JO 1999, 668) 330,341,445                 |
| J | 23/92 - 3.1.1 | 17.12.93 |                | 348             | J | 27/95 - 3.1.1 | 09.04.97 | 411-412                                    |
| J | 24/92 - 3.1.1 | 16.03.95 |                | 347             | J | 29/95 - 3.1.1 | 30.01.96 | (JO 1996, 489) 489,494                     |
| J | 25/92 - 3.1.1 | 29.09.93 |                | 286,470         | J | 30/95 - 3.1.1 | 06.06.97 | 463                                        |
| J | 26/92 - 3.1.1 | 23.08.94 |                | 349,359-360     | J | 32/95 - 3.1.1 | 24.03.99 | (JO 1999, 713) 587,609                     |
| J | 27/92 - 3.1.1 | 20.05.94 | (JO 1995, 288) | 293,294,383     | J | 33/95 - 3.1.1 | 18.12.95 | 568                                        |
| J | 28/92 - 3.1.1 | 11.05.94 |                | 346,355         | J | 4/96 - 3.1.1  | 15.04.97 | 292,464                                    |
| J | 30/92 - 3.1.1 | 18.12.92 |                | 410             | J | 6/96 - 3.1.1  | 18.09.97 | 471                                        |
| J | 31/92 - 3.1.1 | 18.12.92 |                | 410             | J | 7/96 - 3.1.1  | 20.01.98 | (JO 1999, 443) 446,500                     |
| J | 32/92 - 3.1.1 | 18.12.92 |                | 410             | J | 8/96 - 3.1.1  | 20.01.98 | 446                                        |
| J | 33/92 - 3.1.1 | 18.12.92 |                | 410             | J | 9/96 - 3.1.1  | 21.11.97 | 335,447                                    |
| J | 34/92 - 3.1.1 | 23.08.94 |                | 293,339,342,422 | J | 10/96 - 3.1.1 | 15.07.98 | 415                                        |
| J | 35/92 - 3.1.1 | 17.03.94 |                | 414             | J | 16/96 - 3.1.1 | 14.07.97 | (JO 1998, 347) 416,449                     |
| J | 36/92 - 3.1.1 | 20.05.94 |                | 463             | J | 17/96 - 3.1.1 | 03.12.96 | 458                                        |
| J | 38/92 - 3.1.1 | 16.03.95 | (JO 1995/8)    | 445,447,564     | J | 18/96 - 3.1.1 | 01.10.97 | (JO 1998,403) 285,289,453,622              |
| J | 39/92 - 3.1.1 | 16.03.95 |                | 445,447         | J | 19/96 - 3.1.1 | 23.04.99 | 381,465                                    |
| J | 41/92 - 3.1.1 | 27.10.93 | (JO 1995, 93)  | 291,342,362     | J | 20/96 - 3.1.1 | 28.09.98 | 630                                        |
| J | 42/92 - 3.1.1 | 28.02.97 |                | 261,442,585     | J | 21/96 - 3.1.1 | 06.05.98 | 333,464                                    |
| J | 43/92 - 3.1.1 | 28.11.95 |                | 422,431         | J | 23/96 - 3.1.1 | 28.08.97 | 336                                        |
| J | 44/92 - 3.1.1 | 29.11.96 |                | 365             |   |               |          |                                            |
| J | 47/92 - 3.1.1 | 21.10.93 | (JO 1995, 180) | 326,609         |   |               |          |                                            |
| J | 48/92 - 3.1.1 | 29.11.96 |                | 365             |   |               |          |                                            |

## Index des décisions citées

|                                                     |               |          |                |                                   |   |                |          |                |                                  |
|-----------------------------------------------------|---------------|----------|----------------|-----------------------------------|---|----------------|----------|----------------|----------------------------------|
| J                                                   | 24/96 - 3.1.1 | 27.04.01 | (JO 2001, 434) | ... 209,629                       | T | 36/82 - 3.5.1  | 25.10.82 | (JO 1983, 269) | ... 149                          |
| J                                                   | 25/96 - 3.1.1 | 11.04.00 | ...            | 357,360                           | T | 37/82 - 3.5.1  | 29.07.83 | (JO 1984, 71)  | ... 139,237                      |
| J                                                   | 27/96 - 3.1.1 | 16.12.98 | ...            | 461                               | T | 39/82 - 3.2.2  | 30.07.82 | (JO 1982, 419) | ... 146-147                      |
| J                                                   | 29/96 - 3.1.1 | 03.09.97 | (JO 1998, 582) | ... 463                           | T | 41/82 - 3.3.1  | 30.03.82 | (JO 1982, 256) | ... 605,620                      |
| J                                                   | 31/96 - 3.1.1 | 25.11.97 | ...            | 458                               | T | 43/82 - 3.3.1  | 16.04.84 | ...            | 98                               |
| J                                                   | 4/97 - 3.1.1  | 09.07.97 | ...            | 388                               | T | 52/82 - 3.2.1  | 18.03.83 | (JO 1983, 416) | ... 237                          |
| J                                                   | 7/97 - 3.1.1  | 11.12.97 | ...            | 292                               | T | 53/82 - 3.3.1  | 28.06.82 | ...            | 249                              |
| J                                                   | 27/97 - 3.1.1 | 26.10.98 | ...            | 447                               | T | 54/82 - 3.3.1  | 16.05.83 | (JO 1983, 446) | ... 226                          |
| J                                                   | 29/97 - 3.1.1 | 14.06.99 | ...            | 286                               | T | 57/82 - 3.3.1  | 29.04.82 | (JO 1982, 306) | ... 205                          |
| J                                                   | 32/97 - 3.1.1 | 20.07.98 | ...            | 447,631                           | T | 60/82 - 3.2.1  | 25.10.83 | ...            | 153                              |
| J                                                   | 35/97 - 3.1.1 | 07.06.00 | ...            | 448                               | T | 62/82 - 3.4.1  | 23.06.83 | ...            | 154                              |
| J                                                   | 36/97 - 3.1.1 | 25.05.99 | ...            | 446                               | T | 65/82 - 3.3.1  | 20.04.83 | (JO 1983, 327) | 144,145,151                      |
| J                                                   | 38/97 - 3.1.1 | 22.06.99 | ...            | 583,622                           | T | 79/82 - 3.5.1  | 06.10.83 | ...            | 155                              |
| J                                                   | 3/98 - 3.1.1  | 25.09.00 | ...            | 585                               | T | 84/82 - 3.3.1  | 18.03.83 | (JO 1983, 451) | ... 472                          |
| J                                                   | 5/98 - 3.1.1  | 07.04.00 | ...            | 325                               | T | 94/82 - 3.2.1  | 22.07.83 | (JO 1984, 75)  | ... 175,179                      |
| J                                                   | 8/98 - 3.1.1  | 06.05.99 | (JO 1999, 687) | ... 464                           | T | 109/82 - 3.5.1 | 15.05.84 | (JO 1984, 473) | ... 145,156                      |
| J                                                   | 11/98 - 3.1.1 | 15.06.00 | ...            | 351                               | T | 110/82 - 3.3.1 | 08.03.83 | (JO 1983, 274) | ... 205                          |
| J                                                   | 14/98 - 3.1.1 | 18.12.00 | ...            | 645                               | T | 113/82 - 3.2.1 | 22.06.83 | (JO 1984, 10)  | ... 158                          |
| J                                                   | 15/98 - 3.1.1 | 31.10.00 | (JO 2001, 183) | ... 443,454                       | T | 114/82 - 3.3.1 | 01.03.83 | (JO 1983, 323) | ... 587,629                      |
| J                                                   | 16/98 - 3.1.1 | 20.12.00 | ...            | 585                               | T | 115/82 - 3.3.1 | 01.03.83 | (JO 1983, 323) | ... 587                          |
| J                                                   | 17/98 - 3.1.1 | 20.09.99 | (JO 2000, 399) | ... 286,415                       | T | 119/82 - 3.3.1 | 12.12.83 | (JO 1984, 217) | ... 140,151, 153,213             |
| J                                                   | 21/98 - 3.1.1 | 25.10.99 | (JO 2000, 406) | ... 443,623                       | T | 123/82 - 3.3.1 | 30.08.85 | ...            | 45                               |
| J                                                   | 22/98 - 3.1.1 | 25.10.99 | ...            | 444,623                           | T | 128/82 - 3.3.1 | 12.01.84 | (JO 1984, 164) | ... 97,98,448                    |
| J                                                   | 3/99 - 3.1.1  | 18.01.00 | ...            | 463                               | T | 130/82 - 3.2.1 | 26.08.83 | (JO 1984, 172) | ... 382                          |
| J                                                   | 5/99 - 3.1.1  | 06.04.00 | ...            | 328                               | T | 146/82 - 3.5.1 | 29.05.85 | (JO 1985, 267) | ... 446                          |
| J                                                   | 6/99 - 3.1.1  | 25.10.99 | ...            | 444,623                           | T | 150/82 - 3.3.1 | 07.02.84 | (JO 1984, 309) | 179,180,197                      |
| J                                                   | 7/99 - 3.1.1  | 17.05.00 | ...            | 328-329                           | T | 152/82 - 3.3.1 | 05.09.83 | (JO 1984, 301) | ... 598                          |
| J                                                   | 14/99 - 3.1.1 | 25.10.99 | ...            | 444,623                           | T | 161/82 - 3.5.1 | 26.06.84 | (JO 1984, 551) | 74,472,474, 508                  |
| J                                                   | 15/99 - 3.1.1 | 25.10.99 | ...            | 444,623                           | T | 162/82 - 3.5.1 | 20.06.87 | (JO 1987, 533) | ... 195, 441,472,629             |
| J                                                   | 17/99 - 3.1.1 | 04.07.00 | ...            | 461,660                           | T | 172/82 - 3.4.1 | 19.05.83 | (JO 1983, 493) | ... 236                          |
| J                                                   | 20/99 - 3.1.1 | 08.05.00 | ...            | 431                               | T | 181/82 - 3.3.1 | 28.02.84 | (JO 1984, 401) | 86,87,90,92, 115,123,158,160,610 |
| <b>Décisions des chambres de recours techniques</b> |               |          |                |                                   | T | 184/82 - 3.3.1 | 04.01.84 | (JO 1984, 261) | ... 124-125                      |
| T                                                   | 1/80 - 3.3.1  | 06.04.81 | (JO 1981, 206) | ... 116,122                       | T | 191/82 - 3.2.1 | 16.04.85 | (JO 1985, 189) | ... 337,339, 359-360             |
| T                                                   | 2/80 - 3.3.1  | 05.06.81 | (JO 1981, 431) | ... 179,194                       | T | 192/82 - 3.3.1 | 22.03.84 | (JO 1984, 415) | ... 18,141,158                   |
| T                                                   | 4/80 - 3.3.1  | 07.09.81 | (JO 1982, 149) | ... 148,179, 183,239              | T | 2/83 - 3.3.1   | 15.03.84 | (JO 1984, 265) | 122,134,135, 137,145,151,213     |
| T                                                   | 6/80 - 3.2.2  | 13.05.81 | (JO 1981, 434) | ... 65                            | T | 4/83 - 3.3.1   | 16.03.83 | (JO 1983, 498) | ... 78,147                       |
| T                                                   | 1/81 - 3.2.2  | 04.05.81 | (JO 1981, 439) | ... 152                           | T | 6/83 - 3.5.1   | 06.10.88 | (JO 1990, 5)   | ... 3                            |
| T                                                   | 2/81 - 3.3.1  | 01.07.82 | (JO 1982, 394) | 155,249,405                       | T | 13/83 - 3.3.1  | 13.04.84 | (JO 1984, 428) | ... 234                          |
| T                                                   | 5/81 - 3.2.2  | 04.03.82 | (JO 1982, 249) | 122,134,474, 485,583,623          | T | 14/83 - 3.3.1  | 07.06.83 | (JO 1984, 105) | ... 165,168                      |
| T                                                   | 6/81 - 3.2.2  | 17.09.81 | (JO 1982, 183) | ... 195                           | T | 17/83 - 3.3.1  | 20.09.83 | (JO 1984, 307) | ... 380                          |
| T                                                   | 7/81 - 3.3.1  | 14.12.82 | (JO 1983, 98)  | ... 591                           | T | 20/83 - 3.3.1  | 17.03.83 | (JO 1983, 419) | ... 159,475                      |
| T                                                   | 9/81 - 3.3.1  | 25.01.83 | (JO 1983, 372) | ... 99                            | T | 36/83 - 3.3.1  | 14.05.85 | (JO 1986, 295) | 31,98,114,161                    |
| T                                                   | 12/81 - 3.3.1 | 09.02.82 | (JO 1982, 296) | ... 44,68,79, 83-85,87,92,274,391 | T | 43/83 - 3.5.1  | 11.12.85 | ...            | 476                              |
| T                                                   | 15/81 - 3.4.1 | 28.07.81 | (JO 1982, 2)   | ... 145                           | T | 49/83 - 3.3.1  | 26.07.83 | (JO 1984, 112) | ... 37,41                        |
| T                                                   | 18/81 - 3.3.1 | 01.03.85 | (JO 1985, 166) | 299,569,624                       | T | 61/83 - 3.2.1  | 21.11.83 | ...            | 34                               |
| T                                                   | 19/81 - 3.2.2 | 29.07.81 | (JO 1982, 51)  | ... 154                           | T | 66/83 - 3.5.1  | 06.06.89 | ...            | 474                              |
| T                                                   | 20/81 - 3.3.1 | 10.02.82 | (JO 1982, 217) | ... 116,122, 123,160              | T | 69/83 - 3.3.1  | 05.04.84 | (JO 1984, 357) | ... 154,158                      |
| T                                                   | 21/81 - 3.5.1 | 10.09.82 | (JO 1983, 15)  | ... 141,158                       | T | 84/83 - 3.2.1  | 29.09.83 | ...            | 51                               |
| T                                                   | 24/81 - 3.3.1 | 13.10.82 | (JO 1983, 133) | ... 116,117, 122,134,153          | T | 95/83 - 3.2.1  | 09.10.84 | (JO 1985, 75)  | ... 612,614                      |
| T                                                   | 26/81 - 3.2.2 | 28.10.81 | (JO 1982, 211) | ... 122                           | T | 104/83 - 3.3.1 | 09.05.84 | ...            | 154                              |
| T                                                   | 28/81 - 3.3.1 | 11.06.85 | ...            | 598                               | T | 115/83 - 3.3.1 | 08.11.83 | ...            | 180                              |
| T                                                   | 32/81 - 3.2.1 | 05.03.82 | (JO 1982, 225) | 126,138,591                       | T | 130/83 - 3.3.1 | 05.07.84 | ...            | 348                              |
| T                                                   | 10/82 - 3.3.1 | 15.03.83 | (JO 1983, 407) | ... 414,525, 553,557,584          | T | 140/83 - 3.2.1 | 24.10.83 | ...            | 204                              |
| T                                                   | 11/82 - 3.5.1 | 15.04.83 | (JO 1983, 479) | 236,237,485                       | T | 144/83 - 3.3.1 | 27.03.86 | (JO 1986, 301) | ... 20,26,30, 31,161             |
| T                                                   | 13/82 - 3.5.1 | 03.03.83 | (JO 1983, 411) | 340,404,620                       | T | 160/83 - 3.2.1 | 19.03.84 | ...            | 252                              |
| T                                                   | 22/82 - 3.3.1 | 22.06.82 | (JO 1982, 341) | ... 144                           | T | 164/83 - 3.3.2 | 17.07.86 | (JO 1987, 149) | ... 115,161                      |
| T                                                   | 32/82 - 3.5.1 | 14.03.84 | (JO 1984, 354) | ... 180,181, 306,490              | T | 169/83 - 3.2.1 | 25.03.85 | (JO 1985, 193) | 68,124,165, 231,270              |
| T                                                   |               |          |                |                                   | T | 170/83 - 3.3.1 | 12.09.84 | (JO 1984, 605) | 380,561,609                      |

*Index des décisions citées*

|                  |          |                |                          |                  |          |                                            |
|------------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|----------|--------------------------------------------|
| T 173/83 - 3.5.1 | 10.10.89 | (JO 1987, 465) | ..... 47,54              | T 269/84 - 3.4.1 | 07.04.87 | ..... 196                                  |
| T 188/83 - 3.3.1 | 30.07.84 | (JO 1984, 555) | ..... 184                | T 270/84 - 3.3.1 | 01.09.87 | ..... 157                                  |
| T 201/83 - 3.3.1 | 09.05.84 | (JO 1984, 481) | 227,243,249              | T 271/84 - 3.3.1 | 18.03.86 | (JO 1987, 405) 156,236,260                 |
| T 202/83 - 3.3.1 | 06.03.84 | .....          | 165,202                  | T 273/84 - 3.3.1 | 21.03.86 | (JO 1986, 346) 369,378,598                 |
| T 204/83 - 3.3.1 | 24.06.85 | (JO 1985, 310) | ..... 68                 | T 279/84 - 3.3.2 | 29.06.87 | ..... 198                                  |
| T 205/83 - 3.3.1 | 25.06.85 | (JO 1985, 363) | 198,252,279              | T 287/84 - 3.4.1 | 11.06.85 | (JO 1985, 333) ... 337,341,<br>346,350     |
| T 206/83 - 3.3.1 | 26.03.86 | (JO 1987, 5)   | .. 75,165,276            | T 288/84 - 3.3.1 | 07.02.86 | (JO 1986, 128) ..... 166                   |
| T 208/83 - 3.2.1 | 20.08.84 | .....          | 33                       | T 17/85 - 3.3.1  | 06.06.86 | (JO 1986, 406) ..... 92                    |
| T 211/83 - 3.2.1 | 18.05.84 | .....          | 237                      | T 22/85 - 3.5.1  | 05.10.88 | (JO 1990, 12) ..... 7                      |
|                  | Corr.    | (JO 1986, 328) |                          | T 25/85 - 3.3.1  | 18.12.85 | (JO 1986, 81) .... 522,525                 |
| T 219/83 - 3.3.1 | 26.11.85 | (JO 1986, 211) | .. 197,405,<br>512,610   | T 26/85 - 3.5.1  | 20.09.88 | (JO 1990, 22) .... 75,93-94                |
| T 220/83 - 3.3.1 | 14.01.86 | (JO 1986, 249) | ... 592-593              | T 32/85 - 3.3.1  | 05.06.86 | ..... 165,168                              |
| T 6/84 - 3.3.1   | 21.02.85 | (JO 1985, 238) | 166,233-234              | T 35/85 - 3.3.2  | 16.12.86 | ..... 160                                  |
| T 13/84 - 3.5.1  | 15.05.86 | (JO 1986, 253) | 124,195,226              | T 37/85 - 3.2.1  | 13.01.87 | (JO 1988, 86) ..... 137                    |
| T 18/84 - 3.2.1  | 07.12.84 | .....          | 34                       | T 48/85 - 3.3.2  | 18.11.86 | ..... 168                                  |
| T 23/84 - 3.4.1  | 13.11.84 | .....          | 193                      | T 49/85 - 3.3.2  | 13.11.86 | ..... 374                                  |
| T 32/84 - 3.5.1  | 06.08.85 | (JO 1986, 9)   | ..... 165                | T 61/85 - 3.3.2  | 03.09.87 | ..... 389                                  |
| T 38/84 - 3.3.1  | 05.04.84 | (JO 1984, 368) | ..... 150                | T 64/85 - 3.4.1  | 19.01.88 | ..... 392                                  |
| T 42/84 - 3.4.1  | 23.03.87 | (JO 1988, 251) | 431,441,629              | T 66/85 - 3.5.1  | 09.12.87 | (JO 1989, 167) ..... 244                   |
| T 45/84 - 3.2.1  | 22.01.85 | .....          | 34                       | T 68/85 - 3.3.1  | 27.11.86 | (JO 1987, 228) ..... 185                   |
| T 51/84 - 3.5.1  | 19.03.86 | (JO 1986, 226) | ..... 18                 | T 69/85 - 3.4.1  | 02.04.87 | ..... 112                                  |
| T 57/84 - 3.3.1  | 12.08.86 | (JO 1987, 53)  | ..... 148                | T 73/85 - 3.3.1  | 14.01.88 | ..... 149                                  |
| T 73/84 - 3.2.1  | 26.04.85 | (JO 1985, 241) | .. 306,389,<br>518,606   | T 89/85 - 3.2.1  | 07.12.87 | ..... 393                                  |
|                  |          |                |                          | T 92/85 - 3.2.1  | 28.01.86 | (JO 1986, 352) ... 391,462                 |
| T 81/84 - 3.3.2  | 15.05.87 | (JO 1988, 207) | ..... 26-27              | T 98/85 - 3.3.1  | 01.09.87 | ..... 255                                  |
| T 85/84 - 3.4.1  | 14.01.86 | .....          | 558,605                  | T 99/85 - 3.4.1  | 23.10.86 | (JO 1987, 413) ... 122,196                 |
| T 87/84 - 3.2.1  | 06.02.86 | .....          | 188                      | T 105/85 - 3.3.1 | 05.02.87 | ..... 359,362                              |
| T 89/84 - 3.2.1  | 03.07.84 | (JO 1984, 562) | ... 580,620              | T 110/85 - 3.2.2 | 26.11.87 | (JO 1987, 157) ... 359,615                 |
| T 90/84 - 3.3.1  | 02.04.85 | .....          | 134                      | T 115/85 - 3.5.1 | 05.09.88 | (JO 1990, 30) ..... 7,11                   |
| T 92/84 - 3.4.1  | 05.03.87 | .....          | 188                      | T 116/85 - 3.3.1 | 14.10.87 | (JO 1989, 13) 20,25,28,161                 |
| T 94/84 - 3.3.1  | 20.06.86 | (JO 1986, 337) | ... 299,569              | T 121/85 - 3.5.1 | 14.03.89 | ..... 1,8                                  |
| T 106/84 - 3.2.1 | 25.02.85 | (JO 1985, 132) | ..... 157                | T 123/85 - 3.3.2 | 23.02.88 | (JO 1989, 336) ... 177,392                 |
| T 122/84 - 3.3.1 | 29.07.86 | (JO 1987, 177) | ... 366,537              | T 124/85 - 3.2.1 | 14.12.87 | ..... 177                                  |
| T 124/84 - 3.3.1 | 16.01.86 | .....          | 123                      | T 127/85 - 3.3.2 | 01.02.88 | (JO 1989, 271) ... 175,543                 |
| T 136/84 - 3.3.1 | 06.03.85 | .....          | 188                      | T 133/85 - 3.2.1 | 25.08.87 | (JO 1988, 441) 189,244,247                 |
| T 142/84 - 3.2.1 | 08.07.86 | (JO 1987, 112) | ..... 146                | T 139/85 - 3.3.1 | 23.12.86 | ..... 185                                  |
| T 147/84 - 3.2.1 | 04.03.87 | .....          | 598                      | T 144/85 - 3.2.1 | 25.06.87 | ..... 139                                  |
| T 156/84 - 3.4.1 | 09.04.87 | (JO 1988, 372) | 367,369,533              | T 149/85 - 3.3.1 | 14.01.86 | (JO 1986, 103) ..... 443                   |
| T 163/84 - 3.3.2 | 21.08.86 | (JO 1987, 301) | ..... 144                | T 152/85 - 3.2.1 | 28.05.86 | (JO 1987, 191) ..... 521                   |
| T 165/84 - 3.2.2 | 29.01.87 | .....          | 179                      | T 153/85 - 3.3.1 | 11.12.86 | (JO 1988, 1) ... 77,612,614                |
| T 166/84 - 3.3.1 | 22.08.84 | (JO 1984, 489) | ..... 611                | T 155/85 - 3.3.2 | 28.07.87 | (JO 1988, 87) ... 125,140,<br>148,150      |
| T 167/84 - 3.2.2 | 20.01.87 | (JO 1987, 369) | ... 67,145,<br>561,563   | T 157/85 - 3.2.1 | 12.05.86 | ..... 606                                  |
|                  |          |                |                          | T 162/85 - 3.2.2 | 20.05.87 | ..... 609                                  |
| T 170/84 - 3.2.1 | 07.07.86 | (JO 1986, 400) | ..... 196                | T 163/85 - 3.5.1 | 14.03.89 | (JO 1990, 379) ... 9,10,13                 |
| T 171/84 - 3.3.1 | 24.10.85 | (JO 1986, 95)  | ..... 165                | T 168/85 - 3.4.1 | 27.04.87 | ..... 196                                  |
| T 175/84 - 3.5.1 | 22.09.87 | (JO 1989, 71)  | ..... 138                | T 171/85 - 3.2.1 | 30.07.86 | (JO 1987, 160) ... 491-492                 |
| T 176/84 - 3.2.1 | 22.11.85 | (JO 1986, 50)  | ..... 130                | T 172/85 - 3.3.1 | 19.04.88 | ..... 374                                  |
| T 178/84 - 3.5.1 | 07.12.87 | (JO 1989, 157) | .. 208,219,<br>220,394   | T 213/85 - 3.3.1 | 16.12.86 | (JO 1987, 482) ... 592-593                 |
| T 184/84 - 3.3.1 | 04.04.86 | .....          | 269,270,278              | T 219/85 - 3.2.1 | 14.07.86 | (JO 1986, 376) ..... 167                   |
| T 185/84 - 3.2.1 | 08.04.86 | (JO 1986, 373) | ..... 512                | T 222/85 - 3.3.2 | 21.01.87 | (JO 1988, 128) ... 431,519,<br>526,530-531 |
| T 186/84 - 3.3.1 | 18.12.85 | (JO 1986, 79)  | ... 389,606              | T 226/85 - 3.3.2 | 17.03.87 | (JO 1988, 336) ... 165,168                 |
| T 192/84 - 3.4.1 | 09.11.84 | (JO 1985, 39)  | ..... 364                | T 229/85 - 3.3.1 | 27.10.86 | (JO 1987, 237) ... 122,157                 |
| T 193/84 - 3.3.1 | 22.01.85 | .....          | 59                       | T 231/85 - 3.3.1 | 08.12.86 | (JO 1989, 74) . 108,109,629                |
| T 194/84 - 3.4.1 | 22.09.88 | (JO 1990, 59)  | ..... 247                | T 232/85 - 3.3.1 | 06.11.85 | (JO 1986, 19) ..... 567                    |
| T 195/84 - 3.2.1 | 10.10.85 | (JO 1986, 121) | 130,145,299              | T 235/85 - 3.3.1 | 22.11.88 | ..... 483                                  |
| T 198/84 - 3.3.1 | 28.02.85 | (JO 1985, 209) | .. 44,79,86,<br>91,92,96 | T 244/85 - 3.3.2 | 23.01.87 | (JO 1988, 216) ... 586,588                 |
|                  |          |                |                          | T 247/85 - 3.2.1 | 16.09.86 | ..... 584,610                              |
| T 208/84 - 3.5.1 | 15.07.86 | (JO 1987, 14)  | . 2,7,9,16,19            | T 248/85 - 3.3.1 | 21.01.86 | (JO 1986, 261) . 79,116,197                |
| T 215/84 - 3.3.1 | 10.09.84 | .....          | 111                      | T 251/85 - 3.3.2 | 19.05.87 | ..... 197                                  |
| T 225/84 - 3.2.1 | 16.07.86 | .....          | 145                      | T 253/85 - 3.3.2 | 10.02.87 | ..... 378                                  |
| T 230/84 - 3.4.1 | 16.10.85 | .....          | 606                      | T 260/85 - 3.5.1 | 09.12.87 | (JO 1989, 105) ... 223,245                 |
| T 237/84 - 3.5.1 | 31.07.86 | (JO 1987, 309) | ..... 180                | T 262/85 - 3.2.1 | 03.12.87 | ..... 373                                  |
| T 258/84 - 3.2.1 | 18.07.86 | (JO 1987, 119) | 369,378,598              | T 271/85 - 3.3.1 | 22.03.89 | (JO 1988, 341) ... 588,620                 |
| T 264/84 - 3.4.1 | 07.04.88 | .....          | 606                      |                  |          |                                            |

## Index des décisions citées

|                  |          |                                                |                         |                  |          |                      |                                |
|------------------|----------|------------------------------------------------|-------------------------|------------------|----------|----------------------|--------------------------------|
| T 291/85 - 3.3.1 | 23.07.87 | (JO 1988, 302) .....                           | 77                      | T 317/86 - 3.2.1 | 15.04.88 | (JO 1989, 378) ..... | 522                            |
| T 292/85 - 3.3.2 | 27.01.88 | (JO 1989, 275) ..                              | 167,170,<br>176,185     | T 322/86 - 3.3.1 | 11.02.88 | .....                | 123                            |
| T 293/85 - 3.3.2 | 27.01.88 | .....                                          | 185                     | T 329/86 - 3.2.1 | 02.02.89 | .....                | 531                            |
| T 6/86 - 3.3.1   | 23.12.87 | .....                                          | 531                     | T 341/86 - 3.2.1 | 19.10.87 | .....                | 487,619                        |
| T 7/86 - 3.3.1   | 16.09.87 | (JO 1988, 381) ....                            | 87,88,<br>134,274       | T 345/86 - 3.3.2 | 17.10.89 | .....                | 406                            |
| T 9/86 - 3.3.1   | 06.11.86 | (JO 1988, 12) .....                            | 157                     | T 347/86 - 3.3.2 | 28.01.88 | .....                | 487                            |
| T 10/86 - 3.4.1  | 01.09.88 | .....                                          | 167                     | T 349/86 - 3.2.1 | 29.04.88 | (JO 1988, 345) ..... | 516                            |
| T 16/86 - 3.2.2  | 04.02.88 | .....                                          | 252                     | T 355/86 - 3.2.2 | 14.04.87 | .....                | 413,596                        |
|                  | Corr.    | (JO 1989, 415)                                 |                         | T 362/86 - 3.5.1 | 19.12.88 | .....                | 605                            |
| T 17/86 - 3.2.1  | 26.10.87 | (JO 1989, 297) ...                             | 227,243                 | T 365/86 - 3.2.2 | 26.01.89 | .....                | 158                            |
| T 19/86 - 3.3.1  | 15.10.87 | (JO 1989, 25) .....                            | 26,104                  | T 378/86 - 3.2.2 | 21.10.87 | (JO 1988, 386) ..... | 257                            |
| T 23/86 - 3.4.1  | 25.08.86 | (JO 1987, 316) ...                             | 193,544                 | T 385/86 - 3.4.1 | 25.09.87 | (JO 1988, 308) ..    | 20,22,24,<br>25,34,36          |
| T 26/86 - 3.4.1  | 21.05.87 | (JO 1988, 19) .....                            | 2,3,9                   | T 389/86 - 3.2.1 | 31.03.87 | (JO 1988, 87) ....   | 138,591                        |
| T 27/86 - 3.2.1  | 11.02.87 | .....                                          | 346                     | T 390/86 - 3.3.1 | 17.11.87 | (JO 1989, 30) ..     | 423-425,430,<br>435,551        |
| T 38/86 - 3.5.1  | 14.02.89 | (JO 1990, 384) .....                           | 1,7-9                   | T 398/86 - 3.2.1 | 16.03.87 | .....                | 485                            |
| T 48/86 - 3.4.1  | 12.01.88 | .....                                          | 153                     | T 406/86 - 3.3.1 | 02.03.88 | (JO 1989, 302) ..    | 70,432,506,<br>543,544,612,614 |
| T 55/86 - 3.2.1  | 15.03.88 | .....                                          | 153                     | T 416/86 - 3.4.1 | 29.10.87 | (JO 1989, 309) ..... | 243                            |
| T 57/86 - 3.3.1  | 19.05.88 | .....                                          | 127                     | T 420/86 - 3.3.2 | 12.01.89 | .....                | 255                            |
| T 58/86 - 3.2.1  | 26.04.89 | .....                                          | 243                     | T 424/86 - 3.3.1 | 11.08.88 | .....                | 68                             |
| T 63/86 - 3.2.1  | 10.08.87 | (JO 1988, 224) ..                              | 487,599,<br>612,619     | T 427/86 - 3.2.4 | 08.07.88 | .....                | 85                             |
| T 69/86 - 3.2.1  | 15.09.87 | .....                                          | 402                     | T 433/86 - 3.3.1 | 11.12.87 | .....                | 148,183                        |
| T 71/86 - 3.2.2  | 18.01.88 | .....                                          | 369                     | T 4/87 - 3.2.1   | 19.05.88 | .....                | 196                            |
| T 73/86 - 3.2.2  | 07.12.88 | .....                                          | 59-60                   | T 9/87 - 3.3.1   | 18.08.88 | (JO 1989, 438) ..... | 533                            |
| T 95/86 - 3.5.1  | 23.10.90 | .....                                          | 1,8                     | T 11/87 - 3.3.1  | 14.04.88 | .....                | 359                            |
| T 109/86 - 3.5.1 | 20.07.87 | .....                                          | 382,598                 | T 16/87 - 3.4.1  | 24.07.90 | (JO 1992, 212) ...   | 193,269,<br>406,543            |
| T 113/86 - 3.3.1 | 28.10.87 | .....                                          | 265,404,543             | T 19/87 - 3.4.1  | 16.04.87 | (JO 1988, 268) ..    | 308,310,314,<br>483,624,628    |
| T 114/86 - 3.4.1 | 29.10.86 | (JO 1987, 485) .....                           | 79                      | T 28/87 - 3.2.1  | 29.04.88 | (JO 1989, 383) ..... | 131                            |
| T 117/86 - 3.3.1 | 01.08.88 | (JO 1989, 401) 365,380,395,<br>552,553,563,605 |                         | T 29/87 - 3.3.2  | 19.09.90 | .....                | 157                            |
| T 120/86 - 3.2.2 | 12.07.88 | .....                                          | 196                     | T 35/87 - 3.3.2  | 27.04.87 | (JO 1988, 134) ..... | 205                            |
| T 135/86 - 3.5.1 | 19.06.89 | .....                                          | 605                     | T 38/87 - 3.4.1  | 30.06.88 | .....                | 149                            |
| T 137/86 - 3.4.1 | 08.02.88 | .....                                          | 196                     | T 44/87 - 3.2.1  | 23.05.89 | .....                | 158                            |
| T 162/86 - 3.3.2 | 07.07.87 | (JO 1988, 452) .....                           | 124                     | T 51/87 - 3.3.2  | 08.12.88 | (JO 1991, 177) ...   | 165-166                        |
| T 166/86 - 3.3.2 | 25.09.86 | (JO 1987, 372) ...                             | 477,491                 | T 54/87 - 3.4.1  | 10.10.88 | .....                | 149                            |
| T 170/86 - 3.5.1 | 02.03.89 | .....                                          | 598                     | T 56/87 - 3.4.1  | 20.09.88 | (JO 1990, 188) ..    | 68,78,137                      |
| T 175/86 - 3.3.2 | 06.11.90 | .....                                          | 544                     | T 58/87 - 3.2.2  | 24.11.88 | .....                | 609                            |
| T 177/86 - 3.2.1 | 09.12.87 | .....                                          | 247                     | T 59/87 - 3.3.1  | 14.08.90 | (JO 1991, 561) ...   | 67,109,<br>110,147             |
| T 194/86 - 3.2.1 | 17.05.88 | .....                                          | 532                     | T 62/87 - 3.3.1  | 08.04.88 | .....                | 48                             |
| T 197/86 - 3.3.2 | 04.02.88 | (JO 1989, 371) .....                           | 160                     | T 65/87 - 3.2.2  | 18.09.90 | .....                | 140                            |
| T 200/86 - 3.3.2 | 29.09.87 | .....                                          | 202,599                 | T 77/87 - 3.3.1  | 16.03.89 | (JO 1990, 280) ..... | 73                             |
| T 222/86 - 3.4.1 | 22.09.87 | .....                                          | 127                     | T 81/87 - 3.3.2  | 24.01.89 | (JO 1990, 250) ..    | 270,272,276                    |
| T 234/86 - 3.4.1 | 23.11.87 | (JO 1989, 79) ...                              | 387,432,<br>527,586,628 | T 83/87 - 3.4.1  | 14.01.88 | .....                | 35                             |
| T 237/86 - 3.2.1 | 11.06.87 | (JO 1988, 261) ...                             | 389,606                 | T 85/87 - 3.3.1  | 21.07.88 | .....                | 88                             |
| T 243/86 - 3.2.1 | 09.12.86 | .....                                          | 404                     | T 88/87 - 3.2.2  | 18.04.89 | .....                | 187,310                        |
| T 246/86 - 3.4.1 | 11.01.88 | (JO 1989, 199) .....                           | 223                     | T 89/87 - 3.2.2  | 20.12.89 | .....                | 74                             |
| T 254/86 - 3.3.2 | 05.11.87 | (JO 1989, 115) ...                             | 119,148                 | T 101/87 - 3.2.1 | 25.01.90 | .....                | 365,373,552-553                |
| T 263/86 - 3.4.1 | 08.12.87 | .....                                          | 149                     | T 105/87 - 3.3.1 | 25.02.88 | .....                | 595                            |
| T 275/86 - 3.3.1 | 03.10.90 | .....                                          | 582                     | T 118/87 - 3.3.1 | 25.08.89 | (JO 1991, 474) ..... | 174                            |
| T 278/86 - 3.2.2 | 17.02.87 | .....                                          | 196                     | T 124/87 - 3.3.1 | 09.08.88 | (JO 1989, 491) ..... | 77,88                          |
| T 281/86 - 3.3.2 | 27.01.88 | (JO 1989, 202) ...                             | 167,170                 | T 128/87 - 3.2.1 | 03.06.88 | (JO 1989, 406) ..    | 334,402,408                    |
| T 283/86 - 3.3.2 | 17.03.89 | .....                                          | 174                     | T 139/87 - 3.2.1 | 09.01.89 | (JO 1990, 68) ....   | 594,607                        |
| T 287/86 - 3.4.1 | 28.03.88 | .....                                          | 111                     | T 141/87 - 3.4.1 | 29.09.88 | .....                | 127,139                        |
| T 290/86 - 3.3.1 | 13.11.90 | (JO 1992, 414) ..                              | 26,28,30,<br>69,106     | T 145/87 - 3.2.1 | 28.02.90 | .....                | 232                            |
| T 293/86 - 3.3.2 | 05.07.88 | .....                                          | 485                     | T 148/87 - 3.3.2 | 24.11.89 | .....                | 199                            |
| T 296/86 - 3.3.2 | 08.06.89 | .....                                          | 487,599                 | T 154/87 - 3.2.1 | 29.06.89 | .....                | 159                            |
| T 299/86 - 3.3.2 | 23.09.87 | (JO 1988, 88) 167,170,185,<br>309,310,483      |                         | T 155/87 - 3.2.1 | 07.02.90 | .....                | 376                            |
| T 300/86 - 3.5.1 | 28.08.89 | .....                                          | 53,58                   | T 162/87 - 3.5.1 | 08.06.89 | .....                | 59,60,400                      |
| T 303/86 - 3.3.1 | 08.11.88 | .....                                          | 309,561                 | T 166/87 - 3.3.1 | 16.05.88 | .....                | 346,348                        |
| T 307/86 - 3.3.2 | 02.05.88 | .....                                          | 168                     | T 170/87 - 3.3.1 | 05.07.88 | (JO 1989, 441) ...   | 148,184,<br>233,239            |
| T 313/86 - 3.3.1 | 12.01.88 | .....                                          | 183                     | T 172/87 - 3.2.1 | 12.01.89 | .....                | 177                            |

*Index des décisions citées*

|                  |          |                             |                  |          |                            |
|------------------|----------|-----------------------------|------------------|----------|----------------------------|
| T 179/87 - 3.2.2 | 22.07.88 | 165,346                     | T 24/88 - 3.2.4  | 30.11.90 | 543                        |
| T 181/87 - 3.3.2 | 29.08.89 | 167,174                     | T 26/88 - 3.3.1  | 07.07.89 | (JO 1991, 30) 335,370,     |
| T 193/87 - 3.2.1 | 13.06.91 | (JO 1993, 207) 444,521,563  |                  |          | 549,583,610                |
| T 198/87 - 3.3.2 | 21.06.88 | 598                         | T 39/88 - 3.3.2  | 15.11.88 | (JO 1989, 499) 175         |
| T 205/87 - 3.2.2 | 14.06.88 | 598                         | T 45/88 - 3.3.1  | 25.07.89 | 373                        |
| T 213/87 - 3.2.2 | 08.07.90 | 141                         | T 61/88 - 3.4.1  | 05.06.89 | 153                        |
| T 219/87 - 3.3.1 | 11.03.88 | 134                         | T 62/88 - 3.5.1  | 02.07.90 | 193,543                    |
| T 230/87 - 3.4.1 | 15.12.88 | 177                         | T 73/88 - 3.3.1  | 07.11.89 | (JO 1992, 557) 268,269,    |
| T 239/87 - 3.3.2 | 11.02.88 | 175                         |                  |          | 569,587                    |
| T 243/87 - 3.3.2 | 30.08.89 | 424,435                     | T 85/88 - 3.3.1  | 31.08.89 | 591                        |
| T 245/87 - 3.4.1 | 25.09.87 | 20,22                       | T 87/88 - 3.2.1  | 29.11.91 | (JO 1993, 430) 208,219,    |
| T 256/87 - 3.3.2 | 26.07.88 | 169                         |                  |          | 394,628                    |
| T 261/87 - 3.3.1 | 16.12.86 | 141                         | T 90/88 - 3.3.2  | 25.11.88 | 175                        |
| T 262/87 - 3.5.1 | 06.04.89 | 154                         | T 92/88 - 3.3.1  | 19.07.91 | 606                        |
| T 266/87 - 3.2.1 | 30.05.90 | 533                         | T 93/88 - 3.3.1  | 11.08.88 | 308,314,624                |
| T 269/87 - 3.3.2 | 24.01.89 | 180,272                     | T 98/88 - 3.4.1  | 15.01.90 | 475,483,485,599            |
| T 293/87 - 3.3.1 | 23.02.89 | 59,60,405                   | T 106/88 - 3.3.2 | 15.11.88 | 175                        |
| T 295/87 - 3.3.1 | 06.12.88 | (JO 1990, 470) 274,506,     | T 117/88 - 3.2.2 | 09.10.90 | 485                        |
|                  |          | 569,612                     | T 118/88 - 3.5.1 | 14.11.89 | 225                        |
| T 296/87 - 3.3.1 | 30.08.88 | (JO 1990, 195) 89,90,393    | T 119/88 - 3.5.1 | 25.04.89 | (JO 1990, 395) 17          |
| T 301/87 - 3.3.2 | 16.02.89 | (JO 1990, 335) 167,170,175, | T 120/88 - 3.2.3 | 25.09.90 | 138                        |
|                  |          | 267,272,276,280,548         | T 124/88 - 3.5.2 | 19.12.90 | 396,400                    |
| T 302/87 - 3.3.2 | 30.01.90 | 148                         | T 129/88 - 3.3.3 | 10.02.92 | (JO 1993, 598) 61,188,199, |
| T 305/87 - 3.2.2 | 01.09.89 | (JO 1991, 429) 64           |                  |          | 531,580,605                |
| T 315/87 - 3.2.1 | 14.02.89 | 158,327,329,364,598         | T 134/88 - 3.3.1 | 18.12.89 | 529                        |
| T 320/87 - 3.3.2 | 10.11.88 | (JO 1990, 71) 37,41,42,198  | T 136/88 - 3.2.2 | 11.10.89 | 243                        |
| T 321/87 - 3.3.1 | 26.01.89 | 154                         | T 140/88 - 3.4.1 | 13.02.90 | 596                        |
| T 322/87 - 3.3.3 | 25.04.90 | 185                         | T 145/88 - 3.2.1 | 27.10.89 | (JO 1991, 251) 592,596     |
| T 323/87 - 3.3.2 | 24.03.88 | (JO 1989, 343) 334,444,     | T 153/88 - 3.3.3 | 09.01.91 | 51                         |
|                  |          | 521,582,620                 | T 155/88 - 3.3.1 | 14.07.89 | 386,392,432                |
| T 326/87 - 3.3.3 | 28.08.90 | (JO 1992, 522) 369,370,378, | T 158/88 - 3.4.1 | 12.12.89 | (JO 1991, 566) 3           |
|                  |          | 380,553,555,563             | T 162/88 - 3.2.2 | 09.07.90 | 485                        |
| T 327/87 - 3.2.1 | 12.01.90 | 193                         | T 171/88 - 3.2.2 | 07.05.90 | 197                        |
| T 328/87 - 3.2.1 | 04.04.91 | (JO 1992, 701) 520,531,     | T 182/88 - 3.3.1 | 03.11.88 | (JO 1990, 287) 440,476,    |
|                  |          | 532,580                     |                  |          | 477,491,582                |
| T 330/87 - 3.3.1 | 24.02.88 | 158                         | T 185/88 - 3.3.1 | 22.06.89 | (JO 1990, 451) 529         |
| T 331/87 - 3.2.2 | 06.07.89 | (JO 1991, 22) 245           | T 192/88 - 3.3.1 | 20.07.89 | 533                        |
| T 332/87 - 3.3.1 | 23.11.90 | 64,78,185,400               | T 194/88 - 3.2.2 | 30.11.92 | 518                        |
| T 350/87 - 3.4.1 | 15.06.89 | 158                         | T 197/88 - 3.3.2 | 02.08.88 | (JO 1989, 412) 517,533,625 |
| T 362/87 - 3.3.1 | 13.12.90 | 572                         | T 198/88 - 3.3.1 | 03.08.89 | (JO 1991, 254) 376,502,610 |
| T 365/87 - 3.3.2 | 14.09.89 | 131                         | T 204/88 - 3.2.1 | 03.04.90 | 400                        |
| T 373/87 - 3.2.4 | 21.01.92 | 502,605,609-610             | T 208/88 - 3.3.1 | 20.07.88 | (JO 1992, 22) 70,74,109,   |
| T 381/87 - 3.3.1 | 10.11.88 | (JO 1990, 213) 48,59,402,   |                  |          | 110,611,628                |
|                  |          | 405,612                     | T 209/88 - 3.2.1 | 20.12.89 | 298,624                    |
| T 383/87 - 3.3.2 | 26.04.89 | 308,561                     | T 212/88 - 3.3.1 | 08.05.90 | (JO 1992, 28) 165,167,272, |
| T 387/87 - 3.2.2 | 14.09.89 | 138                         |                  |          | 384,436,553,563,597        |
| T 397/87 - 3.3.1 | 31.01.89 | 133                         | T 215/88 - 3.3.1 | 09.10.90 | 598                        |
| T 400/87 - 3.4.1 | 01.03.90 | 24,35                       | T 223/88 - 3.5.1 | 06.07.90 | 348-349                    |
| T 409/87 - 3.4.1 | 03.05.88 | 483                         | T 225/88 - 3.3.1 | 10.08.90 | 392                        |
| T 410/87 - 3.4.1 | 13.07.89 | 149,154                     | T 226/88 - 3.4.1 | 11.10.89 | 158                        |
| T 415/87 - 3.3.1 | 27.06.88 | 606                         | T 227/88 - 3.3.2 | 15.12.88 | (JO 1990, 292) 548         |
| T 416/87 - 3.3.1 | 29.06.89 | (JO 1990, 415) 194,378,395, | T 238/88 - 3.3.3 | 25.04.91 | (JO 1992, 709) 167,181,193 |
|                  |          | 552-554,563,598             | T 241/88 - 3.2.1 | 20.02.90 | 68                         |
| T 417/87 - 3.2.1 | 17.08.89 | 263                         | T 245/88 - 3.2.1 | 12.03.91 | 51,59,69                   |
| T 433/87 - 3.3.1 | 17.08.89 | 309-310                     | T 251/88 - 3.3.1 | 14.11.89 | 424                        |
| T 434/87 - 3.2.2 | 05.09.89 | 197                         | T 254/88 - 3.3.1 | 10.10.89 | 596                        |
| T 438/87 - 3.2.1 | 09.05.89 | 522                         | T 261/88 - 3.5.2 | 16.02.93 | (JO 1992, 627) 425-426     |
| T 443/87 - 3.5.1 | 09.10.91 | 615                         | T 265/88 - 3.4.1 | 07.11.89 | 225                        |
| T 453/87 - 3.3.1 | 18.05.89 | 527                         | T 271/88 - 3.3.2 | 06.06.89 | 180                        |
| T 454/87 - 3.4.1 | 02.08.89 | 130                         | T 274/88 - 3.2.1 | 06.06.89 | 599                        |
| T 459/87 - 3.3.1 | 18.11.88 | 405                         | T 279/88 - 3.3.1 | 25.01.90 | 502,527                    |
| T 460/87 - 3.3.1 | 20.06.89 | 127                         | T 283/88 - 3.3.2 | 07.09.88 | 308,310,311,483,624        |
| T 1/88 - 3.3.1   | 26.01.89 | 534,591-593                 | Corr.            | 26.11.90 |                            |
| T 11/88 - 3.5.1  | 20.10.88 | 369                         | T 293/88 - 3.2.2 | 23.03.90 | (JO 1992, 220) 513         |
| T 18/88 - 3.3.2  | 25.01.90 | (JO 1992, 107) 144          | T 295/88 - 3.3.1 | 12.06.89 | 127                        |
| T 22/88 - 3.5.1  | 22.11.91 | (JO 1993, 143) 595          | T 297/88 - 3.3.1 | 05.12.89 | 611                        |

## Index des décisions citées

|                  |          |                            |                  |          |                             |
|------------------|----------|----------------------------|------------------|----------|-----------------------------|
| T 309/88 - 3.3.1 | 28.02.90 | 348,360                    | T 640/88 - 3.3.3 | 14.12.90 | 263                         |
| T 310/88 - 3.3.3 | 23.07.90 | 76                         | T 648/88 - 3.3.1 | 23.11.89 | (JO 1991, 292) ... 144,610  |
| T 312/88 - 3.3.1 | 29.01.91 | 169                        | T 2/89 - 3.3.2   | 03.07.89 | (JO 1991, 51) . 526,527,531 |
| T 315/88 - 3.4.1 | 11.10.89 | 139                        | T 5/89 - 3.4.2   | 06.07.90 | (JO 1992, 348) ... 387,432, |
| T 317/88 - 3.3.1 | 13.06.91 | 115                        |                  |          | 598,609                     |
| T 329/88 - 3.2.5 | 22.06.93 | 607                        | T 11/89 - 3.3.1  | 06.12.90 | 184                         |
| T 330/88 - 3.2.1 | 22.03.90 | 300,375,556                | T 14/89 - 3.3.2  | 12.06.89 | (JO 1990, 432) 289,342,347  |
| T 344/88 - 3.3.3 | 16.05.91 | 313,521                    | T 21/89 - 3.3.1  | 27.06.90 | 601,603                     |
| T 346/88 - 3.3.1 | 24.04.89 | 620                        | T 22/89 - 3.3.1  | 26.06.90 | 508-509                     |
| T 358/88 - 3.3.2 | 21.09.90 | 177                        | T 38/89 - 3.3.3  | 21.08.90 | 616                         |
| T 361/88 - 3.2.1 | 21.06.90 | 185                        | T 40/89 - 3.3.3  | 05.05.93 | 160                         |
| T 365/88 - 3.3.2 | 05.08.91 | 263                        | T 49/89 - 3.4.1  | 10.07.90 | 253,378                     |
| T 371/88 - 3.2.1 | 29.05.90 | (JO 1992, 157) ... 252,260 | T 60/89 - 3.3.2  | 31.08.90 | (JO 1992, 268) 128,131,135, |
| T 383/88 - 3.3.1 | 01.12.92 | 248,264,265,404-405        |                  |          | 166,167,580                 |
| T 387/88 - 3.4.1 | 28.11.88 | 595                        | T 72/89 - 3.2.5  | 04.06.92 | 610                         |
| T 390/88 - 3.3.2 | 20.02.90 | 70,160                     | T 73/89 - 3.5.1  | 07.08.89 | 349                         |
| T 392/88 - 3.3.1 | 06.03.90 | 154                        | T 76/89 - 3.3.2  | 10.10.89 | 476,491                     |
| T 401/88 - 3.4.1 | 28.02.89 | (JO 1990, 297) ... 261     | T 78/89 - 3.4.1  | 23.01.90 | 601                         |
| T 415/88 - 3.2.1 | 06.06.90 | 381                        | T 79/89 - 3.2.1  | 09.07.90 | (JO 1992, 283) 495,602,611  |
| T 416/88 - 3.5.1 | 31.05.90 | 193                        | T 89/89 - 3.4.2  | 27.03.90 | 193,543                     |
| T 423/88 - 3.2.1 | 20.11.90 | 599                        | T 93/89 - 3.3.3  | 15.11.90 | (JO 1992, 718) . 48,531-532 |
| T 424/88 - 3.4.1 | 11.05.89 | 512                        | T 96/89 - 3.2.3  | 17.01.91 | 253                         |
| T 426/88 - 3.2.2 | 09.11.90 | (JO 1992, 427) ... 131     | T 99/89 - 3.2.1  | 05.03.91 | 127                         |
| T 429/88 - 3.2.3 | 25.09.90 | 196                        | T 110/89 - 3.2.1 | 25.02.91 | 369,371                     |
| T 432/88 - 3.5.1 | 15.06.89 | 596                        | T 112/89 - 3.2.4 | 04.10.90 | 353                         |
| T 436/88 - 3.3.2 | 20.02.92 | 377                        | T 115/89 - 3.2.2 | 24.07.90 | 126                         |
| T 444/88 - 3.3.3 | 09.05.90 | 48                         | T 118/89 - 3.2.3 | 19.09.90 | 248,610                     |
| T 446/88 - 3.2.2 | 28.11.90 | 145                        | T 121/89 - 3.2.3 | 25.06.91 | 193                         |
| T 459/88 - 3.3.1 | 13.02.89 | (JO 1990, 425) ... 389,594 | T 122/89 - 3.4.1 | 05.02.91 | 177                         |
| T 461/88 - 3.2.3 | 17.04.91 | (JO 1993, 295) ... 69,70,  | T 125/89 - 3.2.3 | 10.01.91 | 309,561                     |
|                  |          | 562,610                    | T 130/89 - 3.2.2 | 07.02.90 | (JO 1991, 514) ... 139,141  |
| T 465/88 - 3.2.3 | 19.03.90 | 231                        | T 150/89 - 3.2.2 | 29.04.91 | 438                         |
| T 466/88 - 3.3.2 | 12.02.91 | 150                        | T 153/89 - 3.3.1 | 17.11.92 | 433,485,628                 |
| T 472/88 - 3.3.3 | 10.10.90 | 548                        | T 158/89 - 3.3.2 | 20.11.90 | 263                         |
| T 475/88 - 3.3.1 | 23.11.89 | 169,516                    | T 160/89 - 3.4.1 | 13.11.90 | 618                         |
| T 484/88 - 3.3.1 | 01.02.89 | 432                        | T 164/89 - 3.4.2 | 03.04.90 | 369                         |
| T 493/88 - 3.4.1 | 13.12.89 | (JO 1991, 380) 432,533,626 | T 169/89 - 3.3.3 | 23.10.90 | 592-593                     |
| T 500/88 - 3.4.2 | 12.07.90 | 154                        | T 173/89 - 3.3.1 | 29.08.90 | 365                         |
| T 501/88 - 3.2.2 | 30.11.89 | 487,599                    | T 176/89 - 3.3.3 | 27.06.90 | 117                         |
| T 508/88 - 3.4.1 | 20.07.89 | 158                        | T 182/89 - 3.3.1 | 14.12.89 | (JO 1991, 391) 167,177,402, |
| T 514/88 - 3.2.2 | 10.10.89 | (JO 1992, 570) 241,247,261 |                  |          | 406,502,528,580             |
| T 522/88 - 3.3.1 | 19.12.89 | 333,335                    | T 183/89 - 3.2.1 | 30.07.90 | 440                         |
| T 523/88 - 3.2.1 | 26.02.91 | 231                        | T 184/89 - 3.3.2 | 25.02.92 | 123                         |
| T 527/88 - 3.2.1 | 11.12.90 | 241,247                    | T 194/89 - 3.5.2 | 04.12.90 | 193                         |
| T 531/88 - 3.2.3 | 08.01.91 | 487                        | T 200/89 - 3.3.1 | 07.12.89 | (JO 1992, 46) ... 261       |
| T 532/88 - 3.3.1 | 16.05.90 | 145                        | T 202/89 - 3.2.1 | 07.02.91 | (JO 1992, 223) ... 515      |
| T 536/88 - 3.2.1 | 14.01.91 | (JO 1992, 638) ... 377     | T 205/89 - 3.2.2 | 21.08.91 | 629                         |
| T 544/88 - 3.4.1 | 17.04.89 | (JO 1990, 429) ... 209     | T 210/89 - 3.5.1 | 20.10.89 | (JO 1991, 433) ... 334      |
| T 547/88 - 3.2.2 | 19.11.93 | 312,406                    | T 213/89 - 3.5.1 | 10.04.90 | 409                         |
| T 550/88 - 3.3.1 | 27.03.90 | (JO 1992, 117) 46,530,542  | T 222/89 - 3.2.4 | 01.07.92 | 18                          |
| T 560/88 - 3.2.1 | 19.02.90 | 298,314,624                | T 227/89 - 3.3.3 | 25.09.91 | 125,159                     |
| T 572/88 - 3.3.1 | 27.02.91 | 66                         | T 228/89 - 3.2.1 | 25.11.91 | 485                         |
| T 574/88 - 3.3.1 | 06.12.89 | 117                        | T 231/89 - 3.3.2 | 14.06.91 | (JO 1993, 13) ... 258-259   |
| T 579/88 - 3.5.1 | 19.04.90 | 610                        | T 232/89 - 3.2.3 | 03.12.91 | 398,532                     |
| T 580/88 - 3.4.1 | 25.01.90 | 165                        | T 237/89 - 3.2.3 | 02.05.91 | 365                         |
| T 582/88 - 3.3.2 | 17.05.90 | 110,555                    | T 243/89 - 3.2.2 | 02.07.91 | 225,472                     |
| T 584/88 - 3.3.1 | 03.04.89 | 31                         | T 249/89 - 3.2.2 | 15.07.91 | 204                         |
| T 586/88 - 3.2.4 | 22.11.91 | (JO 1993, 313) ... 428     | T 250/89 - 3.2.1 | 06.11.90 | (JO 1992, 355) ... 350,592  |
| T 598/88 - 3.3.1 | 07.08.89 | 308,620,624,629            | T 253/89 - 3.2.4 | 07.02.91 | 485                         |
| T 601/88 - 3.3.3 | 14.03.91 | 154                        | T 264/89 - 3.2.1 | 25.02.92 | 193                         |
| T 609/88 - 3.3.3 | 10.07.90 | 491                        | T 268/89 - 3.2.2 | 06.02.92 | (JO 1994, 50) ... 122       |
| T 619/88 - 3.3.3 | 01.03.90 | 255                        | T 275/89 - 3.2.1 | 03.05.90 | (JO 1992, 126) ... 315,316, |
| T 626/88 - 3.2.2 | 16.05.90 | 598                        |                  |          | 507-509,511,559             |
| T 627/88 - 3.3.3 | 04.07.90 | 400                        | T 279/89 - 3.3.3 | 03.07.91 | 91,93-94                    |
| T 635/88 - 3.2.3 | 28.02.92 | (JO 1993, 608) ... 523,525 | T 288/89 - 3.2.4 | 15.01.92 | 228                         |
| T 636/88 - 3.2.1 | 12.03.92 | 13                         | T 291/89 - 3.3.2 | 14.05.91 | 377                         |

# Index des décisions citées

|                  |          |                                        |                  |          |                                         |
|------------------|----------|----------------------------------------|------------------|----------|-----------------------------------------|
| T 294/89 - 3.4.1 | 25.10.90 | 140                                    | T 588/89 - 3.2.3 | 15.01.92 | 377                                     |
| T 299/89 - 3.3.3 | 31.01.91 | 589                                    | T 589/89 - 3.3.3 | 05.02.92 | 502                                     |
| T 300/89 - 3.3.1 | 11.04.90 | (JO 1991, 480) .. 198,472, 475,481,624 | T 595/89 - 3.2.1 | 10.07.91 | 400                                     |
| T 315/89 - 3.2.1 | 11.09.90 | 609                                    | T 603/89 - 3.4.1 | 03.07.90 | (JO 1992, 230) .. 1,10                  |
| T 317/89 - 3.2.3 | 10.07.91 | 487                                    | T 604/89 - 3.4.2 | 14.01.92 | (JO 1992, 240) .. 127                   |
| T 323/89 - 3.3.2 | 24.09.90 | (JO 1992, 169)395,552-554, 563,605     | T 606/89 - 3.3.1 | 18.09.90 | 117                                     |
| T 324/89 - 3.3.2 | 13.06.91 | 543                                    | T 611/89 - 3.3.1 | 10.10.91 | 166                                     |
| T 331/89 - 3.3.3 | 13.02.92 | 393                                    | T 614/89 - 3.2.3 | 11.06.92 | 317,558,561,605                         |
| T 344/89 - 3.3.2 | 19.12.91 | 125                                    | T 622/89 - 3.3.3 | 17.09.92 | 387,553                                 |
| T 365/89 - 3.3.1 | 10.04.91 | 69,122                                 | T 631/89 - 3.2.2 | 10.04.92 | 153                                     |
| T 366/89 - 3.2.2 | 12.02.92 | 141                                    | T 638/89 - 3.4.2 | 09.11.90 | 378,555                                 |
| T 379/89 - 3.3.1 | 07.12.90 | 566                                    | T 641/89 - 3.3.1 | 24.09.91 | 120                                     |
| T 381/89 - 3.2.3 | 22.02.93 | 605                                    | T 644/89 - 3.2.2 | 11.09.90 | 615                                     |
| T 386/89 - 3.2.1 | 24.03.92 | 125                                    | T 665/89 - 3.2.3 | 17.07.91 | 385,413                                 |
| T 387/89 - 3.4.1 | 18.02.91 | (JO 1992, 583) .. 377,502              | T 666/89 - 3.3.1 | 10.09.91 | (JO 1993, 495) .. 65,69,89, 93-95       |
| T 388/89 - 3.3.1 | 26.02.91 | 137                                    | T 668/89 - 3.3.3 | 19.06.90 | 310,483,624                             |
| T 392/89 - 3.2.1 | 03.07.90 | 533,598                                | T 673/89 - 3.2.1 | 08.09.92 | 224,260                                 |
| T 396/89 - 3.3.3 | 08.08.91 | 322,576                                | T 680/89 - 3.4.2 | 08.05.90 | 628                                     |
| T 397/89 - 3.2.3 | 08.03.91 | 225                                    | T 682/89 - 3.5.1 | 17.08.93 | 505,507                                 |
| T 402/89 - 3.3.1 | 12.08.91 | 256                                    | T 695/89 - 3.2.2 | 09.09.91 | (JO 1993, 152) .. 502,504               |
| T 411/89 - 3.3.2 | 20.12.90 | 199                                    | T 702/89 - 3.2.1 | 26.03.92 | (JO 1994, 472) .. 334                   |
| T 418/89 - 3.3.2 | 08.01.91 | (JO 1993, 20) 173,174,185              | T 707/89 - 3.3.1 | 15.04.91 | 185                                     |
| T 423/89 - 3.3.1 | 10.06.92 | 199,256                                | T 708/89 - 3.3.1 | 22.03.93 | 60                                      |
| T 424/89 - 3.2.1 | 22.08.91 | 158                                    | T 715/89 - 3.5.1 | 16.03.90 | 340                                     |
| T 426/89 - 3.4.1 | 28.06.90 | (JO 1992, 172) .. 24,182, 257-258      | T 716/89 - 3.3.2 | 22.02.90 | (JO 1992, 132) .. 569,624               |
| T 430/89 - 3.3.1 | 17.07.91 | 193,365,371,374                        | T 721/89 - 3.2.1 | 08.11.91 | 169                                     |
| T 435/89 - 3.3.2 | 10.06.92 | 165,191                                | T 725/89 - 3.3.2 | 20.05.92 | 400,596                                 |
| T 448/89 - 3.4.1 | 30.10.90 | (JO 1992, 361) .. 530                  | T 727/89 - 3.2.4 | 13.03.91 | 610                                     |
| T 451/89 - 3.2.4 | 01.04.93 | 398,409                                | T 732/89 - 3.3.3 | 07.10.92 | 125,159                                 |
| T 454/89 - 3.3.1 | 11.03.91 | 194                                    | T 735/89 - 3.5.2 | 09.01.92 | 196                                     |
| T 457/89 - 3.2.4 | 21.03.91 | 587                                    | T 743/89 - 3.3.3 | 27.01.92 | 59,408                                  |
| T 472/89 - 3.2.3 | 25.06.91 | 193                                    | T 754/89 - 3.2.3 | 24.04.91 | 153,532                                 |
| T 476/89 - 3.2.1 | 10.09.91 | 193                                    | T 760/89 - 3.2.2 | 06.09.93 | (JO 1994, 797) .. 398                   |
| T 482/89 - 3.5.2 | 11.12.90 | (JO 1992, 646) .. 52,396, 399,400,614  | T 762/89 - 3.2.1 | 28.09.92 | 607                                     |
| T 484/89 - 3.2.3 | 08.12.92 | 301,377,606                            | T 763/89 - 3.3.1 | 10.07.91 | 66,96                                   |
| T 485/89 - 3.2.2 | 14.08.91 | (JO 1993, 214) .. 663                  | T 765/89 - 3.2.1 | 08.07.93 | 552,555,558,564,605                     |
| T 487/89 - 3.3.3 | 17.07.91 | 175,187,199                            | T 767/89 - 3.2.3 | 16.04.91 | 130                                     |
| T 488/89 - 3.2.1 | 21.06.91 | 263                                    | T 770/89 - 3.2.3 | 16.10.91 | 393                                     |
| T 495/89 - 3.3.2 | 09.01.91 | 173                                    | T 772/89 - 3.3.2 | 18.10.91 | 165,166,172                             |
| T 496/89 - 3.3.1 | 21.02.91 | 371                                    | T 774/89 - 3.3.2 | 02.06.92 | 27,31,155                               |
| T 500/89 - 3.3.1 | 26.03.91 | 82,150                                 | T 780/89 - 3.3.2 | 12.08.91 | (JO 1993, 440) .. 28-29                 |
| T 516/89 - 3.3.2 | 19.12.90 | (JO 1992, 436) .. 444                  | T 783/89 - 3.4.2 | 19.02.91 | 300,625                                 |
| T 519/89 - 3.3.3 | 05.05.92 | 154                                    | T 784/89 - 3.4.2 | 06.11.90 | (JO 1992, 438) .. 226                   |
| T 523/89 - 3.2.1 | 01.08.90 | 111,115,563                            | T 789/89 - 3.2.1 | 11.01.93 | (JO 1994, 482) 385,564,605              |
| T 528/89 - 3.5.2 | 17.09.90 | 158                                    | T 3/90 - 3.4.1   | 24.04.91 | (JO 1992, 737) .. 311,313               |
| T 534/89 - 3.2.2 | 02.02.93 | (JO 1994, 464)367,371,372, 556,565,593 | T 5/90 - 3.3.3   | 27.11.92 | 256                                     |
| T 538/89 - 3.2.1 | 02.01.91 | 507,531,532,628                        | T 12/90 - 3.3.1  | 23.08.90 | 68,88                                   |
| T 543/89 - 3.2.1 | 29.06.90 | 614                                    | T 19/90 - 3.3.2  | 03.10.90 | (JO 1990, 476) 37,38,41-43, 167,168,171 |
| T 544/89 - 3.2.3 | 27.06.91 | 193,605                                | T 30/90 - 3.3.3  | 13.06.91 | 346,348                                 |
| T 551/89 - 3.4.1 | 20.03.90 | 159                                    | T 34/90 - 3.3.1  | 15.10.91 | (JO 1992, 454) .. 384,565, 567,573      |
| T 552/89 - 3.4.1 | 27.08.91 | 142                                    | T 37/90 - 3.2.2  | 01.10.92 | 255,609                                 |
| T 560/89 - 3.3.2 | 24.04.91 | (JO 1992, 725) .. 130,369              | T 47/90 - 3.3.1  | 20.02.90 | (JO 1991, 486) .. 487,599, 607,619      |
| T 561/89 - 3.2.4 | 29.04.91 | 374,512                                | T 50/90 - 3.2.2  | 14.05.91 | 193,543                                 |
| T 563/89 - 3.2.1 | 03.09.91 | 197,569                                | T 51/90 - 3.4.1  | 08.08.91 | 614                                     |
| T 564/89 - 3.3.1 | 10.02.93 | 116,124,134                            | T 52/90 - 3.3.1  | 08.01.92 | 433,626                                 |
| T 565/89 - 3.2.3 | 26.09.90 | 193,378,543                            | T 54/90 - 3.3.3  | 16.06.93 | 256                                     |
| T 568/89 - 3.4.1 | 10.01.90 | 475                                    | T 55/90 - 3.2.1  | 05.05.92 | 601-602                                 |
| T 571/89 - 3.2.2 | 22.05.90 | 249                                    | T 60/90 - 3.3.3  | 11.12.92 | 236,245                                 |
| T 574/89 - 3.3.1 | 11.07.91 | 303                                    | T 61/90 - 3.2.3  | 22.06.93 | 134                                     |
| T 576/89 - 3.3.3 | 29.04.92 | (JO 1993, 543) .. 393                  | T 65/90 - 3.2.2  | 05.03.92 | 139                                     |
| T 583/89 - 3.2.2 | 02.12.92 | 610                                    | T 68/90 - 3.5.2  | 28.11.91 | 606                                     |
|                  |          |                                        | T 74/90 - 3.2.1  | 01.10.91 | 45,154                                  |

## Index des décisions citées

|                  |          |                                     |                  |          |                                               |
|------------------|----------|-------------------------------------|------------------|----------|-----------------------------------------------|
| T 75/90 - 3.2.4  | 03.05.93 | 255,512                             | T 368/90 - 3.4.1 | 16.01.92 | 387                                           |
| T 78/90 - 3.2.1  | 07.12.93 | 531-532                             | T 372/90 - 3.2.4 | 20.05.94 | 231                                           |
| T 82/90 - 3.3.2  | 23.07.92 | 59,60,165                           | T 375/90 - 3.2.2 | 21.05.92 | 490-491                                       |
| T 87/90 - 3.2.2  | 26.09.91 | 54,69                               | T 376/90 - 3.3.3 | 08.09.93 | (JO 1994, 906) ... 534,550                    |
| T 89/90 - 3.5.1  | 27.11.90 | (JO 1992, 456) 486,551,584          | T 385/90 - 3.2.3 | 28.02.92 | 443                                           |
| T 90/90 - 3.2.3  | 25.06.92 | 596                                 | T 394/90 - 3.2.1 | 20.03.91 | 158                                           |
| T 95/90 - 3.3.1  | 30.10.92 | 137                                 | T 398/90 - 3.2.4 | 27.10.92 | 53                                            |
| T 97/90 - 3.3.1  | 13.11.91 | (JO 1993, 719) 370,378-380          | T 400/90 - 3.4.2 | 03.07.91 | 278                                           |
| T 110/90 - 3.5.1 | 15.04.93 | (JO 1994, 557) ... 9                | T 401/90 - 3.3.2 | 04.02.92 | 107                                           |
| T 114/90 - 3.3.1 | 26.02.92 | 48                                  | T 404/90 - 3.4.2 | 16.12.93 | 141                                           |
| T 116/90 - 3.3.1 | 18.12.91 | 436                                 | T 409/90 - 3.4.1 | 29.01.91 | (JO 1993, 40) ... 149,272-273                 |
| T 117/90 - 3.3.1 | 12.02.92 | 387                                 | T 424/90 - 3.4.1 | 11.12.91 | 127                                           |
| T 124/90 - 3.3.3 | 28.01.93 | 184                                 | T 441/90 - 3.3.3 | 15.09.92 | 312                                           |
| T 130/90 - 3.3.2 | 28.02.91 | 198                                 | T 443/90 - 3.2.3 | 16.09.92 | 131,553                                       |
| T 132/90 - 3.2.3 | 21.02.94 | 268,280                             | T 446/90 - 3.3.2 | 14.07.93 | 186                                           |
| T 137/90 - 3.3.1 | 26.04.91 | 598                                 | T 449/90 - 3.3.2 | 05.12.91 | 168,177,277                                   |
| T 144/90 - 3.2.2 | 03.12.91 | 140                                 | T 453/90 - 3.2.3 | 26.01.93 | 182                                           |
| T 154/90 - 3.2.4 | 19.12.91 | (JO 1993, 505) 557,564,596          | T 456/90 - 3.5.2 | 25.11.91 | 584,597                                       |
| T 156/90 - 3.2.1 | 09.09.91 | 588                                 | T 469/90 - 3.4.1 | 06.02.91 | 124                                           |
| T 157/90 - 3.3.2 | 12.09.91 | 225                                 | T 470/90 - 3.3.1 | 19.05.92 | 148                                           |
| T 162/90 - 3.2.3 | 07.05.92 | 610                                 | T 483/90 - 3.2.3 | 14.10.92 | 590                                           |
| T 166/90 - 3.2.2 | 11.08.92 | 259-260                             | T 484/90 - 3.2.1 | 21.10.91 | (JO 1993, 448) ... 300,303,375,620            |
| T 172/90 - 3.3.2 | 06.06.91 | 161                                 | T 490/90 - 3.4.2 | 12.03.91 | 201,394                                       |
| T 176/90 - 3.3.1 | 30.08.91 | 242                                 | T 493/90 - 3.3.2 | 10.12.91 | 197,263                                       |
| T 182/90 - 3.2.2 | 30.07.93 | (JO 1994, 641) ... 21,32,33,483,624 | T 496/90 - 3.2.1 | 10.12.92 | 245                                           |
| T 190/90 - 3.2.4 | 16.01.92 | 505                                 | T 513/90 - 3.2.2 | 19.12.91 | (JO 1994, 154) ... 152                        |
| T 191/90 - 3.3.3 | 30.10.91 | 256                                 | T 517/90 - 3.2.4 | 13.05.92 | 67,145                                        |
| T 194/90 - 3.3.1 | 27.11.92 | 591,605                             | T 522/90 - 3.4.2 | 08.09.93 | 626                                           |
| T 195/90 - 3.4.2 | 20.06.90 | 595                                 | T 525/90 - 3.3.2 | 17.06.92 | 408                                           |
| T 210/90 - 3.2.4 | 25.05.93 | 512                                 | T 530/90 - 3.2.2 | 23.04.92 | 124,226                                       |
| T 211/90 - 3.2.5 | 01.07.93 | 372                                 | T 537/90 - 3.2.2 | 20.04.93 | 132                                           |
| T 217/90 - 3.3.1 | 21.11.91 | 393                                 | T 547/90 - 3.5.1 | 17.01.91 | 124,226                                       |
| T 219/90 - 3.3.1 | 08.05.91 | 157                                 | T 553/90 - 3.2.3 | 15.06.92 | (JO 1993, 666) ... 445,569                    |
| T 229/90 - 3.3.1 | 10.10.91 | 370                                 | T 562/90 - 3.2.2 | 30.10.92 | 68                                            |
| T 231/90 - 3.2.4 | 25.03.93 | 397,556-557                         | T 565/90 - 3.3.1 | 15.09.92 | 79,94                                         |
| T 233/90 - 3.3.2 | 08.07.92 | 64,77                               | T 582/90 - 3.2.1 | 11.12.92 | 61,525,553                                    |
| T 234/90 - 3.2.1 | 22.07.92 | 377                                 | T 590/90 - 3.3.1 | 24.03.93 | 147                                           |
| T 270/90 - 3.3.3 | 21.03.91 | (JO 1993, 725) 375,402,405,408,614  | T 591/90 - 3.2.1 | 12.11.91 | 73                                            |
| T 273/90 - 3.3.1 | 10.06.91 | 589                                 | T 594/90 - 3.2.1 | 07.06.95 | 280                                           |
| T 277/90 - 3.2.3 | 12.03.92 | 131                                 | T 595/90 - 3.2.2 | 24.05.93 | (JO 1994, 695) ... 151,597                    |
| T 282/90 - 3.3.2 | 14.01.93 | 119                                 | T 600/90 - 3.3.1 | 18.02.92 | 60,532                                        |
| T 287/90 - 3.2.1 | 25.09.91 | 596                                 | T 606/90 - 3.2.5 | 29.01.93 | 263                                           |
| T 288/90 - 3.3.3 | 01.12.92 | 77                                  | T 611/90 - 3.3.3 | 21.02.91 | (JO 1993, 50) 369,370,379,380,553,555,594,598 |
| T 290/90 - 3.4.1 | 09.10.90 | (JO 1992, 368) 382,443,514          | T 612/90 - 3.3.2 | 07.12.93 | 346                                           |
| T 292/90 - 3.3.2 | 16.11.92 | 433,626                             | T 614/90 - 3.3.3 | 25.02.94 | 312                                           |
| T 294/90 - 3.2.4 | 28.01.92 | 138                                 | T 621/90 - 3.5.1 | 22.07.91 | 378                                           |
| T 297/90 - 3.2.4 | 03.12.91 | 175                                 | T 622/90 - 3.4.2 | 13.11.91 | 181                                           |
| T 300/90 - 3.3.2 | 16.04.91 | 377                                 | T 626/90 - 3.3.2 | 02.12.93 | 612,616,618                                   |
| T 301/90 - 3.4.1 | 23.07.90 | 147                                 | T 628/90 - 3.5.1 | 25.11.91 | 373                                           |
| T 303/90 - 3.3.2 | 04.02.92 | 107                                 | T 629/90 - 3.5.2 | 04.04.91 | (JO 1992, 654) ... 518,605                    |
| T 308/90 - 3.2.1 | 03.09.91 | 231                                 | T 645/90 - 3.3.4 | 01.02.95 | 365                                           |
| T 314/90 - 3.3.3 | 15.11.91 | 395                                 | T 650/90 - 3.2.2 | 23.07.93 | 155                                           |
| T 315/90 - 3.4.2 | 18.03.91 | 337-338                             | T 654/90 - 3.3.1 | 08.05.91 | 165                                           |
| T 317/90 - 3.3.3 | 23.04.92 | 546                                 | T 656/90 - 3.4.1 | 13.11.91 | 119                                           |
| T 323/90 - 3.2.4 | 04.06.92 | 278,609                             | T 663/90 - 3.3.1 | 13.08.91 | 308,309,311,314,624                           |
| T 324/90 - 3.3.3 | 13.03.91 | (JO 1993, 33) 341,362,620           | T 664/90 - 3.2.2 | 09.07.91 | 197                                           |
| T 332/90 - 3.4.1 | 08.10.91 | 146,150                             | T 665/90 - 3.3.2 | 23.09.92 | 178                                           |
| T 345/90 - 3.2.4 | 26.02.92 | 139                                 | T 666/90 - 3.3.2 | 28.02.94 | 307,431,625                                   |
| T 347/90 - 3.2.4 | 19.02.93 | 389,606                             | T 669/90 - 3.4.1 | 14.08.91 | (JO 1992, 739) 375,505-509                    |
| T 358/90 - 3.2.3 | 27.01.92 | 131                                 | T 675/90 - 3.3.1 | 24.06.92 | (JO 1994, 58) ... 496-497                     |
| T 362/90 - 3.2.1 | 13.10.92 | 11                                  | T 676/90 - 3.2.4 | 14.07.93 | 232,610                                       |
| T 363/90 - 3.2.2 | 25.02.92 | 69,400                              | T 678/90 - 3.2.3 | 27.04.92 | 605                                           |
| T 366/90 - 3.3.1 | 17.06.92 | 94                                  | T 685/90 - 3.2.2 | 30.01.92 | 224,225,247                                   |
| T 367/90 - 3.4.1 | 03.06.92 | (JO 1992, 529) ... 442-443          | T 686/90 - 3.2.3 | 21.06.93 | 17                                            |

*Index des décisions citées*

|                  |          |                                                    |                  |          |                             |
|------------------|----------|----------------------------------------------------|------------------|----------|-----------------------------|
| T 688/90 - 3.2.4 | 26.10.92 | 609                                                | T 24/91 - 3.2.2  | 05.05.94 | (JO 1995, 512) ... 23,24,27 |
| T 689/90 - 3.4.1 | 21.01.92 | (JO 1993, 616) ..... 234                           | T 25/91 - 3.5.1  | 02.06.92 | 312,612,615                 |
| T 690/90 - 3.2.3 | 15.05.92 | 607                                                | T 47/91 - 3.2.3  | 30.06.92 | 131                         |
| T 692/90 - 3.2.2 | 28.09.93 | 312                                                | T 48/91 - 3.3.2  | 18.11.93 | 612,615                     |
| T 695/90 - 3.2.1 | 31.03.92 | 153                                                | T 55/91 - 3.3.2  | 11.07.94 | 306                         |
| T 705/90 - 3.2.1 | 15.07.91 | 368,374,563                                        | T 71/91 - 3.5.1  | 21.09.93 | 1.9                         |
| T 708/90 - 3.2.5 | 06.11.92 | 610                                                | T 75/91 - 3.2.3  | 11.01.93 | 627                         |
| T 711/90 - 3.3.2 | 15.09.93 | 192                                                | T 79/91 - 3.4.2  | 21.02.92 | 188,474,631                 |
| T 717/90 - 3.2.1 | 10.07.91 | 137                                                | T 94/91 - 3.4.2  | 09.09.91 | 209,215                     |
| T 729/90 - 3.3.3 | 29.10.93 | 159,595                                            | T 102/91 - 3.5.2 | 11.10.91 | 592                         |
| T 735/90 - 3.3.3 | 02.09.92 | 628                                                | T 106/91 - 3.3.3 | 10.02.94 | 124                         |
| T 737/90 - 3.3.1 | 09.09.93 | 166                                                | T 107/91 - 3.2.5 | 06.12.93 | 169                         |
| T 740/90 - 3.3.2 | 02.10.91 | 167,178,405                                        | T 108/91 - 3.2.1 | 17.09.92 | (JO 1994, 228) ..... 260    |
| T 752/90 - 3.2.3 | 08.12.92 | 185                                                | T 109/91 - 3.3.2 | 15.01.92 | 402,408                     |
| T 755/90 - 3.3.3 | 01.09.92 | 312,387,553                                        | T 110/91 - 3.3.1 | 24.04.92 | 380,553                     |
| T 758/90 - 3.3.2 | 14.07.94 | 578                                                | T 118/91 - 3.2.1 | 28.07.92 | 391,500                     |
| T 760/90 - 3.4.2 | 24.11.92 | 194                                                | T 119/91 - 3.4.2 | 28.07.92 | 624                         |
| T 762/90 - 3.4.2 | 29.11.91 | 192,256,597                                        | T 122/91 - 3.3.2 | 09.07.91 | 352                         |
| T 766/90 - 3.3.2 | 15.07.92 | 311,314,624                                        | T 125/91 - 3.2.4 | 03.02.92 | 599                         |
| T 768/90 - 3.2.4 | 14.11.94 | 137                                                | T 126/91 - 3.2.1 | 12.05.92 | 165                         |
| T 770/90 - 3.5.1 | 17.04.91 | 226                                                | T 138/91 - 3.2.1 | 26.01.93 | 605                         |
| T 775/90 - 3.4.2 | 24.06.92 | 152                                                | T 143/91 - 3.2.3 | 24.09.92 | 426,609                     |
| T 788/90 - 3.2.1 | 28.10.94 | (JO 1994, 708) ..... 503                           | T 148/91 - 3.3.1 | 01.09.92 | 177                         |
| T 796/90 - 3.3.3 | 13.09.93 | 387,577                                            | T 153/91 - 3.2.1 | 09.09.93 | 256                         |
| T 806/90 - 3.4.2 | 12.05.92 | 387                                                | T 156/91 - 3.3.1 | 14.01.93 | 166,191                     |
| T 811/90 - 3.2.4 | 02.04.92 | (JO 1993, 728) ... 444,568                         | T 158/91 - 3.3.2 | 30.07.91 | 171                         |
| T 815/90 - 3.3.4 | 20.10.97 | 174                                                | T 166/91 - 3.2.4 | 15.06.93 | 313,378                     |
| T 816/90 - 3.3.2 | 07.09.93 | 136,174,180                                        | T 176/91 - 3.3.3 | 08.04.91 | 177,359,502                 |
| T 830/90 - 3.2.1 | 23.07.93 | (JO 1994, 713) .. 54,55,61,<br>396,400,532,580,618 | T 184/91 - 3.3.2 | 11.06.93 | 487,609,611,619             |
| T 833/90 - 3.3.3 | 19.05.94 | 589,612,616                                        | T 187/91 - 3.4.1 | 11.03.93 | (JO 1994, 572) ..... 248    |
| T 835/90 - 3.4.2 | 01.10.92 | 610                                                | T 196/91 - 3.1.1 | 05.12.91 | 518                         |
| T 842/90 - 3.2.1 | 20.08.93 | 381                                                | T 197/91 - 3.2.4 | 18.01.93 | 624                         |
| T 850/90 - 3.2.1 | 10.06.92 | 195                                                | T 204/91 - 3.3.1 | 22.06.92 | 527,530                     |
| T 852/90 - 3.3.1 | 02.06.92 | 379                                                | T 205/91 - 3.2.2 | 16.06.92 | 45                          |
| T 853/90 - 3.5.1 | 11.09.91 | 355                                                | T 206/91 - 3.3.2 | 08.04.92 | 140                         |
| T 854/90 - 3.4.1 | 19.03.92 | (JO 1993, 669) ..... 13                            | T 209/91 - 3.2.3 | 23.05.91 | 3                           |
| T 855/90 - 3.2.3 | 16.05.95 | 473                                                | T 212/91 - 3.3.2 | 16.05.95 | 367,370                     |
| T 859/90 - 3.3.1 | 05.11.92 | 402                                                | T 214/91 - 3.2.4 | 23.06.92 | 260                         |
| T 869/90 - 3.4.1 | 15.03.91 | 348,365                                            | T 221/91 - 3.2.1 | 08.12.92 | 57,60                       |
| T 872/90 - 3.2.1 | 27.06.91 | 477,483,490                                        | T 227/91 - 3.2.2 | 15.12.92 | (JO 1994, 491) ... 106,188  |
| T 877/90 - 3.3.2 | 28.07.92 | 53,532                                             | T 228/91 - 3.2.1 | 27.08.92 | 53                          |
| T 883/90 - 3.2.4 | 01.04.93 | 398,409                                            | T 234/91 - 3.3.2 | 25.06.93 | 133,158                     |
| T 887/90 - 3.2.4 | 06.10.93 | 56,60,61,532,580                                   | T 236/91 - 3.5.1 | 16.04.93 | 1.9                         |
| T 888/90 - 3.2.2 | 01.07.92 | (JO 1994, 162) ..... 191                           | T 243/91 - 3.2.4 | 24.07.91 | 186                         |
| T 893/90 - 3.3.2 | 22.07.93 | 101,103,104,186,621                                | T 244/91 - 3.2.3 | 01.10.93 | 131                         |
| T 895/90 - 3.2.4 | 23.09.93 | 512                                                | T 245/91 - 3.3.3 | 21.06.94 | 95                          |
| T 896/90 - 3.2.3 | 22.04.94 | 575                                                | T 246/91 - 3.3.1 | 14.09.93 | 123,188                     |
| T 900/90 - 3.2.3 | 18.05.94 | 338,343                                            | T 247/91 - 3.3.1 | 30.03.82 | 68,92                       |
| T 901/90 - 3.3.2 | 23.09.93 | 64                                                 | T 248/91 - 3.3.2 | 20.06.91 | 355                         |
|                  | Corr.    | (JO 1994, 556)                                     | T 252/91 - 3.2.2 | 04.04.95 | 632                         |
| T 905/90 - 3.3.1 | 13.11.92 | (JO 1994, 306) .. 286,382,<br>383,443              | T 255/91 - 3.4.2 | 12.09.91 | (JO 1993, 318) ... 94,269   |
| T 910/90 - 3.2.4 | 14.04.93 | 122-123                                            | T 257/91 - 3.4.1 | 17.11.92 | 157                         |
| T 938/90 - 3.3.3 | 25.03.92 | 255,259                                            | T 258/91 - 3.3.1 | 19.02.93 | 87                          |
| T 939/90 - 3.3.3 | 16.12.93 | 375                                                | T 263/91 - 3.2.1 | 04.12.92 | 310                         |
| T 952/90 - 3.2.2 | 23.11.92 | 193                                                | T 267/91 - 3.3.2 | 28.04.93 | 57,60,166                   |
| T 953/90 - 3.4.1 | 12.05.92 | 52,70,398                                          | T 270/91 - 3.2.1 | 01.12.92 | 340                         |
| T 955/90 - 3.4.1 | 21.11.91 | 130                                                | T 285/91 - 3.4.1 | 15.06.93 | 140                         |
| T 958/90 - 3.3.1 | 04.12.92 | 111                                                | T 289/91 - 3.3.1 | 10.03.93 | (JO 1994, 649) 123,519,525  |
| T 961/90 - 3.2.1 | 07.06.95 | 280                                                | T 297/91 - 3.2.4 | 16.06.94 | 562,610,614-615             |
| T 969/90 - 3.4.1 | 12.05.92 | 52,60,70                                           | T 304/91 - 3.2.2 | 15.12.93 | 474                         |
| T 5/91 - 3.2.3   | 24.06.93 | 157                                                | T 315/91 - 3.2.3 | 30.11.93 | 606                         |
| T 10/91 - 3.3.3  | 08.01.92 | 259                                                | T 322/91 - 3.2.5 | 14.10.93 | 606                         |
| T 15/91 - 3.2.5  | 22.06.93 | 111                                                | T 327/91 - 3.5.1 | 19.11.93 | 312,397,399-400             |
| T 17/91 - 3.2.2  | 26.08.92 | 367,371-373                                        | T 349/91 - 3.4.2 | 10.03.93 | 174                         |
|                  |          |                                                    | T 360/91 - 3.3.3 | 01.06.93 | 626                         |
|                  |          |                                                    | T 367/91 - 3.5.1 | 14.12.92 | 628                         |

# *Index des décisions citées*

|                  |          |                                                 |                  |          |                                         |
|------------------|----------|-------------------------------------------------|------------------|----------|-----------------------------------------|
| T 369/91 - 3.3.1 | 15.05.92 | (JO 1993, 561) ... 94,347, 393,598              | T 605/91 - 3.2.3 | 20.07.93 | 156                                     |
| T 370/91 - 3.3.2 | 06.07.92 | 606                                             | T 606/91 - 3.2.3 | 27.07.93 | 193                                     |
| T 375/91 - 3.3.3 | 17.11.94 | 371                                             | T 613/91 - 3.2.3 | 05.10.93 | 590                                     |
| T 384/91 - 3.4.2 | 27.09.94 | (JO 1995, 745) 229,230,258                      | T 617/91 - 3.2.2 | 22.01.97 | 155                                     |
| T 391/91 - 3.3.2 | 22.11.93 | 187                                             | T 621/91 - 3.2.3 | 28.09.94 | 508,519,526,629                         |
| T 392/91 - 3.2.5 | 24.06.93 | 586,626                                         | T 622/91 - 3.4.2 | 01.02.94 | 46                                      |
| T 393/91 - 3.3.2 | 12.10.94 | 231                                             | T 623/91 - 3.3.1 | 16.02.93 | 183,185                                 |
| T 395/91 - 3.3.4 | 07.12.95 | 397                                             | T 624/91 - 3.2.2 | 16.06.93 | 66                                      |
| T 406/91 - 3.3.1 | 22.10.92 | 177-178                                         | T 628/91 - 3.5.2 | 14.09.92 | 245                                     |
| T 407/91 - 3.3.1 | 15.04.93 | 139                                             | T 631/91 - 3.4.1 | 27.01.93 | 591                                     |
| T 408/91 - 3.3.2 | 23.11.93 | 564,617                                         | T 632/91 - 3.3.1 | 01.02.94 | 132,591                                 |
| T 409/91 - 3.3.1 | 18.03.93 | (JO 1994, 653) ... 116,168, 176,180,189,190,402 | T 634/91 - 3.2.2 | 31.05.94 | 55,532,580                              |
| T 410/91 - 3.2.3 | 13.10.93 | 139                                             | T 640/91 - 3.4.1 | 29.09.93 | (JO 1994, 918) ... 441,472, 582,624     |
| T 411/91 - 3.3.2 | 10.11.93 | 597                                             | T 643/91 - 3.3.3 | 18.09.96 | 568                                     |
| T 412/91 - 3.2.2 | 27.02.96 | 74                                              | T 645/91 - 3.3.1 | 13.07.93 | 77                                      |
| T 413/91 - 3.3.2 | 25.06.92 | 350                                             | T 651/91 - 3.2.1 | 18.02.93 | 82                                      |
| T 415/91 - 3.5.2 | 13.05.92 | 245                                             | T 653/91 - 3.4.1 | 24.09.92 | 315                                     |
| T 418/91 - 3.3.2 | 23.08.94 | 168,176-177                                     | T 656/91 - 3.3.2 | 27.09.94 | 161                                     |
| T 420/91 - 3.2.5 | 17.03.93 | 61,580                                          | T 658/91 - 3.3.1 | 14.05.93 | 68,87                                   |
| T 435/91 - 3.3.1 | 09.03.94 | (JO 1995, 188) 116,168,176                      | T 660/91 - 3.4.1 | 23.07.93 | 149                                     |
| T 438/91 - 3.3.4 | 17.10.94 | 21,26,29                                        | T 674/91 - 3.2.3 | 30.11.94 | 397-398                                 |
| T 439/91 - 3.2.2 | 21.07.91 | 505                                             | T 677/91 - 3.4.1 | 03.11.92 | 65,157                                  |
| T 440/91 - 3.3.1 | 22.03.94 | 125                                             | T 682/91 - 3.4.2 | 22.09.92 | 623                                     |
| T 441/91 - 3.4.1 | 18.08.92 | 78,280,531,532,580                              | T 685/91 - 3.3.3 | 05.01.93 | 375,556-557                             |
| T 442/91 - 3.3.2 | 23.06.94 | 195                                             | T 686/91 - 3.3.1 | 30.06.94 | 117-118                                 |
| T 452/91 - 3.3.3 | 05.07.95 | 179,450                                         | T 688/91 - 3.5.1 | 21.04.93 | 181,182,196                             |
| T 453/91 - 3.5.1 | 31.05.94 | 19                                              | T 690/91 - 3.3.4 | 10.01.96 | 601,603                                 |
| T 455/91 - 3.3.2 | 20.06.94 | (JO 1995, 684) ... 128,129, 137,152             | T 691/91 - 3.2.2 | 29.07.92 | 608,632                                 |
| T 456/91 - 3.3.3 | 03.11.93 | 167,176,193                                     | T 699/91 - 3.2.4 | 21.05.93 | 156                                     |
| T 459/91 - 3.2.3 | 06.06.95 | 616                                             | T 701/91 - 3.2.2 | 04.10.93 | 139                                     |
| T 462/91 - 3.2.2 | 05.07.94 | 52                                              | T 705/91 - 3.4.2 | 27.04.93 | 393                                     |
| T 470/91 - 3.3.1 | 11.05.92 | (JO 1993, 680) ... 205                          | T 706/91 - 3.2.1 | 15.12.92 | 567,592                                 |
| T 472/91 - 3.5.1 | 19.08.92 | 391                                             | T 715/91 - 3.5.1 | 24.03.92 | 346,348,359,361                         |
| T 473/91 - 3.5.1 | 09.04.92 | (JO 1993, 630) ... 336,607                      | T 716/91 - 3.2.4 | 15.05.95 | 295                                     |
| T 478/91 - 3.2.1 | 02.06.93 | 155,157                                         | T 727/91 - 3.3.1 | 11.08.93 | 591                                     |
| T 485/91 - 3.2.4 | 25.04.94 | 146,610                                         | T 729/91 - 3.2.4 | 21.11.94 | 61                                      |
| T 487/91 - 3.5.1 | 22.01.93 | 169                                             | T 731/91 - 3.2.3 | 03.05.95 | 123,346                                 |
| T 492/91 - 3.3.1 | 04.01.94 | 203                                             | T 734/91 - 3.5.1 | 07.04.92 | 479,624                                 |
| T 495/91 - 3.3.1 | 20.07.93 | 117,118,123,126                                 | T 740/91 - 3.3.3 | 15.12.93 | 235                                     |
| T 497/91 - 3.2.2 | 30.06.92 | 270                                             | T 741/91 - 3.3.1 | 22.09.93 | 123,371                                 |
| T 500/91 - 3.3.2 | 21.10.92 | 128,136                                         | T 746/91 - 3.5.1 | 20.10.93 | 619                                     |
| T 506/91 - 3.3.2 | 03.04.92 | 394,565,586,609                                 | T 748/91 - 3.2.1 | 23.08.93 | 233,312                                 |
| T 508/91 - 3.2.4 | 28.01.93 | 82                                              | T 757/91 - 3.2.3 | 10.03.92 | 601-602                                 |
| T 515/91 - 3.2.3 | 23.04.93 | 154                                             | T 759/91 - 3.3.3 | 18.11.93 | 192                                     |
| T 516/91 - 3.3.3 | 14.01.92 | 355                                             | T 766/91 - 3.3.2 | 29.09.93 | 59,132                                  |
| T 518/91 - 3.4.1 | 29.09.92 | 65                                              | T 769/91 - 3.2.1 | 29.03.94 | 511                                     |
| T 522/91 - 3.3.3 | 18.11.93 | 192                                             | T 770/91 - 3.3.2 | 29.04.92 | 397,408                                 |
| T 523/91 - 3.3.3 | 29.03.93 | 181,624                                         | T 773/91 - 3.2.5 | 25.03.92 | 605,620                                 |
| T 532/91 - 3.5.1 | 05.07.93 | 296,506-507                                     | T 784/91 - 3.5.1 | 22.09.93 | 597                                     |
| T 545/91 - 3.5.1 | 28.04.93 | 530                                             | T 785/91 - 3.3.3 | 05.03.93 | 387                                     |
| T 548/91 - 3.3.2 | 07.02.94 | 142,168,176,177,525                             | T 788/91 - 3.2.4 | 25.11.94 | 567                                     |
| T 552/91 - 3.3.1 | 03.03.94 | (JO 1995, 100) ... 199,235                      | T 795/91 - 3.5.1 | 02.11.92 | 311,624                                 |
| T 555/91 - 3.3.2 | 05.05.93 | 156                                             | T 799/91 - 3.2.1 | 03.02.94 | 55                                      |
| T 561/91 - 3.3.3 | 05.12.91 | (JO 1993, 736) ... 502                          | T 800/91 - 3.3.4 | 20.07.95 | 123                                     |
| T 563/91 - 3.2.1 | 01.03.93 | 595                                             | T 822/91 - 3.4.2 | 19.01.93 | 185                                     |
| T 566/91 - 3.3.2 | 18.05.94 | 146,302                                         | T 830/91 - 3.3.2 | 15.09.94 | (JO 1994, 728) 475,488,490, 491,495-496 |
| T 570/91 - 3.2.4 | 26.11.93 | 117-119,512                                     | T 833/91 - 3.5.1 | 16.04.93 | 1,18                                    |
| T 574/91 - 3.3.2 | 13.08.93 | 593                                             | T 834/91 - 3.3.3 | 31.08.93 | 117                                     |
| T 576/91 - 3.3.2 | 18.05.93 | 52                                              | T 842/91 - 3.2.3 | 11.05.93 | 49                                      |
| T 581/91 - 3.3.3 | 04.08.93 | 265,404                                         | T 843/91 - 3.3.1 | 05.08.93 | (JO 1994, 832) 407,421,426, 597,601-602 |
| T 582/91 - 3.2.1 | 11.11.92 | 227,269                                         | T 852/91 - 3.3.1 | 06.06.94 | 142                                     |
| T 601/91 - 3.3.1 | 27.07.93 | 406                                             | T 856/91 - 3.4.2 | 08.10.92 | 432,627                                 |
| T 602/91 - 3.3.2 | 13.09.94 | 57,532                                          | T 857/91 - 3.2.3 | 16.11.93 | 68,184                                  |

*Index des décisions citées*

|                  |          |                             |                  |          |                     |             |
|------------------|----------|-----------------------------|------------------|----------|---------------------|-------------|
| T 860/91 - 3.3.1 | 03.08.93 | 497,610                     | T 160/92 - 3.4.2 | 27.01.94 | (JO 1995, 35)       | 50,287,     |
| T 862/91 - 3.2.4 | 17.03.93 | 154                         |                  |          |                     | 405,482,484 |
| T 867/91 - 3.3.1 | 12.10.93 | 590                         |                  | Corr.    | (JO 1995, 387)      |             |
| T 879/91 - 3.3.3 | 08.12.93 | 255                         | T 164/92 - 3.5.1 | 29.04.93 | (JO 1995, 305)      | 62,127      |
| T 880/91 - 3.4.2 | 26.04.93 | 624                         | T 179/92 - 3.4.2 | 01.03.94 |                     | 346         |
| T 881/91 - 3.2.1 | 04.02.93 | 378                         | T 180/92 - 3.4.2 | 29.06.94 |                     | 610         |
| T 884/91 - 3.4.2 | 08.02.94 | 606                         | T 182/92 - 3.3.3 | 06.04.93 |                     | 628         |
| T 886/91 - 3.3.2 | 16.06.94 | 128,136                     | T 188/92 - 3.3.2 | 15.12.92 |                     | 596         |
| T 891/91 - 3.4.2 | 16.03.93 | 130                         | T 189/92 - 3.2.4 | 07.10.92 |                     | 131         |
| T 898/91 - 3.3.4 | 18.07.97 | 238,568                     | T 199/92 - 3.3.1 | 11.01.94 |                     | 519,527     |
| T 904/91 - 3.3.1 | 18.01.95 | 77                          | T 201/92 - 3.3.3 | 18.07.95 |                     | 370         |
| T 907/91 - 3.2.3 | 08.10.93 | 479                         | T 202/92 - 3.3.1 | 19.07.94 |                     | 305         |
| T 908/91 - 3.2.2 | 16.11.93 | 474,622                     | T 219/92 - 3.5.1 | 18.11.93 |                     | 377,594     |
| T 912/91 - 3.3.2 | 25.10.94 | 254,305                     | T 223/92 - 3.3.2 | 20.07.93 | 128,135,136,173-174 |             |
| T 919/91 - 3.4.1 | 15.02.93 | 619                         | T 227/92 - 3.4.2 | 01.07.93 |                     | 416         |
| T 921/91 - 3.2.5 | 09.12.93 | 610                         | T 229/92 - 3.2.4 | 23.08.94 |                     | 594         |
| T 924/91 - 3.2.4 | 04.08.93 | 313                         | T 230/92 - 3.2.2 | 16.05.93 |                     | 406         |
| T 925/91 - 3.4.2 | 26.04.94 | (JO 1995, 469) 520,521,526, | T 231/92 - 3.4.2 | 08.03.94 |                     | 165         |
|                  |          | 591,593,631                 | T 234/92 - 3.2.3 | 12.01.95 |                     | 615         |
| T 931/91 - 3.3.3 | 20.04.93 | 169,578                     | T 238/92 - 3.2.1 | 13.05.93 |                     | 374         |
| T 933/91 - 3.5.1 | 21.06.93 | 616                         | T 239/92 - 3.2.5 | 23.02.95 |                     | 408,620     |
| T 934/91 - 3.3.1 | 04.08.92 | (JO 1994, 184) 563,583,601  | T 242/92 - 3.3.2 | 26.05.93 |                     | 167,168,176 |
| T 936/91 - 3.3.1 | 06.05.93 | 606                         | T 248/92 - 3.5.2 | 31.05.93 |                     | 301         |
| T 937/91 - 3.2.5 | 10.11.94 | (JO 1996, 25) 538,577       | T 252/92 - 3.4.2 | 17.06.93 |                     | 614-615     |
| T 938/91 - 3.2.3 | 21.09.93 | 556,557,594                 | T 253/92 - 3.5.2 | 22.10.93 |                     | 152,597     |
| T 939/91 - 3.3.4 | 05.12.94 | 424,629                     | T 255/92 - 3.5.2 | 09.09.92 |                     | 603         |
| T 942/91 - 3.3.2 | 09.02.94 | 77                          | T 266/92 - 3.5.1 | 17.10.94 |                     | 393,589     |
| T 951/91 - 3.3.3 | 10.03.94 | (JO 1995, 202) 365,367,     | T 267/92 - 3.3.3 | 04.06.96 |                     | 71,553      |
|                  |          | 370,427                     | T 272/92 - 3.2.1 | 16.08.95 |                     | 68          |
| T 957/91 - 3.3.3 | 29.09.94 | 272                         | T 273/92 - 3.3.3 | 18.08.93 |                     | 117,155,591 |
| T 958/91 - 3.3.2 | 25.03.84 | 54                          | T 281/92 - 3.4.2 | 06.11.92 |                     | 185         |
| T 962/91 - 3.5.2 | 21.04.93 | 17                          | T 288/92 - 3.3.1 | 18.11.93 |                     | 248,602     |
| T 968/91 - 3.3.3 | 12.01.94 | 406                         | T 292/92 - 3.3.2 | 06.09.96 |                     | 160         |
| T 972/91 - 3.5.2 | 12.07.93 | 610                         | T 293/92 - 3.3.3 | 24.08.95 |                     | 505         |
| T 985/91 - 3.2.4 | 23.03.94 | 373                         | T 297/92 - 3.5.1 | 06.10.93 |                     | 443         |
| T 986/91 - 3.2.3 | 06.11.95 | 74                          | T 304/92 - 3.5.1 | 23.06.93 |                     | 597,614     |
| T 988/91 - 3.2.1 | 29.06.93 | 531-532                     | T 309/92 - 3.2.1 | 05.01.94 |                     | 578         |
| T 990/91 - 3.3.1 | 25.05.92 | 263,625                     | T 315/92 - 3.5.1 | 27.04.93 |                     | 369,371     |
| T 1/92 - 3.3.2   | 27.04.92 | (JO 1993, 685) 487,488,492, | T 321/92 - 3.5.2 | 13.01.93 |                     | 127         |
|                  |          | 496,566,587                 | T 327/92 - 3.3.4 | 22.04.97 | 51,117,302,574,580  |             |
| T 3/92 - 3.2.3   | 03.06.94 | 594                         | T 329/92 - 3.2.1 | 29.04.93 |                     | 605-606     |
| T 6/92 - 3.3.1   | 26.10.93 | 605                         | T 330/92 - 3.2.4 | 10.02.94 |                     | 155         |
| T 18/92 - 3.5.2  | 30.04.93 | 606                         | T 334/92 - 3.3.1 | 23.03.94 |                     | 120,121,123 |
| T 27/92 - 3.2.1  | 25.07.94 | (JO 1994, 853) 571          | T 339/92 - 3.2.5 | 17.02.95 |                     | 365         |
| T 28/92 - 3.3.2  | 09.06.94 | 618                         | T 340/92 - 3.2.1 | 05.10.94 |                     | 586         |
| T 35/92 - 3.2.1  | 28.10.92 | 311,624                     | T 341/92 - 3.3.1 | 30.08.94 | (JO 1995, 373)      | 304         |
| T 42/92 - 3.4.1  | 29.11.94 | 64                          | T 347/92 - 3.3.2 | 23.09.94 |                     | 154         |
| T 44/92 - 3.2.2  | 15.04.94 | 323                         | T 359/92 - 3.2.1 | 25.03.93 |                     | 270         |
| T 45/92 - 3.3.1  | 09.11.93 | 384,592                     | T 366/92 - 3.5.2 | 18.02.93 |                     | 483,604,624 |
| T 62/92 - 3.2.4  | 20.06.94 | 195                         | T 367/92 - 3.3.3 | 22.08.96 |                     | 249         |
| T 65/92 - 3.3.2  | 13.06.93 | 270,272                     | T 371/92 - 3.3.3 | 02.12.93 | (JO 1995, 324)      | 346,582     |
| T 77/92 - 3.2.2  | 13.10.95 | 1,10-11                     | T 382/92 - 3.2.4 | 26.11.92 |                     | 424,583,629 |
| T 82/92 - 3.3.2  | 04.05.94 | 606                         | T 392/92 - 3.5.2 | 21.01.93 |                     | 624         |
| T 92/92 - 3.2.1  | 21.09.93 | 126,376                     | T 398/92 - 3.3.2 | 12.11.96 |                     | 231         |
| T 104/92 - 3.3.4 | 06.08.96 | 152                         | T 406/92 - 3.3.2 | 18.01.95 |                     | 53,529      |
| T 110/92 - 3.2.3 | 12.10.94 | 156                         | T 410/92 - 3.5.2 | 20.09.93 |                     | 141         |
| T 111/92 - 3.5.1 | 03.08.92 | 348,364                     | T 411/92 - 3.5.1 | 15.12.92 |                     | 301         |
| T 112/92 - 3.3.2 | 04.08.92 | (JO 1994, 192) 147          | T 418/92 - 3.2.3 | 10.03.92 |                     | 182         |
| T 113/92 - 3.3.1 | 17.12.92 | 475,601-602                 | T 422/92 - 3.4.2 | 21.02.95 |                     | 77          |
| T 117/92 - 3.2.1 | 02.12.93 | 374                         | T 426/92 - 3.4.1 | 03.03.94 |                     | 159         |
| T 127/92 - 3.2.1 | 14.12.94 | 270,280                     | T 434/92 - 3.3.3 | 28.11.95 |                     | 149,184     |
| T 128/92 - 3.3.4 | 30.11.94 | 52                          | T 436/92 - 3.3.2 | 20.03.95 |                     | 48          |
| T 131/92 - 3.3.3 | 03.03.94 | 272                         | T 439/92 - 3.2.4 | 16.05.94 |                     | 117-119,195 |
| T 132/92 - 3.3.2 | 06.08.96 | 544                         | T 441/92 - 3.5.1 | 10.03.95 |                     | 242,243,499 |
| T 133/92 - 3.3.1 | 18.10.94 | 88,89,304                   | T 446/92 - 3.3.1 | 28.03.95 |                     | 512         |
| T 148/92 - 3.2.3 | 13.09.94 | 618                         | T 447/92 - 3.5.2 | 07.07.93 |                     | 46,76       |

## Index des décisions citées

|                  |                         |                                  |                   |                         |                                      |
|------------------|-------------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| T 453/92 - 3.3.1 | 20.12.94                | 154                              | T 766/92 - 3.4.1  | 14.05.96                | 159                                  |
| T 455/92 - 3.2.4 | 05.10.93                | 188                              | T 769/92 - 3.5.1  | 31.05.94 (JO 1995, 525) | 2,4,7,14, 16,20                      |
| T 457/92 - 3.5.1 | 26.09.94                | 378                              | T 771/92 - 3.3.1  | 19.07.95                | 305                                  |
| T 461/92 - 3.4.2 | 05.07.94                | 154                              | T 775/92 - 3.5.1  | 07.04.93                | 35                                   |
| T 465/92 - 3.2.2 | 14.10.94 (JO 1996, 32)  | 62,65,116                        | T 782/92 - 3.2.1  | 22.06.94                | 57,60,404                            |
| T 469/92 - 3.2.2 | 09.09.94                | 270,610,620                      | T 790/92 - 3.5.1  | 29.10.93                | 11                                   |
| T 472/92 - 3.3.3 | 20.11.96 (JO 1998, 161) | 59,60,71, 404,406                | T 792/92 - 3.4.1  | 29.11.93                | 385                                  |
| T 473/92 - 3.5.1 | 10.03.95                | 322,609                          | T 793/92 - 3.2.4  | 16.07.93                | 472                                  |
| T 482/92 - 3.3.1 | 23.01.97                | 117                              | T 795/92 - 3.3.2  | 23.04.96                | 265                                  |
| T 484/92 - 3.3.3 | 30.12.93                | 176,190                          | T 798/92 - 3.4.1  | 28.07.94                | 145                                  |
| T 488/92 - 3.2.1 | 15.09.93                | 185                              | T 802/92 - 3.4.1  | 22.07.94 (JO 1995, 379) | 230                                  |
| T 492/92 - 3.3.1 | 18.01.96                | 169                              | T 804/92 - 3.5.2  | 08.09.93 (JO 1994, 862) | 399                                  |
| T 494/92 - 3.3.3 | 13.06.93                | 313                              | T 812/92 - 3.2.1  | 21.11.95                | 157                                  |
| T 501/92 - 3.4.1 | 01.06.95 (JO 1996, 261) | 305, 384,565,573                 | T 820/92 - 3.3.2  | 11.01.94 (JO 1995, 113) | 20,21,26, 28,30                      |
| T 503/92 - 3.3.3 | 17.03.94                | 177                              | T 831/92 - 3.4.1  | 13.12.94                | 612,614                              |
| T 506/92 - 3.4.1 | 03.08.95                | 159                              | T 832/92 - 3.5.1  | 23.06.94                | 511                                  |
| T 511/92 - 3.2.2 | 27.05.93                | 62,65                            | T 838/92 - 3.2.1  | 10.01.95                | 321,396,399,400,408,559, 568,583     |
| T 514/92 - 3.2.2 | 21.09.95 (JO 1996, 270) | 538,577                          | T 856/92 - 3.4.2  | 08.02.95                | 305,573                              |
| T 526/92 - 3.3.1 | 25.10.94                | 226,229                          | T 861/92 - 3.3.2  | 01.02.93                | 202,214                              |
| T 527/92 - 3.5.1 | 24.01.94                | 434                              | T 870/92 - 3.2.5  | 08.08.97                | 516,522,569                          |
| T 536/92 - 3.2.4 | 29.11.93                | 631                              | T 879/92 - 3.5.1  | 16.03.94                | 311                                  |
| T 540/92 - 3.3.3 | 01.03.95                | 155                              | T 881/92 - 3.3.3  | 22.04.96                | 123                                  |
| T 541/92 - 3.2.1 | 25.01.94                | 56,60,519,531-532                | T 882/92 - 3.3.3  | 22.04.96                | 123                                  |
| T 543/92 - 3.3.3 | 13.06.94                | 307,624-625                      | T 884/92 - 3.3.3  | 22.04.96                | 123                                  |
| T 570/92 - 3.3.2 | 22.06.95                | 103                              | T 887/92 - 3.5.1  | 19.04.94                | 11                                   |
| T 574/92 - 3.4.1 | 17.03.95                | 140                              | T 890/92 - 3.2.1  | 12.07.94                | 305                                  |
| T 578/92 - 3.4.1 | 02.02.94                | 145                              | T 892/92 - 3.3.1  | 24.06.93 (JO 1994, 664) | 314,511,624                          |
| T 585/92 - 3.3.2 | 09.02.95 (JO 1996, 129) | 47,48,408                        | T 896/92 - 3.2.1  | 28.04.94                | 68,563                               |
| T 588/92 - 3.4.1 | 18.03.94                | 629                              | T 897/92 - 3.2.4  | 21.03.95                | 117                                  |
| T 597/92 - 3.3.1 | 01.03.95 (JO 1996, 135) | 148,184,270                      | T 910/92 - 3.4.2  | 17.05.95                | 390                                  |
| T 598/92 - 3.4.1 | 07.12.93                | 597                              | T 917/92 - 3.3.1  | 06.05.93                | 177                                  |
| T 599/92 - 3.4.1 | 25.04.94                | 475,619                          | T 920/92 - 3.4.2  | 19.10.95                | 166                                  |
| T 601/92 - 3.2.4 | 20.04.95                | 74,256,610,621                   | T 923/92 - 3.3.4  | 08.11.95 (JO 1996, 564) | 136,168, 170,270                     |
| T 612/92 - 3.3.4 | 28.02.96                | 168,170,172                      | T 930/92 - 3.4.1  | 19.10.94 (JO 1996, 191) | 315,559, 560,563                     |
| T 627/92 - 3.5.2 | 30.03.93                | 605                              | T 931/92 - 3.3.3  | 10.08.93                | 64                                   |
| T 630/92 - 3.3.2 | 22.02.94                | 145                              | T 933/92 - 3.4.1  | 06.12.93 (JO 1994, 740) | 579                                  |
| T 631/92 - 3.3.3 | 11.05.95                | 94,615                           | T 939/92 - 3.3.1  | 12.09.95 (JO 1996, 309) | 116,132,134, 140,143,190,192,403,610 |
| T 637/92 - 3.2.2 | 21.11.95                | 111                              | T 943/92 - 3.2.4  | 10.04.95                | 154                                  |
| T 645/92 - 3.3.1 | 12.04.94                | 116,134                          | T 951/92 - 3.4.1  | 15.02.95 (JO 1996, 53)  | 296,479, 512,624                     |
| T 646/92 - 3.3.2 | 13.09.94                | 596                              | T 952/92 - 3.4.1  | 17.08.94 (JO 1995, 755) | 70,609                               |
| T 649/92 - 3.3.4 | 02.07.96 (JO 1998, 97)  | 520,524                          | T 955/92 - 3.3.2  | 26.09.95                | 264                                  |
| T 653/92 - 3.3.3 | 11.06.96                | 184                              | T 957/92 - 3.3.1  | 21.12.93                | 123,155                              |
| T 655/92 - 3.3.2 | 11.02.97 (JO 1998, 17)  | 25,36                            | T 958/92 - 3.2.2  | 18.12.95                | 606                                  |
| T 656/92 - 3.3.1 | 04.05.95                | 249                              | T 964/92 - 3.3.1  | 23.08.94                | 121                                  |
| T 657/92 - 3.3.4 | 06.09.94                | 78                               | T 965/92 - 3.3.2  | 08.08.95                | 45                                   |
| T 659/92 - 3.2.2 | 24.10.94 (JO 1995, 519) | 516,568,605                      | T 968/92 - 3.2.3  | 28.07.94                | 576                                  |
| T 667/92 - 3.3.2 | 10.03.94                | 341,346,362-363                  | T 969/92 - 3.2.2  | 31.03.95                | 62                                   |
| T 675/92 - 3.4.1 | 10.11.93                | 131                              | T 971/92 - 3.3.1  | 07.09.94                | 146                                  |
| T 686/92 - 3.5.1 | 28.10.93                | 311,624                          | T 973/92 - 3.2.1  | 06.12.93                | 606                                  |
| T 694/92 - 3.3.4 | 08.05.96 (JO 1997, 408) | 131,135,137, 143,166,168,170,172 | T 986/92 - 3.2.1  | 28.09.94                | 155                                  |
| T 697/92 - 3.2.2 | 15.06.94                | 145                              | T 996/92 - 3.3.1  | 23.03.93                | 589                                  |
| T 703/92 - 3.2.4 | 14.09.95                | 447                              | T 1000/92 - 3.3.1 | 11.05.94                | 121                                  |
| T 705/92 - 3.4.1 | 08.11.94                | 380,553                          | T 1002/92 - 3.4.1 | 06.07.94 (JO 1995, 605) | 15,16,367, 531,540,553               |
| T 710/92 - 3.3.3 | 11.10.95                | 148,184                          | T 1011/92 - 3.2.3 | 16.09.94                | 571                                  |
| T 712/92 - 3.3.4 | 19.06.95                | 157-158                          | T 1014/92 - 3.3.1 | 10.01.95                | 156                                  |
| T 714/92 - 3.2.4 | 18.09.92                | 422                              | T 1019/92 - 3.2.1 | 09.06.94                | 371,528,534                          |
| T 715/92 - 3.3.2 | 10.02.94                | 392                              | T 1032/92 - 3.4.1 | 23.08.94                | 619                                  |
| T 720/92 - 3.3.3 | 31.05.94                | 186                              | T 1037/92 - 3.4.1 | 29.08.96                | 131                                  |
| T 737/92 - 3.3.3 | 12.06.95                | 533,537,575                      |                   |                         |                                      |
| T 739/92 - 3.3.3 | 16.07.96                | 58                               |                   |                         |                                      |
| T 741/92 - 3.2.2 | 21.06.94                | 146                              |                   |                         |                                      |
| T 745/92 - 3.4.1 | 08.06.94                | 141                              |                   |                         |                                      |
| T 758/92 - 3.2.1 | 20.05.94                | 236                              |                   |                         |                                      |

*Index des décisions citées*

|                   |          |                                         |                  |                |                                                    |
|-------------------|----------|-----------------------------------------|------------------|----------------|----------------------------------------------------|
| T 1042/92 - 3.2.4 | 28.10.93 | 607                                     | T 234/93 - 3.3.4 | 15.05.97       | 132                                                |
| T 1045/92 - 3.3.3 | 21.10.93 | 192,624                                 | T 238/93 - 3.2.2 | 10.05.94       | 147                                                |
| T 1048/92 - 3.3.1 | 05.12.94 | 89                                      | T 240/93 - 3.4.1 | 17.10.94       | 159                                                |
| T 1049/92 - 3.2.3 | 10.11.94 | 629                                     | T 249/93 - 3.3.3 | 27.05.98       | 599                                                |
| T 1050/92 - 3.2.2 | 20.11.95 | 275                                     | T 252/93 - 3.2.2 | 07.02.95       | 532,580                                            |
| T 1051/92 - 3.2.1 | 26.04.94 | 309,631                                 | T 254/93 - 3.3.2 | 14.05.97       | (JO 1998, 285) ... 107,114                         |
| T 1054/92 - 3.2.2 | 20.06.96 | 58,60,272,402                           | T 255/93 - 3.4.1 | 27.09.94       | 367                                                |
| T 1055/92 - 3.5.1 | 31.03.94 | (JO 1995, 214) ... 177,190              | T 263/93 - 3.3.1 | 12.01.94       | 509,511                                            |
| T 1059/92 - 3.5.1 | 21.09.93 | 616                                     | T 265/93 - 3.3.2 | 22.09.93       | 385                                                |
| T 1063/92 - 3.3.3 | 15.10.93 | 601-602                                 | T 276/93 - 3.3.3 | 15.09.95       | (JO 1996, 330) ... 318                             |
| T 1066/92 - 3.3.2 | 05.07.95 | 534,537                                 | T 279/93 - 3.3.1 | 12.12.96       | 112,164,255                                        |
| T 1067/92 - 3.4.1 | 16.07.94 | 619                                     | T 286/93 - 3.3.1 | 22.11.96       | 150                                                |
| T 1072/92 - 3.2.3 | 28.06.94 | 153                                     | T 291/93 - 3.2.5 | 22.06.95       | 630                                                |
| T 1077/92 - 3.2.2 | 05.12.95 | 155                                     | T 292/93 - 3.2.5 | 13.02.97       | 53,55                                              |
| T 1085/92 - 3.5.2 | 10.11.94 | 53-54                                   | T 296/93 - 3.3.4 | 28.07.94       | (JO 1995, 627) ... 135,270,<br>272,276,402,571,597 |
| T 1096/92 - 3.3.3 | 16.05.94 | 147                                     | T 298/93 - 3.3.1 | 19.12.96       | 117                                                |
| T 1097/92 - 3.3.3 | 27.09.93 | 607                                     | T 311/93 - 3.3.1 | 16.01.97       | 268                                                |
| T 1101/92 - 3.3.2 | 13.06.96 | 298,621,624                             | T 321/93 - 3.2.4 | 15.03.95       | 573                                                |
| T 1105/92 - 3.2.4 | 21.01.94 | 119                                     | T 322/93 - 3.3.3 | 02.04.97       | 167                                                |
| T 18/93 - 3.3.1   | 07.11.94 | 577                                     | T 325/93 - 3.3.3 | 11.09.97       | 118                                                |
| T 26/93 - 3.5.2   | 16.12.94 | 603                                     | T 326/93 - 3.5.1 | 29.11.94       | 60,402                                             |
| T 28/93 - 3.2.3   | 07.07.94 | 519,531                                 | T 339/93 - 3.3.4 | 18.04.96       | 525                                                |
| T 33/93 - 3.3.1   | 05.05.93 | 485,625                                 | T 350/93 - 3.4.2 | 20.01.94       | 189,196                                            |
| T 39/93 - 3.3.3   | 14.02.96 | (JO 1997, 134) ... 124,126,<br>318,398  | T 351/93 - 3.2.3 | 01.03.95       | 153,157                                            |
| T 51/93 - 3.3.4   | 08.06.94 | 101,105                                 | T 352/93 - 3.3.1 | 04.04.95       | 85                                                 |
| T 55/93 - 3.2.2   | 15.03.95 | 138                                     | T 356/93 - 3.3.4 | 21.02.95       | (JO 1995, 545) ... 37,38,41-44                     |
| T 59/93 - 3.5.1   | 20.04.94 | 4                                       | T 365/93 - 3.2.5 | 27.07.95       | 54                                                 |
| T 63/93 - 3.2.2   | 28.07.93 | 474                                     | T 374/93 - 3.3.1 | 04.03.97       | 246                                                |
| T 68/93 - 3.3.1   | 24.01.95 | 68                                      | T 375/93 - 3.2.3 | 02.09.94       | 124                                                |
| T 71/93 - 3.4.2   | 01.06.93 | 66                                      | T 377/93 - 3.2.5 | 29.10.93       | 346                                                |
| T 74/93 - 3.3.1   | 09.11.94 | (JO 1995, 712) ... 27,163-164           | T 378/93 - 3.4.1 | 06.12.95       | 132                                                |
| T 81/93 - 3.2.4   | 12.04.95 | 432                                     | T 380/93 - 3.3.3 | 10.02.94       | 117,123                                            |
| T 82/93 - 3.4.1   | 15.05.95 | (JO 1996, 274) ... 20-22,36,<br>257,610 | T 381/93 - 3.5.1 | 12.08.94       | 337,346,352,363                                    |
| T 85/93 - 3.4.1   | 17.10.96 | (JO 1998, 183) ... 370,528              | T 382/93 - 3.3.1 | 19.09.96       | 406                                                |
| T 89/93 - 3.2.1   | 16.05.94 | 473                                     | T 404/93 - 3.5.2 | 28.09.94       | 46                                                 |
| T 92/93 - 3.4.1   | 31.07.95 | 615                                     | T 410/93 - 3.3.3 | 16.07.96       | 118                                                |
| T 96/93 - 3.2.4   | 23.01.95 | 619                                     | T 412/93 - 3.3.4 | 21.11.94       | 129,137,166,172-174                                |
| T 104/93 - 3.4.1  | 19.07.93 | 185                                     | T 419/93 - 3.3.3 | 19.07.95       | 123                                                |
| T 105/93 - 3.3.1  | 22.05.95 | 296,512                                 | T 422/93 - 3.3.1 | 21.09.95       | (JO 1997, 24) ... 123,127                          |
| T 124/93 - 3.3.2  | 10.08.95 | 285                                     | T 430/93 - 3.2.2 | 17.06.97       | 510                                                |
| T 125/93 - 3.3.3  | 04.12.96 | 379,564                                 | T 431/93 - 3.2.1 | 17.11.94       | 159                                                |
| T 134/93 - 3.4.2  | 16.11.95 | 154                                     | T 433/93 - 3.4.1 | 06.12.96       | (JO 1997, 509) ... 425,512,540                     |
| T 141/93 - 3.3.3  | 15.03.96 | 82                                      | T 441/93 - 3.3.4 | 27.03.96       | 128,129,281                                        |
| T 149/93 - 3.3.2  | 23.03.95 | 135                                     | T 443/93 - 3.5.2 | 22.03.95       | 396,534                                            |
| T 150/93 - 3.2.4  | 06.03.95 | 373                                     | T 469/93 - 3.4.2 | 09.06.94       | 347                                                |
| T 152/93 - 3.3.1  | 21.03.95 | 123,154                                 | T 471/93 - 3.2.3 | 05.12.95       | 571                                                |
| T 153/93 - 3.3.1  | 21.02.94 | 601-602                                 | T 473/93 - 3.3.2 | 01.02.94       | 400                                                |
| T 165/93 - 3.2.1  | 12.07.94 | 508                                     | T 487/93 - 3.3.4 | 06.02.96       | 480                                                |
| T 167/93 - 3.3.1  | 03.05.96 | (JO 1997, 229) ... 602                  | T 493/93 - 3.3.4 | 30.01.97       | 259                                                |
| T 169/93 - 3.3.1  | 10.07.96 | 574                                     | T 505/93 - 3.2.2 | 10.11.95       | 580                                                |
| T 186/93 - 3.2.4  | 22.05.95 | 619                                     | T 516/93 - 3.3.2 | 02.04.97       | 472                                                |
| T 187/93 - 3.3.4  | 05.03.97 | 135,166,168,170-171                     | T 527/93 - 3.2.2 | 20.01.95       | 378,598                                            |
| T 191/93 - 3.4.2  | 07.06.94 | 232                                     | T 528/93 - 3.4.1 | 23.10.96       | 393,576,586                                        |
| T 193/93 - 3.5.1  | 06.08.93 | 483                                     | T 530/93 - 3.4.2 | 08.02.96       | 35                                                 |
| T 195/93 - 3.3.4  | 04.05.95 | 570,572,605                             | T 540/93 - 3.2.4 | 08.02.94       | 145                                                |
| T 203/93 - 3.4.1  | 01.09.94 | 135,155                                 | T 582/93 - 3.5.1 | 23.06.94       | 62                                                 |
| T 204/93 - 3.5.1  | 29.10.93 | 19,161                                  | T 583/93 - 3.3.3 | 04.01.96       | (JO 1996, 496) ... 143,246,618                     |
| T 206/93 - 3.3.3  | 30.10.96 | 617                                     | T 588/93 - 3.3.2 | 31.01.96       | 126,177                                            |
| T 210/93 - 3.3.3  | 12.07.94 | 112                                     | T 589/93 - 3.2.1 | 15.06.94       | 483                                                |
| T 219/93 - 3.3.3  | 16.09.93 | 607,621                                 | Corr.            | (JO 1995, 387) |                                                    |
| T 220/93 - 3.3.3  | 30.11.93 | 624                                     | T 590/93 - 3.3.1 | 10.05.94       | (JO 1995, 337) ... 523,525                         |
| T 225/93 - 3.3.3  | 13.05.97 | 169                                     | T 597/93 - 3.2.2 | 17.02.97       | 139                                                |
| T 229/93 - 3.3.1  | 21.02.97 | 475                                     | T 599/93 - 3.4.1 | 04.10.96       | 12                                                 |
| T 233/93 - 3.2.5  | 28.10.96 | 151,576                                 | T 601/93 - 3.3.1 | 13.09.94       | 355                                                |
|                   |          |                                         | T 605/93 - 3.5.1 | 20.01.95       | 223                                                |

## Index des décisions citées

|                  |          |                                                         |                   |          |                                       |
|------------------|----------|---------------------------------------------------------|-------------------|----------|---------------------------------------|
| T 607/93 - 3.4.2 | 14.02.96 | 73                                                      | T 988/93 - 3.4.1  | 04.07.96 | 531                                   |
| T 616/93 - 3.2.4 | 27.06.95 | 121                                                     | T 989/93 - 3.3.1  | 16.04.97 | 117,118,143                           |
| T 623/93 - 3.5.2 | 19.10.95 | 46,540                                                  | T 999/93 - 3.4.2  | 09.03.95 | 435,492                               |
| T 630/93 - 3.5.1 | 27.10.93 | 181-182                                                 | T 1016/93 - 3.2.1 | 23.03.95 | 369,380                               |
| T 647/93 - 3.5.2 | 06.04.94 | (JO 1995, 132) . . 306,432, 441,490,607,625,628,631,633 | T 1027/93 - 3.4.2 | 11.11.94 | 140                                   |
| T 653/93 - 3.3.1 | 21.10.96 | 95                                                      | T 1039/93 - 3.5.2 | 08.02.96 | 237                                   |
| T 655/93 - 3.2.3 | 25.10.94 | 149,615                                                 | T 1040/93 - 3.2.4 | 16.05.95 | 117,119                               |
| T 656/93 - 3.2.2 | 12.03.96 | 137                                                     | T 1049/93 - 3.3.1 | 03.08.99 | 305                                   |
| T 659/93 - 3.3.3 | 07.09.94 | 168,190                                                 | T 1050/93 - 3.3.3 | 07.11.96 | 183                                   |
| T 660/93 - 3.4.2 | 19.07.96 | 94                                                      | T 1052/93 - 3.3.1 | 10.01.96 | 272,275                               |
| T 666/93 - 3.2.3 | 13.12.94 | 137                                                     | T 1056/93 - 3.2.1 | 16.01.96 | 269                                   |
| T 669/93 - 3.2.3 | 13.02.95 | 269                                                     | T 1062/93 - 3.3.2 | 30.04.97 | 125                                   |
| T 687/93 - 3.4.2 | 11.07.96 | 401                                                     | T 1071/93 - 3.4.2 | 22.12.94 | 301                                   |
| T 690/93 - 3.3.2 | 11.10.94 | 290-291                                                 | T 1072/93 - 3.3.3 | 18.09.97 | 570                                   |
| T 702/93 - 3.4.1 | 10.02.94 | 202,609                                                 | T 1074/93 - 3.3.4 | 15.12.98 | 126                                   |
| T 703/93 - 3.4.1 | 17.12.96 | 159                                                     | T 1076/93 - 3.4.2 | 16.02.95 | 56                                    |
| T 712/93 - 3.2.2 | 14.04.97 | 36                                                      | T 1077/93 - 3.3.2 | 30.05.96 | 21,28,30                              |
| T 713/93 - 3.2.2 | 12.02.96 | 137                                                     | T 1082/93 - 3.3.3 | 14.11.97 | 275                                   |
| T 714/93 - 3.2.1 | 20.11.95 | 607                                                     | T 2/94 - 3.4.1    | 04.02.98 | 127                                   |
| T 720/93 - 3.4.2 | 19.09.95 | 604                                                     | T 20/94 - 3.3.1   | 04.11.98 | 200,256                               |
| T 726/93 - 3.2.5 | 01.07.94 | (JO 1995, 478) . . . 457                                | T 27/94 - 3.2.1   | 14.05.96 | 603                                   |
| T 731/93 - 3.3.1 | 01.12.94 | 312                                                     | T 34/94 - 3.4.2   | 22.03.94 | 60,532,580                            |
| T 739/93 - 3.2.3 | 06.04.95 | 64                                                      | T 45/94 - 3.2.1   | 02.11.94 | 382                                   |
| T 740/93 - 3.2.4 | 10.01.96 | 433,626                                                 | T 51/94 - 3.5.2   | 08.06.94 | 441,629                               |
| T 748/93 - 3.3.3 | 19.04.94 | 335                                                     | T 61/94 - 3.5.1   | 12.10.95 | 191                                   |
| T 752/93 - 3.2.4 | 16.07.96 | 393,573-574                                             | T 63/94 - 3.3.4   | 18.01.95 | 137                                   |
| T 767/93 - 3.3.4 | 13.11.96 | 276                                                     | T 68/94 - 3.3.4   | 11.08.99 | 303                                   |
| T 790/93 - 3.5.2 | 15.07.94 | 497,629                                                 | T 69/94 - 3.3.2   | 18.06.96 | 121,616                               |
| T 793/93 - 3.3.3 | 27.09.95 | 65,403                                                  | T 77/94 - 3.2.3   | 28.04.98 | 61                                    |
| T 795/93 - 3.3.1 | 29.10.96 | 116,117,134,155,395                                     | T 86/94 - 3.3.3   | 08.07.97 | 581                                   |
| T 798/93 - 3.2.1 | 20.06.96 | (JO 1997, 363) 399,523,525                              | T 89/94 - 3.3.3   | 05.07.94 | 307,625                               |
| T 803/93 - 3.4.1 | 19.07.95 | (JO 1996, 204) . . . 417,611                            | T 97/94 - 3.3.3   | 15.07.97 | (JO 1998, 467) 318,374,404            |
| T 813/93 - 3.3.1 | 17.10.94 | 123                                                     | T 105/94 - 3.2.2  | 29.07.97 | 577                                   |
| T 815/93 - 3.3.3 | 19.06.96 | 82                                                      | T 118/94 - 3.4.1  | 12.02.98 | 149                                   |
| T 818/93 - 3.2.2 | 02.04.96 | 56,124,145,146,231                                      | T 125/94 - 3.3.2  | 29.05.96 | 619                                   |
| T 822/93 - 3.3.2 | 23.05.95 | 351                                                     | T 134/94 - 3.3.2  | 12.11.96 | 274-275                               |
| T 823/93 - 3.2.4 | 18.10.96 | 55                                                      | T 135/94 - 3.5.1  | 12.06.95 | 145                                   |
| T 825/93 - 3.4.1 | 14.01.97 | 127                                                     | T 143/94 - 3.3.2  | 06.10.95 | (JO 1996, 430) . . . 103,106          |
| T 828/93 - 3.4.2 | 07.05.96 | 272,280,281,393                                         | T 144/94 - 3.3.6  | 12.10.99 | 628                                   |
| T 829/93 - 3.4.2 | 24.05.96 | 546                                                     | T 164/94 - 3.3.1  | 11.11.96 | 159                                   |
| T 840/93 - 3.3.2 | 11.07.95 | (JO 1996, 335) . . . 612,618                            | T 189/94 - 3.2.1  | 12.01.95 | 245                                   |
| T 847/93 - 3.4.2 | 31.01.95 | 373,379,380,555,594                                     | T 200/94 - 3.3.1  | 23.10.97 | 134,405                               |
| T 848/93 - 3.4.1 | 03.02.98 | 112                                                     | T 207/94 - 3.3.4  | 08.04.97 | (JO 1999, 273) . . . 128,135, 136,276 |
| T 860/93 - 3.3.3 | 29.12.93 | (JO 1995, 47) 177,194,629                               | T 209/94 - 3.3.3  | 11.10.96 | 93                                    |
| T 861/93 - 3.3.3 | 29.04.94 | 376                                                     | T 223/94 - 3.2.4  | 16.02.96 | 137                                   |
| T 863/93 - 3.5.1 | 17.02.94 | 628                                                     | T 226/94 - 3.4.1  | 20.03.96 | 140                                   |
| T 866/93 - 3.3.1 | 08.09.97 | 78                                                      | T 238/94 - 3.2.1  | 11.06.97 | 625                                   |
| T 870/93 - 3.4.1 | 18.02.98 | 310                                                     | T 239/94 - 3.5.1  | 15.09.95 | 77                                    |
| T 885/93 - 3.3.3 | 15.02.96 | 318                                                     | T 240/94 - 3.5.1  | 04.12.96 | 616-617                               |
| T 889/93 - 3.5.2 | 10.02.95 | 237                                                     | T 259/94 - 3.3.1  | 11.08.98 | 376                                   |
| T 915/93 - 3.3.4 | 22.04.94 | 137                                                     | T 270/94 - 3.3.1  | 22.01.98 | 541                                   |
| T 919/93 - 3.3.4 | 18.11.98 | 277                                                     | T 284/94 - 3.4.1  | 25.11.98 | (JO 1999, 464) . . . 225              |
| T 926/93 - 3.4.1 | 01.10.96 | (JO 1997, 447) . . . 535                                | T 286/94 - 3.2.1  | 22.06.95 | 369                                   |
| T 928/93 - 3.4.2 | 23.01.97 | 68,539                                                  | T 295/94 - 3.2.4  | 26.07.94 | 155                                   |
| T 932/93 - 3.2.1 | 31.01.95 | 591                                                     | T 301/94 - 3.3.2  | 28.11.96 | 71,396,402                            |
| T 937/93 - 3.2.4 | 04.03.97 | 396,400                                                 | T 309/94 - 3.3.3  | 19.03.97 | 480                                   |
| T 943/93 - 3.4.1 | 03.08.94 | 63                                                      | T 311/94 - 3.3.1  | 28.06.94 | 485                                   |
| T 954/93 - 3.3.3 | 06.02.97 | 408                                                     | T 312/94 - 3.4.1  | 04.09.97 | 62                                    |
| T 956/93 - 3.2.4 | 17.11.94 | 346                                                     | T 323/94 - 3.2.4  | 26.09.96 | 575                                   |
| T 961/93 - 3.2.4 | 14.01.94 | 594                                                     | T 324/94 - 3.4.1  | 07.05.96 | 138,141                               |
| T 970/93 - 3.2.1 | 15.03.96 | 397,400,402,553                                         | T 329/94 - 3.2.2  | 11.06.97 | (JO 1998, 241) 21,23,33,36            |
| T 972/93 - 3.4.2 | 16.06.94 | 466                                                     | T 332/94 - 3.3.1  | 18.02.98 | 189                                   |
| T 973/93 - 3.4.2 | 15.06.94 | 466                                                     | T 334/94 - 3.3.3  | 25.09.97 | 419                                   |
| T 977/93 - 3.3.4 | 30.03.99 | 67                                                      | T 341/94 - 3.3.2  | 13.07.95 | 154                                   |
| T 986/93 - 3.2.1 | 25.04.95 | (JO 1996, 215) . . . 537,578                            | T 348/94 - 3.2.2  | 21.10.98 | 51,403                                |

*Index des décisions citées*

|                  |                                                 |                        |                  |                                                |                 |
|------------------|-------------------------------------------------|------------------------|------------------|------------------------------------------------|-----------------|
| T 356/94 - 3.2.1 | 30.06.95                                        | 300,375                | T 794/94 - 3.3.4 | 17.09.98                                       | 546,614         |
| T 363/94 - 3.2.3 | 22.11.95                                        | 138                    | T 796/94 - 3.5.2 | 27.11.95                                       | 467             |
| T 372/94 - 3.3.1 | 14.08.96                                        | 591                    | T 804/94 - 3.2.1 | 10.07.95                                       | 630             |
| T 373/94 - 3.3.2 | 31.07.98                                        | 120,131,157            | T 808/94 - 3.4.2 | 26.01.95                                       | 308,313,483,631 |
| T 378/94 - 3.2.4 | 19.03.96                                        | 63                     | T 817/94 - 3.2.4 | 30.07.96                                       | 119,153         |
| T 382/94 - 3.4.2 | 17.04.97 (JO 1998, 24)                          | 223,454                | T 820/94 - 3.3.4 | 29.11.96                                       | 606             |
| T 385/94 - 3.3.4 | 24.06.97                                        | 115                    | T 826/94 - 3.4.2 | 30.11.95                                       | 79              |
| T 386/94 - 3.3.4 | 11.01.96 (JO 1996, 658)                         | 136,170                | T 828/94 - 3.5.1 | 18.10.96                                       | 349,361         |
| T 387/94 - 3.3.4 | 07.03.97                                        | 128                    | T 833/94 - 3.5.1 | 20.08.98                                       | 407,607         |
| T 397/94 - 3.4.2 | 05.04.95                                        | 624                    | T 840/94 - 3.3.1 | 26.03.96 (JO 1996, 680)                        | 338             |
| T 401/94 - 3.3.3 | 18.08.94                                        | 85                     | T 848/94 - 3.3.3 | 03.06.97                                       | 60,159,404      |
| T 405/94 - 3.4.2 | 12.07.95                                        | 299                    | T 856/94 - 3.3.4 | 05.06.97                                       | 137             |
| T 406/94 - 3.3.5 | 17.12.97                                        | 92                     | T 859/94 - 3.3.6 | 21.09.99                                       | 248             |
| T 412/94 - 3.3.1 | 05.06.96                                        | 160                    | T 861/94 - 3.2.2 | 19.09.95                                       | 290-291         |
| T 414/94 - 3.4.2 | 14.05.98                                        | 305                    | T 871/94 - 3.2.4 | 24.10.96                                       | 120             |
| T 426/94 - 3.3.2 | 22.05.96                                        | 184,239                | T 873/94 - 3.4.1 | 10.07.96 (JO 1997, 456)                        | 241,244         |
| T 432/94 - 3.3.1 | 19.06.97                                        | 581                    | T 882/94 - 3.3.3 | 07.08.97                                       | 159             |
| T 455/94 - 3.2.4 | 10.12.96                                        | 134,577                | T 892/94 - 3.3.2 | 19.01.99 (JO 2000, 1)                          | 113,114,305     |
| T 462/94 - 3.5.1 | 10.01.96                                        | 619                    | T 905/94 - 3.2.3 | 11.06.96                                       | 401             |
| T 464/94 - 3.3.4 | 21.05.97                                        | 63,403                 | T 912/94 - 3.4.1 | 06.05.97                                       | 123             |
| T 467/94 - 3.3.1 | 04.11.99                                        | 143                    | T 913/94 - 3.3.2 | 27.02.98                                       | 107,150         |
| T 469/94 - 3.3.2 | 01.07.97                                        | 25,27,32,111           | T 917/94 - 3.3.6 | 28.10.99                                       | 79,239,250      |
| T 479/94 - 3.5.1 | 31.07.95                                        | 624                    | T 921/94 - 3.3.1 | 30.10.98                                       | 299,626         |
| T 488/94 - 3.4.2 | 02.07.97                                        | 387                    | T 922/94 - 3.3.3 | 30.10.97                                       | 548,577-578     |
| T 498/94 - 3.3.4 | 22.06.98                                        | 173                    | T 930/94 - 3.3.1 | 15.10.97                                       | 116,143         |
| T 501/94 - 3.5.2 | 10.07.96 (JO 1997, 193)<br>Corr. (JO 1997, 376) | 377                    | T 949/94 - 3.5.2 | 24.03.95                                       | 336,360         |
| T 503/94 - 3.2.4 | 11.10.95                                        | 373                    | T 953/94 - 3.5.1 | 15.07.96                                       | 5,162           |
| T 515/94 - 3.3.4 | 29.10.97                                        | 597                    | T 958/94 - 3.3.2 | 30.09.96 (JO 1997, 241)                        | 102             |
| T 520/94 - 3.4.1 | 07.07.94                                        | 480                    | T 960/94 - 3.3.4 | 13.09.00                                       | 424,626         |
| T 522/94 - 3.2.5 | 22.09.97 (JO 1998, 421)                         | 519,532                | T 977/94 - 3.2.1 | 18.12.97                                       | 191,600         |
| T 529/94 - 3.3.2 | 09.10.97                                        | 312,476                | T 982/94 - 3.4.2 | 16.09.97                                       | 238             |
| T 533/94 - 3.3.1 | 23.03.95                                        | 529                    | T 3/95 - 3.2.4   | 24.09.97                                       | 526,592         |
| T 534/94 - 3.3.1 | 23.03.95                                        | 529                    | T 7/95 - 3.5.1   | 23.07.96                                       | 506             |
| T 542/94 - 3.2.1 | 07.05.96                                        | 243                    | T 27/95 - 3.2.3  | 25.06.96                                       | 578             |
| T 544/94 - 3.3.2 | 22.01.97                                        | 147,560                | T 32/95 - 3.5.2  | 28.10.96                                       | 405             |
| T 552/94 - 3.3.1 | 04.12.98                                        | 275                    | T 35/95 - 3.2.4  | 01.10.96                                       | 119             |
| T 557/94 - 3.2.5 | 12.12.96                                        | 450,600                | T 68/95 - 3.3.1  | 23.09.97                                       | 123             |
| T 561/94 - 3.3.1 | 06.12.96                                        | 160                    | T 70/95 - 3.3.4  | 12.01.99                                       | 119             |
| T 575/94 - 3.2.1 | 11.07.96                                        | 396,399,618            | T 72/95 - 3.3.5  | 18.03.98                                       | 140             |
| T 590/94 - 3.3.3 | 03.05.96                                        | 45,132,233,519,521,571 | T 73/95 - 3.3.3  | 18.03.99                                       | 158             |
| T 609/94 - 3.4.2 | 27.02.97                                        | 603                    | T 78/95 - 3.3.4  | 27.09.96                                       | 605             |
| T 610/94 - 3.4.2 | 20.06.96                                        | 616                    | T 86/95 - 3.2.2  | 09.09.97                                       | 51              |
| T 619/94 - 3.2.2 | 12.12.95                                        | 150                    | T 104/95 - 3.3.4 | 16.09.97                                       | 142             |
| T 620/94 - 3.5.2 | 13.06.95                                        | 270,281                | T 111/95 - 3.3.2 | 13.03.96                                       | 317             |
| T 631/94 - 3.2.5 | 28.03.95 (JO 1996, 67)                          | 430,515                | T 112/95 - 3.2.1 | 19.02.98                                       | 228             |
| T 635/94 - 3.2.3 | 25.04.95                                        | 365                    | T 114/95 - 3.2.1 | 08.04.97                                       | 535             |
| T 645/94 - 3.3.5 | 22.10.97                                        | 153                    | T 119/95 - 3.2.1 | 13.01.98                                       | 615             |
| T 648/94 - 3.3.1 | 26.10.94                                        | 607                    | T 121/95 - 3.4.1 | 03.02.98                                       | 480,491         |
| T 668/94 - 3.3.1 | 20.10.98                                        | 143                    | T 134/95 - 3.2.1 | 22.10.96                                       | 254             |
| T 671/94 - 3.3.1 | 11.06.96                                        | 132                    | T 136/95 - 3.2.1 | 25.02.97 (JO 1998, 198)<br>Corr (JO 1998, 480) | 270             |
| T 676/94 - 3.2.1 | 06.02.96                                        | 166                    | T 142/95 - 3.2.3 | 04.05.98                                       | 626             |
| T 681/94 - 3.2.1 | 18.06.96                                        | 159                    | T 144/95 - 3.2.4 | 26.02.99                                       | 571             |
| T 687/94 - 3.2.2 | 23.04.96                                        | 124,139                | T 151/95 - 3.3.2 | 18.06.98                                       | 198             |
| T 697/94 - 3.4.1 | 28.04.97                                        | 155                    | T 152/95 - 3.5.2 | 03.07.96                                       | 526,598,616     |
| T 698/94 - 3.3.3 | 17.02.97                                        | 434                    | T 154/95 - 3.2.1 | 27.01.98                                       | 541             |
| T 715/94 - 3.4.2 | 13.11.97                                        | 581                    | T 156/95 - 3.3.1 | 30.03.98                                       | 143             |
| T 731/94 - 3.2.1 | 15.02.96                                        | 138                    | T 159/95 - 3.3.1 | 19.04.00                                       | 239             |
| T 740/94 - 3.2.3 | 09.05.96                                        | 548,625                | T 165/95 - 3.5.2 | 07.07.97                                       | 607             |
| T 750/94 - 3.4.1 | 01.04.97 (JO 1998, 32)                          | 60,402,403,480         | T 172/95 - 3.3.3 | 05.03.98                                       | 271             |
| T 751/94 - 3.4.3 | 12.05.99                                        | 94                     | T 180/95 - 3.3.1 | 02.12.96                                       | 608             |
| T 752/94 - 3.3.1 | 24.05.00                                        | 194                    | T 183/95 - 3.5.1 | 25.06.96                                       | 631             |
| T 772/94 - 3.5.1 | 20.03.96                                        | 117                    | T 187/95 - 3.4.2 | 03.02.97                                       | 296,480         |
| T 780/94 - 3.5.1 | 24.10.96                                        | 126                    | T 189/95 - 3.3.2 | 29.02.00                                       | 114             |
| T 792/94 - 3.2.5 | 11.10.00                                        | 224                    | T 193/95 - 3.4.1 | 26.11.98                                       | 276             |
|                  |                                                 |                        | T 211/95 - 3.5.2 | 09.07.97                                       | 243             |

## Index des décisions citées

|                  |          |                 |                     |                   |                |                     |
|------------------|----------|-----------------|---------------------|-------------------|----------------|---------------------|
| T 223/95 - 3.5.2 | 04.03.97 | 374,378,505     | T 727/95 - 3.3.4    | 21.05.99          | (JO 2001, 1)   | 171                 |
| T 227/95 - 3.5.1 | 11.4.96  | 433,629         | T 736/95 - 3.3.4    | 09.10.00          | (JO 2001, 191) | 536                 |
| T 231/95 - 3.2.1 | 04.06.96 | 617             | T 739/95 - 3.2.4    | 26.06.97          |                | 119                 |
| T 236/95 - 3.2.1 | 16.07.96 | 245             | T 752/95 - 3.2.3    | 22.06.99          |                | 531                 |
| T 241/95 - 3.3.2 | 14.06.00 | (JO 2001, 103)  | 28,187              | T 767/95 - 3.3.4  | 05.09.00       | 85                  |
| T 252/95 - 3.3.2 | 21.08.98 | 366,592         | T 786/95 - 3.2.4    | 13.10.97          |                | 530                 |
| T 253/95 - 3.3.3 | 17.12.97 | 300,427,570     | T 789/95 - 3.4.2    | 13.03.97          |                | 506                 |
| T 272/95 - 3.3.4 | 15.04.99 | (JO 1999, 590)  | 525,586             | T 792/95 - 3.2.1  | 05.08.97       | 544                 |
| T 274/95 - 3.4.1 | 02.02.96 | (JO 1997, 99)   | 539,579             | T 794/95 - 3.4.2  | 07.07.97       | 607,632             |
| T 280/95 - 3.5.2 | 23.10.96 | 135             | T 795/95 - 3.2.1    | 06.10.98          |                | 252                 |
| T 281/95 - 3.5.2 | 24.09.96 | 591             | T 798/95 - 3.3.1    | 06.12.95          |                | 430,497             |
| T 289/95 - 3.2.1 | 04.03.97 | 241             | T 804/95 - 3.3.1    | 04.12.97          |                | 365                 |
| T 301/95 - 3.2.5 | 27.06.97 | (JO 1997, 519)  | 524                 | T 809/95 - 3.2.1  | 29.04.97       | 52,57,274           |
| T 317/95 - 3.3.2 | 26.02.99 | 105             | T 838/95 - 3.3.2    | 09.12.99          |                | 131                 |
| T 321/95 - 3.4.2 | 06.11.96 | 288             | T 839/95 - 3.3.5    | 23.06.98          |                | 485                 |
| T 322/95 - 3.3.3 | 10.08.99 | 155,367         | T 841/95 - 3.4.2    | 13.06.96          |                | 182                 |
| T 325/95 - 3.4.2 | 18.11.97 | 250             | T 850/95 - 3.3.2    | 12.07.96          | (JO 1997, 152) | 436,437,626         |
| T 337/95 - 3.3.1 | 30.01.96 | (JO 1996, 628)  | 179                 | T 870/95 - 3.4.2  | 14.07.98       | 79                  |
| T 338/95 - 3.3.1 | 30.01.96 | 179             | T 881/95 - 3.2.1    | 25.06.97          |                | 168,316             |
| T 343/95 - 3.3.4 | 17.11.97 | 285,288,402     | T 897/95 - 3.4.3    | 22.02.00          |                | 138                 |
| T 349/95 - 3.2.4 | 14.02.97 | 158             | T 900/95 - 3.5.2    | 05.11.97          |                | 154                 |
| T 353/95 - 3.3.2 | 25.07.00 | 568             | T 901/95 - 3.5.2    | 29.10.98          |                | 60,372              |
| T 364/95 - 3.2.4 | 20.11.96 | 269             | T 908/95 - 3.2.1    | 21.07.97          |                | 572                 |
| T 373/95 - 3.3.2 | 06.12.96 | 68              | T 915/95 - 3.3.3    | 23.11.99          |                | 240                 |
| T 389/95 - 3.5.2 | 15.10.97 | 594             | T 919/95 - 3.2.2    | 16.01.97          |                | 608                 |
| T 396/95 - 3.3.2 | 17.09.96 | 245             | T 923/95 - 3.2.2    | 12.11.96          |                | 288,290             |
| T 401/95 - 3.3.1 | 28.01.99 | 574,615         | T 931/95 - 3.5.1    | 08.09.00          | (JO 2001, 441) | 1,2,15,122          |
| T 402/95 - 3.4.1 | 06.10.99 | 127             | T 938/95 - 3.2.1    | 06.03.97          |                | 228                 |
| T 434/95 - 3.2.3 | 17.06.97 | 138,306,559     | T 939/95 - 3.5.1    | 23.01.98          | (JO 1998, 481) | 609,620,631         |
| T 436/95 - 3.4.2 | 29.09.00 | 601-602         | T 960/95 - 3.3.3    | 31.03.99          |                | 159,385,519,521     |
| T 442/95 - 3.3.4 | 26.09.96 | 477             | T 971/95 - 3.4.3    | 15.09.00          |                | 117                 |
| T 446/95 - 3.2.2 | 23.03.99 | 515             | T 980/95 - 3.3.3    | 18.02.98          |                | 196                 |
| T 460/95 - 3.5.1 | 20.10.97 | (JO 1998, 587)  | 288,289,356,590,620 | T 1002/95 - 3.2.1 | 10.02.98       | 573-574             |
| T 463/95 - 3.5.2 | 29.01.97 | 545             | T 1007/95 - 3.3.3   | 17.11.98          | (JO 1999, 733) | 594                 |
| T 476/95 - 3.2.1 | 20.06.96 | 424             | T 24/96 - 3.2.4     | 04.03.99          |                | 546                 |
| T 480/95 - 3.4.2 | 05.11.96 | 57              | T 37/96 - 3.3.6     | 07.02.00          |                | 49                  |
| T 481/95 - 3.4.2 | 15.05.97 | 576             | T 43/96 - 3.5.2     | 05.07.96          |                | 359                 |
| T 487/95 - 3.2.4 | 07.08.97 | 118-119         | T 48/96 - 3.5.1     | 25.08.98          |                | 61,401              |
| T 493/95 - 3.2.4 | 22.10.96 | 340,355,592     | T 59/96 - 3.3.1     | 07.04.99          |                | 117-118             |
| T 494/95 - 3.2.4 | 30.06.97 | 509-510         | T 64/96 - 3.2.1     | 30.09.97          |                | 229                 |
| T 506/95 - 3.5.2 | 05.02.97 | 117             | T 65/96 - 3.3.3     | 18.03.98          |                | 96,593              |
| T 530/95 - 3.3.4 | 10.06.97 | 128             | T 79/96 - 3.3.5     | 20.10.98          |                | 79                  |
| T 531/95 - 3.2.1 | 26.08.97 | 154             | T 80/96 - 3.3.2     | 16.06.99          | (JO 2000, 50)  | 81,164              |
| T 543/95 - 3.2.3 | 10.11.97 | 395,397         | T 92/96 - 3.5.2     | 12.09.97          |                | 480                 |
| T 556/95 - 3.5.1 | 08.08.96 | (JO 1997, 205)  | 308,498             | T 107/96 - 3.2.5  | 25.11.98       | 279                 |
| T 558/95 - 3.2.1 | 10.02.97 | 395,396,513,517 | T 113/96 - 3.2.4    | 19.12.97          |                | 372                 |
| T 576/95 - 3.2.3 | 15.04.97 | 122             | T 115/96 - 3.2.4    | 25.02.97          |                | 137                 |
| T 582/95 - 3.2.1 | 28.01.97 | 508-509         | T 120/96 - 3.2.3    | 06.02.97          |                | 511                 |
| T 583/95 - 3.2.3 | 22.12.97 | 574             | T 135/96 - 3.2.1    | 20.01.97          |                | 434,599             |
| T 589/95 - 3.3.3 | 05.11.98 | 140             | T 142/96 - 3.2.2    | 14.04.99          |                | 587,609             |
| T 600/95 - 3.3.1 | 28.11.96 | 62              | T 158/96 - 3.3.2    | 28.10.98          |                | 62                  |
| T 609/95 - 3.3.2 | 27.08.98 | 236             | T 161/96 - 3.3.4    | 03.11.97          | (JO 1999, 331) | 288,291,441         |
| T 610/95 - 3.3.2 | 21.07.99 | 65,145,547      | T 165/96 - 3.3.6    | 30.05.00          |                | 49,53               |
| T 611/95 - 3.2.5 | 13.07.99 | 48              | T 167/96 - 3.5.2    | 16.05.97          |                | 622                 |
| T 615/95 - 3.3.1 | 16.12.97 | 228,434,608     | T 169/96 - 3.3.1    | 30.07.96          |                | 202,217             |
| T 632/95 - 3.2.3 | 22.10.96 | 406             | T 173/96 - 3.3.2    | 16.01.98          |                | 183                 |
| T 639/95 - 3.3.4 | 21.01.98 | 171-172         | T 181/96 - 3.4.2    | 12.02.97          |                | 186                 |
| T 645/95 - 3.3.5 | 25.02.99 | 239             | T 191/96 - 3.2.1    | 02.04.98          |                | 594                 |
| T 665/95 - 3.2.3 | 01.03.99 | 402             | T 194/96 - 3.3.2    | 10.10.96          |                | 308,312             |
| T 670/95 - 3.3.5 | 09.06.98 | 516,569         | T 218/96 - 3.2.3    | 15.09.98          |                | 149                 |
| T 671/95 - 3.3.3 | 15.01.96 | 624             | T 225/96 - 3.2.3    | 03.04.98          |                | 436,629             |
| T 681/95 - 3.4.2 | 02.11.95 | 346             | T 233/96 - 3.3.2    | 04.05.00          |                | 104                 |
| T 693/95 - 3.2.3 | 23.10.00 | 314,316,559     | T 234/96 - 3.2.5    | 04.12.97          |                | 133                 |
| T 706/95 - 3.3.5 | 22.05.00 | 113             | T 237/96 - 3.4.2    | 22.04.98          |                | 306,476,491,493,582 |
| T 708/95 - 3.4.2 | 16.12.96 | 594             | T 239/96 - 3.5.1    | 23.10.98          |                | 575                 |
|                  |          |                 | T 243/96 - 3.2.2    | 25.05.98          |                | 50                  |

*Index des décisions citées*

|                  |          |                         |                   |          |                        |
|------------------|----------|-------------------------|-------------------|----------|------------------------|
| T 262/96 - 3.3.5 | 25.08.99 | 80                      | T 893/96 - 3.3.3  | 18.08.99 | 239                    |
| T 276/96 - 3.4.2 | 17.06.97 | 255                     | T 898/96 - 3.4.1  | 10.01.97 | 594,626,632            |
| T 284/96 - 3.3.1 | 20.07.99 | 123,153                 | T 936/96 - 3.3.5  | 11.06.99 | 159                    |
| T 296/96 - 3.3.1 | 12.01.00 | 226,290,297             | T 946/96 - 3.3.1  | 23.06.97 | 480                    |
| T 319/96 - 3.2.3 | 11.12.98 | 220                     | T 947/96 - 3.4.3  | 07.12.99 | 249                    |
| T 339/96 - 3.5.2 | 21.10.98 | 124                     | T 957/96 - 3.3.1  | 28.01.97 | 216                    |
| T 349/96 - 3.2.5 | 22.09.98 | 133                     | T 961/96 - 3.3.1  | 10.02.00 | 120                    |
| T 366/96 - 3.3.6 | 17.02.00 | 86                      | T 986/96 - 3.4.1  | 10.08.00 | 123,127                |
| T 367/96 - 3.4.2 | 03.12.97 | 548                     | T 990/96 - 3.3.1  | 12.02.98 | (JO 1998, 489) 90-91   |
| T 373/96 - 3.2.2 | 25.05.00 | 393                     | T 1003/96 - 3.2.3 | 06.02.01 | 406                    |
| T 379/96 - 3.3.2 | 13.01.99 | 130                     | T 1004/96 - 3.2.4 | 17.10.97 | 625                    |
| T 382/96 - 3.3.3 | 07.07.99 | 385                     | T 1018/96 - 3.2.3 | 28.10.98 | 137                    |
| T 395/96 - 3.3.6 | 11.06.99 | 149                     | T 1028/96 - 3.2.1 | 15.09.99 | (JO 2000, 475) 427     |
| T 405/96 - 3.2.1 | 08.11.96 | 624                     | T 1032/96 - 3.3.3 | 26.05.00 | 618                    |
| T 410/96 - 3.5.1 | 25.07.97 | 183                     | T 1051/96 - 3.3.4 | 13.07.99 | 487                    |
| T 452/96 - 3.3.2 | 05.04.00 | 154,319                 | T 1060/96 - 3.2.3 | 26.01.99 | 378                    |
| T 458/96 - 3.4.2 | 07.10.98 | 195                     | T 1062/96 - 3.3.1 | 11.12.97 | 346,360                |
| T 459/96 - 3.3.5 | 27.07.99 | 525                     | T 1066/96 - 3.4.2 | 08.07.99 | 493                    |
| T 461/96 - 3.3.5 | 27.07.99 | 525                     | T 1069/96 - 3.2.1 | 10.05.00 | 527                    |
| T 475/96 - 3.3.3 | 15.06.99 | 367                     | T 1070/96 - 3.2.2 | 13.01.00 | 378,578                |
| T 476/96 - 3.3.3 | 29.04.99 | 301,318                 | T 1073/96 - 3.3.2 | 01.09.99 | 114                    |
| T 477/96 - 3.4.3 | 25.07.00 | 133                     | T 1103/96 - 3.4.1 | 12.05.00 | 403                    |
| T 481/96 - 3.4.2 | 16.09.96 | 606                     | T 1105/96 - 3.4.1 | 09.07.97 | (JO 1998, 249) 386,476 |
| T 503/96 - 3.5.2 | 12.01.99 | 548                     | T 1109/96 - 3.3.3 | 18.02.99 | 220                    |
| T 505/96 - 3.5.1 | 15.12.98 | 153                     | T 1/97 - 3.2.1    | 30.03.99 | 590                    |
| T 522/96 - 3.2.1 | 07.05.98 | 249                     | T 10/97 - 3.4.2   | 07.10.99 | 231                    |
| T 528/96 - 3.5.1 | 18.11.98 | 310                     | T 13/97 - 3.4.2   | 22.11.99 | 239                    |
| T 541/96 - 3.4.1 | 07.03.01 | 162                     | T 17/97 - 3.3.1   | 14.11.00 | 616,628                |
| T 549/96 - 3.3.1 | 09.03.99 | 307,386                 | T 25/97 - 3.2.1   | 19.07.00 | 146                    |
| T 561/96 - 3.4.2 | 16.01.97 | 167                     | T 27/97 - 3.5.1   | 30.05.00 | 16                     |
| T 570/96 - 3.3.3 | 20.08.98 | 615                     | T 37/97 - 3.3.5   | 22.11.99 | 316                    |
| T 574/96 - 3.3.1 | 30.07.99 | 179                     | T 40/97 - 3.2.1   | 01.12.98 | 225                    |
| T 596/96 - 3.3.2 | 14.12.99 | 239                     | T 41/97 - 3.2.1   | 15.04.98 | 608,621                |
| T 608/96 - 3.3.1 | 11.07.00 | 75,239                  | T 63/97 - 3.2.4   | 01.12.97 | 134                    |
| T 610/96 - 3.5.2 | 10.11.98 | 93                      | T 65/97 - 3.2.4   | 15.06.00 | 240,393                |
| T 624/96 - 3.4.2 | 06.02.97 | 336,355                 | T 66/97 - 3.4.2   | 09.01.98 | 119                    |
| T 626/96 - 3.2.1 | 10.01.97 | 155,157                 | T 77/97 - 3.3.1   | 03.07.97 | 268,273                |
| T 637/96 - 3.2.4 | 27.11.97 | 573-574                 | T 83/97 - 3.3.4   | 16.03.99 | 599                    |
| T 643/96 - 3.3.1 | 14.10.96 | 142,280,299             | T 100/97 - 3.2.5  | 16.06.00 | 403                    |
| T 648/96 - 3.5.2 | 16.03.98 | 545,548,613,626         | T 103/97 - 3.4.2  | 06.11.98 | 507                    |
| T 656/96 - 3.2.3 | 21.06.99 | 513                     | T 106/97 - 3.2.3  | 16.09.99 | 376                    |
| T 674/96 - 3.3.2 | 29.04.99 | 169,546                 | T 123/97 - 3.2.1  | 10.09.98 | 155                    |
| T 686/96 - 3.3.5 | 06.05.99 | 80                      | T 142/97 - 3.4.1  | 02.12.99 | (JO 2000, 358) 399     |
| T 708/96 - 3.5.1 | 14.11.97 | 118                     | T 153/97 - 3.3.2  | 02.12.98 | 121                    |
| T 711/96 - 3.2.4 | 17.06.98 | 139                     | T 157/97 - 3.3.5  | 18.03.98 | 140                    |
| T 717/96 - 3.2.4 | 10.07.97 | 137                     | T 158/97 - 3.3.5  | 04.04.00 | 140                    |
| T 730/96 - 3.3.1 | 19.10.99 | 116,117,161             | T 162/97 - 3.2.4  | 30.06.99 | 595                    |
| T 737/96 - 3.3.4 | 09.03.00 | 136                     | T 167/97 - 3.2.2  | 16.11.98 | (JO 1999, 488) 340     |
| T 740/96 - 3.2.6 | 26.10.00 | 195                     | T 170/97 - 3.2.4  | 23.02.98 | 134                    |
| T 742/96 - 3.2.5 | 09.06.97 | (JO 1997, 533) 288      | T 176/97 - 3.3.5  | 18.03.98 | 140                    |
| T 755/96 - 3.3.1 | 06.08.99 | (JO 2000, 174) 320,627  | T 186/97 - 3.4.2  | 15.09.97 | 346                    |
| T 785/96 - 3.3.3 | 18.04.00 | 374                     | T 191/97 - 3.3.3  | 03.02.99 | 160                    |
| T 789/96 - 3.4.1 | 23.08.01 | (JO 2002, ***) xxv, 374 | T 202/97 - 3.5.2  | 10.02.99 | 58                     |
| T 791/96 - 3.3.4 | 15.11.99 | 128                     | T 212/97 - 3.5.2  | 08.06.99 | 321,401,437,531        |
| T 819/96 - 3.3.1 | 02.02.99 | 160,322                 | T 223/97 - 3.2.1  | 03.11.98 | 547                    |
| T 821/96 - 3.3.1 | 25.04.01 | 297                     | T 227/97 - 3.3.4  | 09.10.98 | (JO 1999, 495) 175,345 |
| T 823/96 - 3.3.1 | 28.01.97 | 249                     | T 231/97 - 3.3.1  | 21.03.00 | 158                    |
| T 850/96 - 3.2.3 | 14.01.98 | 385,414                 | T 255/97 - 3.3.5  | 12.05.00 | 155                    |
| T 855/96 - 3.3.5 | 10.11.99 | 368,581                 | T 266/97 - 3.2.3  | 22.06.98 | 582                    |
| T 863/96 - 3.3.2 | 04.02.99 | 238                     | T 270/97 - 3.3.2  | 20.12.99 | 81                     |
| T 867/96 - 3.3.2 | 21.06.00 | 438                     | T 276/97 - 3.5.2  | 26.02.99 | 241                    |
| T 869/96 - 3.2.3 | 10.11.98 | 137                     | T 283/97 - 3.5.1  | 19.10.00 | 592                    |
| T 870/96 - 3.4.2 | 16.07.98 | 119                     | T 287/97 - 3.3.3  | 12.09.00 | 194                    |
| T 871/96 - 3.3.2 | 08.10.98 | 149                     | T 298/97 - 3.3.6  | 28.05.01 | (JO 2002, ***) 569,586 |
| T 875/96 - 3.2.4 | 19.10.98 | 529                     | T 308/97 - 3.3.5  | 10.11.98 | 149                    |
| T 890/96 - 3.3.6 | 09.09.99 | 403                     | T 313/97 - 3.3.1  | 17.02.00 | 123                    |

## Index des décisions citées

|                   |          |                |                   |                   |          |                                   |
|-------------------|----------|----------------|-------------------|-------------------|----------|-----------------------------------|
| T 315/97 - 3.4.2  | 17.12.98 | (JO 1999, 554) | 574               | T 1067/97 - 3.4.2 | 04.10.00 | 227                               |
| T 323/97 - 3.3.6  | 17.09.01 | (JO 2002, ***) | xxvi,148,183, 240 | T 1070/97 - 3.3.5 | 04.03.99 | 365                               |
| T 325/97 - 3.3.2  | 10.02.00 |                | 120,123           | T 1071/97 - 3.3.2 | 17.08.00 | 239,612                           |
| T 355/97 - 3.3.1  | 05.07.00 |                | 123               | T 1100/97 - 3.2.5 | 08.05.98 | 582                               |
| T 382/97 - 3.3.6  | 28.09.00 |                | 545,612,618       | T 1129/97 - 3.3.1 | 26.10.00 | (JO 2001, 273) 193                |
| T 385/97 - 3.3.2  | 11.10.00 |                | 297,581           | T 1148/97 - 3.2.1 | 09.12.99 | 615                               |
| T 392/97 - 3.2.1  | 20.04.99 |                | 316,515,570       | T 1149/97 - 3.4.2 | 07.05.99 | (JO 2000, 259) 251                |
| T 409/97 - 3.2.4  | 25.11.98 |                | 192               | T 1150/97 - 3.3.2 | 06.09.00 | 612                               |
| T 425/97 - 3.3.2  | 08.05.98 |                | 307,431,437,630   | T 1165/97 - 3.2.6 | 15.02.00 | 26,164                            |
| T 426/97 - 3.3.5  | 14.12.99 |                | 368               | T 1173/97 - 3.5.1 | 01.07.98 | (JO 1999, 609) 1,2,5,7, 13,15,450 |
| T 438/97 - 3.2.3  | 09.02.99 |                | 132               | T 1180/97 - 3.2.1 | 19.10.99 | 519,535                           |
| T 443/97 - 3.2.4  | 17.09.99 |                | 478               | T 1191/97 - 3.2.4 | 10.04.00 | 400                               |
| T 445/97 - 3.3.1  | 01.04.98 |                | 591               | T 1194/97 - 3.5.2 | 15.03.00 | (JO 2000, 525) 12                 |
| T 450/97 - 3.2.2  | 05.02.98 | (JO 1999, 67)  | 237               | T 1198/97 - 3.3.5 | 05.03.01 | 302,322,621                       |
| T 497/97 - 3.2.2  | 25.07.97 |                | 232               | T 1203/97 - 3.2.3 | 09.05.00 | 117-118                           |
| T 500/97 - 3.2.2  | 15.01.01 |                | 592               | T 1221/97 - 3.4.2 | 13.10.98 | 241                               |
| T 517/97 - 3.2.5  | 25.10.99 | (JO 2000, 515) | 571               | T 1225/97 - 3.5.1 | 06.11.98 | 497                               |
| T 524/97 - 3.3.1  | 16.05.00 |                | 159               | T 4/98 - 3.3.2    | 09.08.01 | (JO 2002, ***) 103,621            |
| T 541/97 - 3.2.4  | 21.04.99 |                | 175,240           | T 27/98 - 3.4.1   | 07.05.99 | 365                               |
| T 550/97 - 3.5.1  | 21.09.99 |                | 154               | T 57/98 - 3.5.1   | 28.07.99 | 154                               |
| T 552/97 - 3.5.2  | 04.11.97 |                | 307,384,622       | T 68/98 - 3.3.3   | 10.05.00 | 368                               |
| T 577/97 - 3.3.5  | 05.04.00 |                | 368,613           | T 71/98 - 3.3.5   | 21.12.99 | 153                               |
| T 586/97 - 3.3.1  | 14.09.00 |                | 181,190           | T 97/98 - 3.3.5   | 21.05.01 | (JO 2002, ***) 590                |
| T 596/97 - 3.2.4  | 10.06.98 |                | 188               | T 128/98 - 3.2.4  | 15.03.00 | 536,578                           |
| T 611/97 - 3.5.2  | 19.05.99 |                | 59                | T 177/98 - 3.2.4  | 09.11.99 | 627                               |
| T 613/97 - 3.3.1  | 26.05.98 |                | 586               | T 201/98 - 3.5.1  | 27.07.99 | 297                               |
| T 631/97 - 3.4.3  | 17.02.00 | (JO 2001, 13)  | 220               | T 228/98 - 3.3.3  | 04.04.01 | 244                               |
| T 633/97 - 3.4.2  | 19.07.00 |                | 368               | T 241/98 - 3.2.4  | 22.03.99 | 427                               |
| T 636/97 - 3.3.4  | 26.03.98 |                | 602               | T 247/98 - 3.3.5  | 17.06.99 | 407,447                           |
| T 642/97 - 3.3.7  | 15.02.01 |                | 321,631           | T 249/98 - 3.2.1  | 11.01.00 | 531                               |
| T 644/97 - 3.3.3  | 22.04.99 |                | 118,119,123,593   | T 254/98 - 3.2.6  | 26.09.00 | 406                               |
| T 652/97 - 3.2.3  | 16.06.99 |                | 434               | T 287/98 - 3.3.6  | 05.12.00 | 224                               |
| T 666/97 - 3.3.3  | 01.10.99 |                | 251               | T 338/98 - 3.4.2  | 02.03.99 | 353                               |
| T 679/97 - 3.2.3  | 04.01.99 |                | 599               | T 376/98 - 3.2.1  | 09.03.99 | 301                               |
| T 686/97 - 3.3.3  | 12.05.98 |                | 349               | T 406/98 - 3.2.3  | 26.09.00 | 137-138                           |
| T 710/97 - 3.4.2  | 25.10.00 |                | 117               | T 411/98 - 3.2.4  | 11.01.00 | 62                                |
| T 712/97 - 3.3.1  | 27.01.00 |                | 319,623           | T 414/98 - 3.2.4  | 30.11.99 | 134,137                           |
| T 713/97 - 3.3.1  | 18.02.98 |                | 120               | T 428/98 - 3.3.5  | 23.02.01 | (JO 2001, 494) 287,339, 348,399   |
| T 714/97 - 3.3.3  | 27.06.00 |                | 116               | T 438/98 - 3.3.3  | 12.10.00 | 260                               |
| T 747/97 - 3.3.3  | 01.02.00 |                | 123               | T 445/98 - 3.2.1  | 10.07.00 | 293,582,620                       |
| T 774/97 - 3.2.4  | 17.11.98 |                | 507               | T 464/98 - 3.3.5  | 12.09.00 | 119                               |
| T 775/97 - 3.2.2  | 03.04.01 |                | 33                | T 473/98 - 3.5.2  | 05.09.00 | (JO 2001, 231) 435,589,600        |
| T 777/97 - 3.2.2  | 16.03.98 |                | 435,442           | T 480/98 - 3.2.4  | 28.04.99 | 179                               |
| T 784/97 - 3.2.3  | 16.06.00 |                | 246               | T 513/98 - 3.5.2  | 07.07.00 | 6                                 |
| T 792/97 - 3.3.3  | 09.09.99 |                | 118               | T 515/98 - 3.2.4  | 14.09.99 | 72                                |
| T 793/97 - 3.3.1  | 01.03.00 |                | 120,154           | T 534/98 - 3.2.3  | 01.07.99 | 528                               |
| T 802/97 - 3.4.2  | 24.07.98 |                | 473,481           | T 541/98 - 3.5.1  | 10.02.00 | 377                               |
| T 805/97 - 3.2.4  | 13.01.00 |                | 145               | T 552/98 - 3.3.3  | 07.11.00 | 374                               |
| T 818/97 - 3.2.3  | 26.05.99 |                | 165               | T 564/98 - 3.2.1  | 06.06.00 | 393                               |
| T 838/97 - 3.3.4  | 14.11.00 |                | 53,59,403         | T 587/98 - 3.5.2  | 12.05.00 | (JO 2000, 497) 486                |
| T 859/97 - 3.4.3  | 02.03.01 |                | 627               | T 621/98 - 3.5.1  | 18.06.99 | 419                               |
| T 864/97 - 3.5.1  | 14.06.00 |                | 367-368           | T 685/98 - 3.5.2  | 21.09.98 | (JO 1999, 346) 298,484, 607,633   |
| T 885/97 - 3.2.4  | 03.12.98 |                | 134               | T 690/98 - 3.2.1  | 22.06.99 | 580                               |
| T 887/97 - 3.3.2  | 28.11.00 |                | 236               | T 728/98 - 3.3.1  | 12.05.00 | (JO 2001, 319) 91,194,245         |
| T 906/97 - 3.4.2  | 10.06.99 |                | 226,233           | T 733/98 - 3.4.3  | 14.12.99 | 356,595                           |
| T 919/97 - 3.3.1  | 29.01.98 |                | 59                | T 777/98 - 3.3.7  | 30.03.01 | (JO 2001, 509) 347                |
| T 935/97 - 3.5.1  | 04.02.99 |                | 5                 | T 828/98 - 3.2.4  | 28.03.00 | 522                               |
| T 937/97 - 3.5.1  | 28.10.98 |                | 441               | T 862/98 - 3.4.2  | 17.08.99 | 303                               |
| T 951/97 - 3.4.1  | 05.12.97 | (JO 1998, 440) | 302,319, 432,476  | T 872/98 - 3.2.1  | 26.10.99 | 155                               |
| T 970/97 - 3.3.5  | 20.09.00 |                | 155               | T 877/98 - 3.2.3  | 05.10.00 | 49                                |
| T 976/97 - 3.3.3  | 16.08.00 |                | 307               | T 881/98 - 3.4.1  | 23.05.00 | 356                               |
| T 986/97 - 3.2.4  | 25.02.00 |                | 180               | T 892/98 - 3.5.1  | 23.03.00 | 367-368                           |
| T 1046/97 - 3.3.1 | 02.12.99 |                | 89                | T 914/98 - 3.2.1  | 22.09.00 | 509,599                           |
| T 1051/97 - 3.3.2 | 19.05.98 |                | 123               |                   |          |                                   |

*Index des décisions citées*

|                     |                 |          |                                 |   |               |          |                                     |
|---------------------|-----------------|----------|---------------------------------|---|---------------|----------|-------------------------------------|
| T                   | 915/98 - 3.5.1  | 17.05.00 | 600                             | W | 3/89 - 3.3.1  | 11.04.89 | 202                                 |
| T                   | 925/98 - 3.2.3  | 13.03.01 | 249                             | W | 7/89 - 3.3.1  | 15.12.89 | 211                                 |
| T                   | 927/98 - 3.2.4  | 09.07.99 | 532                             | W | 8/89 - 3.2.3  | 11.12.90 | 650                                 |
| T                   | 928/98 - 3.2.6  | 08.11.00 | 322                             | W | 11/89 - 3.3.2 | 09.10.89 | (JO 1993, 225) 210,648-649          |
| T                   | 954/98 - 3.5.1  | 09.12.99 | 428                             | W | 12/89 - 3.3.1 | 29.06.89 | (JO 1990, 152) 211                  |
| T                   | 965/98 - 3.3.4  | 26.08.99 | 438                             | W | 13/89 - 3.3.2 | 12.07.90 | 202-203                             |
| T                   | 1022/98 - 3.3.5 | 10.11.99 | 298                             | W | 14/89 - 3.3.1 | 26.01.90 | 210,648                             |
| T                   | 1043/98 - 3.2.1 | 11.05.00 | 133                             | W | 16/89 - 3.4.1 | 29.11.89 | 203                                 |
| T                   | 1053/98 - 3.5.1 | 22.10.99 | 122                             | W | 17/89 - 3.2.2 | 02.03.91 | 212,214                             |
| T                   | 1056/98 - 3.2.1 | 02.02.00 | 514                             | W | 19/89 - 3.3.1 | 14.11.91 | 212,221                             |
| T                   | 1097/98 - 3.2.1 | 02.02.00 | 526                             | W | 21/89 - 3.4.2 | 13.06.91 | 208                                 |
| T                   | 1105/98 - 3.2.1 | 19.09.00 | 321,615                         | W | 23/89 - 3.3.2 | 23.07.91 | 647                                 |
| T                   | 1130/98 - 3.2.1 | 12.07.99 | 382                             | W | 27/89 - 3.2.2 | 21.08.90 | 212                                 |
| T                   | 11/99 - 3.3.6   | 10.10.00 | 53                              | W | 30/89 - 3.3.2 | 07.06.90 | 204                                 |
| T                   | 35/99 - 3.2.2   | 29.09.99 | (JO 2000, 447) 33,36            | W | 32/89 - 3.4.2 | 07.08.90 | 204                                 |
| T                   | 43/99 - 3.3.3   | 29.01.01 | 238                             | W | 34/89 - 3.3.1 | 13.08.90 | 647                                 |
| T                   | 79/99 - 3.3.2   | 03.12.99 | 325                             | W | 6/90 - 3.2.2  | 19.12.90 | (JO 1991, 438) 206,211, 212,214-215 |
| T                   | 119/99 - 3.3.6  | 25.05.00 | 448                             |   |               |          |                                     |
| T                   | 120/99 - 3.5.1  | 18.01.01 | 297                             | W | 18/90 - 3.2.1 | 17.08.90 | 212                                 |
| T                   | 168/99 - 3.5.1  | 12.12.00 | 392                             | W | 19/90 - 3.2.1 | 02.10.90 | 212                                 |
| T                   | 190/99 - 3.2.4  | 06.03.01 | 192                             | W | 24/90 - 3.2.1 | 05.10.90 | 211                                 |
| T                   | 231/99 - 3.2.4  | 31.08.99 | 321,322,583,631                 | W | 26/90 - 3.2.2 | 09.11.90 | 204                                 |
| T                   | 263/99 - 3.2.2  | 20.06.00 | 117-118                         | W | 33/90 - 3.2.3 | 14.03.91 | 647                                 |
| T                   | 264/99 - 3.2.1  | 14.11.00 | 233                             | W | 36/90 - 3.3.1 | 04.12.90 | 221                                 |
| T                   | 275/99 - 3.3.2  | 25.07.00 | 481,600                         | W | 38/90 - 3.2.2 | 13.03.91 | 213                                 |
| T                   | 329/99 - 3.3.6  | 05.04.01 | 250                             | W | 39/90 - 3.4.2 | 12.02.91 | 206                                 |
| T                   | 372/99 - 3.2.5  | 17.11.00 | 620                             | W | 48/90 - 3.3.1 | 22.04.91 | 214,650                             |
| T                   | 433/99 - 3.2.2  | 24.11.00 | 189                             | W | 50/90 - 3.3.2 | 06.05.91 | 214,647                             |
| T                   | 478/99 - 3.2.4  | 07.12.00 | 55                              | W | 51/90 - 3.2.3 | 25.03.91 | 647                                 |
| T                   | 484/99 - 3.3.3  | 25.07.00 | 320                             | W | 59/90 - 3.3.1 | 21.06.91 | 210,211,648                         |
| T                   | 491/99 - 3.2.1  | 24.10.00 | 76                              | W | 60/90 - 3.2.3 | 05.02.91 | 650                                 |
| T                   | 543/99 - 3.3.6  | 24.10.00 | 620                             | W | 3/91 - 3.3.2  | 21.09.92 | 652                                 |
| T                   | 553/99 - 3.2.1  | 21.02.01 | 260                             | W | 5/91 - 3.3.2  | 10.09.91 | 203                                 |
| T                   | 613/99 - 3.2.1  | 30.08.99 | 478                             | W | 6/91 - 3.3.1  | 03.04.92 | 210,648                             |
| T                   | 647/99 - 3.3.2  | 04.04.00 | 609                             | W | 8/91 - 3.2.2  | 26.02.92 | 204                                 |
| T                   | 663/99 - 3.2.1  | 06.02.01 | 297                             | W | 14/91 - 3.2.4 | 03.06.91 | 210,648                             |
| T                   | 934/99 - 3.2.2  | 18.04.01 | 527                             | W | 16/91 - 3.3.2 | 25.11.91 | 212,647                             |
| T                   | 964/99 - 3.4.1  | 29.06.01 | (JO 2002, ***) 36               | W | 17/91 - 3.3.2 | 08.08.91 | 210                                 |
| T                   | 971/99 - 3.3.4  | 19.04.00 | 365                             | W | 21/91 - 3.3.2 | 19.02.92 | 212                                 |
| T                   | 1008/99 - 3.4.2 | 04.05.00 | 262                             | W | 22/91 - 3.2.2 | 10.02.92 | 214                                 |
| T                   | 1022/99 - 3.2.1 | 10.04.01 | 52,532                          | W | 23/91 - 3.3.2 | 08.09.92 | 203,211                             |
| T                   | 1062/99 - 3.2.1 | 04.05.00 | 584                             | W | 26/91 - 3.3.2 | 08.09.92 | 647                                 |
| T                   | 9/00 - 3.3.2    | 18.12.01 | (JO 2002, ***) xxv, 636         | W | 28/91 - 3.3.2 | 27.02.92 | 203                                 |
| T                   | 165/00 - 3.2.1  | 30.11.00 | 596                             | W | 31/91 - 3.3.2 | 20.12.91 | 214                                 |
| T                   | 208/00 - 3.2.1  | 06.10.00 | 628                             | W | 32/91 - 3.5.1 | 18.02.92 | 647                                 |
| T                   | 263/00 - 3.2.3  | 25.05.00 | 503,582-583                     | W | 35/91 - 3.3.1 | 28.09.92 | 205,216                             |
| T                   | 778/00 - 3.2.4  | 06.07.01 | (JO 2001, 554) 286,293, 582,620 | W | 41/91 - 3.5.1 | 02.01.92 | 650                                 |
| T                   | 295/01 - 3.3.4  | 07.09.01 | (JO 2002, ***) 520              | W | 43/91 - 3.3.3 | 09.04.92 | 211,647                             |
|                     |                 |          |                                 | W | 50/91 - 3.2.3 | 20.07.92 | 207,648                             |
|                     |                 |          |                                 | W | 52/91 - 3.3.2 | 19.10.92 | 648                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 53/91 - 3.3.2 | 19.02.92 | 222,652                             |
|                     |                 |          |                                 | W | 54/91 - 3.2.1 | 28.01.92 | 204                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 57/91 - 3.3.1 | 28.01.91 | 650                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 2/92 - 3.3.1  | 04.02.92 | 212                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 3/92 - 3.3.2  | 21.09.92 | 647-648                             |
|                     |                 |          |                                 | W | 5/92 - 3.5.1  | 28.02.92 | 202                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 7/92 - 3.4.1  | 18.05.92 | 647                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 9/92 - 3.3.3  | 08.04.92 | 647                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 10/92 - 3.3.2 | 30.10.92 | 212,648                             |
|                     |                 |          |                                 | W | 14/92 - 3.4.1 | 21.07.92 | 648                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 16/92 - 3.2.4 | 06.05.92 | (JO 1994, 237) 650,656              |
|                     |                 |          |                                 | W | 18/92 - 3.3.2 | 22.07.93 | 648                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 22/92 - 3.3.2 | 16.11.92 | 207,648                             |
|                     |                 |          |                                 | W | 23/92 - 3.2.3 | 03.11.92 | 647                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 29/92 - 3.2.2 | 19.10.93 | 214                                 |
|                     |                 |          |                                 | W | 32/92 - 3.2.2 | 15.10.92 | (JO 1994, 239) 214-215              |
| <b>PCT Réserves</b> |                 |          |                                 |   |               |          |                                     |
| W                   | 4/85 - 3.2.1    | 22.04.86 | (JO 1987, 63) 646               |   |               |          |                                     |
| W                   | 7/85 - 3.3.2    | 05.06.87 | (JO 1988, 211) 205,646          |   |               |          |                                     |
| W                   | 7/86 - 3.3.1    | 06.06.86 | (JO 1987, 67) 646-647           |   |               |          |                                     |
| W                   | 9/86 - 3.3.1    | 11.08.86 | (JO 1987, 459) 646              |   |               |          |                                     |
| W                   | 3/87 - 3.4.1    | 30.09.87 | 204                             |   |               |          |                                     |
| W                   | 4/87 - 3.2.2    | 02.10.87 | (JO 1988, 425) 345,650,653      |   |               |          |                                     |
| W                   | 2/88 - 3.5.1    | 10.04.89 | 204                             |   |               |          |                                     |
| W                   | 3/88 - 3.3.1    | 08.11.88 | (JO 1990, 126) 202,207          |   |               |          |                                     |
| W                   | 28/88 - 3.3.2   | 05.12.88 | 202                             |   |               |          |                                     |
| W                   | 29/88 - 3.3.1   | 28.11.88 | 203                             |   |               |          |                                     |
| W                   | 31/88 - 3.3.1   | 09.11.88 | (JO 1990, 134) 211,648          |   |               |          |                                     |
| W                   | 32/88 - 3.4.1   | 28.11.88 | (JO 1990, 138) 203              |   |               |          |                                     |
| W                   | 35/88 - 3.5.1   | 07.06.89 | 207                             |   |               |          |                                     |
| W                   | 44/88 - 3.4.1   | 31.05.89 | (JO 1990, 140) 207              |   |               |          |                                     |

## *Index des décisions citées*

---

|   |               |          |                |                         |
|---|---------------|----------|----------------|-------------------------|
| W | 33/92 - 3.3.1 | 12.08.92 | .....          | 206                     |
| W | 34/92 - 3.2.2 | 23.11.93 | .....          | 214                     |
| W | 38/92 - 3.3.2 | 22.10.93 | .....          | 215                     |
| W | 40/92 - 3.5.1 | 01.03.93 | .....          | 203                     |
| W | 45/92 - 3.2.2 | 15.10.93 | .....          | 214-215                 |
| W | 52/92 - 3.3.2 | 02.04.93 | .....          | 207                     |
| W | 2/93 - 3.3.1  | 31.03.93 | .....          | 647,654                 |
| W | 3/93 - 3.3.1  | 21.10.93 | (JO 1994,931)  | 337,345,647,<br>653,655 |
| W | 4/93 - 3.3.1  | 05.11.93 | (JO 1994,939)  | 651,655,657             |
| W | 8/93 - 3.2.4  | 24.03.94 | .....          | 214,647                 |
| W | 9/93 - 3.3.1  | 14.07.94 | .....          | 215                     |
| W | 11/93 - 3.3.3 | 31.03.94 | .....          | 651,657                 |
| W | 12/93 - 3.2.3 | 30.05.94 | .....          | 651                     |
| W | 1/94 - 3.3.1  | 29.07.94 | .....          | 217                     |
| W | 3/94 - 3.3.1  | 15.12.94 | (JO 1995,775)  | 217,648,652             |
| W | 4/94 - 3.3.2  | 16.01.95 | (JO 1996,73)   | 647,651,654,<br>657     |
| W | 5/94 - 3.3.3  | 07.06.94 | .....          | 651                     |
| W | 6/94 - 3.3.4  | 11.04.95 | .....          | 652                     |
| W | 8/94 - 3.3.3  | 21.11.94 | .....          | 210,648                 |
| W | 9/94 - 3.5.2  | 29.11.94 | .....          | 655                     |
| W | 11/94 - 3.2.4 | 30.03.95 | .....          | 647                     |
| W | 12/94 - 3.2.2 | 01.03.95 | .....          | 655-656                 |
| W | 2/95 - 3.4.1  | 18.10.95 | .....          | 215                     |
| W | 4/95 - 3.5.1  | 20.08.96 | .....          | 656-657                 |
| W | 6/95 - 3.3.1  | 16.07.96 | .....          | 217                     |
| W | 1/96 - 3.3.4  | 22.05.96 | .....          | 206                     |
| W | 3/96 - 3.5.2  | 29.11.96 | .....          | 647,651                 |
| W | 4/96 - 3.3.2  | 20.12.96 | (JO 1997, 552) | 218                     |
| W | 6/96 - 3.3.1  | 15.04.97 | .....          | 212,218                 |
| W | 1/97 - 3.3.4  | 15.11.97 | (JO 1999/1)    | 212,221,653             |
| W | 6/97 - 3.3.1  | 18.09.97 | .....          | 206,210,214,217         |
| W | 6/98 - 3.4.2  | 17.12.98 | .....          | 204                     |
| W | 6/99 - 3.3.2  | 07.04.00 | (JO 2001, 196) | 654                     |
| W | 7/99 - 3.3.2  | 30.06.00 | .....          | 649                     |
| W | 11/99 - 3.3.5 | 20.10.99 | (JO 2000, 186) | 216,649                 |
| W | 13/99 - 3.3.1 | 10.08.00 | .....          | 654                     |
| W | 16/99 - 3.3.2 | 31.03.00 | .....          | 650                     |
| W | 2/00 - 3.3.2  | 18.10.00 | .....          | 656                     |

## Liste des dispositions citées

### 1. Convention sur le brevet européen

|                  |                                                                                            |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| art. 5(3) CBE    | 663                                                                                        |
| art. 10(2)a) CBE | 663                                                                                        |
| art. 14 CBE      | 443, 454                                                                                   |
| art. 14(1) CBE   | 224, 454                                                                                   |
| art. 14(2) CBE   | 224, 383, 442-444, 453, 454                                                                |
| art. 14(4) CBE   | 383, 442-444, 521                                                                          |
| art. 14(5) CBE   | 444, 582, 620                                                                              |
| art. 15 CBE      | 425                                                                                        |
| art. 16 CBE      | 453, 471, 472                                                                              |
| art. 18(2) CBE   | 484                                                                                        |
| art. 19 CBE      | 423                                                                                        |
| art. 19(1) CBE   | 423                                                                                        |
| art. 19(2) CBE   | 423, 424, 427, 629                                                                         |
| art. 20 CBE      | 445                                                                                        |
| art. 20(1) CBE   | 335                                                                                        |
| art. 21 CBE      | 585                                                                                        |
| art. 21(1) CBE   | 439, 583, 601                                                                              |
| art. 21(2) CBE   | 445                                                                                        |
| art. 21(3) CBE   | 585                                                                                        |
| art. 21(3)a) CBE | 439                                                                                        |
| art. 21(3)b) CBE | 439                                                                                        |
| art. 21(3)c) CBE | 585                                                                                        |
| art. 21(4) CBE   | 585                                                                                        |
| art. 23(3) CBE   | 416, 664                                                                                   |
| art. 23(4) CBE   | 318, 664                                                                                   |
| art. 24 CBE      | 425, 427                                                                                   |
| art. 24(1) CBE   | 426, 427                                                                                   |
| art. 24(3) CBE   | 425                                                                                        |
| art. 33(1)b) CBE | 664                                                                                        |
| art. 52 CBE      | 10, 25, 89, 162, 475                                                                       |
| art. 52(1) CBE   | 1-4, 8, 15, 16, 18-20, 41, 125, 161, 162, 164, 197, 394, 473, 538, 539, 577                |
| art. 52(2) CBE   | 1, 2, 6, 13, 15, 17, 18, 20, 25, 162, 450, 538, 539, 577                                   |
| art. 52(2)b) CBE | 17                                                                                         |
| art. 52(2)c) CBE | 4, 7-10, 14-16, 18, 161                                                                    |
| art. 52(2)d) CBE | 10-12, 16-18, 418                                                                          |
| art. 52(3) CBE   | 1, 4, 6, 7, 8, 10, 13, 15-18, 20, 161, 162, 450, 538                                       |
| art. 52(4) CBE   | 1, 19-37, 97, 98, 100, 103, 105, 114, 115, 164, 257, 538                                   |
| art. 52 à 57 CBE | 3, 178, 538, 577                                                                           |
| art. 53 a) CBE   | 37-39                                                                                      |
| art. 53 b) CBE   | 37, 39-44, 449                                                                             |
| art. 53 CBE      | 37, 538                                                                                    |
| art. 54 CBE      | 47, 74, 79, 89, 91, 109, 110, 132, 248, 403, 538, 539, 577                                 |
| art. 54(1) CBE   | 44, 69, 97, 100, 107, 109, 113, 114, 198, 530                                              |
| art. 54(2) CBE   | 45, 49, 52, 53, 56, 58, 64, 87, 94, 97, 100, 109, 110, 115, 116, 121, 267, 279, 529, 531   |
| art. 54(3) CBE   | 45-47, 64, 67, 97, 100, 115, 225, 267, 387, 467, 530                                       |
| art. 54(4) CBE   | 45, 46, 97, 100, 225, 387                                                                  |
| art. 54(5) CBE   | 97-100                                                                                     |
| art. 55 CBE      | 47                                                                                         |
| art. 55(1) CBE   | 47, 48, 449                                                                                |
| art. 55(1)a) CBE | 48                                                                                         |
| art. 56 CBE      | 46, 68, 115, 116, 126, 127, 131, 143, 153, 538, 577                                        |
| art. 57 CBE      | 20-22, 25, 27, 28, 98, 103, 161-164                                                        |
| art. 60(1) CBE   | 458                                                                                        |
| art. 60(3) CBE   | 330, 364, 458                                                                              |
| art. 61 CBE      | 283, 458                                                                                   |
| art. 61(1) CBE   | 283                                                                                        |
| art. 61(1)b) CBE | 283                                                                                        |
| art. 64 CBE      | 178, 503                                                                                   |
| art. 64(1) CBE   | 253, 501, 568                                                                              |
| art. 64(2) CBE   | 40, 196, 197, 254, 256                                                                     |
| art. 65 CBE      | 642                                                                                        |
| art. 65(3) CBE   | 492                                                                                        |
| art. 68 CBE      | 503, 607                                                                                   |
| art. 69 CBE      | 23, 178, 191, 192, 193, 194, 251, 253, 543, 576                                            |
| art. 69(1) CBE   | 193, 194, 251, 253, 257, 543                                                               |
| art. 70 CBE      | 430                                                                                        |
| art. 70(2) CBE   | 224                                                                                        |
| art. 72 CBE      | 445                                                                                        |
| art. 75(1) CBE   | 456                                                                                        |
| art. 75(1)a) CBE | 323                                                                                        |
| art. 75(1)b) CBE | 456                                                                                        |
| art. 76 CBE      | 262, 500                                                                                   |
| art. 76(1) CBE   | 241-243, 499                                                                               |
| art. 76(3) CBE   | 462                                                                                        |
| art. 77(5) CBE   | 335                                                                                        |
| art. 78(2) CBE   | 342-344, 460                                                                               |
| art. 78(3) CBE   | 485                                                                                        |
| art. 79(1) CBE   | 333                                                                                        |
| art. 79(2) CBE   | 342-344, 381, 458, 459, 460                                                                |
| art. 80 a) CBE   | 455                                                                                        |
| art. 80 b) CBE   | 459                                                                                        |
| art. 80 c) CBE   | 458                                                                                        |
| art. 80 CBE      | 285, 443, 453-455                                                                          |
| art. 80 d) CBE   | 223, 454, 455                                                                              |
| art. 82 CBE      | 201-203, 205, 208-210, 214, 216-218, 220, 487, 649                                         |
| art. 83 CBE      | 71, 75, 116, 131, 162, 163, 165-169, 171-173, 175-177, 190, 191, 277, 544, 592             |
| art. 84 CBE      | 116, 164, 175-178, 180-183, 185-191, 193, 194, 196, 200, 224, 244, 257, 473, 544, 548, 628 |
| art. 86 CBE      | 331                                                                                        |
| art. 86(2) CBE   | 324                                                                                        |
| art. 87 CBE      | 267-269, 275, 276, 323                                                                     |
| art. 87(1) CBE   | 268, 269, 273, 275, 278                                                                    |
| art. 87(3) CBE   | 270                                                                                        |
| art. 88 CBE      | 267, 269                                                                                   |
| art. 88(1) CBE   | 468                                                                                        |
| art. 88(2) CBE   | 279, 281                                                                                   |
| art. 88(3) CBE   | 280                                                                                        |
| art. 88(4) CBE   | 270, 273, 280                                                                              |
| art. 89 CBE      | 267                                                                                        |
| art. 90 CBE      | 453                                                                                        |
| art. 90(1)a) CBE | 453                                                                                        |
| art. 90(2) CBE   | 290, 453                                                                                   |
| art. 90(3) CBE   | 343, 444                                                                                   |
| art. 91 CBE      | 224, 453                                                                                   |
| art. 91(2) CBE   | 343, 468                                                                                   |
| art. 91(4) CBE   | 343                                                                                        |
| art. 92 CBE      | 208                                                                                        |
| art. 93 CBE      | 45, 444                                                                                    |
| art. 93(1) CBE   | 248                                                                                        |
| art. 94(1) CBE   | 469                                                                                        |
| art. 94(2) CBE   | 331, 342-344, 443, 469, 470                                                                |
| art. 94(3) CBE   | 470                                                                                        |
| art. 96(1) CBE   | 470-472                                                                                    |
| art. 96(2) CBE   | 297, 298, 336, 472-475, 480, 482, 484, 494, 497, 583                                       |
| art. 96(3) CBE   | 298, 326, 471, 472, 484, 633                                                               |
| art. 97 CBE      | 438, 485, 486, 595                                                                         |
| art. 97(1) CBE   | 220, 302, 307, 386, 481, 484-486, 493, 627                                                 |

## Liste des dispositions citées

|                   |                                                                                                             |                    |                                                                                                                                         |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| art. 97(2) CBE    | 446,462, 492, 500,501                                                                                       | art. 115 CBE       | 496, 504,534,568, 572                                                                                                                   |
| art. 97(2)a) CBE  | 489                                                                                                         | art. 116 CBE       | 298, 308, 310-312, 417, 418, 482-484                                                                                                    |
| art. 97(2)b) CBE  | 500                                                                                                         | art. 116(1) CBE    | 298, 308, 309,311, 312, 314,483, 498, 512,562                                                                                           |
| art. 97(4) CBE    | 261, 442, 446,500, 501                                                                                      | art. 116(2) CBE    | 309                                                                                                                                     |
| art. 98 CBE       | 438,500,501                                                                                                 | art. 117 CBE       | 395, 396, 398, 399, 421                                                                                                                 |
| art. 99 CBE       | 503,504,525, 532, 572, 586                                                                                  | art. 117(1) CBE    | 395-397, 399, 552                                                                                                                       |
| art. 99(1) CBE    | 335, 366, 372, 501,503, 521, 523, 524, 526, 533, 534                                                        | art. 117(1)c) CBE  | 395                                                                                                                                     |
| art. 99(4) CBE    | 541, 567                                                                                                    | art. 117(1)g) CBE  | 397                                                                                                                                     |
| art. 100 a) CBE   | 514, 538, 539, 577, 592                                                                                     | art. 121 CBE       | 326, 659                                                                                                                                |
| art. 100 b) CBE   | 163, 528, 537, 538,578, 625                                                                                 | art. 121(1) CBE    | 326                                                                                                                                     |
| art. 100 c) CBE   | 246,259, 500,538,536, 578                                                                                   | art. 121(2) CBE    | 326, 343, 659                                                                                                                           |
| art. 100 CBE      | 408, 503,523, 524, 535, 536, 538, 542-544, 546-548, 571, 572, 574, 627                                      | art. 122 CBE       | 292, 332, 334, 335, 338, 340, 341, 343-346, 348, 350, 351, 362-364,488, 653, 659                                                        |
| art. 101 CBE      | 423,504,533, 534,612                                                                                        | art. 122(1) CBE    | 333, 334, 346, 350, 353, 357, 364, 365, 464                                                                                             |
| art. 101(1) CBE   | 519, 527,550                                                                                                | art. 122(2) CBE    | 290, 293, 329,338-342, 364                                                                                                              |
| art. 101(2) CBE   | 300, 375, 506-508, 510, 513, 587                                                                            | art. 122(3) CBE    | 340-342, 404                                                                                                                            |
| art. 102 CBE      | 423,504,533                                                                                                 | art. 122(4) CBE    | 335-337                                                                                                                                 |
| art. 102(1) CBE   | 435, 543, 548,550,600                                                                                       | art. 122(5) CBE    | 342-345, 658                                                                                                                            |
| art. 102 (2) CBE  | 548                                                                                                         | art. 122(6) CBE    | 345, 363, 365, 388                                                                                                                      |
| art. 102(3) CBE   | 209, 547, 548, 551, 578                                                                                     | art. 123 CBE       | 258, 259, 261, 320, 405, 543, 551, 605                                                                                                  |
| art. 102(3)a) CBE | 550                                                                                                         | art. 123(1) CBE    | 498                                                                                                                                     |
| art. 102(3)b) CBE | 550                                                                                                         | art. 123(2) CBE    | 124, 125, 166,183,184, 199, 223-228, 230-232, 234-250, 252, 258-262,264, 265, 268, 298,300,394,404,454,455,536,545,547,548,500,577, 579 |
| art. 102(4) CBE   | 339,549,583                                                                                                 | art. 123(3) CBE    | 183,195, 199, 236,246,250-261, 304, 393, 404, 545,547,548,575                                                                           |
| art. 102(5) CBE   | 339,549,583                                                                                                 | art. 125 CBE       | 317, 334, 375, 406, 486,479,639                                                                                                         |
| art. 104 CBE      | 309                                                                                                         | art. 127 CBE       | 363,445                                                                                                                                 |
| art. 104(1) CBE   | 315, 552, 555, 559, 562                                                                                     | art. 128 CBE       | 444                                                                                                                                     |
| art. 104(2) CBE   | 563                                                                                                         | art. 128(2) CBE    | 317, 444                                                                                                                                |
| art. 105 CBE      | 515, 567, 570-572                                                                                           | art. 133 CBE       | 418                                                                                                                                     |
| art. 105(1) CBE   | 504,571                                                                                                     | art. 133(2) CBE    | 330, 358, 409, 413                                                                                                                      |
| art. 106 CBE      | 430,431,565,588                                                                                             | art. 133(3) CBE    | 411,413                                                                                                                                 |
| art. 106(1) CBE   | 431,445,474, 515, 566, 582, 590, 601,623, 629                                                               | art. 134 CBE       | 330, 413, 414, 421, 524                                                                                                                 |
| art. 106(3) CBE   | 326, 386, 486, 550, 551, 583, 584                                                                           | art. 134(1) CBE    | 354, 358,409-413,417,635,636                                                                                                            |
| art. 106(4) CBE   | 564                                                                                                         | art. 134(2) CBE    | 409, 411                                                                                                                                |
| art. 107 CBE      | 430,431,489, 515, 564,565,567, 568, 570, 571, 573, 574, 576, 585-588, 589                                   | art. 134(2)c) CBE  | 409,635                                                                                                                                 |
| art. 108 CBE      | 290,334,336, 337, 340, 350, 355, 356, 430,431,515, 565,581, 589-591, 595, 596, 608,620                      | art. 134(4) CBE    | 411,636                                                                                                                                 |
| art. 108(1) CBE   | 582                                                                                                         | art. 134(7) CBE    | 410-413, 417,635, 636                                                                                                                   |
| art. 109 CBE      | 306, 336, 428, 491, 565,590, 607-609, 621, 631, 632, 651, 657                                               | art. 138 CBE       | 503                                                                                                                                     |
| art. 109(1) CBE   | 607, 609, 632, 633                                                                                          | art. 138(1) CBE    | 46                                                                                                                                      |
| art. 109(2) CBE   | 565,609                                                                                                     | art. 138(1)a) CBE  | 46                                                                                                                                      |
| art. 110 CBE      | 573,612,614                                                                                                 | art. 139 CBE       | 46                                                                                                                                      |
| art. 110(1) CBE   | 598                                                                                                         | art. 139(2) CBE    | 47                                                                                                                                      |
| art. 110(2) CBE   | 21, 286, 469, 566                                                                                           | art. 141 CBE       | 642                                                                                                                                     |
| art. 110(3) CBE   | 469, 484, 566                                                                                               | art. 142 CBE       | 363                                                                                                                                     |
| art. 111 CBE      | 573,600, 629                                                                                                | art. 150 CBE       | 644                                                                                                                                     |
| art. 111(1) CBE   | 309, 335,370, 377-379, 440, 450, 495, 537, 563, 565,598, 600, 601                                           | art. 150(2) CBE    | 644                                                                                                                                     |
| art. 111(2) CBE   | 495, 601-604                                                                                                | art. 150(3) CBE    | 344, 644, 646, 661                                                                                                                      |
| art. 112 CBE      | 611                                                                                                         | art. 153 CBE       | 658                                                                                                                                     |
| art. 112(1) CBE   | 609                                                                                                         | art. 153(1) CBE    | 660                                                                                                                                     |
| art. 112(1)b) CBE | 460, 462, 549                                                                                               | art. 153(2) CBE    | 659                                                                                                                                     |
| art. 113 CBE      | 298, 302, 303, 480, 481, 507, 509, 599, 627                                                                 | art. 154 CBE       | 646                                                                                                                                     |
| art. 113(1) CBE   | 296-298, 300-303, 305, 306, 309,319,375, 419, 472, 474, 476, 479-481, 484, 485, 493, 507-513, 541, 624, 625 | art. 154(3) CBE    | 201,643,646, 652                                                                                                                        |
| art. 113(2) CBE   | 306, 307, 386, 389, 490-492, 550, 606, 607, 622, 625, 626, 632,639                                          | art. 155 CBE       | 644                                                                                                                                     |
| art. 114 CBE      | 61, 366, 504,531, 534,543, 605                                                                              | art. 155(3) CBE    | 201,643,654, 656                                                                                                                        |
| art. 114(1) CBE   | 300, 301, 332, 366, 367, 369, 370, 374, 376, 377, 379, 504,531, 533, 535-538, 566, 572, 577, 580, 604       | art. 156 CBE       | 363                                                                                                                                     |
| art. 114(2) CBE   | 318, 320, 365-367, 369-372, 376, 537, 541, 553, 578-580,597                                                 | art. 157(1) CBE    | 471                                                                                                                                     |
|                   |                                                                                                             | art. 157(2) b) CBE | 344                                                                                                                                     |
|                   |                                                                                                             | art. 158(1) CBE    | 46                                                                                                                                      |
|                   |                                                                                                             | art. 158(2) CBE    | 46, 344,352                                                                                                                             |
|                   |                                                                                                             | art. 158(3) CBE    | 46                                                                                                                                      |
|                   |                                                                                                             | art. 163 CBE       | 409, 410                                                                                                                                |
|                   |                                                                                                             | art. 163(6) CBE    | 410                                                                                                                                     |
|                   |                                                                                                             | art. 164(2) CBE    | 490, 588,664                                                                                                                            |
|                   |                                                                                                             | art. 167(2) CBE    | 496, 497                                                                                                                                |

art. 177(1) CBE ..... 341, 449

**2. Règlement d'exécution de la Convention sur le brevet européen**

|                    |                                                                         |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| règle 1(1) CBE     | 521, 566, 567                                                           |
| règle 2(1) CBE     | 322, 323, 567                                                           |
| règle 2(5) CBE     | 323                                                                     |
| règle 6(3) CBE     | 383, 442, 443                                                           |
| règle 9(3) CBE     | 441, 520, 585                                                           |
| règle 10(2) CBE    | 664                                                                     |
| règle 13 CBE       | 446, 568                                                                |
| règle 13(1) CBE    | 446, 566                                                                |
| règle 13(3) CBE    | 446                                                                     |
| règle 20(1) CBE    | 445                                                                     |
| règle 20(3) CBE    | 330, 364, 569                                                           |
| règle 23bis CBE    | 459                                                                     |
| règle 23ter(5) CBE | 42                                                                      |
| règle 23ter(6) CBE | 44                                                                      |
| règle 24 CBE       | 456                                                                     |
| règle 25 CBE       | 462                                                                     |
| règle 25(1) CBE    | 333, 385, 391, 462-464                                                  |
| règle 25(1)a) CBE  | 392                                                                     |
| règle 25(1)b) CBE  | 390                                                                     |
| règle 25(2) CBE    | 499                                                                     |
| règle 26(2)c) CBE  | 522                                                                     |
| règle 27 CBE       | 125                                                                     |
| règle 27(1)b) CBE  | 237                                                                     |
| règle 27(1)c) CBE  | 116, 122                                                                |
| règle 27(1)d) CBE  | 209                                                                     |
| règle 27(1)e) CBE  | 167                                                                     |
| règle 28 CBE       | 173-175                                                                 |
| règle 28(1) CBE    | 174                                                                     |
| règle 28(2)a) CBE  | 175, 345                                                                |
| règle 29 CBE       | 178, 189, 195, 196, 200                                                 |
| règle 29(1) CBE    | 7, 10, 178, 195, 196, 253                                               |
| règle 29(4) CBE    | 179                                                                     |
| règle 29(6) CBE    | 179, 180                                                                |
| règle 29(7) CBE    | 180                                                                     |
| règle 3 CBE        | 566                                                                     |
| règle 30 CBE       | 201, 202, 217                                                           |
| règle 30(1) CBE    | 202, 216                                                                |
| règle 30c) CBE     | 202                                                                     |
| règle 31 CBE       | 344                                                                     |
| règle 31(1) CBE    | 200                                                                     |
| règle 31(2) CBE    | 394                                                                     |
| règle 34(1)c) CBE  | 209                                                                     |
| règle 35(11) CBE   | 180                                                                     |
| règle 35(12) CBE   | 502                                                                     |
| règle 37(1) CBE    | 324                                                                     |
| règle 38(3) CBE    | 333, 444, 468                                                           |
| règle 39 CBE       | 290, 453                                                                |
| règle 43 CBE       | 224, 457                                                                |
| règle 46 CBE       | 208, 209, 219-221                                                       |
| règle 46(1) CBE    | 208, 209, 219, 220, 394                                                 |
| règle 46(2) CBE    | 208, 209                                                                |
| règle 48(1) CBE    | 469                                                                     |
| règle 51 CBE       | 357, 482, 487, 488, 494                                                 |
| règle 51(1) CBE    | 470, 471                                                                |
| règle 51(3) CBE    | 474, 475, 480, 583                                                      |
| règle 51(4) CBE    | 306, 333, 357, 384, 390, 392, 462-464, 487-496, 498, 587, 594, 595, 632 |
| règle 51(5) CBE    | 356, 392, 488, 490-494, 595                                             |
| règle 51(6) CBE    | 308, 436, 463, 464, 488-490, 492, 494-498                               |
| règle 51(11) CBE   | 497                                                                     |

|                    |                                                                                    |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| règle 55 (1)a) CBE | 526                                                                                |
| règle 55 (1)b) CBE | 526                                                                                |
| règle 55a) CBE     | 405, 522, 524                                                                      |
| règle 55c) CBE     | 366, 367, 443, 504, 521, 525-537, 540, 548, 565, 575, 577, 579, 580                |
| règle 56(1) CBE    | 519-521, 523, 528                                                                  |
| règle 56(2) CBE    | 522                                                                                |
| règle 57(1) CBE    | 297, 503, 506, 519, 544                                                            |
| règle 57(3) CBE    | 506, 507, 510                                                                      |
| règle 57bis CBE    | 542-546, 574, 613                                                                  |
| règle 58(3) CBE    | 507                                                                                |
| règle 58(4) CBE    | 512, 517, 551, 587, 588                                                            |
| règle 58(5) CBE    | 335, 347, 386, 486, 550, 552                                                       |
| règle 60(1) CBE    | 518, 607                                                                           |
| règle 60(2) CBE    | XV, 516, 517, 604                                                                  |
| règle 61 CBE       | 569                                                                                |
| règle 61bis CBE    | 521                                                                                |
| règle 63(1) CBE    | 553, 554, 563                                                                      |
| règle 64 CBE       | 350, 582, 591                                                                      |
| règle 64a) CBE     | 589, 590                                                                           |
| règle 64b) CBE     | 589-591                                                                            |
| règle 65 CBE       | 582, 598                                                                           |
| règle 65(1) CBE    | 337                                                                                |
| règle 65(2) CBE    | 586, 590                                                                           |
| règle 66(1) CBE    | 391, 533, 537, 543, 565, 578, 612                                                  |
| règle 67 CBE       | 243, 333, 386, 473, 477, 483, 507, 570, 609, 611, 619-624, 627, 628, 630, 631      |
| règle 68 CBE       | 430, 431, 435                                                                      |
| règle 68(1) CBE    | 424, 430, 431, 512                                                                 |
| règle 68(2) CBE    | 320, 424, 430-434, 483, 622, 626-628                                               |
| règle 69 CBE       | 469, 549                                                                           |
| règle 69(1) CBE    | 293, 326, 338, 351, 421, 422, 514, 549, 583, 658                                   |
| règle 69(2) CBE    | 309, 336, 415, 421, 422, 441, 514, 582                                             |
| règle 70 CBE       | 435                                                                                |
| règle 71 CBE       | 664                                                                                |
| règle 71(1) CBE    | 316, 317, 516                                                                      |
| règle 71(2) CBE    | 306                                                                                |
| règle 71bis CBE    | 302, 317-320, 545, 627, 664                                                        |
| règle 71bis(1) CBE | 302, 318, 319, 628, 664                                                            |
| règle 71bis(2) CBE | 302, 319                                                                           |
| règle 72 CBE       | 395                                                                                |
| règle 72(1) CBE    | 421                                                                                |
| règle 76 CBE       | 321, 322                                                                           |
| règle 78(2) CBE    | 338, 339, 407, 415, 447                                                            |
| règle 78(3) CBE    | 337, 339, 407, 447                                                                 |
| règle 81 CBE       | 415                                                                                |
| règle 81(1) CBE    | 338, 358, 447                                                                      |
| règle 82 CBE       | 447                                                                                |
| règle 83 CBE       | 323                                                                                |
| règle 83(2) CBE    | 323                                                                                |
| règle 83(4) CBE    | 323, 324                                                                           |
| règle 84 CBE       | 468, 509                                                                           |
| règle 85(1) CBE    | 323, 324                                                                           |
| règle 85(2) CBE    | 324, 331, 332, 364, 456                                                            |
| règle 85(3) CBE    | 456                                                                                |
| règle 85(4) CBE    | 324                                                                                |
| règle 85bis CBE    | 285, 324, 325, 343, 344, 380, 461                                                  |
| règle 85bis(1) CBE | 291, 324, 415, 453                                                                 |
| règle 85bis(2) CBE | 324, 325, 461                                                                      |
| règle 85ter CBE    | 324, 326, 343, 447, 470                                                            |
| règle 86 CBE       | 308, 542                                                                           |
| règle 86(1) CBE    | 471                                                                                |
| règle 86(2) CBE    | 471, 476                                                                           |
| règle 86(3) CBE    | 306, 308, 312, 386, 391, 392, 430, 441, 471, 475-477, 480, 481, 487, 488, 491-493, |

## Liste des dispositions citées

|                             |                                                                               |
|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| 495-498, 544, 599, 613, 619 |                                                                               |
| règle 86(4) CBE             | 477-479                                                                       |
| règle 87 CBE                | 542                                                                           |
| règle 88 CBE                | 199, 234, 261-265, 388, 396, 404, 438, 442, 455, 457, 458, 461, 492, 585, 661 |
| règle 89 CBE                | 436-439, 500, 583, 585, 626, 637                                              |
| règle 90 CBE                | 327, 328, 330, 364                                                            |
| règle 90(1)a) CBE           | 327, 329, 330                                                                 |
| règle 90(1)b) CBE           | 330, 331, 364                                                                 |
| règle 90(1)c) CBE           | 327-330                                                                       |
| règle 90(4) CBE             | 327, 331                                                                      |
| règle 92 CBE                | 363                                                                           |
| règle 92(1)n) CBE           | 445                                                                           |
| règle 92(1)r) CBE           | 445                                                                           |
| règle 92(1)u) CBE           | 445                                                                           |
| règle 93 CBE                | 444                                                                           |
| règle 95bis CBE             | 398                                                                           |
| règle 100 CBE               | 415                                                                           |
| règle 100(1) CBE            | 414, 525, 586                                                                 |
| règle 101(2) CBE            | 338, 358                                                                      |
| règle 101(4) CBE            | 413, 414                                                                      |
| règle 101(9) CBE            | 416, 417, 449                                                                 |
| règle 104bis(3) CBE         | 651                                                                           |
| règle 104ter CBE            | 294, 345, 659                                                                 |
| règle 104ter(1) CBE         | 324, 471, 645, 658                                                            |
| règle 104ter(1)b) CBE       | 344                                                                           |
| règle 104ter(1)c) CBE       | 344                                                                           |
| règle 104ter(1)b)iii) CBE   | 344                                                                           |
| règle 107(1) CBE            | 324, 643                                                                      |
| règle 107(1)e) CBE          | 344                                                                           |
| règle 112 CBE               | 221                                                                           |

### 3. Règlement relatif aux taxes (RRT)

|                 |          |
|-----------------|----------|
| art. 5 RRT      | 381      |
| art. 5(2) RRT   | 380      |
| art. 7 RRT      | 358, 381 |
| art. 7(2) RRT   | 381      |
| art. 8 RRT      | 381      |
| art. 8(1)a) RRT | 382      |
| art. 8(2) RRT   | 380      |
| art. 8(3) RRT   | 381      |
| art. 9(1) RRT   | 382, 383 |
| art. 9(2) RRT   | 381      |
| art. 10 RRT     | 440      |
| art. 10(2) RRT  | 220      |
| art. 12 RRT     | 383      |

### 4. Traité de coopération en matière de brevets (règles et articles)

#### Articles PCT

|                     |                                                       |
|---------------------|-------------------------------------------------------|
| art. 2(xiii) PCT    | 660                                                   |
| art. 3(4)iii) PCT   | 206                                                   |
| art. 4 PCT          | 659                                                   |
| art. 6 PCT          | 648                                                   |
| art. 11(3) PCT      | 660                                                   |
| art. 11(4) PCT      | 344                                                   |
| art. 15(5)a) PCT    | 220                                                   |
| art. 16 PCT         | 646                                                   |
| art. 17 PCT         | 211, 648                                              |
| art. 17(2)a)ii) PCT | 648                                                   |
| art. 17(3)a) PCT    | 207, 208, 211, 219, 221, 345, 646, 647, 649, 650, 654 |

|                   |                    |
|-------------------|--------------------|
| art. 18 PCT       | 471                |
| art. 19 PCT       | 471                |
| art. 19(1) PCT    | 652, 654art.       |
| art. 22(1) PCT    | 352                |
| art. 24(1)i) PCT  | 660                |
| art. 24(2) PCT    | 659, 661           |
| art. 25 PCT       | 659                |
| art. 26 PCT       | 661                |
| art. 27(7) PCT    | 330                |
| art. 28 PCT       | 471                |
| art. 31(3) PCT    | 645                |
| art. 31(4)a) PCT  | 659, 660           |
| art. 31(6)a) PCT  | 645                |
| art. 34 PCT       | 645, 658           |
| art. 34(1) PCT    | 645                |
| art. 34(2)a) PCT  | 655                |
| art. 34(3) PCT    | 216                |
| art. 34(3)a) PCT  | 207, 654, 656, 657 |
| art. 39 PCT       | 645                |
| art. 39(1)a) PCT  | 644, 645art.       |
| art. 48(2) PCT    | 345, 653           |
| art. 48(2)a) PCT  | 345, 659, 661      |
| art. 49 PCT       | 330                |
| art. 56 PCT       | 208                |
| art. 56(3)ii) PCT | 208                |

#### Règles PCT

|                      |                                       |
|----------------------|---------------------------------------|
| règle 4.9 b)ii) PCT  | 660                                   |
| règle 4.9 c) PCT     | 660                                   |
| règle 13 PCT         | 201, 202, 215, 218, 219               |
| règle 13.1 PCT       | 201, 202, 204-207, 210-217, 221, 647  |
| règle 13.2 PCT       | 202, 205, 210, 214-218, 221           |
| règle 13.3 PCT       | 216, 217                              |
| règle 13.4 PCT       | 204, 217                              |
| règle 13bis.4 PCT    | 175, 345                              |
| règle 17.1 a) PCT    | 468                                   |
| règle 17.1 b) PCT    | 466                                   |
| règle 17.1 c) PCT    | 468                                   |
| règle 26.2 PCT       | 659                                   |
| règle 33.1 a) PCT    | 208                                   |
| règle 39(1) iii) PCT | 478                                   |
| règle 40 PCT         | 211, 221, 651                         |
| règle 40.1 PCT       | 345, 646, 649-652, 654                |
| règle 40.2 c) PCT    | 206, 217, 345, 643, 644, 646, 649-652 |
| règle 40.2 d) PCT    | 651                                   |
| règle 40.2 e) PCT    | 206, 222, 651, 653                    |
| règle 40.3 PCT       | 345, 646, 649, 653                    |
| règle 42.1 PCT       | 222                                   |
| règle 46 PCT         | 471                                   |
| règle 46.5 a) PCT    | 654                                   |
| règle 60 PCT         | 660                                   |
| règle 60.1 c) PCT    | 645                                   |
| règle 60.1 PCT       | 645                                   |
| règle 66.6 PCT       | 656                                   |
| règle 68 PCT         | 657                                   |
| règle 68.1 PCT       | 212                                   |
| règle 68.2 PCT       | 654, 655, 657, 658                    |
| règle 68.3 PCT       | 658                                   |
| règle 68.3 c) PCT    | 643, 644, 655-657                     |
| règle 68.3 d) PCT    | 656                                   |
| règle 68.3 e) PCT    | 651, 656, 657                         |
| règle 80 PCT         | 323                                   |
| règle 92bis.1 PCT    | 445                                   |

**5. Règlement relatif à l'examen européen de qualification des mandataires agréés près l'OEB**

|                          |         |
|--------------------------|---------|
| art. 7 REE .....         | 636     |
| art. 7(1) REE .....      | 636     |
| art. 7(1)a) REE .....    | 412,636 |
| art. 7(1)b) REE .....    | 413,636 |
| art. 7(1)b)i) REE .....  | 413,636 |
| art. 10(1) REE .....     | 409,412 |
| art. 10(2) REE .....     | 413,636 |
| art. 10(2)a) REE .....   | 637     |
| art. 10(2)b)i) REE ..... | 413     |
| art. 11(3) REE .....     | 638     |
| art. 14 REE .....        | 635     |
| art. 15 REE .....        | 635,638 |
| art. 15(3) REE .....     | 638     |
| art. 17 REE .....        | 639     |
| art. 17(1) REE .....     | 639,640 |
| art. 24(2) REE .....     | 635     |
| art. 27 REE .....        | 635     |
| art. 27(1) REE .....     | 637     |
| art. 27(2) REE .....     | 635     |
| art. 27(3) REE .....     | 635     |
| art. 28(1) REE .....     | 635     |

**6. Règlement en matière de discipline des mandataires agréés (RDMA)**

|                        |         |
|------------------------|---------|
| art. 1 RDMA .....      | 641,642 |
| art. 2 RDMA .....      | 642     |
| art. 4(1)e) RDMA ..... | 641     |
| art. 5 RDMA .....      | 635     |
| art. 8 RDMA .....      | 635     |
| art. 8(2) RDMA .....   | 641     |
| art. 18 RDMA .....     | 642     |

**7. Règlement de procédure des chambres de recours (RPCT)**

|                       |             |
|-----------------------|-------------|
| art. 7(1) RPCR .....  | 303         |
| art. 10 RPCR .....    | 599,622     |
| art. 11(2) RPCR ..... | 317,318,664 |
| art. 11(3) RPCR ..... | 612         |
| art. 12 RPCR .....    | 427         |

## Index alphabétique

- A posteriori, v. appréciation ex post facto
- Abandon, v. retrait de la demande et abandon du brevet
- Abrégé d'un document
  - accessibilité au public, 50
  - brevet japonais, 50
- Absence
  - droits d'une partie volontairement absente, 305
- Abus
  - contournement abusif de la loi et homme de paille, 405
  - de droit
    - action intentée devant une juridiction nationale, 446
    - manifeste - procédure orale, 308
    - opposition par le titulaire du brevet, 524
    - répartition des frais, 554
  - de procédure, 560
    - manifeste relativement à la procédure de délivrance des brevets, 479
    - moyens invoqués tardivement, 367, 370, 371, 372, 380
    - opposition, 528, 543
    - production de documents, 319
    - répartition des frais, 552, 553, 561
    - revendications modifiées, 385, 613
  - du pouvoir d'appréciation - revendications modifiées, 386
  - évident - accessibilité au public, 47
  - présentation d'un nombre excessif de requêtes en modification, 479
  - priorité, 276
- Accélération de la procédure
  - action en contrefaçon en instance, 514
  - moyens invoqués tardivement, 365
- Accessibilité au public, 45-62, v. preuve
  - abrégé d'un document de brevet japonais, 50
  - abrégé de documents, 50
  - abus évident, 47
  - article technique, 50
  - brevet allemand, 49
  - cercle restreint de personnes, 53
  - conférence publique, 51
  - congrès, 53
  - cours, 53
  - démonstration, 51
  - démonstration dans les locaux d'une entreprise, 53
  - difficulté excessive de la recherche, 50
  - documents typiques émanant de sociétés, 49
  - exposition officielle, 47
  - groupe limité de personnes, 53
  - journal de petites annonces, 49
  - livre, 49
  - matière biologique, 52
  - moteur de bateau, 53
  - obligation de confidentialité, 53
  - présentation orale, 530
  - produit intermédiaire, 51
  - public - définition, 52
  - publication, 48
  - pulvérisateurs, 51
  - rapport, 47
  - reproduction d'une divulgation orale, 51
  - réunion publique, 51
  - revues scientifiques, 49
  - séminaire, 49
  - usage antérieur public, 51
  - vente, 52
- Accessibilité aux micro-organismes
  - consentement du déposant, 175
- Accord administratif relatif à la réception des documents et des moyens de paiement, 663
- Accord du demandeur
  - inspection publique, 444
  - requête en modification après l', 489
- Accord du titulaire du brevet
  - nouveau motif d'opposition, 537
  - absence et réintroduction d'un motif d'opposition, 539
- Accord
  - Office allemand des brevets et Office européen des brevets, 382
  - Organisation européenne des brevets et OMPI, 645, 646
- Accord sur le maintien du brevet - doute et existence d'un grief, 589
- Accord sur le texte du brevet délivré, 486, 488, 494
  - caractère contraignant, 488
  - conditions, 489
  - doute, 492
  - non contraignant - règle 51(4) CBE, 496
- Accord sur les ADPIC, 450, 599, 600, 631
- Accord verbal
  - confiance légitime et preuve de l', 288
- Accords de confidentialité tacites, 53, 57, 58
  - v. aussi confidentialité
- Acide aminé
  - structure primaire et caractéristique essentielle, 271
- Acte
  - omis - restitutio in integrum, 340
- Acte d'opposition
  - appréciation des faits et justifications invoqués, 527
  - condition de fond, 526
  - condition de forme, 526
  - conditions à remplir, 525
  - dépôt dans une langue non officielle et taxe d'opposition, 443
  - exposé des motifs d'opposition, 526
  - exposé suffisant des motifs d'opposition, 528
  - formalisme, numéro de fascicule de brevet erroné, 521
  - identification de l'opposant et recevabilité, 522
  - indication des faits et justifications invoqués, 526
  - restitutio in integrum, 335
  - suffisance et nouvelles preuves, 531
  - titre de l'invention non indiqué, 522
- Acte de recours
  - dépôt dans une langue officielle d'un Etat contractant, 442
  - forme et contenu, 590
- Acte de révision - CBE, 472
- Actes de procédure, 383-394
  - application du principe de protection de la confiance légitime, 287
  - dépôt du pouvoir hors délai, 413
  - effectués par l'ancien mandataire du requérant, 414
  - maintien du brevet en cas de droits européens antérieurs, 387
  - par une personne non habilitée, 413
  - requêtes - principale et à titre subsidiaire, 385
  - signatures, 385
- Actes non officiels
  - confiance légitime, 482
- Actes préparatoires
  - décisions susceptibles de recours, 474

- non susceptibles de recours, 583
- Action en contrefaçon  
en instance - accélération de la procédure, 514
- Activité inventive, 115  
absence, 152  
amélioration minime, 150  
approche "could-would", 134  
approche a posteriori, 134  
approche problème-solution, 116  
automatisation, 152  
caractéristiques ne contribuant pas à la solution du problème, 139  
combinaison de documents, 141  
disclaimer, 148  
domaine médical, 150  
échange de matériaux, 141  
équivalents, 145  
espérance de réussite, 135  
essais de routine, 152  
état de la technique et non-évidence, 115  
état de la technique le plus proche, 117  
homme du métier, 115, 126  
indices, 153  
indices - ancienneté, 155  
indices - avantage inattendu, 158  
indices - effet surprenant, 158  
indices - préjugé de l'homme du métier, 153  
indices - réponse à un besoin existant, 156  
indices - simplicité de la solution, 157  
indices - succès commercial, 156  
invention de combinaison, 137  
inventions dans le domaine de la chimie, 142  
inventions de problème, 145  
inversion des étapes d'un procédé, 152  
modifications désavantageuses ou dépourvues de pertinence technique, 140  
nécessité d'améliorer des propriétés, 148  
niveau de connaissance de l'homme du métier, 131  
non évidence, 115  
optimisation de paramètres, 149  
preuve, 134  
preuve - divulgation technique et document de l'état de la technique, 137  
preuve - inventions de combinaison, 137  
problèmes partiels, 138  
procédés par analogie, 151  
progrès technique, 115  
sélection inévitable, 152  
simplification d'une technologie compliquée, 153  
utilisation nouvelle d'une mesure connue, 146  
utilisation nouvelle évidente, 147
- Activités économiques, 13
- Activités spécifiques, 98
- Administration chargée de la recherche internationale (ISA)  
unité d'invention - absence, 206
- Admissibilité des modifications, v. aussi modifications  
opposition, 542
- ADN  
homme du métier et recombinaison d', 135
- ADPIC (ou TRIPs),  
v. aussi Accord sur les ADPIC
- Affidavit, 397, 398  
v. aussi preuve, déclarations sous serment
- Agent des formalités, 549  
v. aussi communiqué VP DG2
- compétence pour statuer sur la recevabilité, 520  
compétences, 441, 497  
non habilité - décision par un, 629
- Aggravation du sort du requérant - v. reformatio in pejus, 573
- Aliment à croquer - décision, 268
- Amélioration minime  
activité inventive, 150
- Analyse a posteriori, v. aussi appréciation ex post facto
- Ancienneté  
de l'antériorité et indice d'activité inventive, 156
- Animal  
brevetabilité, 41  
sacrifice dudit animal - méthodes de traitement médical, 31, 32  
vivant - méthodes de traitement médical, 21, 32, 34
- Antériorisation fortuite, v. disclaimer
- Antériorité  
ancienneté et indice d'activité inventive, 156  
art. 113(1) CBE et informations bibliographiques incomplètes, 299
- Antibiotique, 110
- Appel incident, v. reformatio in pejus
- Appelant - aggravation du sort de l', 573
- Applicabilité industrielle, 161  
cadre privé et intime, 163  
caractère privé et personnel, 163  
contraceptif, 163  
distinction avec la contribution technique, 162  
exclusion, 25  
exigence d', 161  
formulation des revendications, 164  
indices, 163  
instituts de beauté, 161  
interprétation libérale applicable à l'art. 57, 163  
inventions contraires aux lois de la physique, 162  
notion, 161  
notion d'industrie, 161, 163  
préparation d'un nouveau produit pharmaceutique, 164  
revendication d'utilisation et exigence de clarté, 164  
services susceptibles d'être offerts par une entreprise, 164  
utilisation commerciale, 161  
utilisation professionnelle des inventions, 161
- Application non thérapeutique  
critères de nouveauté, 108  
divulgation d'un produit équivalent, 115
- Application uniforme du droit  
directives de l'OEB, 441  
saisine de la Grande chambre, 609
- Appréciation ex post facto, 118, 119, 120, 122, 125, 129  
activité inventive, 116, 119, 134  
problème technique, 122  
risque, 134  
risque - solution simple, 134  
unité de l'invention, 218
- Appréciation  
v. pouvoir d'appréciation
- Appréciation rétrospective, v. appréciation ex post facto
- Approche "could-would"  
activité inventive, 134  
analyse a posteriori, 134  
invention de combinaison, 137
- Approche de la complexité de l'examen - moyens invoqués tardivement, 368
- Approche problème-solution, 116, 212  
activité inventive, 116  
définition du problème technique, 116, 122

## *Index alphabétique*

---

- détermination de l'homme du métier, 127
- état de la technique le plus proche, 117
- solution simple, 134
- Argument
  - moyens invoqués tardivement, 376
  - obligation de répondre à tous les - règle 68(2) CBE, 627
  - procès-verbal et ensemble des arguments des parties, 321
  - recours et étendue de l'examen, 581
  - tardif - droit d'être entendu, 300
  - tardif - possibilité de l'invoquer à tout moment, 300
  - tardif - relatif à un nouveau motif d'opposition, 537
- Arrangement particulier, v. CBE
- Article technique - accessibilité au public, 50
- Assistant technicien - restitutio in integrum, 361
- Assistant, v. représentation
- Attente légitime, v. aussi protection de la confiance légitime
- Attestations - preuve, 398
- Audience, v. procédure orale
- Autorité de dépôt - matière biologique, 173
- Autorité de la chose jugée, 602
- Autorité des décisions, 601
  - chose jugée, 601, 602
  - ratio decidendi, 601
  - recours successifs, 495
  - renvoi, 495
- Avantage inattendu - indice d'activité inventive, 159
- Avantage injustifié - modifications, 228, 229
- Avis provisoire
  - droit d'être entendu, 513
  - examen quant au fond, 473
- Avocats
  - v. aussi représentation, et mandataires
  - conditions d'inscription sur la liste des mandataires agréés, 411
  - en qualité de mandataire agréé, 410
  - exercice de la profession d'avocat "en tant que tel", 412
  - habilité à agir en qualité de mandataire en matière de brevets, 410
  - habilité à agir en qualité de mandataire agréé, 410
  - habilité - représentation
  - inscription ou radiation au registre et compétence de la division juridique, 411
  - législation nationale, 411
  - limites à l'habilitation, 412
  - liste des mandataires agréés et conseil en brevet selon le droit national, 636
  - liste des mandataires agréés et registre des, 411
  - pouvoir de représentation non général, 411, 412
  - registre, 411
- Balance of probabilities, 48, 58, 60, 63, 91, 177, 288, 401-404, 406, 490, 590, 640
  - v. aussi preuve
- Beyond all reasonable doubt, (au delà de tout doute raisonnable)
  - v. preuve
- Biotechnologie
  - activité inventive - espérance de réussite, 135
  - autorité de dépôt, 173
  - dépôt de matière biologique, 173
  - dépôt de matière biologique - questions de procédure, 174
  - échantillons, 173
  - effort excessif, 171
  - exposé clair et complet, 169
  - homme du métier, 128, 173
  - micro-organismes, 175
  - possibilité d'exécuter l'invention, 169
  - reproductibilité, 170
  - séquence oncogène activée, 171
- Bon déroulement de la procédure - moyens invoqués tardivement, 366, 367, 369, 370, 371
- Bonne foi, 285
  - débiteur de l'obligation de - confiance légitime, 291
  - demandeur et réponse aux objections, 473, 479
  - v. aussi protection de la confiance légitime
- Bonnes moeurs
  - exception à la brevetabilité, 37
  - notion, 38-39
  - v. aussi ordre public, exceptions à brevetabilité
- Brevet
  - v. aussi accord sur le maintien du, demande de, double protection,
  - v. retrait de la demande et abandon du brevet, 387-394
  - allemand - accessibilité au public, 49
  - communautaire, 549
  - éteint dans tous les Etats désignés, 607
  - européen - compétence des juridictions nationales, 533
  - européen délivré - faisceau de brevets nationaux, 501, 533
  - européen - droit à l'obtention, 283
  - européen - extinction, 518
  - européen - renonciation, 518
  - inventions "révolutionnaires", 162
  - limitation et retrait de l'opposition, 517
  - maintien en cas de droits européens antérieurs, 387
  - maintien tel que modifié, 550
  - mesure dans laquelle il est attaqué, 533, 572
  - national - intervention et contrefaçon d'un, 515
  - non délivrance et indication de l'ensemble des motifs, 474, 475
  - renonciation, 518
  - requête en révocation, 606
  - révocation et retrait de l'opposition, 517
  - révocation - opposition, 549
  - révocation ou limitation et opposition, 502
- Brevets européens séparés ayant le même texte - jonction, 498
- Brevetabilité, 1
  - animaux et races animales, 41
  - conditions et progrès technique, 115
  - dispositions sur la nouveauté ne s'opposent pas à, 97
  - examen des conditions - recours, 576
  - ordre public et exception à la, 37
  - plantes et variétés végétales, 39
  - principe général de, 41
- Bulletin européen des brevets, 363, 388
  - décision intermédiaire, 598
  - effet d'une publication défectueuse au, 501
  - erreur dans, 501
  - prise d'effet de la décision de délivrance, 446, 500
  - suspension de la procédure, 446
- Bureau de dimension modeste - restitutio in integrum, 348
- Business methods
  - v. méthodes commerciales
- Cadre de droit et de fait de l'opposition, 532
- Cadre de fait de l'opposition, 540
- CAFC, 645
- Candidats à l'EEQ
  - conditions d'examen et égalité entre les, 639
  - domaine technique des épreuves et égalité entre les, 638
  - formation, v. stage
  - langues maternelles et égalité entre les, 637, 638

- Caractère médical des méthodes exclues, 23  
 Caractère technique d'une invention - défaut, 17  
 Caractéristique  
   v. aussi revendications  
   ajout et modifications, 228  
   ajout et perte de la priorité, 272  
   de dispositif, 257  
   de méthode, 257  
   découlant de dessins et modifications, 231  
   déduite sur le plan fonctionnel et structurel, dessins, 231  
   définies en termes vagues - clarté, 187  
   divulgateur implicite à propos d'un article produit en série, 230  
   divulgateur implicite et graphique, 232  
   divulgateur par renvoi et contenu de la demande, 234  
   fonctionnelles - mise en oeuvre, effort raisonnable et clarté, 186  
   fonctionnelles - nouveauté, 82  
   généralisation et modifications, 225, 252  
   implicites - priorité, 274  
   isolées - modifications, 227  
   manquantes - priorité, 274  
   n'apportant aucune contribution technique et admissibilité, 228-231  
   ne contribuant pas à la solution du problème, 139  
   non divulguées, ajout et limitation de la protection conférée, 228  
   non essentielles - suppression - identité de l'invention - priorité, 274  
   objectif thérapeutique ou technique, 22  
   suppression, contribution technique et modifications, 230, 231  
   suppression et modifications, 228, 244  
 Caractéristiques essentielles, 194  
   description et revendications, 190  
   document de priorité, 270, 271, 275, 276  
   domaines de tolérance et priorité, 272  
   état de la technique et nouveauté, 109  
   exposé de l'invention, 166  
   identité de l'invention - priorité, 270  
   indication de valeurs limites et priorité, 272  
   modifications, 233, 245  
   nature des, 191  
   une au minimum comme condition, 109  
 Cas complexes de transmissions d'entreprise  
   restitutio in integrum, 347  
 Cas limite  
   examen européen de qualification, 639  
   unité de l'invention, 211  
 Catégories  
   de revendications, 178  
   distinction motifs, faits, preuves ou arguments, 300  
 Cause de l'empêchement - restitutio in integrum, 337, 338, 339, 340  
 CBE, v. aussi interprétation  
   arrangement particulier au sens de la Convention de Paris, 267  
   interprétation, 448  
   nouvelle structure des dispositions relatives au PCT, 643  
   révision en 2000, 472  
 CEDH, 448  
   application au droit disciplinaire, 640  
 Cercle restreint de personnes - accessibilité au public, 53  
 Chambres de recours  
   v. aussi examen d'office, recours  
   anciens membres, 420  
   applicabilité de la règle 71bis(1) CBE, 318  
   compétence - cadre de droit et de fait de la décision  
   attaqué, 572  
   compétence et PCT  
   compétente - procédure de recours, 585  
   juridique - recours contre la division juridique et  
   compétence, 445  
   libre appréciation et saisine de la Grande chambre, 609  
   règle 71bis(2) CBE applicable aux procédures devant, 321  
 Chambre des Lords (House of Lords), 448  
 Chambre disciplinaire  
   chambre de recours statuant en matière disciplinaire, 635  
   étendue de l'examen contre les décisions du jury, 637  
 Champ d'application du principe de bonne foi  
   conversations téléphoniques, 287  
   renseignement téléphonique par le greffier, 287  
   actes sans caractère officiel, 287  
   tous les actes de procédure, 287  
 Changement dans les faits de la cause  
   identité de parties, 312  
   introduction d'un nouveau document pertinent, 319  
   nouvelles preuves, 313  
   prise en compte de nouveaux faits et nouvelles preuves, 320  
   seul critère pour une nouvelle procédure orale, 309  
 Changement de circonstances - mémoire exposant les motifs du recours, 595  
 Chantiers de construction navale, 60  
 Charge de la preuve, 405  
   celui qui invoque l'irrecevabilité de l'opposition, 524  
   déplacement, 407  
   droit de la preuve, 405  
   existence d'une contestation - règle 78(2), 407  
   procédure d'opposition, 405  
   procédure ex parte, 405  
   remise d'une lettre et concours des parties, 407  
   renversement, 407, 408  
   titulaire du brevet et révocation du brevet, 408  
 Chimie  
   v. aussi médicament, inventions  
   activité inventive, 142  
   activité inventive et ressemblance structurelle, 142  
   produits intermédiaires, 144  
   ressemblance structurelle, 142  
   revendications de vaste portée, 143  
 Chirurgien ophtalmologue - méthodes de traitement médical, 25  
 Choix de la langue, 442  
 Chose jugée (res judicata), 601  
   v. autorité des décisions, renvoi  
 Circonstances  
   exposé des motifs de recours et changement de, 595  
   imprévues et exceptionnelles - audience devant une juridiction nationale, 316  
   imprévues et exceptionnelles - conséquences déterminantes, 315  
   imprévues et exceptionnelles - nouvelle date et procédure orale, 315  
   imprévues et exceptionnelles - partie non représentée, 315, 316  
 Citation à la procédure orale - respect par les parties de la date limite de réponse, 318  
 Clarification  
   contenu des requêtes, 313  
   de la situation et vice substantiel de procédure, 625, 628  
   des ambiguïtés du brevet délivré, 543  
   formulation d'une requête en procédure orale, 624

## *Index alphabétique*

---

- nature véritable d'une requête, 483
- Clarté des revendications
  - et recevabilité d'un disclaimer, 185
  - manque de concision, 188
  - motif d'opposition, 543
  - tâche fastidieuse mais n'ayant rien d'inhabituel, 186
  - manque - modifications en cours d'opposition, 543
  - revendications de vaste portée, 185
  - revendications, 179
  - v. aussi manque de clarté, 543
  - v. aussi revendications
- Clonage - espérance de réussite et activité inventive, 136
- Clôture de la procédure, 498, 604
  - modifications après, 497
  - requête présentée le jour même, 498
- Clôture des débats, 596
  - déroulement rapide de la procédure, 301
  - et fin de la procédure écrite, 429
  - instance suffisamment éclairée, 301
  - présentation d'observations, 429
  - prononcé de la décision à la procédure orale, 428
- Clôture du processus décisionnel, 596
- Code de conduite professionnelle, 635, 641
- Combinaison de documents - homme du métier et évidence, 141
- Combinaisons, v. aussi modifications
- Comité de coopération technique, 208
- Comité de trois membres, 206
- Commencement de preuve, v. preuve
- Communication des éléments invoqués en temps utile
  - préparation de la procédure orale, 319
  - v. aussi pièces de dernière minute
- Communication tardive du numéro de dépôt, 175
- Communiqué, 441
  - de 1995 relatif à la modification de la CBE, 542
  - "La procédure d'opposition à l'OEB", 510
  - VP DG2 - tâches des agents des formalités, division d'opposition, 520
  - VP DG 2 et DG 3 - fixation et report de la date de la procédure orale, 315
- Compétence, 442
  - agents des formalités, 441
- Compétence des chambres de recours - procédures selon le PCT, 643
- Compétence médicale - méthodes de traitement médical, 23
- Compétence pour statuer - recevabilité de l'opposition, 520
- Composé - découverte d'une propriété jusque là inconnue, 107
- Composition contraceptive - méthodes de traitement médical, 27
- Composition de l'instance
  - changement et vice substantiel de procédure, 626, 629
  - division d'examen, 422
  - division d'opposition, 423
  - irrégulière et renvoi dans une composition différente, 424
  - nouvelle procédure orale, 303
- Comptroller de l'Office des brevets du Royaume-Uni, 382
- Concept inventif général
  - contribution à l'invention, 215
  - unité d'invention, 212
- Concision, v. aussi revendications, clarté
- Concurrent
  - comportement peu de temps avant la date de dépôt et non évidence, 157
  - indice d'activité inventive et efforts déployés par les, 157
- Conférence publique - accessibilité au public, 51
- Confiance légitime
  - v. aussi sources de la confiance légitime
  - v. protection de la
- Confidentialité
  - accord de confidentialité tacite, 53, 57, 58
  - comité international de normalisation, 58
  - conférences, 58
  - contrat de coentreprise, 59
  - contrats de sous-traitance, 54
  - démonstration pour présenter des produits, 55
  - dessins d'un projet d'installation, 56
  - distribution de description techniques, 54
  - distribution de prospectus, 54
  - exposition de l'invention, 54
  - inspection publique et documents confidentiels, 444
  - installation de housage, 55
  - intérêt à garder le secret, 57
  - lettre, 57
  - mise à disposition d'essais, 57
  - obligation de, 59
  - offres de vente, 56
  - preuve et obligation de, 398
  - scie circulaire, 55
  - structure absorbante pour couches, 58
  - test de marché, 57
  - traitement confidentiel des demandes et inspection publique, 444
  - utilisation antérieure, 57
- Congrès - accessibilité au public, 53
- Connaissances de l'homme du métier, v. aussi homme du métier
  - suffisance de la divulgation/activité inventive, 131
- Connaissances générales de l'homme du métier, 165
  - date pertinente, 167
  - description détaillée superflue, 169
  - exécution de l'invention, 169
  - exposé des motifs et preuve des, 528
  - fascicules de brevet, 166
  - littérature technique, 165
  - livre d'enseignement général, 131
  - publications scientifiques, 166
  - synthèse dans un ouvrage faisant autorité et préjugé, 154
- Conseil d'administration de l'OEB, 449, 640
  - et indépendance des chambres de recours, 318
  - RDMA, 635
  - REE, 636
- Conseil de discipline de l'OEB, 635
  - radiation, 640
- Conseil en brevet
  - américain - restituito in integrum, 352, 357, 359
  - distinction avocat, mandataire agréé, 412
  - liste des mandataires agréés, 636
  - publicité, autorisation, 642
  - japonais - restituito in integrum, 352
- Conseiller technique auprès du mandataire agréé, 416
- Consentement
  - du déposant - accessibilité aux micro-organismes, 175
  - du titulaire du brevet, v. accord
  - valeur du silence, 588
- Considération rétrospective, voir appréciation ex post facto
- Contacts informels
  - art. 96(2) et règle 51, 482
  - examen de la demande, 481
- Contentieux administratif - nature de la procédure de recours, 565
- Contentieux, v. procédure ex parte, procédure de recours
- Contenu de la demande
  - caractéristiques divulguées dans un document par renvoi, 234
  - dessins, 231
  - dessins non indépendants de l'ensemble du, 232

- divulgaration technique déduite par l'homme du métier de la demande, 235
- telle qu'elle a été déposée - notion - art. 123(2), 223
- Contenu et forme de l'acte de recours, 590
- Contournement abusif de la loi
  - représentation, 524
  - opposition par le titulaire du brevet, 524
- Contraceptif - applicabilité industrielle, 163
- Contraceptive - composition - méthodes de traitement médical, 27
- Contradictoire, v. aussi droit d'être entendu
- Contraignant
  - caractère contraignant de la règle 71bis CBE pour les parties, 318
  - disposition contraignante - art. 116 CBE, 308
  - v. aussi force obligatoire
- Contrefaçon, v. aussi action en contrefaçon
- Contrefacteur
  - intervention, 515
  - présumé - motif d'opposition, 572
- Contribution à l'invention - concept inventif général, 215
- Contribution technique
  - caractéristique ajoutée, 229
  - distinction avec l'applicabilité industrielle, 162
  - et solution du problème à résoudre par l'invention, 230
  - modifications et apport d'une, 228
  - suppression d'une caractéristique et modifications, 230
- Convention de Paris, 631
  - CBE, arrangement particulier, 267
  - terme d'"industrie", 163
- Convention de Vienne sur le droit des Traités, 448
- Convention UPOV, 40, 43
- Conversations téléphoniques
  - champ d'application du principe de bonne foi, 287, 482
  - examen de la demande, 481
  - pas partie de la procédure officielle devant l'OEB, 482
  - risques de malentendu, 482
- Cornée de l'oeil humain - méthodes de traitement médical, 24
- Correction du procès-verbal, 322
- Corrections d'erreurs - règle 89 CBE - motifs préimprimés, 626
- Could-would, v. approche "could-would"
- Cour constitutionnelle fédérale allemande, 448
- Cour européenne des Droits de l'Homme, 448
- Cour internationale de Justice, 448
- Cours - accessibilité au public, 53
- Créations esthétiques, 17
- Date - accessibilité au public, 45
- Date de dépôt, 529
  - attribution, 453
  - attribution et confiance légitime, 285, 290
  - comportement du concurrent peu de temps avant et non évidence, 157
  - définition du problème technique et connaissances postérieures, 122
  - demande antérieure et report de la, 268
  - et date de priorité, 267
  - langue des textes des dessins et attribution d'une, 224
  - priorité, 281
  - valable pour toutes les pièces, 224
- Date
  - v. aussi procédure orale
  - de la décision et apposition de la, 429
  - de la décision - prise d'effet, v. décision
  - de priorité, 275, 529
  - de priorité - activité inventive à la, 136
  - de priorité - appréciation de l'état de la technique à la, 117
  - de priorité - définition du problème technique et connaissances postérieures, 122
  - de priorité - préjugé de l'homme du métier et publications antérieures à la, 154
  - du dépôt de revendications modifiées - procédure de recours, 613
  - fixation d'une nouvelle date pour la procédure orale - circonstances imprévues et exceptionnelles, 315
  - limite fixée - rejet de pièces et exercice du pouvoir d'appréciation, 320
  - limite pour la production de documents - préparation de la procédure orale, 317
  - paiement de la taxe, 381
  - pertinente - connaissances générales de l'homme du métier, 167
- Débats
  - v. aussi clôture des débats, pièces de dernière minute
  - pièces écartées des débats, 319
- Décision
  - v. aussi motivation des décisions
  - aliment à croquer" - priorité, 268
  - autorité, 601
  - citée pour la première fois dans les motifs et vice substantiel de procédure, 625
  - clôture du processus décisionnel, 596
  - compétence, 442
  - compétences des agents des formalités, 441
  - composition de la division et motivation de la, 424
  - d'espèce - obligation d'avertir et confiance légitime, 289
  - d'un directeur - non susceptible de recours, 583
  - date, 428
  - date modifiée et confiance légitime, 285
  - de délivrance - autorisation d'une modification d'une demande jusqu'à, 498
  - de délivrance du brevet - prise d'effet, 446
  - de délivrance - période entre la décision et la publication de la mention, 501
  - de délivrance - prise d'effet et publication défectueuse au Bulletin européen, 501
  - de la division d'opposition, 549
  - de révocation du brevet, 549
  - défavorable et obligation d'inviter le demandeur à présenter des observations, 473
  - des chambres de recours - force de chose jugée, 584
  - des chambres de recours - non susceptibles de recours, 584
  - des chambres de recours - recours en révision, 584
  - des instances de l'OEB, 421
  - droit d'obtenir une, 421
  - du jury d'examen - obligation de motiver les, 639
  - écrite motivée - membres présents à la procédure orale, 424
  - effet et procédure entièrement écrite, 428
  - en l'état du dossier, 597
  - et notifications, distinction, 430
  - faisant grief, v. aussi partie déboutée, grief
  - fin du processus interne de prise de, 428
  - finale - susceptible de recours, 584
  - forme, 430
  - "in camera", 429
  - motifs, 432
  - motifs - conformité à la règle 68(2), 432
  - motifs - requêtes principales et subsidiaires, 432
  - motivation insuffisante et vice substantiel de procédure, 626
  - motivée écrite et membres ayant participé à la procédure orale, 424
  - non susceptibles de recours - liste, 583

## *Index alphabétique*

---

- orales et écrites - contradiction, 431
- par écrit - ultérieure au prononcé, 423, 424
- par l'instance compétente - remboursement de la taxe de recours, 623
- paraphe et signature, 435
- prise d'effet, 428
- prise d'effet - délivrance, 500
- prise d'effet et modification par l'instance, 428
- prise par un agent des formalités non habilité, 629
- procédure écrite et orale, effet des, 428
- projet de, 629
- prononcé, 597
- prononcé et prise d'effet, 428
- qualification, 431
- rectification d'erreurs dans, 436
- rectifications d'erreurs dans - compétence, 438
- rectifications et incohérence dans une, 439
- remise au service du courrier de l'OEB, 429, 515
- révision et protocole sur la reconnaissance, 446
- service du courrier de l'OEB et remise de la, 509
- signature, 423, 429, 435
- sur une requête en inspection publique - non susceptible de recours, 583
- susceptibles de recours, 582
- susceptibles de recours et procès-verbal, 321
- Décision médicale déductive - méthodes de traitement médical, 34
- Décisions intermédiaires, 550, 551
  - opposition, 550
  - rendues par les chambres de recours, 598
  - susceptible de recours, 584
  - procédure d'examen, requête subsidiaire admissible, 486
  - procédure d'opposition, requête subsidiaire admissible, 486
  - recours contre, 588
- Déclaration
  - de priorité - correction, 465
  - d'intervention dans la procédure d'opposition, 515
  - non signée - preuve, 402
  - pertinentes des parties et rédaction du procès-verbal, 321
  - solennelles - preuve, 397
  - sous serment, 399, 552
  - sous serment - neutralité de l'instance, 399
  - sous serment - preuve, 395-397
  - sur l'honneur, 396
  - sur l'honneur - preuve, 402
- Degré de conviction de l'instance
  - état de la technique, 61
- Délai, 323
  - calcul, 323
  - confiance légitime et fixation d'un nouveau, 289
  - de grâce, 324
  - dernier jour du, v. pièces de dernière minute
  - et cas d'urgence, 317
  - impossibilité de respecter le délai prévu et communication de pièces, 319
  - interruption de la procédure - conséquences, 331
  - interruption de la procédure, 327
  - interruption de la procédure - notion d'incapacité, 327
  - interruption de la procédure - faillite, 330
  - jour férié, 323
  - non observation et moyens de recours, 653
  - non-observation et excuse, 659
  - perturbation du trafic postal, 331
  - pour présenter une requête en restitutio, 337
  - présentation de la réserve, 653
  - présentation d'une requête en resitutio in integrum, 337
  - règle 51(4) - modification, 491
  - requête en prorogation, 325
  - restitutio in integrum, 332
  - supplémentaire pour le paiement de la taxe annuelle, 324
- Délai de citation
  - raccourci - accord de l'autre partie, 317
  - raccourci - procédure orale, 316
- Délai de forclusion, 293
- Délai d'opposition, 528
  - expiration, 521
  - moyens de preuve produits après, 531
  - retard dans la publication du fascicule du brevet, 522
- Délai de recours - déclaration d'intervention, 515
- Délai de réponse suffisant, 508
  - notifications de l'OEB, 508
- Délai et forme du recours, 589
- Délai raisonnable, 422, 476, 491, 545
  - accélération de la procédure, 514
  - examen d'office, 531
  - report de la procédure orale, 316
  - v. aussi déroulement rapide, procédure, clôture des débats
  - v. durée de la procédure d'opposition
- Délivrance d'un brevet européen
  - agent des formalités, 497
  - distinction avec l'opposition avant, 503
  - effet de la mention au Bulletin européen des brevets, 500
  - période entre la décision et la publication de la mention, 501
  - prise d'effet de la décision de, 500
  - publication de la mention et effet erga omnes, 501
  - publication de la mention et étendue de la protection conférée, 501
  - requête au titre de la règle 88 présentée après la, 442
  - requête en, 454
  - v. aussi décision de délivrance
- Demande
  - aucun texte accepté et rejet de la, 307
  - contenu de la, 223
  - d'entrevue avec l'examineur - rejet, 482
  - d'entrevue et requête en procédure orale, 310
  - d'examen préliminaire international - erreur lors du dépôt, 659
  - d'examen préliminaire international - et demande internationale, 645
  - d'examen préliminaire international - interprétation différente par l'OEB, 660
  - de brevet - conditions requises - suffisance de l'exposé, 165
  - de brevet - conditions requises - possibilité d'exécuter l'invention, 165
  - de brevet - indépendant de la requête en examen, 443
  - de brevet - rejet, 485
  - de brevet - unicité, 448
- Demande divisionnaire, 462, 499
  - considération de revendications modifiées, 618
  - date de dépôt et droit de priorité, 499
  - date limite de dépôt, 462
  - distincte et indépendante de la demande initiale, 242, 499
  - double protection, 486
  - et demande initiale, 499
  - modifications, 241
  - modifications, 241
  - objet d'une revendication dépendante de la demande initiale, 500
  - procédure autonome et complète, 486
  - revendication indépendante, 486
  - satisfaire à toutes exigences de la CBE, 499
  - taxes de désignation, 465

- Demande euro-PCT - contenu et jonction de procédures, 499
- Demande
  - examen quant au fond, 472
  - immédiatement rejetée - droit d'être entendu, 298
  - initiale - et demande divisionnaire, 499
  - initiale, v. demande divisionnaire
  - internationale, 470
  - selon le PCT, 643
  - nouveaux délais pour l'entrée dans la phase européenne, 643
  - réputée être une demande de brevet européen, 644
  - page manquante lors du dépôt, 293
  - pièces de la, 456
  - publication, 469
  - rejet après une seule notification et art. 113(1) CBE, 297
  - réputée retirée - mention au Registre européen des brevets, 446
  - v. aussi rejet de la
  - v. aussi retrait de la demande et abandon du brevet, 387-394
  - "euro-PCT" - correction des désignations, 661
- Demandeur - accord sur le texte
  - de bonne foi - observations, 473
  - identité, 458
  - partie à la procédure de recours, 568
- Démonstration
  - accessibilité au public, 51
  - dans les locaux d'une entreprise - accessibilité au public, 53
- Dénomination commerciale - clarté et disclaimer par référence à,
- Déposant PCT
  - demandeur n'empruntant pas la voie PCT, distinction, 471
  - modifications des revendications, 471
- Dépôt de revendications modifiées lors de la procédure de recours, 612
- Dépôt
  - communication tardive du numéro de - biotechnologie, 175
  - par des moyens techniques de communication, 292
  - pièces de la demande, 456
  - procédure de, 453
- Dépôt de matière biologique, 173
  - Identité du demandeur et du déposant, 174
  - non-conformité, 174
- Dépôt national régulier - contenu du document de priorité, 270
- Dépôt tardif
  - de revendications - procédure orale, 545
  - revendications modifiées - recevabilité, 616
- Déroulement des procédures, 420
- Déroulement rapide de la procédure, 301 385
  - revendications modifiées, 619
  - v. aussi bon déroulement de la procédure
- Description
  - adaptation insuffisante et incertitude juridique, 589
  - caractéristiques essentielles et revendications, 190
  - contenant des généralités et des suppositions, 163
  - contenu de la demande, 223
  - défaut d'indication précise et interprétation des modifications, 233
  - détaillée superflue - connaissances générales de l'homme du métier, 169
  - fondement des revendications - et art. 83 CBE, 175
  - fondement des revendications sur, 189
  - renvoi pour adaptation de la, 602
- Désignation d'Etats, 458
  - demande euro-PCT, 461
  - v. aussi taxes de,
- Dessin
  - droit de priorité et dépôt d'un, 267
  - non indépendant de l'ensemble du contenu de la demande, 232
  - schématique - enseignement technique, 233
  - caractère approximatifs et interprétation des modifications, 233
  - conditions de modifications découlant de, 231
  - contenu de la demande, 223
  - divulgaration dans - modifications, 231
  - partie intégrante des pièces de la demande, 231
  - production ultérieure, 456
- Détournement de procédure
  - répartition des frais, 554
  - retrait de la demande, 392
- Deuxième application non thérapeutique, 102 108
  - Activité inventive de la nouvelle application thérapeutique, 107
  - formulation des revendications, 100
  - nouvelle application thérapeutique - nouveauté, 104
  - revendication de type suisse, 187
- Difficulté excessive
  - absence et exécution de l'invention, 169
  - de la recherche - accessibilité au public, 50
  - exécution de l'invention par l'homme du métier, 176
- Difficultés financières - Restitutio in integrum, 350
- Directeur - décisions non susceptibles de recours, 583
- Directives, 295, 489, 491
  - caractère contraignant pour les divisions d'examen, 441
  - contacts informels, 482
  - doute et preuve, 405
  - inobservation des, 629
  - OEB - tenu de respecter en qualité d'IPEA, 212
  - raisons d'économie et invitation du déposant, 212
  - recherche selon le PCT - applicabilité et défaut d'unité a posteriori, 646
  - relatives à l'examen - exposé des motifs d'opposition, 527
  - relatives à l'examen pratiqué à l'OEB - valeur juridique, 441
  - relatives à l'examen pratiqué à l'OEB, 473
  - relatives à l'examen préliminaire international - unité et textes à la lettre, 649
- Discipline, 635
  - affaires disciplinaires, 640
  - application de la CEDH, 640
  - conseil de discipline, 635
  - examen européen de qualification, 636
  - mesures disciplinaires, 640
  - possibilité de recours, 641
  - questions de preuve, 404
- Disclaimer, 238
  - activité inventive, 148
  - antériorisation fortuite, 238, 239
  - application à des plages de valeurs, 185
  - conditions, 238 et s.
  - modifications, 238
  - modifications et conditions, 227
  - nouveauté, activité inventive et recevabilité d'un, 184
  - recevabilité, 183
- Discrétion - moyens invoqués tardivement, 365
- Disposition de procédure - absence et art. 125, 486
- Distinction - motifs, faits, preuves ou arguments, 300
- Division d'examen
  - accord établi par - règle 51(6), 494
  - composition, 422
  - décision et composition de la, 422
  - introduction d'un nouveau document pertinent, 319

## *Index alphabétique*

---

- motifs de refuse, 479
- nouvelle invitation, appréciation, 472
- restitutio in integrum, 335, 336
- Division d'opposition
  - composition, 422, 629
  - décision et vote individuel, 423
  - décision rejetant la récusation d'un membre, 583
  - décision, signature, composition et maladie d'un des membres, 423
  - exercice du pouvoir d'appréciation - règle 71bis CBE, 319
  - incapacité d'un des membres désignés, 424
  - maladie d'un des membres désignés, 424
  - obligation d'exercer personnellement les pouvoirs, 423
  - v. aussi composition de la
  - v. aussi motif d'opposition, examen d'office
  - v. aussi opposition
- Division juridique
  - compétence et registre européen des brevets, 445
  - compétence et requêtes en révision d'une décision finale, 584
  - recours et partie à la procédure, 568
  - représentation devant l'OEB et compétence, 411, 412
  - restitutio in integrum, 335, 336
- Divulgaration antérieure par usage
  - v. usage antérieur public
- Divulgaration défectueuse, 73
- Divulgaration comprise dans l'état de la technique - contenu et équivalents, 539
- Divulgaration - document de priorité - reproduction de l'invention, 275, 276
- Divulgaration générique - nouveauté, 82
- Divulgaration - preuve du contenu d'une, 403
- Document de priorité, 274, 275
  - caractéristiques essentielles, 276
  - contenu et caractéristiques essentielles, 270
  - dépôt national régulier, 270
  - éléments révélés précisément, 273
  - priorités multiples, 281
- Document
  - ancienneté et indices d'activité inventive, 155
  - défauts de lisibilité ou incomplet, 292
  - erreur d'interprétation d'un, 629
  - de priorité - contenu de la demande, 223
  - procédure orale et date limite de production de, 317
  - tardif - en opposition et principe du contradictoire, 510
  - typique émanant de sociétés - accessibilité au public, 49
  - v. aussi pièces de dernière minute ; production de documents
- Domicile - absence dans un Etat contractant et significations, 447
- Données expérimentales
  - conduite de contre-exemples et communication en temps utile, 319
  - produites tardivement, 319
- Dosage de médicaments - méthodes de traitement médical, 22
- Double degré de juridiction
  - v. droit à deux instances, renvoi
  - moyens invoqués tardivement, 378
  - répartition des frais, 555
- Double protection, 500
  - demande divisionnaire, 243, 486
  - par brevet et rejet, 486
  - pas deux brevets pour la même invention, 486
- Douleur - méthodes de traitement médical, 26-27
- Doute
  - accord sur le texte par le demandeur, 489
  - le doute profite au breveté, 406
  - preuve, 404, 405
  - renonciation au droit d'être entendu
  - existence d'une pratique établie et confiance légitime, 287
- Droit à deux instances, 599
- Droit à une procédure équitable, 511
- Droit à une procédure orale, 308, 569
  - répartition des frais, 561
- Droit d'être entendu, 296, 434
  - v. aussi invitation à présenter des observations
  - affaire en instance, 308
  - argument tardif, 300
  - art. 113(2) , 306
  - avis provisoire, 513
  - décision citée pour la première fois dans les motifs, 625
  - droit des parties, 569
  - et étendue de l'opposition, 513
  - et examen d'office des faits, 297
  - et procédure orale, 298
  - et remboursement de la taxe de recours, 296, 624
  - moyens invoqués tardivement, 374, 375
  - nécessité d'émettre une invitation - art. 101(2), 506
  - non-comparution à la procédure orale, 303
  - notification de l'art. 101(2), 507
  - nouveaux motifs, 512
  - nouveaux moyens de preuve et renvoi de l'affaire, 511
  - nouvelle possibilité de prendre position, 474, 513
  - nouvelle situation, 299
  - observations présentées par les parties, 506
  - occasion de présenter ses observations sur les mêmes objections, 479
  - opinion provisoire, 303
  - opposition, 505
  - pendant la procédure orale, 300
  - possibilité de prendre position, 480
  - preuve, 399
  - preuves discutées, 296
  - principe de l'égalité des droits, 505
  - procédure d'opposition, 505
  - procédure d'opposition et vice substantiel, 510
  - proposer des corrections mineures, 480
  - renonciation, 298, 303
  - renvoi de l'affaire, 511
  - respect par le jury d'examen, 639
  - revendications modifiées, 616, 617
  - violation et vice substantiel de procédure, 624
- Droit d'obtenir une décision - droit essentiel, 421
- Droit de faire opposition, 522
  - intérêt de l'opposant, 523
  - recevabilité de l'opposition, 519
- Droit de la preuve, 394
  - charge de la preuve, 405
  - charge de la preuve - déplacement, 407
  - degré de conviction de l'instance en cause, 402
  - moyens de preuve - recevabilité, 396
  - moyens de preuve - appréciation, 399
  - notions, 395
  - procédure, 398
- Droit de prendre position, v. droit d'être entendu
- Droit de priorité, 267 et s., 270, 275
  - découlant d'un modèle industriel, 267
  - identité d'invention et condition d'un, 280
  - pays de l'Union seul à fonder un, 278
- Droit disciplinaire - application de la CEDH, 640
- Droit national, 497
  - contrefaçon, 253
  - perte d'un, 421

- Droits antérieurs européens 387  
     état de la technique, 45  
     maintien du brevet en cas de, 387  
 Droits d'une partie volontairement absente, 305  
 Droits de l'intervenant, taxes dues, 571  
 Droits des parties à former recours - renonciation, 588  
 Droits des parties - recours, 569  
 Droits nationaux antérieurs  
     état de la technique, 530  
     modifications et prise en compte des, 542  
 Droits procéduraux des parties à la procédure de recours, 567  
 Droits procéduraux des parties à un traitement égal et équitable, 297  
 Durée raisonnable de la procédure d'opposition, 507
- Echantillons - biotechnologie, 173  
 Economie de la procédure, 308, 475, 609  
     procédure de recours, 580  
 EEQ, v. Examen Européen de Qualification  
 Effet "obtenus en prime" - formulation du problème technique, 125  
 Effet contraceptif - méthodes de traitement médical, 21  
 Effet dévolutif  
     absence et procédure d'opposition, 502  
     de la réserve, 652  
     de la réserve - application par analogie de la CBE, 652  
     du recours, 566  
     du recours - restitutio in integrum, 336  
     v. aussi reformatio in peius  
 Effet erga omnes - publication de la mention de délivrance, 501  
 Effet inattendu - indice d'activité inventive, 160  
 Effet secondaire - méthodes de traitement médical, 29  
 Effet suspensif  
     absence et procédure d'opposition, 502  
     du recours, 566  
     du recours - retrait du recours et force de chose jugée, 605  
     du recours - vice substantiel de procédure, 629  
 Efficacité de l'ensemble de la procédure - opinion incidente, 435  
 Effort excessif  
     détermination de l'étendue du monopole et clarté des revendications, 188  
     exécution de l'invention, 168  
     exposé de l'invention, 167  
     limite numérique d'un domaine défini de manière fonctionnelle, 169  
     recherche de la solution du problème, 169  
     tâche fastidieuse mais n'ayant rien d'inhabituel et clarté, 186  
 Egalité  
     des justiciables devant la loi - restitutio in integrum, 334  
     entre les candidats à l'EEQ et domaine technique des épreuves, 637  
     entre les candidats à l'EEQ et conditions d'examen, 639  
     entre les candidats à l'EEQ et langues maternelles, 637, 638  
     v. aussi principe d'égalité  
 Élément fonctionnel - élayant un élément structurel et priorité, 270  
 Éléments - interprétation du terme selon l'art. 76(1) CBE, 241  
 Empêchement - Restitutio in integrum, 337  
 Endoscopie - méthodes de traitement médical, 34  
 Entreprise  
     de messagerie privée - obligation de vigilance - restitutio in integrum, 362  
     japonaise - restitutio in integrum, 352  
     transmission de l'opposition, 516, 568
- Entretiens informels - vice de procédure, 482  
 Entrevue  
     absence d'une partie et violation de l'art. 116 CBE, 314  
     examen de la demande, 482  
 Environnement  
     ordre public et protection de l', 38  
 Envoi postal  
     considéré comme reçu par l'instance, 307  
 epi  
     code de conduite professionnelle, 635  
     commission de discipline de l', 635  
     membres de l', 635  
 Epilady case - indices de l'activité inventive, 153  
 Equipe de recherche voir groupe d'experts  
 Equité  
     caractère équitable de la procédure, 434  
     impossibilité de faire grief d'un vice dû à son propre fait et règle 67 CBE, 622  
     moyens invoqués tardivement, 365, 380  
     opposition et échange de moyens, 506  
     remboursement de la taxe de recours, 621  
     répartition des frais, 552, 556  
     revendications modifiées, 614  
     révision préjudicielle, 631  
     traitement équitable et procédure, 570  
     v. aussi procédure équitable  
 Equivalents  
     activité inventive, 145  
     contenu d'une divulgation, 539  
     modifications, 224, 225  
 Erreur  
     alléguée - exposé insuffisant des motifs de recours, 592  
     d'appréciation - remboursement de la taxe de recours, 628  
     d'interprétation d'un document, 629  
     dans le Bulletin des brevets, 501  
     de droit - restitutio in integrum, 354, 355  
     isolée - restitutio in integrum, 347  
     manifeste - rectification ultérieure - règle 89, 500  
     restitutio in integrum, 337, 338, 350, 352, 353, 354, 355  
     retrait de la demande, 388  
 Espérance de réussite  
     activité inventive, 135  
     biotechnologie et génie génétique, 135  
 Essais comparatifs - activité inventive et effet démontré à l'aide d', 160  
 Étape  
     chirurgicale - méthodes de traitement médical, 21, 22, 32  
     supplémentaire non divulguée - exécution de l'invention, 169  
     thérapeutique - méthodes de traitement médical, 21, 28  
 Etat de la technique  
     accessible au public et date de priorité, 267  
     activité inventive et prise en compte de l'ensemble de l', 270  
     analyse sans difficulté particulière, 70  
     appareil d'épilation, 72  
     appareil de mesure, 79  
     bases, 79  
     caractéristique technique superflue, 79  
     caractéristique technique essentielle, 109  
     caractéristiques extrinsèques, 67  
     charge de la preuve et doute sur l', 405  
     compositions d'alliages, 66  
     conférence reprise dans un écrit, 529  
     contenu - document antérieur - combinaison, 64  
     contenu intrinsèque, 67  
     contenu global, 67

- contenu de la demande, 223
  - date déterminante, 45
  - demandes PCT comprises dans, 46
  - description antérieure implicite, 66
  - dessin, 68
  - détermination, 45
  - détermination du contenu
    - caractéristiques implicites, 65
    - caractéristiques intrinsèques, 67
    - dessins, 68
    - divulgaration défectueuse, 73
    - divulgaration fortuite, 74
    - équivalents, 67
    - exemples, 68
    - possibilité de mise en oeuvre, 75
    - revendications larges, 73
    - usages antérieurs, 69
  - différence de formulation, 79
  - discordance entre le document d'origine et le résumé, 73
  - disjoncteur à air libre, 76
  - dispositif d'alimentation feuille par feuille, 69
  - dispositif, 65
  - divergence entre la réalité technique et la description, 76
  - domaine voisin et combinaison de documents, 142
  - droits antérieurs européens, 45
  - droits antérieurs nationaux exclus, 46
  - droits nationaux antérieurs, 530
  - épilateur, 73
  - équivalents, 67
  - erreurs, 73, 74
  - examen d'office des faits, 61
  - exemples, 64
  - film, 70
  - fongicide, 70
  - homme du métier et connaissance de l', 126
  - identité de l'invention et prise en compte de l'ensemble de l', 270
  - interprétation d'une divulgation technique, 62
  - interprétation restrictive de documents, 73
  - invention de sélection, 75
  - microprocesseur, 70
  - modifications et présentation de l', 236
  - pertinent - but de la recherche, 207
  - pertinent - détermination du contenu, 62
  - preuve, 59
  - programme de commande, 70
  - pulvérisateurs, 69
  - régulation de la croissance, 70
  - renversement d'une proposition donnée, 63
  - renvois, 65
  - résultat de connaissances générales, 132
  - résumé d'un document, 73
  - stratifié pour la fabrication d'un manchon
  - thermorétractable, 71
  - undue burden, 71, 72
  - usage antérieur, 69
  - ventilateur radial, 74
  - whole content, 68
- Etat de la technique le plus proche, 117
- amélioration d'un procédé de fabrication d'un produit connu, 120
  - anciennes antériorités, 120
  - détermination, 117
  - identité d'objectif ou d'effet, 117
  - identité du problème technique, 118
  - modification désavantageuse, 140
  - point de départ le plus prometteur, 119
  - point de départ le plus proche, 119
  - sélection du point de départ le plus proche, 119
- État normal - méthodes de traitement médical, 26
- État pathologique - méthodes de traitement médical, 27, 30, 35
- Etats - désignation, 458
- Etendue de l'examen - recours et examen des arguments, 581
- Etendue des revendications - protection équitable, 176
- Evidence, v. activité inventive
- Ex post facto, v. appréciation ex post facto
- Examen d'office
  - v. aussi principe de l', 504
  - absence d'unité - PCT, 647
  - des faits - et droit d'être entendu, 297
  - des faits - état de la technique, 61
  - des faits - moyens invoqués tardivement, 367
  - des faits - procédure de recours, 580, 581
  - division d'opposition et motif d'opposition, 536, 578
  - examen de la pertinence, 370
  - moyens invoqués tardivement, 377
  - opposition, 504
  - procédure de recours et limitation du pouvoir d', 537
  - recevabilité de l'opposition, 519
  - retrait de l'opposition, 518
  - usage antérieur et recherches supplémentaires, 580
  - usage antérieur public, 531
- Examen
  - après le renvoi de l'affaire pour suite à donner, 495
  - de la pertinence - moyens invoqués tardivement, 367, 369, 373
  - des modifications - opposition, 547
  - distinction phase d'opposition et phase d', 320
  - du recours - étendue déterminée par la requête, 572
  - quant à la forme, 453
  - quant au fond de la demande, 472
  - quant au fond - stade précédent, 470
  - réouverture de l', 493
  - requête en, 469
  - v. aussi procédure d'examen
  - v. aussi requête en, 443
- Examen européen de qualification (EEQ), 409, 635, 636
  - cas limite, 639
  - conditions de l', 637
  - conditions d'inscription, 636
  - conditions d', 639
  - connaissances du candidat et inscription à l', 409
  - déroulement de l'examen, 636
  - motivation des décisions du jury d'examen, 639
  - période transitoire, 410
  - pouvoir de vérification en matière d'examen, 637
- Examineur
  - déclarations personnelles ne lient la division, 482
  - fonction de conseiller juridique, 286
- Exception à la brevetabilité, 37
  - bonnes moeurs, 37
  - ordre public, 37
  - procédés microbiologiques, 37
  - racas animales, 37
  - variétés végétales, 37
- Exceptions aux principes généraux de droit procédural, 604
- Exécution de l'invention
  - étapes supplémentaires non divulguées, 169
  - mesure de routine, 169
  - sans effort excessif, 168
  - v. aussi possibilité d'exécuter l'invention
- Exemples

- exposé suffisant de l'invention et prise en compte des, 166
- généralisation des, 186
- Expert - preuve, 397
- Exposé clair et complet, v. aussi exposé suffisant de l'invention
- Exposé de l'invention
  - caractéristiques essentielles, 166
  - erreur et modifications, 234
  - exposé clair et complet, 167
  - suffisance de, 165
- Exposé des faits et justifications, v. acte d'opposition
- Exposé des motifs
  - d'opposition, 525
  - d'opposition - acte d'opposition, 528
  - d'opposition - insuffisant, 530
  - de recours, 591
  - du recours par renvoi à d'autres documents, 596
  - du recours par renvoi aux arguments présentés antérieurement, 596
- Exposé oral par une personne accompagnant, v. représentation
- Exposé suffisant de l'invention, 277
  - appréciation par l'homme du métier, 165
  - disponibilité de produits sur le marché non garantie, 167
  - effort raisonnable, 167
  - erreurs décelées par l'homme du métier, 165
  - et référence à un document japonais, 166
  - prise en compte des exemples, 166
  - protection équitable, 176
  - spécialiste, 166
- Exposition officielle - accessibilité au public, 47
- Extinction du brevet européen, 518
- Facteur temps - indices de l'activité inventive, 155
- Faillite
  - interruption de la procédure - délais, 330
  - restitutio in integrum, 351
- Fait
  - v. aussi cadre de droit et de fait, 532
  - non contestés - preuve, 395
  - dans le débat en première instance et motifs du recours, 594
  - de la cause et nouvelle procédure orale, v. aussi changement dans les
  - droit étranger et preuve des, 407
  - et justifications à l'appui d'un nouveau motif d'opposition, 540
  - examen d'office - procédure de recours, 580
- Faits et justifications
  - v. acte d'opposition, opposition, motifs d'opposition, v. nouveaux, homme du métier
- Fascicule de brevet européen, 550
  - documents cités dans - moyens invoqués tardivement, 376
  - erreur et acte d'opposition, 521
  - erreur - rectification, 438
  - retard dans la publication et délai d'opposition, 522
- Fatigue - méthodes de traitement médical, 26, 27
- Fax, v. aussi Télécopie
- Force de chose jugée
  - de la décision - restitutio in integrum, 346
  - décisions des chambres de recours, 584
  - retrait du recours, 605
- Force majeure - moyens invoqués tardivement, 374
- Force obligatoire - notification et appréciation provisoire - art. 11(2) RPCR, 317
- Formation et recevabilité du recours, 582
- Forme
  - et contenu de l'acte de recours, 590
  - et délai du recours, 589
- Formulaires
  - de l'OEB - obligation d'utiliser les, 470
  - officiels - renseignements juridiques et contenu des, 416
- Frais
  - à répartir - nature, 563
  - d'interprétation - langue officielle autre, 322
  - de procédure - répartition, 552
  - répartition des, 597, 606
  - requête en répartition des, 597
- Fusion nucléaire à basse température - applicabilité industrielle, 163
- Généralisation
  - d'une caractéristique - modifications, 225
  - de l'enseignement particulier des exemples et clarté, 186
- Génie génétique, 43
  - activité inventive - espérance de réussite, 135
  - revendications modifiées, 614
- Geschmacksmuster, v. modèle industriel
- Grande chambre de recours
  - application uniforme du droit, 609
  - question de droit d'importance fondamentale, 609, 610
  - saisine, 609
  - saisine et pouvoir d'appréciation des chambres, 609
  - décisions et source de la confiance légitime, 287
- Grande entreprise - restitutio in integrum, 349
- Graphique - divulgation implique de caractéristiques, 232
- Graphique, v. aussi dessins
- Greffier - renseignement téléphonique et confiance légitime, 287
- Grief
  - doute sur l'existence d'un accord au maintien du brevet, 589
  - étendue de l'examen du recours, 572 et s.
  - existence et incertitude juridique, 589
  - faits concernant les propres actes de la partie, 407
  - v. aussi partie déboutée
  - vice dû à son propre fait et règle 67 CBE, 622
- Grossesse
  - méthodes de traitement médical, 21, 26, 28, 32
- Grossière erreur d'appréciation
  - v. aussi pouvoir d'appréciation et remboursement de la taxe de recours
- Groupe d'experts
  - homme du métier, 126, 127
  - homme du métier et biotechnologie, 135
- Groupe limité de personnes
  - accessibilité au public, 53
- Groupement de mandataires agréés - interprétation, 417
- Guérison
  - méthodes de traitement médical, 22, 27, 28
  - totale ou partielle - méthodes de traitement médical, 26
- Héritier
  - transmission de l'opposition, 516
- Homme de paille, 524
  - véritable identité de l'opposant, 520
- Homme du métier, 138
  - v. aussi connaissances
  - activité inventive, 126
  - analyse a posteriori, 134
  - approche "could-would", 134
  - approche problème-solution et détermination de l', 127
  - autre domaine technique - objets de la vie courante, 133

## *Index alphabétique*

---

- biotechnologie, 128, 173
  - combinason de documents et évidence, 141
  - connaissances générales, 165
  - connaissances générales écrites et non écrites, 132
  - connaissances générales et priorité, 269
  - connaissances - suffisance de l'exposé, 165
  - de compétence moyenne, 126, 145
  - de compétence moyenne et espérance de réussite, 135
  - de compétence moyenne - interprétation des revendications, 194
  - détermination et anticipation sur la solution, 127
  - domaine technique général, 130
  - domaine voisin, 130
  - échange de matériaux et activité normale de l', 141
  - effort raisonnable, 167
  - examen d'office du niveau de connaissances de l', 505
  - exécution de l'invention, 169
  - exposé suffisant de l'invention, 165, 166
  - exposé suffisant des faits et justifications, 526
  - fondement des revendications sur la description, 190
  - groupe d'experts, 126
  - groupe de personnes, 127
  - identité de l'invention appréciée par rapport à l', 270
  - niveau de connaissance, 131
  - possibilité d'exécuter l'invention, 176
  - préjugé de, 153
  - spécialiste du domaine - interprétation des revendications, 192
  - suffisance de la divulgation/activité inventive, 131
  - surmonter des problèmes connus, 135
- identification de l'opposant - recevabilité de l'opposition, 522
- identité d'objectif ou d'effet - détermination de l'état de la technique le plus proche, 117
- Identité d'invention
- priorité, 275
  - condition de l'existence d'un droit de priorité, 280
  - v. aussi priorité
- Identité de l'opposant, 520
- absence et recevabilité de l'opposition, 522
  - incomplète et recevabilité de l'opposition, 522
  - véritable, 525
- Identité d'une partie
- indications suffisantes pour établir l', 522
  - nouvelle procédure orale, 312
  - du demandeur, 458
  - du demandeur et du déposant - dépôt de matière biologique, 174
- Impartialité, 425, 428, 570
- v. aussi soupçons, récusation pour partialité
  - composition de l'instance influée sans motif objectif vérifiable, 428
  - décisions et application aux premières instances, 425
  - déclaration sous serment, 399
  - délivrance puis opposition, composition de l'instance, 424
  - et application du principe de bonne foi, 291
  - faits litigieux essentiellement les mêmes, 427
  - objective, 427, 428
  - opposition, 505
  - premier examinateur, ancien employé de l'opposant, 425
  - preuve de l'intérêt personnel, 426
  - procédure et anciens membres des chambres, 420
  - procédure inter partes, 570
  - renvoi de l'affaire et composition de l'instance, 426
  - soupçons subjectifs, 428
- Incapacité - interruption de la procédure - délais, 327-329
- Incertitude juridique
- v. aussi sécurité juridique
  - adaptation insuffisante de la description, 589
  - et existence d'un grief, 589
- Incorrection - répartition des frais, 560
- Indépendance des chambres de recours, v. aussi chambre de recours, Praesidium
- Indication
- des voies de recours, 431
  - thérapeutiques et non thérapeutiques, 28
- Industrie, v. aussi applicabilité industrielle
- Informations incorrectes directement à l'origine
- Inobservation - des Directives, 629
- Inscription
- de requêtes, v. aussi Registre européen des brevets, division juridique
  - licences, 445
- Inspection publique, 444
- décisions non susceptibles de recours, 583
  - droit de consulter le dossier sans l'accord du demandeur, 444
  - droit de consulter le dossier et priorité, 444
- Instance
- compétente - restitutio in integrum, 335
  - de l'OEB - applicabilité de la règle 71bis(1) CBE, 318
  - v. aussi procédure ; division d'opposition ; division d'examen ;
  - v. chambres de recours
- Instructions administratives du PCT , 648
- effet obligatoire, 206
- Intention de nuire - répartition des frais, 552
- Intention uniforme de la part du législateur - restitutio in integrum, 341
- Intérêt de l'OEB - moyens invoqués tardivement, 370
- Intérêt de l'opposant - droit de faire opposition, 523
- Intérêt des parties
- affaire définitivement tranchée et renvoi, 599
  - moyens invoqués tardivement, 366, 370
  - restitutio in integrum, 334
  - revendications modifiées, 612
- Intérêt du public, 38, 189, 604
- déroulement des procédures, 420
  - moyens invoqués tardivement, 370
  - retrait de la demande, 388, 390
  - revendications modifiées, 612
- Intérêts - balance, brevet juridiquement valable, 496
- Intérimaire chargé de remplacer un auxiliaire - restitutio in integrum, 361
- Interprétation de la CBE, 448
- Convention de Vienne sur le droit des Traités, 448
  - travaux préparatoires, 449
  - art. 114(2) CBE et règle 71bis CBE, 320
  - art. 116 CBE et règle 86(3) CBE, 308
  - ratio legis et changements, 37
- Interprétation
- erronée d'une disposition, 355
  - et application de la règle 71bis CBE, v. aussi citation à la procédure orale ; pièces de dernière minute
  - et application de la règle 71bis CBE, 318
  - d'une déclaration de renonciation au brevet, 390
  - restrictive - procédure de réserve, 649
  - téléologique des textes, 588
- interruption de la procédure, 327
- restitutio in integrum, 351, 364
- interruption générale de la distribution du courrier - restitutio in

- ul style="list-style-type: none; padding-left: 0;">
- integrum, 364
- Intervenant - droits de l', 571
- Intervention
  - contrefaçon d'un brevet national, 515
  - contrefacteur présumé, 515
  - droits de l'intervenant, 571
  - procédure de recours, 570
  - recevabilité de l', 570
- Inventions
  - v. aussi double protection, exposé suffisant, priorité
  - chimie et activité inventive, 142
  - brevetables, 1
  - contraires à l'ordre public, 38
  - dans le domaine de la chimie - nouveauté, 82
  - dans le domaine de la chimie - activité inventive, 142
  - de combinaison - activité inventive - preuve, 137
  - de combinaison - approche "could-would", 134, 137
  - de combinaison - assemblage de caractéristiques, 137, 138
  - de combinaison - ensemble des caractéristiques connues, 146
  - de combinaison - exposé suffisant des motifs
  - d'opposition, 529
  - de combinaison - interaction fonctionnelle, 138, 139
  - de problème, 151
  - de problème - détermination du problème technique, 122
  - de sélection, 82
  - de sélection - classe d'objets, 96
  - de sélection - recoupement de domaines, 93
  - de sélection - sélection multiple, 95
  - document de priorité et reproduction de l', 275, 276
  - exécution sans effort excessif, 168
  - impossibilité d'exécuter l'invention - art. 57 / art. 83, 163
  - modifications et interprétation du terme-, 229
  - perfectionnement, 166
  - "révolutionnaires", 162
  - substitution - pièces de la demande, 457
  - unité, 201
- Invitation
  - à présenter des observations aussi souvent que nécessaire, 474
  - à présenter des observations - opposition - art. 101(2), 506, 507
  - art. 101(2), 507
  - nécessité d'émettre - droit d'être entendu, 506
  - v. aussi notifications
- IPEA - OEB en qualité de, 654
- IRPI - restitutio in integrum, 355
- Irrecevabilité - de l'opposition, 514
- Irrégularité
  - confiance légitime et obligation d'avertir d', 288
  - majeure entachant la procédure de première instance, 434
  - relevant de sa propre responsabilité et confiance légitime, 290-292
  - remédier à et nouveau délai, 289
  - v. aussi régularisation
- ISA
  - avis formulé par l', 211
  - avis provisoire, 211
  - OEB agissant en qualité d', 646
  - v. aussi Administration chargée de la recherche internationale
- Japonais - exposé suffisant de l'invention et référence à un document en, 166
- Jonction
  - brevets européens séparés ayant le même texte, 498
  - de procédures, 498
  - demandes identiques mot pour mot, 499
- Journal de petites annonces - accessibilité au public, 49
- Juge naturel, v. principe du droit au
- Juge, v. chambres de recours
- Juridiction nationale, 184
  - report de la procédure orale devant l'OEB et audience devant une, 316
  - suspension de la procédure - règle 13 CBE, 446
  - brevet européen et compétence des, 533
- Jurisprudence
  - constante, 307
    - absence et vice substantiel de procédure, 628
  - divergence par rapport à une décision isolée, 628
  - établie et confiance légitime, 295
- Jury d'examen, 638, 639
  - décisions et cas limites, 639
  - obligation de motiver les décisions, 639
  - respect du contradictoire, 639
  - v. aussi examen européen de qualification, 639
  - violation du REE et recours contre les décisions du, 637
- Kit-of-parts
  - constituants individuels séparés physiquement - association lâche, 99
  - première application thérapeutique, 99
  - v. aussi médicaments
- Langue
  - d'un Etat contractant - traduction et formation de l'opposition, 521
  - de la procédure - recours, 566
  - dépôt de l'acte de recours, 442
  - des pièces produites - attribution d'une date de dépôt, 453
  - maternelles et égalité entre les candidats à l'EEQ, 637, 638
  - non officielle - contenu de la demande et texte des dessins dans une, 223
  - non officielle et taxe d'opposition, 443
  - privilège du choix, 442
  - réduction du montant des taxes et, 442
- Legal practitioner, v. avocat, mandataires agréés, représentation, registre des avocats
- Législations nationales - méthodes de traitement médical, 20
- Lentille synthétique - méthodes de traitement médical, 24
- Lésion - méthodes de traitement médical, 26, 27, 32
- Lettre
  - émise à l'en-tête d'une Direction générale - non susceptible de recours, 583
  - ordinaire - significations, 447
  - recommandée - significations, 447
- Liberté d'appréciation
  - v. aussi Pouvoir d'appréciation
  - procédure orale consacrée à l'examen de modifications, 308, 498
  - requête en procédure orale et marge d'appréciation, 308
- Libre disposition de l'instance, v. aussi principe du dispositif, 565
- Licences - inscription, 445
- Limitation du brevet - retrait de l'opposition, 517
- Linguistique médical actuel - méthodes de traitement médical, 32
- Liste des mandataires agréés
  - conditions d'inscription applicables aux avocats, 411
  - particules et ordre alphabétique, 409

## *Index alphabétique*

---

- registre des avocats, 411
- Littérature technique - connaissances générales, 165
- Livre - accessibilité au public, 49
- Locus standi - intérêt de l'opposant, 523
- Lois de la physique - inventions contraires et exigence d'applicabilité industrielle - , 162
- Loyauté de la procédure, 296
  
- Maintien du brevet européen tel que modifié - opposition, 550
- Maladie
  - fixation d'une nouvelle date - procédure orale, 315
  - répartition des frais, 559
- Malaise menstruel - méthodes de traitement médical, 26, 27
- Mammifères transgéniques - séquence oncogène activée, 42
- Mandataires
  - v. aussi représentation et avocats
  - dépôt du pouvoir conféré au, 659
  - distinction pouvoir général et constitution d'un, 286
  - groupement de, 416
  - non agréé - obligation de vigilance - restitutio in integrum, 352, 357
- Mandataires agréés
  - v. aussi représentation, discipline, v. EEQ, v. professionnel,
  - absence de dépôt de pouvoir et recevabilité de l'opposition, 414
  - commun, 414
  - conseiller technique auprès du, 416
  - constitution et pouvoir général, 416
  - en société, 417
  - exerçant à titre libéral, 417
  - exigence d'un pouvoir signé, cas visés, 414
  - exposé oral par une personne accompagnant, 417
  - groupement de, 417
  - liste des, 409, 636, 637
  - liste et membre de l'epi, 635
  - obligations professionnelles, 635 et s.
  - opposant, 414
  - période transitoire visée à l'art. 163(6), 410
  - publicité, autorisation, 642
  - recevabilité de l'opposition, 524
  - registre des avocats et liste des, 411
  - stage d'un candidat à l'EEQ auprès de, 413
  - vigilance nécessaire, 353
- Manoeuvre dilatoire
  - nouvelle procédure orale, 309
- Manque de clarté, 543
  - modifications, 543
  - et disclaimer, 185
- Manuels d'enseignement
  - connaissances générales de l'homme du métier, 131, 132
- Markush - revendications de, 216
- Matière biologique - accessibilité au public, 52
  - v. aussi biotechnologie
- Maxime
  - "delegatus non potest delegare", 423
  - "venire contra factum proprium", 286
- Médecine
  - activité inventive, 150
  - méthodes de traitement médical, 22-25, 35
- Médicaments - administration, 103
  - connus - constituants revendiqués sous forme juxtaposée, 99
  - connus - nouvel effet commun et inconnus en tant que mélange, 99
  - différence dans le régime d'administration, 105
  - dosage - méthodes de traitement médical, 22
  - en vue d'augmenter la production - méthodes de traitement médical, 31
  - fabrication, 103
  - nouvelle combinaison dotée d'une propriété intéressante, 99
  - revendication d'utilisation - 101
  - simple exemple de l'utilisation et absence de caractère technique, 101
- Membres des chambres de recours
  - anciens - représentation, 420
- Même invention
  - v. aussi priorité, identité d'invention, priorité
- Mémoire de recours, 591
  - exposé des motifs et faits présentés pour la 1ère fois, 594
  - exposé des motifs et nouvelles requêtes, 595
  - exposé des motifs et preuves présentées pour la 1ère fois, 594
  - principe de la bonne foi, 593
  - produit tardivement et remboursement de la taxe de recours, 620
  - restitutio in integrum, 334
  - vice de procédure et non expiration du délai pour produire le, 608
- Menstruation - méthodes de traitement médical, 26
- Mentions, v. acte d'opposition, opposition, acte de recours, recours
- Méprise isolée - restitutio in integrum, 346, 348
- Messagerie privée - entreprise de - restitutio in integrum, 362
- Mesure d'instruction
  - v. preuve
  - pertinence, 399
  - répartition des frais de procédure, 552
- Mesure dans laquelle le brevet est mis en cause, 533
- Mesures disciplinaires - radiation, 640
- Méthodes
  - chirurgicales, 32, 97
  - commerciales, 13, 161
  - contraceptive - méthodes de traitement médical, 21
  - curatives - méthodes de traitement médical, 26
  - d'extraction sanguine - méthodes de traitement médical, 23
  - de mesure - méthodes de traitement médical, 35
  - de traitement thérapeutique, 97, 257
  - thérapeutique du corps humain ou animal, 97
  - visant la prévention de la grossesse - méthodes de traitement médical, 21
- Méthodes de diagnostic, 33, 97
  - méthodes de traitement médical, 20, 22-26, 29, 34, 35
- Méthodes de traitement médical, 19
  - animal vivant, 21, 32, 34
  - chirurgien ophtalmologue, 25
  - compétence médicale, 23
  - composition contraceptive, 27
  - contraceptive - composition, 27
  - cornée de l'oeil humain, 24
  - décision médicale déductive, 34
  - dosage de médicaments, 22
  - douleur, 26-27
  - effet contraceptif, 21
  - effet secondaire, 29
  - endoscopie, 34
  - étape thérapeutique, 21, 28
  - étape chirurgicale, 21, 22, 32
  - état pathologique, 27, 30, 35
  - état normal, 26
  - fatigue, 26, 27

- grossesse, 21, 26, 28, 32
- guérir, 22, 27, 29
- guérison totale ou partielle, 27
- législations nationales, 20
- lentille synthétique, 24
- lésion, 26, 27, 32
- linguistique médical actuel, 32
- malaise menstruel, 26
- malaise, 26, 27
- médecin, 22-25, 35
- médicament en vue d'augmenter la production, 31
- médicaments - dosage, 22
- menstruation, 26
- méthode d'extraction sanguine, 23
- méthode visaient la prévention de la grossesse, 21
- méthode de mesure, 35
- méthode contraceptive, 21
- méthodes curatives, 26
- méthodes de diagnostic, 19, 22, 33, 35, 36
- migraines, 26
- mort de l'animal, 21, 32
- myopie, 27
- nature d'un traitement vétérinaire, 38
- nature du traitement, 27, 32
- praticien, 22, 23
- prélèvement d'organes, 32
- préparations pharmaceutiques et cosmétiques, 31
- préserver ou de rétablir la santé, 26
- prévenir, 21, 22, 27, 29
- procédé de plusieurs étapes, 32
- produits - méthodes médicales, 35
- prophylactique, fonction, 29
- prophylactiques, 21, 26
- prothèse, 25
- résonance magnétique nucléaire, 33
- résultats intermédiaires, 22, 34, 35
- santé - rétablissement, 26
- soulagement, 26
- supervision, 23-25
- symptômes, 23, 26, 27
- traitement prophylactique, 26, 29
- traitement médical, 20, 22-26, 29, 34, 35
- traitement vétérinaire des animaux, 20
- traitements non curatifs, 32
- traitements esthétiques, 32
- transplantations d'embryons, 32
- Méthodes de traitement thérapeutique, 26
- Méthodes exclues, 23
- Méthodes médicales
  - produits utilisables dans, 36
- Méthodes
  - thérapeutiques et non thérapeutiques, 28
- Micro-organismes
  - accessibilité, 175
  - clarté des revendications, 187
  - définition, 43
- Migraines
  - méthodes de traitement médical, 26
- Mode de réalisation
  - préférentiel, 227, 233, 236
  - association de caractéristiques entre, 225
- Modèle d'utilité
  - priorité, 280
- Modèle industriel
  - droit de priorité découlant de, 267
- Modifications, 223
  - abus et présentation d'un nombre excessif de requêtes, 479
  - adaptation insuffisante de la description au texte modifié, 589
  - admissibilité - opposition, 542
  - ajout d'informations - indications relatives à l'effet de l'invention, 237
  - ajout d'informations - présentation de l'état de la technique, 236
  - ajout d'un élément non divulgué, 228
  - ajout, suppression d'une caractéristique, 228
  - après l'accord du demandeur, 489
  - après la clôture de la procédure, 497
  - après la notification - règle 51(6) CBE, 495
  - après la réception de la première notification - règle 86(3), 475
  - après le délai de réponse à la 1ère notification de la division d'examen, 475
  - après réception du rapport de recherche européenne, 471
  - article 123(3) CBE, 250
  - au cours de la procédure devant l'ISA, 652
  - au cours de la procédure d'opposition, 542
  - avantage injustifié, 228
  - changement de catégorie, 253
  - combinaison particulière seule divulguée, 226
  - contenu de la demande - ajout d'informations, 236
  - contenu de la demande - divulgation dans les dessins, 231
  - contenu de la demande - erreur dans l'exposé de l'invention, 234
  - contenu de la demande - erreur de calcul, 234
  - contenu de la demande - formule structurelle erronée, 235
  - contenu de la demande - renvois, 233
  - contenu de la demande - résolution de contradictions, 236
  - contenu de la demande telle qu'elle a été déposée, 223
  - contribution technique, 228
  - contribution technique et problème à résoudre par l'invention, 230
  - dans le délai - règle 51(4), 491
  - de la demande de sa propre initiative, 476
  - déduction claire et sans ambiguïté de la demande, 247-250
  - déduction de la demande, 247
  - déduction de la demande et suppression de caractéristique, 247
  - déduction de la demande et généralisation de l'objet, 247
  - degré de conviction de l'instance, 264
  - demandes divisionnaires, 241
  - déplacement de caractéristiques, 252
  - dépourvues de pertinence technique - activité inventive, 140
  - des revendications - admissibilité et pouvoir d'appréciation de l'ISA, 652
  - des revendications - après le rapport de recherche internationale, 652
  - des revendications devant chaque office désigné - déposant PCT, 471
  - des revendications - procédure de recours, 613
  - des revendications - requête en, 652
  - désavantageuses - activité inventive, 140
  - devant les chambres de recours, 487
  - Disclaimer, 238
  - divulgation implicite d'une caractéristique, 230
  - du texte proposé ou accepté - vice substantiel de procédure, 306
  - équivalents, 224, 225
  - examen des, 547
  - exigence d'unité d'invention, 478
  - extraire des caractéristiques isolées, 227

## *Index alphabétique*

---

- fondée sur une erreur, 235
- généralisation d'une caractéristique, 225, 252
- généralisation d'une caractéristique et art. 123(3), 252
- graphique et divulgation implicite de caractéristiques, 232
- jusqu'à la décision de délivrance, 498
- légères, 496
- libre pouvoir d'autoriser des, 496
- limitation constituant une extension non admissible, 227
- limiter la protection conférée, 228
- "mineures" - reprise de l'examen au fond, 497
- moment, 544
- objectif de l'art. 123(2), 235
- opposition - clarification des ambiguïtés du brevet délivré, 543,
- opposition - examen des, 547
- opposition - manque de clarté, 543
- opposition - moment auquel sont produites les modifications, 544
- opposition - recherche additionnelle, 548
- pendant la procédure de recours, 487
- pouvoir d'appréciation et procédure orale portant sur, 498
- présentées le jour de la procédure orale, 320
- prise en compte du rapport de recherche - règle 86(2), 471
- procédure d'opposition, 542
- procédure orale consacrée à l'examen de, 308
- produites dans le délai de la règle 51, 491
- recevabilité après notification de la règle 51(6) CBE , 495, 496
- réexamen des réserves, 652
- règle 51(4) et modifications, 491
- règle 86(3) et pouvoir d'appréciation, 492, 493
- règle 88 CBE, deuxième phrase, 261
- règle 88 CBE, deuxième phrase - évidence de l'erreur et de la rectification, 263
- relation entre les art. 123(2) et 123(3), 258
- réponse à un motif d'opposition, 542
- réservoir pour des, 226
- restrictives - recherche additionnelle, 548
- standard de preuve, 404
- substantielles - renvoi, 619
- sur des éléments qui n'ont pas fait l'objet de la recherche, 477
- "test de nouveauté", 243
- "test du caractère essentiel", 244
- "tests pour l'admissibilité des, 243
- "Tests" d'admissibilité des, 243
- tirées de dessins et conditions, 231
- utiles - procédure d'opposition, 544
- utiles, v. aussi pouvoir d'appréciation
- Monopole
  - effort excessif et détermination de l'étendue du, 188
  - fonction de la contribution technique, 116
- Montant insuffisant
  - paiement de taxe et confiance légitime, 290
- Mort de l'animal
  - méthodes de traitement médical, 21, 32
- Moteur de bateau
  - accessibilité au public, 53
- Motifs d'opposition, 535
  - v. aussi acte d'opposition, exposé des art. 100 CBE, 538
  - clarté des revendications, 543
  - et causes de nullité, 503
  - examen d'office, 504, 578
  - examiné par la division d'opposition d'office, 578
  - exposé, 525
  - intervention du contrefacteur présumé, 572
  - invoqué mais non examiné pendant la procédure d'opposition, 578
  - invoqué pour la première fois a la procédure orale, 513
  - manque de clarté, 544
  - modifications pour répondre à un, 542
  - nouveaux, 538, 540
  - notion de nouveau, 577
  - notion juridique, 538
  - nouveau et droit d'être entendu, 512
  - réintroduction par les chambres de recours, 539
- Motifs
  - au sens de l'art. 113(1) CBE, 296, 479
  - l'essentiel des arguments, 480
  - décisions, 432
  - décisions - requêtes principale et subsidiaire, 432
  - détaillés du recours, 593
- Motifs du recours
  - faits dans le débat en première instance, 594
  - mémoire exposant les, 591
- Motivation des décisions
  - insuffisante, 626
  - motif unique de rejet, 627
  - motifs déjà connus du requérant, REPI, 482
  - motifs préimprimés, 626
  - obligation de motiver le rejet - règle 71bis CBE, 627
  - obligation de répondre à tous les arguments, 627
  - principe du contradictoire, exigence pour chaque motif, 481
  - renvoi en première instance, 626
  - vice substantiel de procédure, 626
- Motivation
  - règle 68.2 PCT , 654
  - rejet de pièces produites tardivement et nécessité de - règle 71bis CBE, 320
- Moyens de preuve
  - v. aussi preuve
  - cadre de fait de l'opposition, 541
  - liberté de choix des, 397, 399
  - motifs d'opposition, 505
  - obtention, 541
  - produits après le délai d'opposition, 531
  - véritable identité de l'opposant, 520
- Moyens invoqués tardivement, 365
  - v. aussi pièces de dernière minute
  - arguments invoqués tardivement, 376
  - documents cités dans le rapport de recherche, 376
  - documents cités dans le fascicule de brevet, 376
  - droit d'être entendu, 374
  - examen de la pertinence, 369
  - examen de la pertinence - abus de procédure, 370
  - examen de la pertinence - justification du retard, 373
  - notion de tardiveté, 365
  - prise en considération, 366
  - prise en considération - exercice du pouvoir d'appréciation, 368
  - renvoi devant la première instance, 378
  - répartition des frais , 379
- Myopie
  - méthodes de traitement médical, 27
- Nation la plus favorisée, v. traitement de la
- National, v. aussi juridiction nationale
- Nature d'un traitement vétérinaire
  - méthodes de traitement médical, 28
- Nature des frais à répartir, 563

- Nature du traitement  
méthodes de traitement médical, 27, 32
- Nature juridique  
procédure d'opposition, 502  
procédure de recours, 565
- Nature technique de l'invention, 1
- Négligence  
de l'autre partie - répartition des frais, 557  
répartition des frais, 552
- Neutralité, v. aussi impartialité
- Noël  
dépôt tardif de revendications modifiées, 617
- Nom erroné, v. identité d'une partie, acte d'opposition
- Non-clarification, v. aussi clarification  
art. 113(2) et requêtes définitives, 307
- Non-comparution à la procédure orale  
droit d'être entendu, 303, 315  
obligation de prévenir par écrit, 315  
répartition des frais, 315, 560
- Non-évidence, v. activité inventive
- Non-paiement  
de nouvelles taxes de recherche en cas de défaut d'unité, 394  
de taxes de revendication, 394
- Notaire  
preuve, 396
- Notifications  
ambigüe - vice substantiel de procédure, 630  
appréciation provisoire et force obligatoire, 317  
art. 11(2) RPCR, 317  
art. 96(1) et règle 51(1) CBE, 470  
art. 96(1) - défaut de réponse, 471  
art. 96(2) - absence de réponse, 484  
art. 101(2) - respect du droit d'être entendu, 507  
claires et non ambiguës, 285  
contenu selon l'article 96(2), 474  
de l'ensemble des motifs s'opposant à la brevetabilité, 474, 475  
de l'OEB en vue de "prendre note", 508  
de la division d'opposition - non susceptible de recours, 583  
défaut de réponse à - art. 96(1)  
droit d'être entendu et rejet de la demande après une, 297  
équivoque, 285  
et décisions, distinction, 430  
formulaire standard envoyé par le greffe, 286  
mauvais formulaire de, 630  
modifications après la première - règle 86(3), 475  
modifications après - règle 51(6), 495  
motivation, 474  
nouvelle, 479  
opposition et observations sur les, 506  
pratique constante des divisions d'examen, 473  
première et suivantes - procédure d'examen, 472  
preuve et réception des, 406  
procédure d'examen après - règle 51(4) CBE, 487  
procédure orale après - règle 51(6) CBE, 498  
qualification, 431  
règle 57(1)  
règle 58(4) CBE, 512  
règle 69(1), 549  
règle 69(1) CBE, 583  
rejet après la première, 474  
rejet après la première, v. aussi rejet  
toute lettre envoyée après la - règle 51(2) CBE, 298
- Notion  
de délai, 332
- de temps utile - préparation de la procédure orale, 318
- Nouveauté, 44  
caractéristique technique essentielle, 109  
caractéristiques distinctives, 78  
autre formulation, 79  
caractéristiques fonctionnelles, 82  
différence dans la composition, 81  
différences de valeurs, 80  
divulgaration générique, 82  
produits inévitablement obtenus, 81  
revendication de produit avec des caractéristiques de procédé, 82  
chimie - antériorisation de composés particuliers, 84  
chimie - degré de pureté plus élevé, 90  
compositions chimiques et groupes de substances, 83  
concept général de, 97  
concept particulier, 97  
constatation de différences, 77  
de l'utilisation, 97  
de l'utilisation - deuxième application thérapeutique, 100  
de l'utilisation - première application thérapeutique, 97  
dispositions sur la nouveauté ne s'opposent pas à la brevetabilité, 97  
document de l'état de la technique pris isolément, 77  
énantiomères, 89  
groupes de substances, 88  
inventions de sélection - classe d'objets, 96  
inventions de sélection - recoupement de domaines, 93  
sélection à partir d'un vaste domaine, 91  
sélection à partir de domaines de paramètres, 91  
sélection multiple, 95
- Nouveau motif d'opposition, 367, 538, 540, 541  
accord du titulaire du brevet, 537  
définition, 577  
droit d'être entendu, 512  
faits et justifications à l'appui, 540  
sens, 538
- Nouveau(x), Nouvelle(s)  
application thérapeutique, 104  
argument - droit d'être entendu pendant la procédure orale, 300  
date, v. aussi procédure orale  
délais - demande internationale, 643  
document - introduction et droit d'être entendu, 302  
élément pertinent - introduction et droit d'être entendu, 302  
éléments invoqués par les parties, 430  
faits - changement dans les faits de la cause - règle 71bis CBE, 320  
faits et justifications invoqués tardivement, 540  
faits et justification invoquées tardivement - opposition, 540  
motif lors du réexamen - procédure de réserve, 651  
motifs - droit d'être entendu, 512  
motifs - droit d'être entendu pendant la procédure orale, 300  
moyens de preuve - opposition et droit d'être entendu, 507  
moyens de preuve - renvoi de l'affaire et droit d'être entendu, 511  
moyens des parties - clôture des débats, 429  
possibilité de prendre position, 513  
preuves - changement dans les faits de la cause, 313  
preuves - changement dans les faits de la cause - règle 71bis CBE, 320  
preuves ou nouveaux motifs, 657  
preuves - suffisance de l'acte d'opposition, 531  
procédure orale - identité de parties et des faits de la cause, 312  
règle 71bis CBE, 317

## *Index alphabétique*

---

- revendications, 540
- revendication - droit d'être entendu pendant la procédure orale, 300
- revendications - dépôt après le rapport de recherche et taxe de recherche, 478
- revendications - examen de la brevetabilité et taxe de recherche, 478
- situation et droit d'être entendu, 299
- utilisation pharmaceutique, 100
- Nullité
  - motifs d'opposition et causes de, 503
- Obiter dictum
  - recevabilité de l'opposition, 519
- Objections formulées
  - reprise par une partie, 541
- Objets de la vie courante
  - homme du métier, 133
- Obligation d'avertir d'irrégularités
  - v. aussi irrégularités,
  - v. protection de la confiance légitime, 288
- Obligation
  - de confidentialité - accessibilité au public, 53
  - de confidentialité - preuve, 398
  - de secret, v. secret, preuve, mandataires agréés
  - de vigilance - restitutio in integrum, 346, 351-362
  - des parties, v. aussi remboursement - protection de la confiance légitime
  - professionnelles, 641
- Observations
  - du demandeur - examen quant au fond, 472
  - formulées par des tiers, 572
  - invitation de nouveau à présenter - nouvelle situation, 299
  - nouvelle invitation à présenter des - libre appréciation, 297
  - possibilité de soumettre des - v. droit d'être entendu
  - présentées par les parties - déroulement de la procédure d'opposition, 506
- Obtentions végétales - protection communautaire des, 40, 43
- OEB
  - agissant en qualité d'administration PCT, 643
  - agissant en qualité d'IPEA, 654
  - agissant en qualité d'ISA, 646
  - demande d'examen préliminaire international et interprétation différente, 660
  - office élu ou désigné et compétence, 660
  - office désigné ou office élu, 658
  - pas lié par l'interprétation de l'Office récepteur, 660
  - procédure devant, 453
  - service fourni de sa propre initiative, 293
- Office
  - allemand - réception du paiement de taxes, 381
  - américain des brevets, 450
  - désigné - non lié par les opinions d'une des autorités de la phase internationale, 660
  - japonais des brevets, 450
  - nationaux des brevets - renonciation au brevet, 518
- Omnibus claims
  - revendications, 179
- Opinion dissidente
  - division d'opposition et efficacité de la procédure, 600
  - droit d'être entendu, 303
  - renvoi et efficacité de la procédure, 435
- Opposant
  - identification - recevabilité de l'opposition, 522
  - intérêt de l', 523
- mandataire agréé, 414
- nouvelle opposant et qualité d', 516
- véritable identité de l', 520
- v. aussi parties
- Opposition
  - v. aussi motifs d'opposition, procédure d',
  - v. aussi recevabilité de l', retrait de l'
  - absence de procédure orale et irrecevabilité de l', 313
  - abus de procédure, 523
  - acte d', 525
  - action centralisée en révocation d'un brevet, 533
  - bon déroulement de la procédure d', 507
  - cadre de droit et de fait, 532
  - conjointe - recevabilité, 525, 586
  - contournement abusif de la loi et qualité d'opposant, 405
  - contre son propre brevet par le titulaire, 503
  - décisions intermédiaires, 550
  - défaut de signature, 521
  - délai de neuf mois, 521
  - distinction phase d'examen et phase d', 320
  - droit d'être entendu, 505
  - droit de faire opposition - intérêt de l'opposant , 522
  - durée raisonnable de la procédure d', 507
  - exposé des motifs d', 525
  - fondée sur un usage antérieur public, 531
  - forme de l', 521
  - identification de l'opposant, 523
  - intérêt de l'opposant, 523
  - irrecevabilité, 514
  - maintien du brevet tel que modifié, 550
  - modifications, 542
  - modifications - clarification des ambiguïtés du brevet délivré, 543,
  - modifications - manque de clarté, 543
  - motif d', 572
  - notion de "toute personne" - art. 99, 523
  - nouveaux faits et justifications invoqués tardivement, 540
  - par le titulaire du brevet, 523
  - par toute personne, 503, 525
  - par un mandataire agréé agissant en son nom propre, 524
  - pluralité d', 541
  - principes généraux de la procédure d', 507
  - procédure rapide et rationalisée, 507
  - qualité d'opposant, 53
  - recevabilité, 514, 519
  - recevabilité et taxe d'opposition, 586
  - retrait pendant la procédure de recours, 605
  - transmission de l', 516, 568
- Optimisation de paramètres
  - activité inventive, 149
- Ordinateur (inventions brevetables), 2
- Ordre public
  - et intégrité physique des individus, 38
  - et protection de l'environnement, 38
  - et protection de l'intérêt public, 38
  - exception à la brevetabilité, 37, 38
  - inventions contraires à l', 38
  - mammifère transgénique, 38
- Paiement des taxes, 380
  - de recours - défaut et obligation d'avertir, 289
  - débit automatique et confiance légitime, 285
  - indication de l'objet du, 381
  - modes de, 381
  - ordre de débit incorrect, 380

- reçu par la voie postale à l'Office allemand, 381
- taxes de désignation, 380
- Partialité, v. soupçon de partialité, 425
- Parties
  - à la procédure de recours, 567 et s.
  - attitude passive et preuve de la remise d'une lettre, 407
  - balance des intérêts des, 491
  - déboutée - personnes admises à former un recours, 586
  - déboutée - procédure de recours, 586
  - droits d'une partie volontairement absente, 305
  - droits des, 569
  - droits procéduraux - recours, 567
  - impossibilité de contester ses propres actes, 407
  - impossibilité de faire grief d'un vice dû à son propre fait et règle 67 CBE, 622
  - induite en erreur, 285
  - intérêt des, 599
  - principe d'égalité des parties à la procédure, 569
  - procès-verbal et déclarations pertinentes des, 321
  - propre responsabilité et obligation de l'OEB d'avertir d'irrégularités, 289
  - renonciation par le silence, 588
  - reprises d'objections formulées par d'autres parties, 541
  - transmission de la qualité, 568
  - v. aussi maladie d'une partie
  - v. aussi obligations des parties; requérant; intervenant; tiers
- PCT
  - v. aussi CBE, déposant
  - compétence des chambres de recours, 643
  - demande euro-PCT, 461
  - instructions administratives et effet obligatoire, 206
  - obligation pour l'ISA de suivre les directives concernant la recherche, 646
  - procédure de réserve, 646
  - taxes additionnelles, 646
- Perfectionnement
  - invention, 166
- Période transitoire
  - Examen européen de qualification, 410
- Personnes
  - admises à former un recours, 585
  - physiques ou morales - représentation, 409, 635
  - v. opposition par toute personne
- Perte d'un droit
  - droit d'obtenir une décision, 421
- Perte de la priorité
  - ajout de caractéristiques non divulguées, 272
- Pertinence
  - moyens invoqués tardivement, 369
- Phase internationale, 660
  - accord OEB, OMPI, 645
  - d'une demande PCT - compétence des chambres, 643, 644
  - d'une demande PCT - protection juridique durant la, 644
  - Office désigné non lié par les actes des autorités de la, 660
- Pièces, v. aussi production de ; documents ; nouveau
  - de dernière minute - Interprétation et application de la règle 71bis CBE, 318 et s.
  - de la demande, 456
  - de la demande - substitution d'invention, 457
  - présentées le jour de la procédure orale - écartées des débats, 320
  - produites après la date limite fixée - écartées des débats, 320-321
  - produites après la date limite - distinction examen et opposition - règle 71bis CBE, 320
  - produites après la date limite - procédure orale, 318 et s.
  - produites lors de la procédure orale, 545
  - produites tardivement, 320
  - rejet et exercice du pouvoir d'appréciation, 318 et s.
- Plage de valeurs
  - arbitraire et modifications, 227
  - disclaimer, 185
  - valeur particulière décrite dans un exemple et modifications, 227
- Plantes et variétés végétales
  - brevetabilité, 39
- Plantes génétiquement modifiées
  - bonne moeurs, 38
- Pluralité
  - d'inventions - unité de l'invention, 201
  - d'oppositions, 541
  - de demandeurs - représentation, 414, 415
- Problème méconnu, 213
- Possibilité d'exécuter l'invention
  - difficulté excessive, 176
  - rapport entre l'article 83 CBE et l'article 84 CBE, 175
  - tâtonnements, 168
  - v. aussi effort excessif, exposé suffisant de l'invention
- Possibilité
  - de déduire directement et sans ambiguïté - priorité, 269
  - de prendre position, v. aussi droit d'être entendu
- Poste
  - paiement reçu à l'Office allemand par la, 382
  - significations, 447
  - v. aussi envoi postal
- Poursuite de la procédure
  - par écrit, 301, 312
  - renvoi pour, 602
- Pouvoir d'appréciation, 582
  - cas d'espèces, 419
  - chambre de recours et réintroduction d'un motif d'opposition, 539
  - critères, 418
  - critères et exposé oral complémentaire, 417
  - division d'opposition, 550
  - division d'opposition et recherche additionnelle, 548
  - en cas de pluralité d'inventions, 655
  - exercice, 320, 477
  - exercice dans l'opposition et échange de mémoires, 506
  - exercice et examen d'office, 537
  - exercice et faits pertinents, 476
  - grossière erreur, 628
  - instances de l'OEB, 440
  - libre appréciation des preuves, 395 et s.
  - libre appréciation et saisine de la Grande chambre, 609
  - libre appréciation - invitation à présenter des observations, 297
  - libre appréciation et modification de la demande, 496
  - limites et modifications - règle 51(4), 491
  - marge, 308, 628
  - modification accompagnée d'une requête en procédure orale, 308, 498
  - modifications ni opportunes ni nécessaires, 544
  - modifications pendant la procédure de recours, 487
  - moyens invoqués tardivement, 368, 369, 370
  - nécessité de motiver la décision, 477
  - nouvelle invitation à présenter des observations, 472
  - nouvelle invitation et chance de délivrance du brevet, 473
  - OEB et PCT, 660
  - principes, 439
  - prise en compte de pièces produites lors de la procédure orale, 545

## *Index alphabétique*

---

- règle 71bis et exercice du, 318 et s.
- règle 86(3), 476, 487, 492, 493
- renvoi à la première instance, 598
- renvoi de l'affaire et procédure ex parte, 579
- représentation et exposé oral par un assistant, 417
- revendications modifiées, 613, 619
- revendications modifiées au stade de la procédure orale, 321
- Pouvoir discrétionnaire, v. pouvoir d'appréciation
- Pouvoir
  - v. aussi représentation, 413
  - général - et constitution de mandataire agréé, 416
  - général - formulaire, 415
  - général - non enregistré par l'OEB comme tel, 415
- Pouvoir limité
  - intention du demandeur, 415
- Praesidium
  - indépendance des chambres de recours, 318
  - questions institutionnelles, 664
- Praticien
  - méthodes de traitement médical, 22, 23
- Pratique établie
  - v. sources de la confiance légitime
- Préjugé de l'homme du métier, 153
  - évolution de la technique dans une autre direction, 155
- Préjugés,
  - v. impartialité, récusation, soupçons, homme du métier
- Prélèvement d'organes
  - méthodes de traitement médical, 32
- Première application thérapeutique
  - kit-of-parts, 99
  - nouveauté, 97
  - préparation revendiquée sous forme juxtaposée, 99
  - revendication de substance proposée à une fin spécifique, 98
- Préparations pharmaceutiques et cosmétiques
  - méthodes de traitement médical, 31
- Présentation d'informations, 10
- Présentation tardive de faits et preuves
  - répartition des frais, 553-557
- Préserver ou rétablissement la santé
  - méthodes de traitement médical, 26
- Président de l'OEB
  - décision - dépôt par des moyens techniques de communication, 292
- Présomption
  - de renonciation, 588
- Prête-nom
  - véritable identité de l'opposant, 520
  - v. homme de paille, 524
- Preuve
  - v. aussi activité inventive (indices d'), charge de la, moyens
  - v. nouveaux moyens de preuve, et droit de la preuve, 394-408
  - ancienneté des faits litigieux, 400
  - au-delà de tout doute raisonnable, 403, 404
  - à soi même - documents internes de l'opposant, 400
  - avis de réception absent du dossier, 407, 447
  - bordereau de livraison, 397
  - brochure, 397
  - certitude, 403
  - certitude et accord sur le texte, 492
  - charge - état de la technique, 59
  - commencement de, 408
  - date imprimée sur la brochure, 397
  - de l'accessibilité au public
  - audition de témoins, 60
  - bibliothèque, 61
  - catalogue, 61
  - charge de la preuve, 60
  - commencement de preuve, 59
  - contrat de coentreprise, 60
  - date, 402
  - obligation de confidentialité, 60
  - périodique mensuel pour hôteliers et restaurateurs, 61
  - systèmes d'alignement pour contrôle de tir, 59
  - usage antérieur, 60, 61
  - de la remise d'une lettre et concours des parties, 407
  - degré de conviction de l'instance, 264
  - déroulement de la procédure orale, 403
  - doute, 404
  - droit étranger à la CBE, 406
  - droit national et pratique nationale des brevets, 407
  - en cas de rejet ou de révocation, 403
  - en possession de l'adversaire et production forcée, 406
  - essais produits et priorité, 271
  - état de la technique, 59
  - existence d'une activité inventive, 134
  - existence d'une contestation - règle 78(2), 407
  - expert, 397
  - exposé oral et article publié correspondant, 403
  - faits non contestés, 395
  - faits présumés, 395
  - indices d'activité inventive, 153
  - indices d'applicabilité industrielle, 163
  - interprétation du document de priorité, 281
  - liberté de choisir ses moyens de preuve, 397, 399
  - libre appréciation des preuves, 395, 399, 402, 524
  - lien de parenté ou d'affaires avec les témoins, 396, 400
  - liste non limitative de l'art. 117, 396, 397
  - modifications et standard de, 404
  - notions, 395
  - nouvelles et suffisance de l'acte d'opposition, 531
  - obligation de confidentialité, 398
  - offre de preuve, 399
  - original ou copie, 398
  - ouï-dire, 401
  - possibilité d'exécuter l'invention, 177
  - prétendu accord verbal et confiance légitime, 288
  - principes selon l'art. 125, 406
  - probabilités, v. "balance of probabilities"
  - production suffisamment tôt des, 398
  - prospectus et date de diffusion, 408
  - réception d'un document et risque de la, 406
  - réception de notifications, 406
  - recevabilité de tous moyens de preuve, 396
  - recherches supplémentaires et procédure nationale, 402
  - rectifications et standard de, 404
  - restitution des pièces, 398
  - risque de la preuve, perte du chèque et paiement des taxes, 406
  - secret, 400, 401
  - témoignage, 396
  - teneur d'un appel téléphonique et confiance légitime, 288
  - usage antérieur public, 404
  - vérification des signatures, 399
  - violation du principe de confiance légitime, 288
- Prévention
  - méthodes de traitement médical, 21, 22, 26, 29
- Principe(s)
  - d'économie de la procédure - restitutio in integrum, 336
  - d'égalité des droits, 505

- d'égalité des droits - opposition, 505, 506
- d'égalité - restitutio in integrum, 344
- d'impartialité, 505, 570
- de droit généralement admis - impartialité du juge, 420
- de l'égalité de traitement de toutes les parties à la procédure, 569
- de l'égalité de traitement - protection absolue, 98
- de l'examen d'office, 504
- de l'exposé implicite - priorité, 268
- de l'impartialité du juge, 428
- de la libre appréciation des preuves, 524
- de la libre disposition de l'instance, 565
- de libre appréciation des preuves, v. preuve
- de non discrimination - principe fondamental du PCT, 660
- de procédure généralement admis - question de fond, 486
- de procédure généralement admis, 479, 569
- de procédure généralement admis - cas d'urgence et délais, 317
- de proportionnalité, 364
- de proportionnalité - restitutio in integrum, 352
- directeurs de la procédure, 285
- directeurs de la procédure - actes de procédure, 383-387
- directeurs de la procédure - droit d'être entendu, 296
- directeurs de la procédure - protection de la confiance légitime, 285
- directeurs de la procédure - procédure orale, 308
- du droit au juge naturel, 428
- fondamental du droit européen, 385
- fondamental du PCT, 660
- fondamentaux du droit procédural, 653
- général de brevetabilité - art. 52(1) CBE, 41
- général de procédure - pas deux brevets pour la même invention, 486
- général du droit - invoqué et preuve, 406
- généraux à la procédure d'opposition, 507
- généraux de droit procédural - exceptions aux, 604
- généraux régissant les procédures contentieuses, 565
- l'accessoire suit le principal", 516
- régissant l'exercice du pouvoir d'appréciation, 439
- Principe de bonne foi, 285, 508, 511, 541
  - actes n'ayant pas de caractère officiel, 482
  - applicable à tous les actes de procédure, 482
  - mémoire de recours, 593
  - moyens invoqués tardivement, 372
  - restitutio in integrum, 342
  - v. aussi protection de la confiance légitime
- Principe de confiance légitime
  - v. protection de la confiance légitime
- Principe de protection de la confiance légitime
  - v. protection de la confiance légitime
- Principe dispositif
  - art. 113(2), 490
  - libre disposition de l'instance, 565, 604
  - ne ultra petita, 504
- Principe du contradictoire
  - opposition, 505
  - préparation de la procédure orale, 319
  - répartition des frais, 560
  - v. aussi droit d'être entendu,
- Priorité, 267
  - abus et système de, 276
  - caractéristiques implicites, 274
  - caractéristiques manquantes, 274
  - condition d'unité, 280
  - correction, 465
  - date de, 117
  - demande fondant le droit de, 267
  - dépôt d'un dessin ou modèle industriel, 267
  - report de la date de dépôt de la demande antérieure, 268
  - différentes priorités pour différentes parties de la demande européenne, 280
  - extension par rapport à la demande antérieure, identité de l'invention, 268
    - caractéristiques "essentielles", 270
    - caractéristiques implicites de l'enseignement technique, 274
    - caractéristiques manquantes par rapport à la demande antérieure, 274
    - choix à partir d'une formule générique, 273
    - divulcation dans l'ensemble des pièces de la demande antérieure, 270
    - divulcation dans le document de- permettant la reproduction de l'invention, 275
    - divulcation dans les revendications de la demande antérieure, 272
    - extension par rapport à la demande antérieure, 274
    - non-divulcation d'un élément essentiel, 272
    - suppression de caractéristiques non essentielles, 274
  - modèle d'utilité, 280
  - multiples, 279
  - multiples pour une seule revendication, 281
  - multiples - publications d'antériorité dans l'intervalle de priorité, 281
  - non-divulcation d'un élément essentiel - domaines de tolérance et indication de valeurs limites, 272
  - notion de "même invention", 268
  - partielles, 279
  - partielles et multiples, 279
  - perte de la, 272
  - première demande dans un pays de l'Union, 278
  - production de documents de, 468
  - publications pendant le délai de, 279
  - revendiqués sur les éléments révélés précisément et document de priorité, 273
- Prise d'effet de la décision de délivrance - publication au Bulletin européen des brevets, 500
- Privilège du choix de la langue, 442
- Probabilités
  - v. "balance of probabilities", preuve
- Problème partiel - indice d'activité inventive et solution inattendue d'un, 158
- Problème technique, 122
  - à la date de priorité, 275
  - à résoudre par l'invention - et absence d'unité, 210
  - appréciation ex post facto, 122
  - approche problème-solution, 116
  - connaissances postérieures à la date de dépôt, 122
  - connaissances postérieures à la date de priorité, 122
  - critère objectifs, 122
  - détermination, 122
  - formulation du problème
    - formulation et anticipation sur la solution, 127
  - invention de problème, 122
  - nouvelle formulation, 124
  - prétendus avantages, 123
  - problème connu - autre solution possible, 126
  - problème formulé dans le brevet en litige, 123
  - reformulation et art. 123(2), 226
  - sous-problèmes et combinaison de documents, 142
- Procédé
  - à l'échelle industrielle - amélioration minime, 150

## *Index alphabétique*

---

- de plusieurs étapes - méthodes de traitement médical, 32
- à plusieurs étapes et article 52(4), 21
- de génie génétique, 43
- essentiellement biologiques, 41
- microbiologiques, 43
- microbiologiques - exceptions à la brevetabilité, 37
- Procédure, 285
  - accélération de la, 514
  - administrative - procédure d'opposition, 502
  - après le prononcé de la décision, 597
  - clôture, 498
  - de révocation - distinction avec l'opposition avant délivrance, 503
  - déroulement rapide de, 301
  - devant l'OEB, 453
  - disciplinaire - possibilité de recours, 641
  - économie de, 308, 609
  - écrite - fin de la, 429
  - efficacité de l'ensemble de la, 435, 600
  - inquisitoire, v. examen d'office
  - interruption, 327
  - interruption - restitutio in integrum, 364
  - introduction d'un document pour la 1ère fois au cours de la, 302
  - loyauté de la, 296
  - poursuite par écrit, 301, 312
  - préparatoire - art. 96(2) et règle 51(3), 474
  - principe d'égalité des parties, 569
  - suspension de la, 446
  - jonction, 498
- Procédure contentieuse
  - à caractère administratif - opposition et examen d'office, 504
  - contentieux administratif, 604
  - opposition par le titulaire du brevet, 524
  - v. procédure d'opposition, procédure de recours
- Procédure d'examen, 469
  - après la notification de la règle 51(4) CBE, 487
  - requêtes - principale et à titre subsidiaire, 386
  - unité de l'invention - absence, 208
  - vérification de la validité d'un droit de priorité, 267
- Procédure d'opposition, 502
  - absence d'effet dévolutif, 502
  - absence d'effet suspensif, 502
  - bon déroulement de la, 507
  - droit d'être entendu, 505
  - limitation ou révocation du brevet, 502
  - mesure dans laquelle le brevet est attaqué, 572
  - modifications au cours de, 542
  - montant de la taxe d'opposition, 443
  - nature juridique, 502
  - pas une voie de recours, 502
  - principe d'égalité des droits, 505, 506
  - principe d'impartialité, 505
  - principe de l'examen d'office, 504
  - procédure contentieuse, 502, 503
  - renvoi pour poursuite de la procédure et opposition initiale, 511
  - répartition de la charge de la preuve, 405
  - requête de l'opposant, 572
  - requêtes - principale et à titre subsidiaire, 387
  - unité de l'invention - absence, 209
  - v. aussi Communiqué, droit d'être entendu, opposition
- Procédure de dépôt, 453
- Procédure de nullité, 549
- Procédure de recours - , 565
  - clôture, 604
  - dépôt de revendications modifiées, 612
  - droits procéduraux des parties, 567
  - et procédure de première instance, distinction, 567
  - étendue de la, 565, 572
  - examen d'office des faits, 580
  - examen des conditions de brevetabilité, 576
  - intervention, 570
  - observations formulées par des tiers, 572
  - partie déboutée, 586
  - parties à la, 567 et s.
  - procédure contentieuse, 537
  - reformatio in peius, 573
  - relevant du contentieux administratif, 565, 604
  - répartition des frais, 597
  - sur opposition, 576
  - sur opposition - étendue de l'examen, 575
  - v. aussi Recours
- Procédure équitable, 434, 511
  - v. délai raisonnable, droit d'être entendu, impartialité
- Procédure ex parte
  - absence de caractère contentieux, 579
  - confiance légitime - application à la, 288
  - renvoi de l'affaire, 579
  - répartition de la charge de la preuve, 405
  - recours, 579
- Procédure inter partes
  - confiance légitime - application à la, 288
- Procédure orale, 308
  - v. aussi citation à la, nouvelle, pièces de dernière minute
  - après la notification - règle 51(6) CBE, 498
  - au plus tard dans les observations en réponse à la notification, 475
  - composition de l'instance et nouvelle, 303
  - d'office, 308
  - délai de citation raccourci, 316
  - demande d'ajournement - frais de procédure, 557
  - demande d'entrevue et requête en, 310
  - devant la section de dépôt, 309
  - droit à, 308, 569
  - droit de demander à tout moment une, 475
  - entrevue avec une seule partie, 314
  - et demande d'entrevue, 483
  - exposé oral par un ancien membre des chambres de recours, 420
  - fixation d'une nouvelle date, 315
  - fixation d'une seule date, 315
  - fixation et report de la date, 315
  - fixation et report de la date - v. communiqué des VP DG 2 et DG 3, 315
  - formulation d'une requête en - clarification, 624
  - formulation de la requête, 310
  - frais d'interprétation, 322
  - interprétation et application de la règle 71bis, 318
  - intervenants et report de la, 515
  - manoeuvre dilatoire et nouvelle, 309
  - membres présents et motivation par écrit ultérieure, 424
  - moyens invoqués tardivement, 375
  - motif d'opposition invoqué pour la 1ère fois à la, 513
  - non-comparution, 315
  - non-comparution d'une partie à, 558
  - non-comparution - droit d'être entendu, 315
  - non-comparution - obligation de prévenir l'OEB, 315
  - notification de l'art. 11(2) RPCR, 317
  - nouvelle, 309, 311
  - portant sur des modifications et pouvoir d'appréciation, 498
  - préparation et citation à, 317

- préparation et déroulement, 315
- préparation et déroulement de la, 315
- preuve du déroulement, 403
- rédaction du procès-verbal, 321
- refus de faire droit à une requête en, 298
- rejet de la requête, 308
- report, 320, 516
- requête, 623
- requête en - égarée, 624
- requête en, 309
- requête en cas de renvoi de l'affaire, 314
- requête en - et vice substantiel de procédure, 623
- requête subsidiaire, 313
- requis - substitution par une entrevue, 484
- retrait de la demande de tenue d'une - frais de procédure, 557
- retrait de la requête, 311
- revendications modifiées, 613, 614, 615
- revendications tardives, 545
- sur requête, 308
- violation de l'art. 116, 314
- Procédure en matière disciplinaire,
  - v. Discipline, v. EEQ, v. Mandataires agréés, v. procédure de recours
- Procès-verbal, 436
  - contenu - déclarations pertinentes des parties, 321
  - contenu - ensemble des arguments des parties, 321
  - contenu - essentiel de la procédure orale, 321, 322
  - contenu - fait important concédé, 322
  - correction, 322
  - de la procédure orale, 307
  - de la procédure orale - non susceptible de recours, 583
  - et décisions susceptibles de recours, 321
  - nécessité de présenter une requête en correction, 631
  - rédaction - procédure orale, 321
- Processus décisionnel
  - fin et remise à la poste interne, 429
- Product-by-process, v. aussi revendication
- Production de documents
  - de priorité, 468
  - préparation de la procédure orale et date limite, 318
  - répartition des frais, 552
- Production tardive de documents et/ou de requêtes
  - frais de procédure, 553
- Produit
  - chimique à activité thérapeutique - protection absolue pour la substance, 98
  - intermédiaire - accessibilité au public, 51
  - intermédiaires - inventions dans le domaine de la chimie, 144
  - méthodes médicales, 35
  - utilisables dans des méthodes médicales, 36
- Professionnel,
  - v. secret professionnel, v. publicité
  - v. aussi Code de conduite professionnelle
- Progrès technique
  - condition de brevetabilité, 115
  - indice d'activité inventive, 161
  - par rapport à l'état de la technique le plus proche, 122
- Prononcé de la décision
  - procédure après, 597
  - requête en répartition des frais après le, 597
  - v. décision
- Prophylactique
  - méthodes de traitement médical, 21, 26
  - fonction - méthodes de traitement médical, 29
- Protection
  - conférée par le brevet, 543
  - de l'intérêt public - ordre public, 38
  - double, 486
  - du public - restitutio in integrum, 345
  - équitable - étendue des revendications, 176
  - équitable - exposé suffisant de l'invention, 176
  - juridique durant la phase internationale, 644
  - modification et limitation de l'étendue de la, 230
- Protection de la confiance légitime, 285, 433
  - accord verbal et preuve de l', 288
  - actes de procédure, 287, 383-394
  - actes non officiels, 482
  - application à toutes les parties, 288
  - attribution de la date de dépôt, 285, 290, 453, 529
  - champ d'application, 287
  - débiteur de l' obligation de bonne foi, 291
  - décision d'espèce, 289
  - décisions de la Grande Chambre de recours, 287
  - dépôt d'une demande par télécopie, 292
  - fixation d'un nouveau délai, 289
  - formulaire - renseignements juridiques détaillés, 286, 416
  - greffier - renseignement téléphonique, 287
  - irrégularités relevant de sa propre responsabilité, 290-292
  - jurisprudence établie, 295
  - modification de la date d'une décision, 285
  - national de la propriété industrielle, 335
  - non prévus et confiance légitime, 293
  - obligation d'avertir d'irrégularités, 288
  - obligation d'avertir le demandeur d'irrégularités, 288
  - paiement des taxes, 285
  - pratique établie, 287
  - preuve de la violation de la, 288
  - publication d'une décision, 287
  - renseignements erronés, 285
  - revirement de jurisprudence, 294, 295
  - service du courrier interne - fin de la procédure, 429
  - services fournis par l'OEB, 293
- Prothèse
  - méthodes de traitement médical, 25
- Protocole sur la reconnaissance
  - révision d'une décision, 446
  - suspension de la procédure, 446
- Public
  - personnel d'une entreprise ne peut pas être assimilé au public, 53
  - secret, 53
  - société japonaise des ingénieurs chimistes, 53
  - v. aussi intérêt du public
- Publication
  - de la demande, 469
  - de la mention de délivrance du brevet européen, 521
  - du fascicule du brevet européen - retard et délai d'opposition, 522
  - v. aussi Bulletin européen des brevets, délivrance
- Publicité
  - obligations professionnelles, 642
- Pulvérisateurs
  - accessibilité au public, 51
- Qualification
  - nature véritable de la requête, 286
- Qualité de partie
  - transmission de la, 568
- Question de droit d'importance fondamentale, 610

## *Index alphabétique*

---

- saisine de la Grande chambre, 609, 610
- Questions institutionnelles, 663
- Races animales
  - brevetabilité, 41
  - exception à la brevetabilité, 37
- Rapport
  - accessibilité au public, 47
  - d'examen préliminaire (REPI) - motifs de la décision connu par le, 481
  - de recherche - nouvelles revendications après et taxe de recherche, 478
  - de recherche - documents cités dans - moyens invoqués tardivement, 376
  - de recherche européenne, 471
  - de recherche internationale, 471
  - de recherche - paiement d'une taxe et examen de l'invention, 478
  - expérimental - v. données expérimentales
  - partiel de recherche - incomplet, 209
- Ratio decidendi
  - autorité des décisions, 601
  - vice substantiel de procédure, 623
- Recevabilité
  - de l'intervention, 570
  - de l'opposition, 514, 519, 526, 529
  - de l'opposition - bien-fondé de l'opposition, 530
  - de l'opposition - compétence pour statuer, 520
  - de l'opposition - conditions de forme, 521
  - de l'opposition - examen d'office, 519
  - de l'opposition - identité de l'opposant, 522
  - de revendications modifiées - difficulté de l'examen, 615
  - du recours - mémoire exposant les motifs du recours, 591
  - et formation du recours, 582
  - opposition conjointe, 525, 586
  - opposition contre son propre brevet, 503
  - opposition et absence de dépôt de pouvoir de mandataires agréés, 414
  - opposition fondée sur un usage antérieur public, 532
  - opposition par toute personne, 503
  - revendications modifiées lors de la procédure de recours, 612
  - v. aussi irrecevabilité
- Recherche
  - additionnelle - pouvoir d'appréciation, 548
  - but et état de la technique pertinent, 207
  - et examen - séparation, 207
- Rechtsanwalt
  - v. avocat, mandataires agréés, représentation, registre des avocats
- Recours
  - abusif à une procédure orale - répartition des frais, 561
  - abusif allégué à une procédure orale - répartition des frais, 553
  - bien fondé et remboursement de la taxe de recours, 620
  - conditions de forme, 585
  - conjoint, 586
  - contre les décisions en matière disciplinaire, 641
  - contre une décision de la division juridique et compétence, 445
  - décisions susceptibles de, 474, 582
  - devant être de toute façon former et règle 67 CBE, 621
  - distinction entre existence et recevabilité d'un, 620
  - effet dévolutif du, 566
  - effet suspensif, 566, 629
  - étendue de l'examen, 572
  - fondé sur des éléments de preuve présentés pour la 1ère fois, 594
  - fondé uniquement sur de nouvelles requêtes, 595
  - formation et recevabilité, 582
  - forme et délai du, 589
  - incident, v. reformatio in peius
  - indications des voies de, 431
  - introduction dans les délais, 591
  - irrecevabilité et remboursement de la taxe de recours, 620
  - langue de la procédure, 566
  - liste des décisions non susceptibles de, 583
  - mémoire exposant les motifs du, 591
  - ne comportant pas de motifs détaillés, 593
  - non formé par le représentant commun et recevabilité, 586
  - non formé - règle 67 CBE, 620
  - parties à la procédure de, 567
  - personnes admises à former un, 585
  - renonciation par le silence et droit de, 588
  - retrait, 604
  - retrait et force de chose jugée, 605
  - retrait et remboursement de la taxe de recours, 620
  - v. aussi acte de recours, procédure de recours, 565
- Rectification
  - du procès-verbal, 322
  - effet rétroactif, 436
  - évidence de l'erreur et de la rectification, 263
  - incohérences relevées dans une décision, 439
  - standard de preuve, 404
  - sur demande ou d'office, 438
- Récusation , 426
  - membre d'une division d'opposition, 583
  - membre d'une chambre et procédure correcte à suivre , 427
  - pour partialité - appréciation objective, 427
  - pour partialité - intérêt personnel , 426
- Rédaction
  - procès-verbal, 321
  - des décisions, v. décisions, motivations
- Réexamen
  - de l'affaire, v. aussi renvoi
  - des réserves - motifs exposés dans l'invitation à payer taxe additionnelle, 657
  - examinateur chargé de l'examen préliminaire, 656
  - v. aussi Réserves
- Référence
  - à un autre document - exposé suffisant de l'invention, 166
  - prise en compte du document contenant et exposé de l'invention, 166
- Reformatio in peius
  - interdiction, 573
  - procédure de recours, 573
  - revendications modifiées, 386
- Refus
  - de faire droit à une requête en procédure orale, 298
  - v. aussi rejet
- Registre
  - dates de remise des décisions au service du courrier interne, 430
- Registre des avocats - compétence de la division juridique pour l'inscription au, 411
- Registre européen des brevets, 363, 364, 445
  - compétence de la division juridique, 445
  - compétence, division juridique et requête en révision, 584
  - inscription de licences, 445
  - mention en cas de restitutio in integrum, 446
  - non inscription de requêtes en révision, 585

- requête tendant à la révision de décisions finales, 584
- transfert, 445
- transfert de brevet et substitution de parties, 569
- Règle 71bis CBE
  - changement dans les faits de la cause, 302
- Règlement relatif aux taxes, 380
- Régularisation
  - acte de procédure par une personne non habilitée, 413
  - mandataire agréé et moment de la, 414
  - irrégularités et recevabilité de l'opposition, 521
- Rejet
  - de pièces produites tardivement - caractérisation du, 320
  - règle 71 CBE - obligation de motiver le rejet, 627
  - requête en procédure orale, 308
  - v. aussi preuve
- Rejet de la demande
  - après la première notification, 476
  - après une seule notification - art. 96(2), 474
  - après une seule notification et art. 113(1) CBE, 297
  - de brevet européen, 485
  - décision suffisamment motivée - art. 97, 485
  - exercice du droit d'être entendu - art. 97, 484
  - immédiat sans inviter le demandeur de bonne foi, 473
  - motif unique, 627
- Remboursement de la taxe d'examen, 470
- Remboursement de la taxe de recours, 424, 480, 513, 619
  - absence de requête, 620
  - conditions, 620
  - décision prise par l'instance compétente, 623
  - distinction, existence et recevabilité du recours, 620
  - équité, 621
  - erreur d'appréciation, 628
  - et obligations incombant aux parties, 630
  - irrecevabilité du recours, 620
  - lien avec le vice de procédure, 621
  - mémoire non produit, 620
  - mémoire produit tardivement, 620
  - pluralité de recours, 622
  - procédure d'opposition et vice substantiel, 507
  - recours devant de toute façon être formé, 621
  - recours non formé, 620
  - rejet de la requête en procédure orale, 623
  - restitutio in integrum, 333
  - retrait du recours, 620
  - révision préjudicielle, 631
  - révision préjudicielle et question sur le, 609
  - vice substantiel de procédure, 623
  - violation de l'art. 116 CBE, 314
  - v. aussi équité, révision préjudicielle, vice substantiel de procédure
- Remboursement partiel
  - d'une partie d'une seule taxe, 658
  - en cas de paiement de deux taxes additionnelles, 658
- Remise à la poste
  - fin de la procédure, 429
- Renonciation
  - à un droit - réponse au sens de l'art. 96(3) CBE, 298
  - au brevet européen, 518
  - au droit d'être entendu, 303, 305, 484
  - présomption, 588
  - présomption et existence d'un doute, 485
  - tacite - droit de prendre position, 512
  - valeur du silence et requête en procédure orale, 311
- Renseignement Juridique
  - n° 4/80 (JO 1980, 48), 477
  - n° 5/80 (JO 1980, 149, 152 ancienne version), 324
  - n° 6/80 (JO 1980, 303), 358
  - n° 8/80 (JO 1981, 6), 388
  - n° 10/81 (JO 1981, 349), 498
  - n° 11/82 (JO 1982, 57), 389
  - n° 15/84, 357
  - n° 16/85 (JO 1985, 141), 422
  - n° 10/92 (JO 1992, 662), 498
  - n° 5/93 rév. (JO 1993, 229), 324
  - n° 15/98 (JO 1998, 113), 387
- Renseignements erronés
  - confiance légitime, 285
- Renvoi
  - à un document de brevet canadien et modifications, 233
- Renvoi de l'affaire, 537
  - à la première instance, 598
  - modification substantielle des revendications, 619
  - moyens invoqués tardivement, 378
  - absence dans l'intérêt des parties, 599
  - composition différente de l'instance, 424
  - composition identique et impartialité, 426
  - devant la première instance - moyens invoqués tardivement, 378
  - en cas de vice substantiel de procédure, 599
  - en première instance - motivation des décisions, 626
  - examen après le, 495
  - opinion dissidente afin d'éviter le, 600
  - opposition et droit d'être entendu après le, 511
  - pour adaptation de la description, 602
  - pour poursuite de la procédure, 602
  - pouvoir d'appréciation, 579
  - requête initiale en procédure orale, 314
  - type de, 602
  - vices majeurs et art. 10 RPCR, 599
- Réouverture de l'examen, 493
- Répartition des frais, 597
  - de procédure - opposition, 552
  - de procédure - équité, 552
  - moyens invoqués tardivement, 379
  - retrait de l'opposition et question de la, 606
- Réponse au sens de l'art. 96(3) CBE
  - lettre du demandeur, 298
- Représentant commun
  - opposition conjointe, 525
- Représentation, 409
  - absence de dépôt de pouvoir et recevabilité de l'opposition, 414
  - acte de procédure et personne non habilitée, 413
  - actes de procédure par une personne autre que le mandataire, 413
  - anciens membres des chambres de recours, 420
  - assistant et exposé oral sur des questions juridiques ou techniques, 418
  - conjointe - pluralité de demandeurs, 414, 415
  - contournement abusif de la loi, 524
  - dépôt du pouvoir, 413
  - dépôt du pouvoir hors délais, 413
  - désignation d'un groupement de mandataires, 416
  - désignation d'un mandataire agréé commun, 414
  - distinction procédure orale et procédure écrite, 418
  - exposé oral par des conseils en brevet dans des pays non partie la CBE, 421
  - exposé oral par une personne accompagnant, 417
  - exposé oral par une personne non habilitée à assurer la, 417
  - exposé par un assistant, conditions, 418 et s.
  - faux pouvoir et actes de procédure, 414

## *Index alphabétique*

---

- liste des mandataires agréés, 409
- mandataire agréé, 409, 635
- ni domicile ni siège dans un Etat contractant, 409
- partie non représentée et procédure orale, 315, 316
- personne accompagnant - présentation d'arguments, 421
- personne accompagnant - présentation de faits et preuves, 421
- pouvoir de représentation, 413
- pouvoir général, 415
- présentation de faits ou preuves par un assistant, 418
- procédure ex parte et procédure inter partes, 419
- représentant commun, 586
- subdélégation de pouvoir, 416
- v. aussi mandataires et avocats
- Reprise d'entreprise
  - transmission de l'opposition, 568
- Reproductibilité de l'invention, v. exposé suffisant de l'invention
- inconvenient, utilisation impossible et obstacle à la, 168
- Requérant
  - aggravation du sort du, 573
  - règle 67 et obligations du, 630
- Requêtes
  - absence et remboursement de la taxe de recours, 620
  - ambiguë et clarification - procédure orale, 483
  - de l'opposant - compétence de l'instance, 572
  - définitives - non-clarification et art. 113(2) CBE, 307
  - en délivrance, 454
  - en délivrance d'une demande internationale - interprétation correcte, 658
  - en examen, 469
  - en examen - absence et remboursement de la taxe annuelle, 470
  - en examen - acte indépendant du dépôt de la demande de brevet, 443
  - en examen - exigences, 469
  - en examen - paiement de la taxe d'examen et, 470
  - en modification, 497
  - en procédure orale et demande d'entrevue, 310
  - en procédure orale - refus de faire droit à, 298
  - en procédure orale - rejet, 308
  - en procédure orale - règle 67, 623
  - en procédure orale - retrait de la, 311
  - en rectification de la décision attaquée - non susceptibles de recours, 583
  - en rectification de la désignation d'Etats, 333
  - en restitutio in integrum, 659
  - en révocation d'un brevet, 606
  - initiale en procédure orale - ni retirée ni modifiée et renvoi de l'affaire, 314
  - nature véritable, 286
  - présentation d'un nombre excessif de requêtes en modification, 479
  - présentée le jour même où la procédure est close, 498
  - principale et à titre subsidiaire - actes de procédure, 385
  - principale et à titre subsidiaire - procédure d'examen, 386
  - principale et à titre subsidiaire - recevabilité, 385
  - principale et à titre subsidiaire - procédure d'opposition, 387
  - principale et subsidiaire - objets d'une décision motivée, 432
  - procès-verbal - vice substantiel de procédure, 631
  - reformatio in pejus - recours, 573
  - subsidiaries supplémentaires, 545
  - subsidiaire - procédure orale, 313
  - tendant à la révision des décisions des chambres de recours, 584
  - vice substantiel de procédure et interprétation erronée d'une, 306
- Res judicata
  - v. aussi autorité des décisions
  - décision de délivrance, 500
- Réserves
  - au titre de l'art. 167(2) CBE, 497
  - composition de l'instance de réexamen, 650
  - effet dévolutif, 652
  - effet suspensif et dévolutif, 652
  - examen fondé sur les revendications telles que déposées initialement, 652
  - instances de réexamen, 650
  - IPEA - motivation, 655
  - IPEA - procédure, 654
  - IPEA - réexamen, 657
  - ISA - motivation, 649
  - ISA - procédure, 646
  - ISA - réexamen, 651
  - motivation de la, 649
  - non-observation du délai de présentation, 653
  - nouveaux motifs invoqués par l'instance de réexamen, 651
  - réexamen - modification des revendications, 652
  - réexamen par une chambre, 651
  - v. aussi PCT
- Réservoir
  - et modifications, 226
- Résonance magnétique nucléaire
  - méthodes de traitement médical, 23
- Responsabilité
  - confiance légitime et irrégularités relevant de sa propre, 290
  - des parties et confiance légitime, 290-293
- Restitutio in integrum, 332
  - accomplissement de l'acte omis, 340
  - bien-fondé, 346
    - circonstances exceptionnelles, 347
    - considérations tactiques, 350
    - difficultés financières, 350
    - méprise ou incapacité de respecter un délai, 350
    - obligation de vigilance, 346, 351-362
    - système satisfaisant pour surveiller les délais, 348
  - décisions intermédiaires, 598
  - délai d'un an, 339
  - délai de deux mois - cessation de l'empêchement, 337
  - délais exclus de la, 342
  - délais exclus - délais prévus par le PCT, 343
  - droit d'exploitation au titre de l'art. 122(6), 363
  - et confiance légitime, 289
  - et mentions au Registre européen des brevets, 446
  - interruption de la procédure, 364
  - non-accomplissement de l'acte par le demandeur, 333
  - notion de délai, 332
  - obligation de vigilance - personnes tenues de l' , 351-362
  - perte de droit, 333
  - pour l'opposant, 334
  - preuve, 404
  - principe de proportionnalité, 364
  - remise en cause de la force de chose jugée, 653
  - requête - délais pour présenter une, 337
  - requête - instance compétente pour statuer sur la, 335
  - requête - présentation et motivation de la, 340
  - requête - recevabilité de la, 335
  - requête - suppression des irrégularités de la, 342
- Résultats intermédiaires
  - méthodes de traitement médical, 22, 34, 35
- Retard

- à l'Office - vice substantiel de procédure, 629
- injustifié - répartition des frais, 553-555
- justifié - répartition des frais, 555-556
- justification - moyens invoqués tardivement, 373
- Retrait
  - de la requête en procédure orale - valeur du silence, 311
  - non retrait d'un formulaire erroné et règle 67 CBE, 630
- Retrait de l'opposition
  - au cours de la procédure d'opposition, 517
  - au cours de la procédure de recours, 518, 605
  - instance de recours et question de la répartition des frais, 606
  - poursuite de la procédure d'opposition, 517
- Retrait de la demande et abandon du brevet, 387
  - abandon de certaines parties, 389
  - abandon sans effet sur le fond, 391
  - renonciation à tout le brevet, 389
  - retrait de toute la demande, 387
- Retrait du recours, 604
  - ou de l'opposition - frais de procédure, 558
- Réunion publique - accessibilité au public, 51
- Revendications, 178
  - au titre de l'article 52(4) - admissibilité, 20
  - ayant un effet et caractère fonctionnel technique, 109
  - catégories, 182
  - catégories fondamentales de, 178
  - changement de catégorie et art. 123(3), 253
  - claire - sécurité juridique, 194
  - clarté, 179, 543
  - clarté - et art. 83 CBE, 177
  - concision, 188
  - contenu de la demande, 223
  - d'utilisation de type classique exclue, 100
  - d'utilisation et applicabilité industrielle, 164
  - d'utilisation, v. aussi médicament
  - date de dépôt, 455
  - de large portée - clarté, 181
  - de "Markush", 216, 648
  - de méthode - médicaments, 101
  - de procédé (ou de méthode) - et revendication d'application, 108
  - de procédé - termes "pour une utilisation Y", 101
  - de produit - changement en revendication d'utilisation, 253
  - de produit comportant des caractéristiques de procédé - nouveauté, 82
  - de produits caractérisés par leur procédé d'obtention, 196, 199
  - de substance et de médicament non limitées, 98
  - de substance proposée à une fin spécifique, 98
  - de type suisse, 103, 187
  - de vaste portée, 185
  - de vaste portée - caractéristiques définies par leur fonction, 185
  - de vaste portée - caractéristiques fonctionnelles et clarté, 185
  - de vaste portée - invention dans le domaine de la chimie, 143
  - dépendante, 534, 546
  - dépendantes - obligation de satisfaire à l'exigence d'unité, 204
  - dépôt d'un jeu distinct pour un Etat désigné, 477
  - dépôt tardif et procédure orale, 545
  - différence de rédaction uniquement, 102
  - disclaimer, 183
  - étendue de la protection et sécurité juridique, 179
  - fonction, réalisation d'un but et résultat technique, 109
  - fondement sur la description, 189
  - forme, 179
  - forme - caractéristiques essentielles, 180
  - formulation, 195
  - homme du métier et interprétation des, 192 et s.
  - indépendantes, 534, 546
  - indépendante... - et demande divisionnaire, 486
  - indépendantes et dépendantes supplémentaires - opposition, 546
  - indépendantes - unité de l'invention, 201
  - indépendantes - pluralité - unité de l'invention, 201
  - interférentes - demande divisionnaire et demande initiale, 486
  - interférentes - double protection, 486
  - interprétation, 191
  - interprétation - art. 69 CBE, 193
  - modifications - réexamen des réserves, 652
  - modifications substantielles - renvoi, 619
  - modifiées - après clôture de la procédure, 614
  - modifiées - au stade de la procédure orale, 321
  - modifiées - dépôt lors de la procédure de recours, 612
  - modifiées - interprétation et rôle des figures, 233
  - modifiées, v. aussi modifications
  - multiples - concision, 189
  - omnibus claims, 179
  - portant sur l'utilisation d'un composé connu dans un but précis, 112
  - product-by-process" - art. 123(3), 252, 256
  - substitution de jeux de revendications, 496
  - supplémentaire de procédé - revendication équivalente et modifications, 225
  - taxes de revendication, 200
- Revirement de jurisprudence
  - et affaires en instance, 295
  - et confiance légitime, 294
  - opposition contre son propre brevet, 503
- Révision
  - de la CBE, v. CBE
  - d'une décision et protocole sur la reconnaissance, 446
- Révision préjudicielle, 607
  - circonstances limitées, 632
  - conditions, 631
  - de type cassation, 608
  - de type réformation, 608
  - erreur signalée dans les motifs du recours, 607
  - et question sur le remboursement de la taxe de recours, 609
  - prise d'effet des décisions, 428
  - règle 51 et pratique de la, 489
  - remboursement de la taxe de recours, 631
  - restitutio in integrum, 336
  - vice substantiel de procédure, 609
  - vice substantiel de procédure et équité, 631
- Révocation du brevet, 535
  - opposition, 503, 549
  - opposition, action centralisé en, 533
  - requête en, 606
  - retrait de l'opposition, 517
  - sans notification préalable - droit d'être entendu, 513
- Revues scientifiques
  - accessibilité au public, 49
- Revues techniques
  - accessibilité au public, 49
- Réexamen des réserves et composition de l'instance, 650
- Ronflement
  - méthodes de traitement médical, 31

## *Index alphabétique*

---

- Routine
  - essais de, 152
  - et clarté des revendications, 186
  - exécution de l'invention et mesure de, 169
- Royaume-Uni, v. Comptroller
- Saisine
  - de la Grande Chambre de recours, 609
  - de la Grande chambre de recours - libre appréciation des chambres, 609
  - étendue de la, 572
- Sans équivoque
  - revendications modifiées, 383
- Santé
  - rétablir la - méthodes de traitement médical, 26
- Seconde indication médicale - conditions, 104
- Secret
  - preuve, 400, 401
  - professionnel, 642
- Section de dépôt
  - étendue de la compétence, 457
  - mesures d'instruction, 398
- Section de formalités, 430
- Sécurité juridique, 269, 305, 520, 521, 543
  - adaptation insuffisante de la description, 589
  - caractéristique technique ambiguë, 194
  - clarté des revendications, 179
  - date de la décision, 429
  - déclaration sans équivoque, 489
  - et existence d'un grief, 589
  - et modifications, 228
  - moment de la clôture des débats, 429
  - revendication claire et exigence de, 194
  - revendications modifiées, 384
- Sécurité pour les demandeurs
  - restitutio in integrum, 343
- Sélection, v. nouveauté et inventions de sélection
  - de valeurs - exécution de l'invention, 169
  - non inventive - apport d'une contribution technique, 230
- Séminaire
  - accessibilité au public, 49
- Séparation
  - recherche et examen, 207, 208
- Séquence oncogène activée - biotechnologie, 171
- Serment, v. aussi déclaration, preuve
- Service
  - du courrier interne - fin de la procédure, 429
  - national de la propriété industrielle, 335
  - non prévus et confiance légitime, 293
  - fournis par l'OEB de sa propre initiative, 293
- SIDA, 277
  - possibilité d'exécuter l'invention, 168
- Siège, v. aussi domicile, 447
- Signature
  - acte d'opposition, 521
  - acte de procédure et défaut de, 413
  - actes de procédure, 385
  - des décisions, 423, 429, 435
  - des décisions - Etats contractants et paraphe, 435
- Significations, 447
  - lettre ordinaire, 447
  - par télécopie, 447
  - poste, 447
- Silence
  - consentement, 588
  - renonciation au droit de recours, 588
  - valeur du silence et retrait de la requête en procédure orale, 311
- Situation à sens unique
  - indice d'activité inventive, 159
- Situation parfaitement claire - taxes additionnelles, 211
- Société américaine
  - restitutio in integrum, 357, 338
- Sociétés de service
  - paiement des taxes par, 357
  - restitutio in integrum, 357
- Solution
  - du problème et efforts excessifs, 169
  - simplicité et indice d'activité inventive, 157
- Soulagement
  - méthodes de traitement médical, 26
- Soupçon de partialité, 427
  - v. aussi récusation, impartialité
- Soupçons généraux, 428
- Soupçons
  - mesures prises dans le cadre du pouvoir d'appréciation, 428
- Sources de la confiance légitime, 286
  - décisions de la Grande Chambre de recours, 287
  - publication d'une décision, 287
  - pratique établie, 287
  - v. aussi protection de la confiance légitime
- Souris oncogène, 42
  - ordre public, 38
- Spécialiste
  - exposé suffisant de l'invention, 166
- Stage
  - auprès d'un avocat et conditions d'inscription à l'EEQ, 413, 636
  - conditions d'inscription à l'Examen Européen de Qualification, 413, 636
- Statutory declarations, v. preuve
- Substitution
  - de mandataire - revendications modifiées, 617
  - de partie - revendications modifiées, 617
  - v. aussi transfert du brevet, transmission de l'opposition
- Succès commercial
  - indice d'activité inventive, 156
- Succession universelle, v. Transmission de l'opposition
- Suffisance de l'acte d'opposition et nouvelles preuves, 531
- Supervision
  - méthodes de traitement médical, 23-25
- Suspension de la procédure, 446
  - Bulletin européen des brevets, 446
  - introduction d'une procédure, contrôle des chambres, 446
  - Protocole sur la reconnaissance, 446
  - saisine de la Grande Chambre de recours, 611
- Symptômes
  - méthodes de traitement médical, 23, 26, 27
- Système de rappel
  - restitutio in integrum, 349
- Système de surveillance des délais
  - restitutio in integrum, 346, 347, 348
- Système métrique ou unités SI, 502
- Tardivement
  - nouveaux faits et justifications invoqués, 540
- Tâtonnements, v. possibilité d'exécuter l'invention
- Taxes
  - v. aussi paiement, règlement relatif aux taxes

- d'examen - paiement et requête en examen, 470
- d'impression, 549, 550
- de restitutio in integrum - restitutio in integrum, 333
- intervenant, 571
- langue officielle d'un Etat et réduction du montant des, 442
- ordre de débit incorrect et paiement des, 380
- paiement d'un montant insuffisant et confiance légitime, 290
- paiement par des sociétés de services - restitutio in integrum, 357
- parties minimales non encore payées, 382
- preuve du paiement en cas de perte du chèque, 406
- Taxe additionnelle, 652, 654, 657
  - de recherche - non-paiement, 219
  - de recherche - paiement - nouvelle invitation, 221
  - déclaration motivée, 650
  - indication des raisons, condition essentielle, 646
  - invitations successives à payer, 653
  - motivation de l'invitation à payer des - PCT, 646
  - remboursement partiel, 657, 658
  - situation parfaitement claire, 211, 647
- Taxe annuelle
  - délai supplémentaire, 324
  - remboursement et absence de requête en examen, 470
  - restitutio in integrum, 338, 353, 354, 355
- Taxes de désignation
  - demande divisionnaire, 465
  - non-paiement, 460
  - paiement, 380
- Taxe d'opposition
  - formation de l'opposition, 521
  - opposition conjointe, 525
  - recevabilité de l'opposition, 586
  - réduction et langue de l'acte d'opposition, 443
- Taxe de recherche
  - additionnelles - remboursement, 210
  - défaut d'unité, 394
  - nouvelle - renonciation, 221
  - paiement et condition d'examen d'une invention, 478, 479
  - pluralité d'inventions, 219
- Taxe de recours
  - v. aussi remboursement de la
  - absence de paiement et obligation d'avertir, 289
- Taxes de revendication, 200
  - non paiement, 394
- Télécopie
  - confiance légitime et dépôt d'une demande par, 292
  - significations par, 447
- Téléphone
  - demande d'une procédure orale et consultation informelle par, 483
  - renseignements par, 294
- Témoignage
  - preuve, 396, 397, 400, 401
  - témoins - employés d'une partie, 396, 400
  - témoins - répartition des frais, 562
- Tests
  - admissibilité d'une modification, 243
  - de l'étendue de l'exposé, 269
  - de l'étendue de l'exposé - priorité, 268
  - de nouveauté, 269
  - de nouveauté - document de priorité, 275
  - de nouveauté - identité de l'invention, 268
  - de nouveauté - modifications, 243
  - du caractère essentiel - modifications, 244
  - du caractère essentiel - suppression d'un élément, 244
- Texte proposé ou accepté
  - art. 113(2) CBE, 306
  - aucun et rejet de la demande, 306
- Thérapeutique
  - protection absolue pour la substance d'un produit chimique à activité, 98
- Thérapie - définition, 26
- Tiers
  - effet à l'égard des tiers, v. effet erga omnes
  - observations - procédure de recours, 572
- Titulaire de brevet
  - v. aussi opposition par
  - opposition contre son propre brevet, 503
- Traduction de la demande internationale
  - contenu de la demande, 223
- Traitement
  - de la nation la plus favorisée, 631
  - de texte, 7
  - équitable, 570
  - esthétiques - méthodes de traitement médical, 32
  - médical - méthodes de traitement médical, 19, 21-25, 28, 33, 35
  - médicaux - brevetabilité, 105
  - national, 631
  - non curatifs - méthodes de traitement médical, 32
  - prophylactique - méthodes de traitement médical, 26, 29
  - vétérinaire des animaux - méthodes de traitement médical, 20
- Transfert
  - d'activités commerciales - restitutio in integrum, 347
  - de mandataire - restitutio in integrum, 354
  - du brevet - Registre européen des brevets et substitution de parties, 569
  - du brevet - substitution de partie dans la procédure, 569
- Transmission
  - de l'opposition, 516, 568
  - de la qualité de partie, 568
- Transplantations d'embryons
  - méthodes de traitement médical, 32
- Travaux préparatoires, 210, 449
  - groupement de mandataires agréés, 417
  - moyens invoqués tardivement, 366
  - règle 51, 488
  - restitutio in integrum, 350
- TRIPs, v. aussi Accord sur les ADPIC
- Ultra petita
  - étendue de la procédure de recours, 565
  - libre disposition de l'instance, 504
- Unicité de la demande de brevet européen, 448
- Union
  - première demande dans un pays de l' - priorité, 278
- Unité de l'invention, 201, 654
  - absence - appréciation par l'ISA, 206
  - absence - base d'appréciation, 206
  - absence - critères, 210
  - absence d'unité exclue des motifs d'opposition, 210
  - absence en opposition, et modification du brevet, 210
  - absence et examen d'office, 647
  - absence - procédure d'examen, 208
  - absence - procédure d'opposition, 209
  - activité inventive et nouveauté, 211
  - appréciation ex post facto, 218
  - au sens de l'art. 82 CBE, 210
  - concept inventif général, 201, 212

## *Index alphabétique*

---

- condition de fond, 210
- critères- définition du problème technique, 210
- défaut - nouvelles taxe de recherche, 394
- disposition d'ordre administratif, 210
- exigence d'ordre administratif et fin de la procédure d'examen, 479
- exigence sans aucune restriction, 209
- harmonisation avec le PCT, 201
- inventions tendant à l'obtention du produit final, 205
- nouvel examen au cours de la même procédure de recherche, 653
- pas de distinction entre absence "a priori" et "a posteriori", 209
- pluralité d'inventions et nouvelle taxe de recherche, 219
- pluralité d'inventions revendiquée, 201
- principes relatifs à l', 201
- priorité et condition d', 280
- produits intermédiaires , 205
- "revendications de Markush", 216
- revendications dépendantes, 204
- revendications indépendantes, 201
- revendications indépendantes - pluralité, 201
- simultanément examinée par différentes instances, 653
- taxe additionnelle de recherche - non-paiement, 219
- Urgence
  - principes de droit procédural généralement admis et cas d', 317
  - procédure orale et délai de citation raccourci, 317
- Usage antérieur public, 51, 69, 513
  - v. aussi divulgation antérieure par usage
  - examen d'office et recherches supplémentaires, 580
  - examen d'office par l'OEB, 531
  - exposé oral et article publié correspondant, 403
  - moyens invoqués tardivement, 366, 372, 373
  - opposition fondée sur, 531
  - preuve, 404, 541
  - répartition des frais, 556, 557
  - standard de preuve, 404
  - suffisance de l'acte d'opposition, 531
- Utilisation antérieure, v. usage antérieur
- Utilisation
  - v. médicament, revendication d'utilisation
  - d'un procédé connu dans un but précis, 112
  - non thérapeutique - indication de la finalité, 114
  - nouveauté, 97
- Valeur juridique
  - Directives relatives à l'examen pratiqué à l'OEB, 441
- Valeurs, v. aussi plages de valeurs
- Variétés végétales - exception à la brevetabilité, 37
- Végétales, v. obtentions végétales
- Venire contra factum proprium, 294
  - v. aussi protection de la confiance légitime
- Vente
  - accessibilité au public, 52
- Vice de procédure
  - v. aussi vice substantiel de procédure
  - contacts informels, 482
  - favorisé par le requérant lui-même et règle 67 CBE, 622
  - lien avec la nécessité d'acquitter la taxe de recours, 621
  - non expiration du délai pour produire le mémoire de recours, 608
  - objections formulées la 1ere fois dans la procédure orale, 541
- Vice substantiel de procédure
  - v. aussi remboursement de la taxe de recours
  - absence de grief, 623
  - caractère substantiel du vice de procédure, 623
  - changement dans la composition de la division d'opposition, 626
  - décision citée pour la première fois dans les motifs, 625
  - décision prise par un agent non habilité, 629
  - droit d'être entendu, 480
  - et absence de jurisprudence constante, 628
  - et ratio decidendi, 623
  - examen de la pertinence, 370
  - indication des voies de recours, 431
  - inspection publique, 444
  - interprétation erronée d'une requête - art. 113(2), 607
  - mauvais formulaire de notification, 630
  - modification du texte proposé ou accepté - art. 113(2), 306
  - non prise en compte d'une demande d'entretien téléphonique, 624
  - non prise en compte d'une demande d'entrevue, 624
  - non-citation des parties à la procédure orale, 624
  - non-clarification d'une situation, 625
  - objections de clarté des pièces modifiées, 548
  - rejet de la requête en procédure orale, 623
  - rejet immédiat de la demande, 473
  - remboursement de la taxe de recours, 623
  - renvoi à la première instance, 599
  - requête en procédure orale, 623
  - requête en procédure orale égarée, 624
  - requête subsidiaire en procédure orale, 624
  - restitutio in integrum, 333, 336
  - retard à l'Office, 629
  - revendications modifiées, 384, 386
  - révision préjudicielle, 608, 631
  - signification d'un projet de décision, 629
  - vice sans conséquence sur l'issue de la procédure, 623
  - violation du droit d'être entendu, 624
- Vices majeurs
  - renvoi et art. 10 RPCR, 599
- Vigilance
  - v. restitutio in integrum
  - des auxiliaires - restitutio in integrum, 358
  - des suppléants - restitutio in integrum, 359
  - nécessaire - restitutio in integrum, 355, 338, 340
  - voulue - répartition des frais, 552
- Virus du SIDA, v. SIDA
- Volenti non fit injuria - moyens invoqués tardivement, 376
- Whole content, 68